

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 43

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lectureursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Introduction

Le présent fascicule se trouve consacré aux activités de Marx et d'Engels au sein du Conseil Général de l'*Association Internationale des Travailleurs* **au cours de l'année 1872** et tout particulièrement **au Congrès de La Haye et aux intenses controverses avec Michel Bakounine et ses partisans**.

Un dossier à nouveau **complexe**.

Complexe, il l'est d'abord en raison du caractère souvent très procédurier des débats qui ont conduit à la convocation du Congrès de La Haye de septembre 1872. La constitution, en avril 1870, de la Fédération jurassienne sous la direction, notamment, de James Guillaume et de Michel Bakounine, va entraîner bon nombre de polémiques à l'adresse du Conseil Général de l'AIT, des polémiques auxquelles Marx et Engels répondront, dès mai 72, par leur brochure « *Les prétendues scissions dans l'Internationale* ».

Complexe, il l'est également en raison de la personnalité très, très particulière de Bakounine, lequel, après la longue période aventurière, de 1847 à 1864 disons, de ses activités révolutionnaires, va procéder à ses manœuvres *conspiratives* au sein de *sociétés secrètes* qu'il va fonder, notamment, en novembre 64, à Florence (*La Fraternité*), et puis surtout, en octobre 1868, à Genève, avec l'*Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste*.

Nous nous sommes efforcés de rendre compte au plus clair du conflit entre Marx et Bakounine.

Théoriquement, la **question centrale** porte sur **l'action politique de la classe ouvrière** et sur **le rôle de l'Etat**, Bakounine estimant que ce dernier est, quel qu'il soit, par sa nature même, un instrument de despotisme dont il faut exiger l'abolition immédiate et son remplacement par une libre fédération de groupes autonomes.

Marx s'opposera très fermement à ces options **anarchistes** qu'il estime relever d'une véritable **utopie** indifférente aux réalités politiques concrètes auxquelles se trouve confrontée la classe ouvrière, un débat sur lequel il ne cessera revenir avec soin, notamment, en 1873, dans la publication du document intitulé « *La Démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs* » et son article « *L'indifférence en matière politique* ».

Ces documents feront l'objet d'un prochain fascicule.

*

Et, pour rappel, nos principales abréviations :

- C, suivi du numéro de volume : *Marx Engels, Correspondance*, Editions sociales, 13 volumes parus.
- MEGA, suivi du numéro de volume : *Karl Marx Friedrich Engels, Gesamtausgabe*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED / der KPdSU, Dietz Verlag Berlin. (Herausgegeben von der Internationalen Marx-Engels-Stiftung Amsterdam), 79 volumes parus.
- MECW, suivi du numéro de volume : *Karl Marx Frederick Engels Collected Works*, Lawrence & Wishart Electric Book, 50 volumes parus.
- MEW, suivi du numéro de volume paru : *Karl Marx, Friedrich Engels, Werke*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag Berlin, 46 volumes parus.

Sommaire

Le présent fascicule se trouve consacré aux activités de Marx et d'Engels au sein du Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs **au cours de l'année 1872** et tout particulièrement **au Congrès de La Haye et aux intenses controverses avec Michel Bakounine et ses partisans.**

Il se compose des **7 cahiers suivants** :

1. Marx & Engels au sein du Conseil Général de l'AIT : l'année 1872, paginé AIT72 de 1 à 10.

2. Marx & Engels, *Les prétendues scissions dans l'Internationale*

- 2.1. Chapitre 1, paginé PS1, de 1 à 4.
- 2.2. Chapitre 2, paginé PS2, de 1 à 8.
- 2.3. Chapitre 3, paginé PS3, de 1 à 6.
- 2.4. Chapitre 4, paginé PS4, de 1 à 9.
- 2.5. Chapitre 5, paginé PS5, de 1 à 2.
- 2.6. Chapitre 6, paginé PS6, de 1 à 4.
- 2.7. Chapitre 7, paginé PS7, de 1 à 3.

3. Le Congrès de La Haye, paginé LH, de 1 à 4.

4. Marx/Engels et Bakounine : une chronique de leurs relations personnelles et politiques, paginé MEB de 1 à 17.

5. Michel Bakounine : biographie et documents divers

- 5.1. M. Bakounine, Eléments de biographie, paginé B de 1 à 30.
- 5.2. M. Bakounine, Lettre au journal *La Liberté*, paginé LaLL de 1 à 20.
- 5.3. M. Bakounine, « Rapports personnels avec Marx », paginé B/M de 1 à 11.

6. Divers documents

- 6.1. Fr. Engels, *Adresse du Conseil Général à tous les membres de l'AIT*, paginé E, de 1 à 4.
- 6.2. Fr. Engels, *Rapport présenté au Congrès de La Haye sur l'Alliance de la Démocratie socialiste*, paginé RsA, de 1 à 8.
- 6.3. Fr. Engels, *Le Congrès de Sonvillier et l'Internationale*, paginé CdS de 1 à 5.
- 6.4. K. Marx, Discours sur le Congrès de La Haye, paginé MDLH de 1 à 3.
- 6.5. K. Marx à Ludwig Kugelmann, *Communication confidentielle*, paginé CC de 1 à 5.
- 6.6. S. Netchaïev, Eléments de biographie, paginé SN de 1 à 5.

7. Tranches de vie, L'année 1872, paginé TDV15 de 1 à 23.

Table générale

1. Marx & Engels et l'Association Internationale des Travailleurs.

L'année 1872

Cette séquence prend la suite des **années 1864-1866** recensées dans notre **fascicule 36**, des **années 1867-1870** recensées dans notre **fascicule 39** et de l'**année 1871** recensée dans notre **fascicule 41**.

Etudes et ouvrages consultés :

- *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, 1972 et 1973¹.
- Bernard Dandois, *Vingt lettres sur l'Association Internationale des Travailleurs en Belgique (1865-1872)*. Revue *Le Mouvement social* n° 62, pp. 49-98.
- *Entre Marx & Bakounine César De Paepe. Correspondance présentée & annotée par Bernard Dandois*, Centre d'Histoire du Syndicalisme, Maspéro, Paris, 1974.
- Christian Lande, *La Première internationale*, Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18, Paris 1976.
- Arthur Lehning, *De Buonarroti à Bakounine, Etudes sur le Socialisme International*, Editions Champ Libre, Paris 1977.
- Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la première Internationale*, La Fabrique éditions, Paris 2011.
- Marcello Musto, *La première internationale et son histoire*, « La Pensée » 2014 4/4, N° 380, pp. 129 à 143².
- Marcello Musto, *Pour lire la Première Internationale*, Editions sociales, Les propédeutiques, Paris 2022.
- Revue *Le Mouvement social*, n° 51, mai-juin 1965, *La première internationale*, numéro spécial préparé sous la direction de Jacques Rougerie et Maximilien Rubel³.
- Albert Thomas, *Histoire socialiste*, vol. 10 *Le Second Empire (1852-1870)*, sous la direction de Jean Jaurès. Publications Jules Rouff et Cie, Editeurs⁴.

*

- | | | |
|----------|--|--|
| 02.01.72 | Marx et Engels sont présents.

On y évoque une résolution du Congrès de la fédération belge de l'AIT qui s'est tenu à Bruxelles les 24 et 25 décembre derniers en s'opposant aux résolutions des bakouninistes suisses de la fédération jurassienne de Sonvillier ⁵ . | Sinon, à part diverses nouvelles de Cracovie, et de Vienne, les débats se fixent sur des questions secondaires et notamment sur l'interprétation des nouveaux statuts en rapport avec l'affiliation des trades-unions. |
| 09.01.71 | Auguste Serrailleur préside.

Il commente une correspondance reçue de Bordeaux en accord avec les résolutions de la dernière Conférence ainsi qu'une lettre reçue de Corse à propos de la Commune qui, lit-on, « a fait pour le développement de la classe ouvrière plus que tout ce qui l'a précédé. ». | Pour sa part, Marx présente un rapport sur les statuts de la nouvelle section polonaise. Il s'exprime également sur la discordance entre l'appartenance à l'AIT et à la <i>Ligue républicaine universelle</i> ⁶ , qui, affirme-t-il, est une association rivale.

Engels insiste sur le refus d'admettre comme branche de l'AIT l' <i>Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste</i> fondée par Bakounine en |

¹ Assurément l'ouvrage de référence majeur : il offre la liste et le contenu exhaustif des rapports du Conseil général de l'AIT.

² En ligne sur le site de Cairn.info.

³ Une publication importante en raison du nombre de documents qu'elle reproduit.

⁴ En ligne sur le site de Gallica.

⁵ Ladite « Circulaire de Sonvillier » publiée en novembre 71 préconisait le principe anarchiste de l'abstention politique et exigeait une restriction des pouvoirs du Conseil général.

⁶ Cette *Ligue républicaine universelle* avait été fondée à Londres en avril 1871 à l'initiative notamment de George Odger et de Victor Le Lubez.

octobre 1868¹.

16.01.72 De longs débats sur la question des statuts et notamment sur la formation du Conseil fédéral britannique décidée par la récente Conférence de Londres.

23.01.72 Vifs échanges au sujet de propos tenus par John Hales à l'égard de Thomas Mottershead et considérés comme malveillants² par ce dernier qui exige des excuses immédiates, refusant que cette affaire toute personnelle soit réglée par une sous-commission comme le proposent Marx et Engels.

Après un large débat, l'affaire est toutefois confiée à une sous-commission chargée de récolter les témoignages³.

30.01.72 Marx informe le Conseil qu'une association de manufacturiers est en projet à Berlin en vue « d'épier l'action et la fonction de l'Association Internationale des travailleurs » et d'en rendre compte au gouvernement.

Engels annonce la récente formation d'une section de l'AIT à Barcelone. Le gouvernement espagnol multiple toutefois les interdictions à l'activité de l'Internationale dans le pays⁵.

Un sévère reproche de Marx à Eccarius qui a communiqué des informations sur les travaux de la Conférence, des informations qui ont été reproduites par un journal américain. Engels s'associe à ce reproche⁶.

La majorité du Conseil émet alors un vote de blâme à l'adresse d'Eccarius.

Marx annonce la tenue du Congrès des sociaux-démocrates saxons qui s'est tenu à Chemnitz le 6 et 7 janvier 1872. Les résolutions de la Conférence de Londres ont été approuvées⁴.

Pour sa part, Auguste Serrailier rend compte d'un meeting qui s'est tenu à Limoges : l'adhésion d'une nouvelle section a été votée à l'unanimité en rapport avec les résolutions de la Conférence de Londres.

Ceci montre, déclare-t-il « que l'assertion des dissidents suisses prétendant qu'ils ont le midi de la France avec eux n'est pas exacte. ».

05.02.72 Marx informe le Conseil sur le ralliement au bonapartisme de deux anciens militants de l'AIT, Albert Richard et Gaspard Blanc, tous deux partisans de Bakounine, qui viennent de publier à Bruxelles une brochure sous le titre *L'Empire et la France nouvelle*, appelant les travailleurs à restaurer l'Empire.

G. Eccarius donne lecture de sa vive protestation à l'égard du vote de blâme émis par le Conseil lors de sa dernière séance. Il insiste pour qu'elle se trouve publiée dans le rapport de cette séance du 5 février.

Il incrimine sur cette question le rôle du secrétaire John Hales.

Pour sa part, Charles Longuet annonce que la

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 58-63.

² John Hales l'aurait traité de faussaire, rien de moins.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 68-73. Sur la proposition de Frédérick Cournet, une commission spéciale, dite commission judiciaire, sera bientôt créée, le 13 février, pour régler ce genre de conflits personnels, avec, à sa tête, W. Wroblewsky.

⁴ Le 10 janvier, Liebknecht écrit à Engels : « Il a été décidé à l'unanimité de vous soutenir dans la lutte contre les bakouninistes, et j'ai été formellement chargé de vous le déclarer. » (C12, p. 4, note 10).

⁵ Engels tient ces informations de la lettre que lui a adressée P. Lafargue le 25 janvier dernier.

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 73-78.

commission nommée pour faire rapport sur le conflit surgi entre Thomas Mottershead et John Hales a terminé ses travaux, mais il suggère de reporter la discussion¹.

06.02.72 Un vif débat, à nouveau, à propos de l'envoi de documents à la presse : en cause, cette fois, « le citoyen » Maltmann Barry que le secrétaire John Hales menace d'exclure du Conseil comme coupable de « s'être conduit comme un espion². ».

Ambiance ...

13.02.72 Marx donne lecture d'une communication qu'il a reçue de Genève. Elle concerne l'importante perquisition subie par N. I. Outine à l'initiative du gouvernement russe qui a porté plainte contre lui sous le faux prétexte d'une contrefaçon de billets de banque russes.

Pour sa part, Auguste Serrailier propose de nommer une commission judiciaire chargée de débattre de toutes les questions personnelles qui surgissent au cours des réunions du Conseil. Le projet est voté à une large majorité³.

20.02.72 Le Conseil vote à l'unanimité une déclaration officielle relative à l'affaire Outine en Suisse.

On y lit : « Le gouvernement russe, face à une opposition chaque jour grandissante dans son pays, s'est prévalu des pseudo conspirations de gens tels que Netchaïev, qui n'appartiennent pas à l'Internationale, pour poursuivre les opposants dans le pays, sous prétexte de leur appartenance à l'Internationale. Il va maintenant plus loin. Soutenu par son fidèle vassal, la Prusse, il se met à intervenir dans les affaires intérieures des nations occidentales, en invitant leurs magistrats à se mettre à son service pour traquer l'Internationale (...) Le Conseil Général considère comme suffisant de dévoiler les desseins du cabinet russe et la servilité de ses auxiliaires occidentaux devant les ouvriers de toutes les nations⁴. ».

Sur la proposition d'Hermann Jung, le Conseil décide de commémorer l'anniversaire du 18 mars 71, jour de la proclamation de la Commune.

05.03.72⁵ Engels donne de bonnes nouvelles d'Italie, et Serrailier informe le Conseil de la situation en France.

Marx commente pour sa part les pratiques répressives de la police de Leipzig et de Londres.

Il donne surtout connaissance de la circulaire importante qu'Engels et lui ont rédigée et qui paraîtra bientôt⁶ sous le titre **Les prétendues scissions dans l'internationale**. Le document est adopté par le Conseil à l'unanimité.

Hermann Jung annonce que la commission chargée de préparer la commémoration du 18 mars a pris des engagements pour un prochain meeting à St. George's Hall⁷.

12.03.72 De lourds débats sur la correction des Plus important : Marx informe le Conseil sur la

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 78-84.

² *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 83-84.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 85-90.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, p. 92.

⁵ A partir de cette date, les séances du Conseil se tiendront dans un autre local, au n° 33, Rathbone Place, Oxford Street. La séance régulière du 27 février ne s'est pas tenue, plusieurs membres, dont Marx, ayant été empêchés de s'y rendre en raison d'un défilé public organisé à l'occasion de la guérison du prince de Galles.

⁶ Rédigée en français, elle paraîtra sous forme de brochure vers la fin du mois de mai 1872.

⁷ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 96-99.

procès-verbaux du Conseil dans la presse. Engels se plaint de la manière dont ses interventions ont été remaniées par John Hales.

Il éclaire surtout le Conseil sur la situation de l'Internationale en Italie où les ouvriers se sont opposés aux thèses proudhonniennes de l'abstention en matière politique.

scission intervenue au sein de la Fédération des Etats-Unis de l'AIT. Il fait voter par le Conseil trois résolutions sur la question, dont l'exclusion de la section 12 de New York qui était le principal foyer de l'influence bourgeoise¹.

18.03.72 Devait se tenir, ce dimanche 18 mars, à St George's hall, sous la présidence d'Hermann Jung, le meeting de commémoration de « la révolution sociale de Paris ». L'événement n'a toutefois pas eu lieu en raison du refus du tenancier de ce local de l'organiser au motif « que les meetings communistes ne sont pas autorisés en Angleterre ».

19.03.72 Engels informe le Conseil de diverses correspondances qu'il a reçues d'Espagne, du Portugal et d'Italie. Marx annonce une communication sur le procès d'A. Bebel et de W. Liebknecht et informe le Conseil d'une lettre reçue de Breslau, en Silésie.

D'autres nouvelles également : d'Irlande, par J. Patrick McDonnell, de France par A. Serrailier.

Le séance se termine sur la question du meeting interdit de St George's Hall : une poursuite en dommages et intérêts est envisagée.

26.03.72 Engels préside la séance.

Il donne lecture d'une communication reçue d'Espagne en vue du Congrès de la Fédération espagnole de l'Internationale qui se tiendra bientôt, du 4 au 11 avril 72, à Saragosse.

02.04.72 Le Conseil général adopte à l'unanimité une résolution en faveur de la grève des compositeurs de Londres.

J. Patrick McDonnell informe le Conseil de la situation de l'AIT en Irlande et des vives oppositions qu'y rencontrent les militants. Sur la proposition de Marx, une commission est nommée pour rédiger un manifeste contre les procédés de la police en Irlande.

Marx fournit au Conseil certains faits relatifs au procès de Bebel et de Liebknecht².

La séance se termine par la lecture de l'Adresse de la section Ferré³ qui aurait dû être prononcée lors du meeting de St George Hall⁴.

04.04.72 Se tient à Saragosse, du 4 au 11 avril 72, le Congrès de la Fédération espagnole de l'Internationale, avec d'importants débats entre les partisans du Conseil général et les bakouninistes qui maintiendront toutefois leur influence prépondérante.

09.04.72 Marx est excusé pour cause de maladie. Engels rend compte de sa correspondance avec Louis Pio au Danemark.

Le Conseil adopte à l'unanimité une déclaration sur « Le terrorisme policier en Irlande ». Elle sera aussitôt publiée à Londres sous forme de tract et reproduite dans nombre d'organes de presse de l'AIT⁵.

¹ Le document se trouve cité sous le titre « Résolutions sur la scission au sein de la fédération des Etats-Unis votée par le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs à ses séances des 5 et 12 mars 1872 », aux pages 344-346 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou.

² Lesquels seront bientôt condamnés à deux ans de détention dans une forteresse.

³ La section parisienne, ainsi nommé en hommage à Théophile Ferré fusillé par les Versaillais.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 116-120.

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 121-126.

Serrailler, pour sa part, propose que la *Guerre civile en France* soit traduite et publiée en français. La brochure, revue par Marx, paraîtra à Bruxelles au mois de juin 1872.

- 16.04.72 Le Conseil apprend que George Harris donne sa démission¹. Engels communique au Conseil deux documents qu'il a reçus du Congrès de la Fédération espagnole de l'Internationale qui s'est tenu à Saragosse du 4 au 11 avril 72³.
- Pour sa part, Marx propose au Conseil une réplique aux discours prononcés le 12 avril dernier au Parlement anglais, notamment par le conservateur Alexander Cochrane-Baillie et par Henry Fawcett. Il en souligne toutes les erreurs. La communication sera bientôt publiée sous forme de tract².
- 23.04.72 Un long débat au sein du Conseil sur l'admission ou non du médecin George Sexton. La question est reportée. Engels informe le Conseil de l'arrestation en Italie de Friedrich Theodor Cuno qui s'est vu expatrié de force en territoire bavarois.
- La démission de George Harris est définitivement enregistrée. Marx informe le Conseil qu'il a reçu une lettre d'Amérique sur la scission au sein de la Fédération nord-américaine et il engage sur le sujet une vive controverse avec Eccarius, un litige qui aboutira bientôt à une rupture entre les deux camarades⁵.
- Une autre question anecdotique : des rumeurs hostiles à propos de Maria Hulek⁴.
- 30.04.72 Engels souligne le nombre trop important d'affaires urgentes à régler par le Conseil et fait voter une motion en vue de la réunion de séances extraordinaires. Nouveau débat, plutôt long et contrasté sur l'admission ou non de George Sexton. Elle est finalement adoptée par onze voix contre huit...
- 04.05.72 Cette réunion, présidée par Auguste Serrailler, compte parmi les séances extraordinaires souhaitées par Engels. Marx est absent. Divers débats plutôt techniques et bien sûr quelques controverses personnelles, entre Eccarius et John Hales notamment⁶.
- 07.05.72 Engels communique au Conseil le compte rendu du Congrès de Saragosse⁷. Il annon- Un débat s'engage sur la personnalité de John Weston qui aurait formé chez lui une « sorte de

¹ Elle sera acceptée lors de la prochaine réunion du Conseil du 23 avril 72.

² *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, Editions du Progrès, Moscou, pp. 126-135.

³ Le Conseil fédéral espagnol se trouvera bientôt sous la direction des bakouninistes.

⁴ Marx évoque cette question dans sa lettre à F. A. Sorge du 15 mars 72, lui écrivant : « Monsieur et Madame Hulek – lui est un imbécile et elle « *une intrigante de bas état* » - s'étaient glissés un instant dans le Conseil général, à une époque où la plupart d'entre nous étaient absents, mais (...) ce noble couple a été très vite contraint de se retirer à la suite de ses intrigues avec la *soi-disant Branche française* que nous avons exclue de l'Internationale. (...) De plus ces deux personnages ont participé, après leur arrivée à New York, à la création d'une société hostile à l'Internationale et sont restés en contact permanent avec les *beaux restes de la branche française* à Londres. » (C12, p. 71)

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, Editions du Progrès, Moscou, pp. 135-140.

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, Editions du Progrès, Moscou, pp. 145-149.

⁷ Le document se trouve aux pages 246-249 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, Editions du Progrès, Moscou.

ce « la défaite totale » de la faction dirigée par Bakounine au sein de l'*Alliance de la Démocratie socialiste* qui, précise-t-il, « continua à exister, comme société secrète, à l'intérieur de l'Internationale, premier exemple d'une société secrète dirigée non pas contre les classes dominantes et leurs gouvernements, mais contre l'organisation prolétarienne dans laquelle elle avait promise de se fondre³². »

loge maçonnique révolutionnaire ». La question est reportée à de plus amples informations.

Eccarius présente sa démission comme secrétaire pour l'Amérique. La question est ajournée sur la proposition d'Engels, « jusqu'à ce que toute la question américaine soit examinée ». Engels fait ici référence à l'absence, pour des raisons de santé, de Marx qui dispose des documents relatifs aux reproches adressés à Eccarius sur la question américaine.

Le Conseil décide au final d'accepter la démission d'Eccarius³³.

11.05.72 Marx se livre à une franche accusation du comportement d'Eccarius dans le cadre la scission intervenue au sein des sections américaines de l'AIT. Une affaire complexe, à vrai dire, associée à une correspondance inopportune attribuée à Eccarius qui s'en défend³⁴.

14.05.72 Le Conseil débat, à l'initiative de John Hales, de la question irlandaise, précisément de la présence en Angleterre même de branches irlandaises principalement orientées vers l'indépendance de l'Irlande. La motion de Hales propose que le Conseil s'y oppose. Elle soulève une polémique sérieuse, notamment de la part de Mottershead qui souligne que les Irlandais « sont traités comme des étrangers en pays étranger et considérés par les ouvriers anglais à peu près comme les Blancs « pauvres » du Sud traitent les Nègres ».

Engels, pour sa part, soutient également le droit des sections irlandaises d'exister indépendamment du Conseil fédéral britannique : « Le fait est, *argumente-t-il*, qu'il y a eu sept siècles de conquête et d'oppression anglaise, et tant que cette oppression existera, ce sera une insulte aux travailleurs irlandais que de leur demander de se soumettre à un Conseil fédéral britannique. ».

J. Patrick McDonnell exprime également son désaccord avec la proposition de J. Hales qu'il estime parmi « les plus dommageables que l'on puisse concevoir ». Il est soutenu par Martin James Boon qui « approuve le caractère national des organisations populaires irlandaises et espère qu'elle vont continuer à exister, sans être forcées d'abdiquer leurs droits par le gouvernement anglais ou par la classe ouvrière anglaise. »

Il ajoute : « (la motion) demande au peuple conquis d'oublier sa nationalité et de se soumettre aux conquérants. Ce n'est pas de l'internationalisme, mais prêcher la soumission. (...) Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit être fondé sur une organisation nationale distincte, et ils sont dans la nécessité de déclarer dans le préambule de leurs statuts que leur premier et plus pressant devoir en tant qu'Irlandais est de conquérir leur propre indépendance nationale³⁵. ».

La résolution de J. Hales est repoussée, avec une seule voix en sa faveur³⁶.

18.05.72 Une très brève séance du Conseil : J. Hales convient que sa résolution n'était pas opportune et ne pouvait être publiée sans

³² Une annonce à vrai dire peu conforme à la réalité : le Congrès de Saragosse aboutira au maintien de l'influence prépondérante en Espagne des bakouninistes. Engels en conviendra dans sa lettre du 15 mai 72 à W. Liebknecht à qui il écrit : « Lafargue a oublié de nous faire savoir qu'une motion avait été en même temps adoptée qui accepte et approuve les résolutions du Congrès belge du 25 décembre 71. Si bien que la victoire n'est pas tout aussi complète qu'il nous l'a décrite. Le fait que l'Alliance ait continué à exister, au moins en Espagne, comme société secrète est prouvé et reconnu. » (C12, p. 111).

³³ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 150-155.

³⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 156-160.

³⁵ Le texte complet de l'intervention d'Engels se trouve aux pages 250-252 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou. Ce discours d'Engels ne sera pas publié, le Conseil général ayant décidé de ne pas rendre publics les débats sur la question irlandaise.

³⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 161-166.

causer un grand préjudice¹.

- 21.05.72 Marx propose au Conseil une importante résolution relative à la récente parution, en avril dernier, d'une brochure intitulée *Conseil fédéraliste universel de l'Association Internationale des Travailleurs et des sociétés républicaines socialistes adhérentes*. Il revient ensuite sur la question américaine. Une question complexe, mise en débat, avec les interventions, notamment d'Eccarius et de J. Hales.

« Cette brochure², affirme-t-il, ne prétend rien de moins qu'à effectuer un coup d'Etat au sein de l'Internationale ». Il ajoute : « Depuis que l'Internationale a atteint le degré de développement et de puissance où elle se trouve actuellement, le seul moyen par lequel les sociétés rivales et hostiles peuvent tenter de l'attaquer avec quelque chance de succès est d'usurper son nom afin de saper sa puissance³. ».

- 28.05.72 Marx et Engels recommandent de ne reconnaître que le « Vieux Conseil » des Etats-Unis formé d'éléments prolétariens : la motion est votée en dépit de l'opposition de J. Hales et d'Eccarius qui préconisaient au contraire l'alliance avec les réformistes bourgeois.

Marx rend compte du récent Congrès qui s'est tenu les 19 et 20 mai à Bruxelles, sans aboutir à aucune décision, annonce-t-il, sur le projet d'Eugène Hins de supprimer le Conseil général.

- 04.06.72 Un débat sur l'acceptation ou non d'une section française à Bruxelles comme section indépendante. Marx est plutôt favorable à son admission⁴. Engels souhaite toutefois que le Conseil fédéral belge soit consulté.

- 11.06.72 Engels proteste sur la rédaction du compte rendu de la précédente séance au motif qu'on n'a pas retenu ses réserves sur l'admission de la section française à Bruxelles.

Vifs débats sur la rédaction des comptes rendus.

Marx aborde la perspective du prochain Congrès et propose qu'il se tienne **en Hollande**. Le Congrès s'ouvrira le premier lundi de septembre 72.

Marx évoque la proposition du Conseil fédéral belge de supprimer le Conseil général. Il affirme qu'« il ne s'opposerait pas à cette proposition comme alternative, à titre d'expérience⁵, bien qu'il soit persuadé que cela ne ferait que démontrer la nécessité absolue de rétablir le Conseil Général; si la politique visant à renforcer le pouvoir du Conseil général est rejeté, il est prêt à

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, p. 167.

² Ce soi-disant Conseil fédéraliste universel avait été fondé au début de 1872 par des anciens membres de la Section française de 1871 et par des lassaliens exclus de l'*Association culturelle des ouvriers allemands* à Londres en vue de s'emparer de la direction de l'AIT.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 167-174.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 179-181.

⁵ Un signe assurément de sa lassitude...

accepter cette solution, mais en aucune circonstance, il n'acceptera la proposition de Bakounine tendant à maintenir le Conseil Général pour le réduire à rien¹. ».

Eccarius insiste toutefois sur la nécessité de renforcer les pouvoirs du Conseil général. Son rejet de la proposition d'abolir le Conseil est adopté à l'unanimité².

18.06.72 **Le projet de réunir le prochain Congrès à La Haye est adopté à l'unanimité.**

Marx insiste pour que la prochaine séance du Conseil soit entièrement consacrée à la préparation du Congrès³.

25.06.72 Sur la proposition d'Engels, le Conseil délibère (longuement) des divers articles des statuts généraux de l'AIT⁴.

02.07.72 Poursuite de l'examen des articles des statuts généraux de l'AIT. Marx suggère qu'on y ajoute les termes « Règlements administratifs ». Il s'agit surtout de la prédominance du Conseil général sur les divers Conseils fédéraux. De vifs débats⁵.

05.07.72 Réunion du comité exécutif du Conseil général : Engels annonce que Bakounine a répondu à la brochure du Conseil Général sur *Les prétendues scissions au sein de l'Internationale*⁶.

La réponse de Bakounine sera publiée le 15 juin 1872 dans le numéro spécial du *Bulletin de la Fédération jurassienne* et paraîtra ensuite sous forme de brochure.

La réunion se termine par cette résolution « de proposer l'expulsion de Bakounine et des alliancistes au prochain congrès ».

Marx et Engels sont chargés de rédiger les considérants à présenter au Conseil Général.

Conformément à cette décision, Engels rédigera une adresse à tous les membres de l'AIT, un document qui sera discuté à la séance prochaine du 6 août 72.

09.07.72 Reprise des débats administratifs en vue du Congrès⁷.

14.07.72

Se tient à Bruxelles le Congrès extraordinaire de la Fédération belge de l'AIT. On y discute du

¹ Cf. sa lettre à César De Paepe du 28 mai 1872.

² *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 182-187.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 188-196.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 196-201.

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 201-207.

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 256.

⁷ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 207-213.

- nouveau projet de statut sur la proposition de Hins de supprimer le Conseil général. Cette proposition est refusée à la majorité des voix.
- 16.07.72 Le Conseil délibère sur le même ordre du jour. Un exemple parmi d'autres de l'objet de ces débats : Eccarius, soutenu par J. Hales propose que le mot « personnes » soit substitué au mot « hommes » compris pour se rapporter uniquement au genre masculin...
Un autre débat sur le choix entre le terme « ouvriers » et celui de « travailleurs ».
- 23.07.72 Rien de bien particulier. Les débats se poursuivent. Un exemple : Maltmann Barry suggère que chaque membre du Conseil soit consulté avant que son nom puisse être apposé à un document publié par le Conseil. Plus significatif : Édouard Vaillant insiste sur la nécessité d'introduire dans les documents la résolution 7 de la Conférence privée de Londres qui affirmait : « Contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. ». La proposition est repoussée au nom de l'unité du Conseil.
Il est bien sûr soutenu par Engels et par Marx. La résolution est adoptée.
Sinon, la question de la mise en cause de J. Hales refait surface. Malgré son absence à cette séance, J. Hales est relevé de ses fonctions de secrétaire¹.
- 30.07.72 Poursuite du débat sur l'attitude de J. Hales, notamment lors du Congrès de Nottingham qui s'est tenu les 21 et 22 juillet 72. C'était le premier congrès de la Fédération britannique de l'AIT. J. Hales y avait fait des propositions défavorables à l'autorité du Conseil général. J. Hales, qui est présent, riposte fermement et refuse de remettre les documents qui lui sont réclamés. Il se désiste toutefois en fin de séance².
- 06.08.72 Engels donne lecture devant le Conseil d'un rapport sur les activités dissidentes de l'*Alliance* bakouniste³. S'ensuit un long débat sur l'opportunité de publier ce document avant le prochain Congrès de La Haye.
La décision est prise de le publier mais par une petite majorité de 12 voix contre huit⁴.
- 13.08.72 Nouveau conflit entre J. Hales et notamment Marx et Engels à propos des livres de compte. Des réviseurs sont désignés par le conseil pour réviser ces comptes. Sinon, le Conseil se consacre à l'examen des Statuts⁵.
- 23.08.72 Marx exige que pour lui permettre de préparer son rapport au Congrès tous les documents en possession de J. Hales (qui

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 219-223.

² *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 223-225.

³ Le texte de ce rapport intitulé « Le Conseil général à tous les membres de l'Association internationale des travailleurs » se trouve reproduit aux pages 367-372, du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou. Nous renvoyons au **chapitre 6.1.** du présent fascicule.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 225-228.

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 228-229.

est absent de la réunion) lui soient remis.
Le Conseil l'approuve à l'unanimité.

27.08.72 Marx se plaint que les livres et documents demandés à J. Hales n'ont pas été remis. J. Hales arrive toutefois en retard à la réunion et apporte les dossiers¹.

Le Conseil débat alors du montant des cotisations des sections locales.

Août 72 Réunion non datée.

On y débat du mode d'élection et du nombre des délégués appelés à représenter le Conseil général au prochain Congrès de La Haye.

Son élus 6 délégués : Marx, Eugène Dupont, Auguste Serrailier, Walery Wroblewsky, Frédéric Cournet et George Milner (lequel donnera sa démission et sera remplacé par George Sexton).

Engels sera pour sa part muni d'un mandat de la section de Breslau.

Tenue du Congrès de La Haye du 2 au 7 septembre 1872

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 232-235.*

1. Marx & Engels, *Les prétendues scissions dans l'Internationale*

Circulaire privée du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs

Rédigée en français par Marx et Engels à partir de la mi-janvier jusqu'au début de mars 1872, cette circulaire parut sous forme de brochure vers la fin de **mai 1872**, signée par tous les membres du Conseil général¹.

*

Jusqu'à ce jour le Conseil Général s'est imposé une réserve absolue quant aux luttes intérieures de l'Internationale et n'a jamais répondu publiquement aux attaques publiques, lancées pendant plus de deux ans contre lui par des membres de l'Association.

Mais si la persistance de quelques intrigants à entretenir à dessein une confusion entre l'Internationale et une Société² qui, dès son origine, lui a été hostile, pouvait permettre de garder plus longtemps le silence, l'appui que la réaction européenne trouve dans les scandales provoqués par cette Société, à un moment où l'Internationale traverse la crise la plus sérieuse, depuis sa fondation, obligerait le Conseil Général à faire l'histoire de toutes ces intrigues.

Chapitre I

Marx débute son exposé par un rappel des activités du Conseil Général de l'AIT après la chute de la Commune de Paris qui est la référence politique majeure.

Après la chute de la Commune de Paris, le premier acte du Conseil Général fut de publier son Manifeste sur « la Guerre civile en France³ », dans lequel il se rendit solidaire de tous les actes de la Commune, qui, justement à ce moment, servaient à la bourgeoisie, à la presse et aux gouvernements de l'Europe centrale à accabler sous les calomnies les plus infâmes les vaincus de Paris. Une partie de la classe ouvrière même n'avait pas encore compris que son drapeau venait de succomber. Le Conseil en acquit une preuve, entre autres, par les démissions de deux de ses membres, les citoyens Odger et Lucraft, répudiant toute solidarité avec ce Manifeste. On peut dire que de sa publication dans tous les

¹ Nous citons à partir du volume *Le Conseil Général de la Première Internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, Editions du Progrès, Moscou 1975, pp. 301-344. Les notes sont extraites de ce volume, vérifiées et complétées par nos soins. Le document se trouve également reproduit sur le site www.marxistes.org/français et aux pages 358-414 du volume *La Première internationale* publié par Christian Labrande aux éditions Union Générale d'Éditions, coll. 10/18, Paris 1976.

² Il s'agit de l'*Alliance internationale de la Démocratie Socialiste* fondée par Bakounine à Genève en octobre 1868. Elle résultait de la rupture intervenue au sein de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* fondée à Genève en septembre 1867. Elle était la face publique de l'organisation secrète également créée par Bakounine, dès 1863, sous le nom de *Fraternité internationale*.

³ Pour rappel, l'analyse de ce document se trouve au chapitre 6 de notre **fascicule 41**.

pays civilisés date l'unité de vue de la classe ouvrière sur les événements de Paris.

D'un autre côté, l'Internationale trouva un autre moyen de propagande des plus puissants dans la presse bourgeoise et surtout la grande presse anglaise, forcée par ce Manifeste de s'engager dans une polémique soutenue par les répliques du Conseil Général¹.

L'arrivée à Londres de nombreux réfugiés de la Commune obligea le Conseil Général à se constituer en Comité de secours et à exercer, pendant plus de 8 mois, cette fonction tout à fait en dehors de ses attributions régulières². Il va sans dire que les vaincus et les exilés de la Commune n'avaient rien à espérer de la bourgeoisie. Quant à la classe ouvrière, les demandes de secours venaient dans un moment difficile. La Suisse et la Belgique avaient déjà reçu leur contingent de réfugiés qu'elles avaient à soutenir ou dont elles avaient à faciliter le passage vers Londres. Les sommes recueillies en Allemagne, en Autriche et en Espagne étaient envoyées en Suisse. En Angleterre, la grande lutte pour la journée de 9 heures de travail, dont la bataille décisive fut menée à New-castle³, avait absorbé et les contributions individuelles des ouvriers et les fonds organisés des trade-unions, fonds qui, du reste, d'après les statuts mêmes, ne peuvent être affectés qu'aux luttes de métier. Cependant, par des démarches et correspondances incessantes, le Conseil put réunir, par petites sommes, l'argent qu'il distribuait chaque semaine. Les ouvriers américains ont répondu plus largement à son appel. Encore si le Conseil avait pu réaliser les millions que l'imagination terrifiée de la bourgeoisie dépose si généreusement dans le coffre-fort international !

Après mai 1871, un certain nombre de réfugiés de la Commune furent appelés à remplacer au Conseil l'élément français qui, par suite de la guerre, ne s'y trouvait plus représenté. Parmi les membres ainsi adjoints, il y avait d'anciens Internationaux et une majorité composée d'hommes connus par leur énergie révolutionnaire et dont l'élection fut un hommage rendu à la Commune de Paris⁴.

C'est au milieu de ces préoccupations que le Conseil dut faire les travaux préparatoires pour la Conférence des délégués qu'il venait de convoquer⁵.

Les mesures violentes prises contre l'Internationale par le gouvernement bonapartiste avaient empêché la réunion du Congrès de Paris, prescrite par le Congrès de Bâle. Usant du droit conféré par l'article 4 des Statuts, le Conseil général, dans sa circulaire du 12 juillet 1871, convoqua le congrès à Mayence⁶. Dans les lettres adressées en même temps aux différentes fédérations, il leur proposa de transférer le siège du Conseil général d'Angleterre en un autre pays et demanda de munir les délégués de mandats impératifs à ce sujet. Les Fédérations se prononcèrent à l'unanimité

¹ En référence aux nombreuses lettres adressées par Marx et par Engels aux rédactions de plusieurs journaux anglais dont le *Times* et le *Daily News*.

² Pour rappel : dès juin 1871, le Conseil général de l'AIT lança une campagne d'aide aux réfugiés de la Commune en Angleterre. Dès juillet 1871, Marx et Engels feront partie du Comité spécial créé à cet effet.

³ En référence à l'importante grève des ouvriers du bâtiment et des mécaniciens qui s'est déroulée à New-castle de mai à octobre 1871 sous la direction de *La Ligue des neuf heures*. La grève s'est terminée par une importante victoire ouvrière.

⁴ En référence à la cooptation au Conseil général, le 21 novembre 1871, de Gabriel Ranvier, Frédérick Cournet et Antoine Arnaud, qui seront tous trois délégués au Congrès de La Haye.

⁵ Marx évoque ici la Conférence privée de Londres du 17 au 23 septembre 1871.

⁶ Le 17 mai 1870, répondant à la demande du parti social-démocrate allemand, le Conseil général avait voté, à l'initiative de Marx, une résolution en vue de la réunion du prochain Congrès à Mayence. Le conflit franco-prussien de juillet 1870 empêchera ce projet de se réaliser. Le Congrès sera remplacé par la Conférence privée de Londres du 17 au 23 septembre 71.

pour son maintien à Londres¹. La guerre franco-allemande, éclatant peu de jours après, rendit tout Congrès impossible. C'est alors que les Fédérations consultées nous donnèrent le pouvoir de fixer la date du prochain Congrès d'après les événements.

Aussitôt que la situation politique parut le permettre, le Conseil Général convoqua une Conférence privée, convocation appuyée sur les précédents de la Conférence de 1865 et des séances administratives privées de chaque Congrès. Un Congrès public était impossible et n'eût fait que dénoncer les délégués continentaux, à un moment où la réaction européenne célébrait ses orgies; où Jules Favre demandait l'extradition des réfugiés comme criminels de droit commun, à tous les gouvernements, même à celui de l'Angleterre; où Dufaure proposait à l'Assemblée rurale une loi mettant l'Internationale hors la loi² et dont Malou³ plus tard servait aux Belges une contrefaçon hypocrite; où, en Suisse, un réfugié de la Commune était arrêté préventivement, en attendant la décision du gouvernement fédéral sur la demande d'extradition; où la chasse aux Internationaux était la base ostensible d'une alliance entre Beust⁴ et Bismarck, dont Victor Emmanuel s'empessa d'adopter la clause dirigée contre l'Internationale; où le gouvernement espagnol, se mettant entièrement à la disposition des bourreaux de Versailles, forçait le bureau fédéral de Madrid à chercher un refuge au Portugal; au moment enfin où l'Internationale avait pour premier devoir de resserrer son organisation et de relever le gant jeté par les gouvernements.

Toutes les sections en rapports réguliers avec le Conseil Général furent en temps opportun convoquées à la Conférence qui, bien que n'étant pas un Congrès public, rencontra de sérieuses difficultés. Il va sans dire que la France, dans l'état où elle se trouvait, ne pouvait élire de délégués. En Italie, la seule section, organisée alors, était celle de Naples : au moment de nommer un délégué elle fut dissoute par la force armée. En Autriche et en Hongrie, les membres les plus actifs étaient emprisonnés. En Allemagne, quelques-uns des membres les plus connus étaient poursuivis pour crime de haute trahison, d'autres étaient en prison, et les moyens pécuniaires du parti étaient absorbés par la nécessité de venir en aide à leurs familles. Les Américains, tout en adressant à la Conférence un Mémoire détaillé sur la situation de l'Internationale dans leur pays, employèrent les frais de délégation au soutien des réfugiés. Du reste, toutes les fédérations reconnurent la nécessité de substituer la Conférence privée au Congrès public.

La Conférence, après avoir siégé à Londres du 17 au 23 septembre 1871, laissa au Conseil général le soin de publier ses résolutions, de codifier les règlements administratifs et de les publier avec les Statuts généraux, revus et corrigés, en trois langues, d'exécuter la résolution substituant les timbres adhésifs aux cartes de membres, de réorganiser l'Internationale en Angleterre, et enfin de subvenir aux dépenses nécessitées par ces divers travaux.

Dès la publication des travaux de la Conférence, la presse réactionnaire, de Paris à Moscou, de Londres à New-York, dénonça la résolution sur la politique de la classe ouvrière comme renfermant des desseins si dangereux — le *Times* l'accusa « d'une audace froidement calculée » — qu'il était urgent de mettre

¹ Le 28.06.70, Marx avait proposé au Conseil général que son siège soit transféré de Londres à Bruxelles. Une « Communication confidentielle aux diverses sections » fut rédigée en vue de ce projet, mais toutes les sections s'y sont opposées.

² Il s'agit de la loi Dufaure adoptée par l'Assemblée nationale le 14 mars 1872 : elle punissait de prison l'appartenance à l'Internationale.

³ Jules Malou, président du Conseil des Ministres à cette époque.

⁴ Friedrich Beust, diplomate saxon et autrichien, chancelier d'Autriche-Hongrie de 1867 à 1871 et, dès 1871, ambassadeur à Londres. Dès l'été 1871, Bismarck et Beust s'étaient entendus pour engager ensemble des répressions contre le mouvement ouvrier.

l'Internationale hors la loi. D'autre part, la résolution faisant justice des sections sectaires interlopes¹, fut le prétexte pour la police internationale aux aguets de revendiquer bruyamment la liberté autonome des ouvriers, ses protégés, contre le despotisme avilissant du Conseil Général et de la Conférence. La classe ouvrière se sentait si « lourdement opprimée » que le Conseil général reçut de l'Europe, de l'Amérique, de l'Australie et même des Indes Orientales des adhésions et des avis de la formation de nouvelles sections.

¹ En référence à la résolution votée par la Conférence de Londres interdisant aux sections de l'Internationale d'adopter des noms de secte.

Chapitre II.

Marx et Engels engagent à présent la polémique directe contre l'*Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste* fondée par Bakounine en octobre 1868.

Les dénonciations de la presse bourgeoise ainsi que les lamentations de la police internationale trouvaient un écho sympathique, même dans notre Association. Des intrigues, dirigées en apparence contre le Conseil Général et en réalité contre l'Association, furent tramées dans son sein. Au fond de ces intrigues se trouve l'inévitable *Alliance internationale de la Démocratie socialiste* enfantée par le Russe Michel Bakounine. A son retour de la Sibérie, il prêcha dans le *Kolokol* de Herzen, comme fruit de sa longue expérience, le panslavisme et la guerre des races¹. Plus tard, durant son séjour en Suisse, il fut nommé au Comité directeur de la « Ligue de la Paix et de la Liberté² », fondée en opposition à l'Internationale. Les affaires de cette société bourgeoise allant de mal en pis, son président, M. G. Vogt, sur l'avis de Bakounine, proposa une alliance au Congrès international réuni à Bruxelles en septembre 1868³.

Le Congrès déclara à l'unanimité que de deux choses l'une : ou la Ligue poursuivait le même but que l'Internationale, et dans ce cas elle n'avait aucune raison d'être, ou son but était différent, et alors l'alliance était impossible. Au Congrès de la Ligue, tenu à Berne, quelques jours après, Bakounine opéra sa conversion. Il y proposa un programme d'occasion dont la valeur scientifique peut être jugée par cette seule phrase : *l'égalisation économique et sociale des classes*⁴. Soutenu par une infime minorité, il rompit avec la Ligue pour entrer dans l'Internationale⁵, déterminé à substituer son programme de circonstance, repoussé par la Ligue, aux statuts généraux de l'Internationale et sa dictature personnelle au Conseil Général. Dans ce but, il se créa un instrument spécial, l'*Alliance internationale de la Démocratie socialiste*, destinée à devenir une Internationale dans l'Internationale.

Bakounine trouva les éléments nécessaires à la formation de cette société dans les relations qu'il avait nouées durant son séjour en Italie et dans un noyau de Russes exilés, lui servant d'émissaires et de recruteurs parmi les membres de l'Internationale en Suisse, en France et en Espagne. Ce ne fut cependant que sur les refus réitérés des Conseils fédéraux belge et parisien de reconnaître l'*Alliance* qu'il se décida à soumettre à l'approbation du Conseil Général les statuts de sa nouvelle société, lesquels n'étaient que la reproduction fidèle du programme « incompris » de Berne. Le Conseil répondit par la circulaire suivante, en date du 22 décembre 1868⁶ :

¹ En référence au manifeste de Bakounine « *Aux amis russes, polonais et à tous les amis slaves* » publié, le 11.02.1862, dans le supplément du journal *Kolokol (la Cloche)* édité par A. Herzen et N. Ogarev à Londres puis à Genève.

² Le congrès constitutif de cette *Ligue Internationale de la Paix et de la Liberté* s'est tenu à Genève du 5 au 9 septembre 1867. Il s'agissait d'une association principalement composée d'éléments bourgeois. Devenu membre du Comité central de cette Ligue, Bakounine s'en séparera en septembre 68 lors du second Congrès de Berne.

³ En référence au Congrès de Bruxelles de l'AIT du 6 au 13 septembre 1868.

⁴ En référence à la résolution proposée par Bakounine, le 23 septembre 68, au Congrès de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* réuni à Berne. Bakounine et ses partisans se retireront de cette Ligue.

⁵ C'est en juillet 68 que Bakounine adhère à titre individuel à la section genevoise de l'Internationale.

⁶ La circulaire qui suit fut rédigée par Marx le 22.12.1868 après la discussion au sein du Conseil Général sur l'admission ou non de l'*Alliance* à l'Internationale.

Le Conseil général à l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste

Il y a un mois environ qu'un certain nombre de citoyens s'est constitué à Genève comme *Comité central initiateur* d'une nouvelle société internationale dite *l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste* se donnant pour « *mission spéciale* d'étudier les questions politiques et philosophiques sur la base même de ce grand principe de *l'égalité*, etc. ».

Le programme et le règlement imprimés de ce Comité initiateur¹ n'ont été communiqués au *Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs* que le 15 décembre 1868. D'après ces documents, ladite Alliance est « fondue entièrement dans l'Internationale » en même temps qu'elle est fondée entièrement en dehors de cette Association. À côté du *Conseil Général de l'Internationale* élu par les Congrès successifs de Genève, Lausanne et Bruxelles, il y aura, d'après le règlement initiateur, un autre *Conseil Général* à Genève qui s'est nommé lui-même. À côté des groupes locaux de *l'Internationale*, il y aura les groupes locaux de *l'Alliance* qui, par l'intermédiaire de leurs bureaux nationaux, fonctionnant en dehors des bureaux nationaux de *l'Internationale*, « *demandent au Bureau Central de l'Alliance leur admission dans l'Internationale* », le Comité Central de *l'Alliance* s'arrogeant ainsi le droit d'admission dans *l'Internationale*. En dernier lieu, le *Congrès général de l'Association Internationale des Travailleurs* trouvera encore sa doublure dans le *Congrès Général de l'Alliance*, car, dit le règlement initiateur, « au Congrès annuel des travailleurs, *la délégation de l'Alliance de la Démocratie socialiste, comme branche de l'Association Internationale des Travailleurs, tiendra ses séances publiques dans un local séparé.* ».

Considérant :

Que la présence d'un deuxième corps international fonctionnant à l'intérieur et à l'extérieur de *l'Association Internationale des Travailleurs* serait le moyen le plus infaillible de la désorganiser;

Que tout autre groupe d'individus, résidant dans une localité quelconque, aurait le droit d'imiter le Groupe initiateur de Genève et, sous des prétextes plus ou moins plausibles, de faire entrer dans *l'Association Internationale des Travailleurs* d'autres associations internationales avec d'autres « *missions spéciales* »;

Que de cette manière, *l'Association Internationale des Travailleurs* deviendrait bientôt le jouet des intrigants de toute nationalité et de tout parti;

Que d'ailleurs les statuts de *l'Association Internationale des Travailleurs* n'admettent dans son cadre que des branches locales et nationales (voir l'article I et l'article VI des statuts);

Que défense est faite aux sections de *l'Association Internationale des Travailleurs* de se donner des statuts ou règlements administratifs contraires aux statuts généraux et aux règlements administratifs de *l'Association Internationale des Travailleurs* (voir l'article XII des règlements administratifs);

Que les statuts et règlements administratifs de *l'Association Internationale des Travailleurs* ne peuvent être révisés que par un Congrès Général où deux tiers des délégués présents voteraient en faveur d'une telle révision (voir l'article XIII des Règlements administratifs);

¹ Cf. les observations de Marx en marge de ce programme aux pages 237-341 du volume *Le Conseil Général de la Première Internationale 1868-1870 Procès-verbaux*, Éditions du Progrès, Moscou, 1974.

Que la question a déjà été jugée par les résolutions contre la *Ligue de la Paix*, adoptées à l'unanimité par le Conseil Général de Bruxelles;

Que, dans ces résolutions, le Congrès déclare que la *Ligue de la Paix* n'avait aucune raison d'être, puisque, d'après ses récentes déclarations, son but et ses principes étaient identiques à ceux de l'*Association Internationale des Travailleurs*;

Que plusieurs membres du Groupe Initiateur de l'Alliance, en leur qualité de délégués au Congrès de Bruxelles, ont voté ces résolutions;

Le Conseil Général de l'*Association Internationale des Travailleurs*, dans sa séance du 22 décembre 1868, a unanimement résolu :

1) Tous les articles du Règlement de l'*Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste*, statuant sur ses relations avec l'*Association Internationale des Travailleurs*, sont déclarés nuls et de nul effet;

2) L'*Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste* n'est pas admise comme branche de l'*Association Internationale des Travailleurs*.

G. ODGER, président de la séance.
R. SHAW, secrétaire général.

Londres, 22 décembre 1868.

Quelques mois après, l'Alliance s'adressa de nouveau au Conseil Général et lui demanda si, *oui ou non*, il en admettait les principes ? En cas affirmatif, l'Alliance se déclarait prête à se dissoudre en sections internationales. Elle reçut en réponse la circulaire suivante du 9 mars 1869¹ :

Le Conseil Général au Comité central de l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste

D'après l'article premier de nos statuts, l'Association Internationale des Travailleurs admet toutes les sociétés ouvrières qui poursuivent le même but, savoir : *le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière*.

Les sections de la classe ouvrière dans les divers pays se trouvant placées dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont aussi divergentes.

Cependant, la communauté d'action établie par l'Association Internationale des Travailleurs, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux Congrès Généraux ne manquent pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun.

Ainsi, il est en dehors des attributions du Conseil Général de faire l'*examen critique du Programme de l'Alliance*. Nous n'avons pas à rechercher si, *oui ou non*, c'est une expression adéquate du mouvement prolétaire. Pour nous, il s'agit seulement de savoir s'il ne contient rien de contraire à *la tendance générale de notre Asso-*

¹ Cette seconde circulaire fut rédigée par Marx et adoptée par le Conseil Général le 9 mars 1869. Le 27 février 1869, le bureau central de l'Alliance se déclarait prêt à se dissoudre si le Conseil Général de l'AIT admettait ses sections.

ciation, c'est-à-dire à l'émancipation complète de la classe ouvrière. Il y a une phrase dans votre programme qui, de ce point de vue, fait défaut. Dans l'article II, on lit :

« Elle [Alliance] veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des Classes. »

L'égalisation des Classes, interprétée littéralement, aboutit à l'harmonie du Capital et du Travail, si importunément prêchée par les socialistes bourgeois. Ce n'est pas l'égalisation des Classes — contre-sens logique, impossible à réaliser, mais au contraire l'abolition des Classes, ce véritable secret du mouvement prolétarien, qui forme le grand but de l'Association Internationale des Travailleurs. Cependant, considérant le contexte dans lequel cette phrase : *Égalisation des classes* se trouve, elle semble s'y être glissée comme une erreur de plume. Le Conseil Général ne doute pas que vous voudrez bien éliminer de votre programme une phrase prêtant à des malentendus si dangereux. A la réserve des cas où la tendance générale de notre Association serait contredite, il correspond à ses principes de laisser à chaque section la liberté de formuler librement son programme théorique.

Il n'existe donc pas d'obstacle pour la conversion des sections de l'Alliance en sections de l'Association Internationale des Travailleurs.

Si la dissolution de l'Alliance et l'entrée des sections dans l'Internationale étaient définitivement décidées, il deviendrait nécessaire, d'après nos règlements, d'informer le Conseil du lieu et de la force numérique de chaque nouvelle section.

Séance du Conseil Général
du 9 mars 1869.

L'Alliance, ayant accepté ces conditions, fut admise dans l'Internationale par le Conseil Général, lequel, induit en erreur par quelques signatures du programme Bakounine, la supposa reconnue par le Conseil fédéral romand de Genève, qui, au contraire, ne cessa jamais de la tenir à l'écart. Désormais, elle avait atteint son but immédiat : se faire représenter au Congrès de Bâle¹. En dépit des moyens déloyaux dont ses partisans se servirent — moyens employés, à cette occasion, et cette fois-là seulement, dans un Congrès de l'Internationale, Bakounine fut déçu dans son attente de voir le Congrès transférer à Genève le siège du Conseil Général et sanctionner officiellement la vieillerie saint-simonienne, l'abolition immédiate du droit d'héritage, dont Bakounine avait fait le point de départ pratique du socialisme. Ce fut le signal de la guerre ouverte et incessante que fit l'Alliance, non seulement au Conseil Général, mais encore à toutes les sections de l'Internationale, qui refusèrent d'adopter le programme de cette coterie sectaire et surtout la doctrine de l'abstention absolue en matière politique.

Déjà avant le Congrès de Bâle, Netchaïeff² étant venu à Genève, Bakounine entra en relations avec lui, et fonda en Russie une société secrète parmi les étudiants. Cachant toujours sa propre personne sous le nom de différents « comités révolutionnaires », il revendiqua des pouvoirs autocratiques, centrés sur toutes les dupes et mystifications du temps de Cagliostro. Le grand moyen de propagande de cette société consistait à compromettre des personnes innocentes vis-à-vis de la police russe, en leur adres-

¹ Le Congrès de Bâle de l'Internationale s'est tenu en septembre 1869. Bakounine y présenta une motion sur la question de l'héritage à laquelle les partisans de Marx (qui est absent à ce Congrès) vont tenter, mais en vain, de s'opposer

² C'est en mars 1869 que Bakounine a reçu la visite de Serge Netchaïev qui s'est présenté à lui comme le délégué d'une société révolutionnaire russe.

sant de Genève des communications sous enveloppes jaunes, revêtues à l'extérieur, en langue russe, de l'estampille du « Comité révolutionnaire secret ». Les rapports publics du procès Netchaïeff prouvent qu'il a été fait un abus infâme du nom de l'*Internationale*¹.

L'Alliance commença dans ce temps une polémique publique contre le Conseil Général, d'abord dans le *Progrès*² de Locle, puis dans l'*Égalité* de Genève, journal officiel de la fédération romande où s'étaient glissés quelques membres de l'Alliance à la suite de Bakounine. Le Conseil Général, qui avait dédaigné les attaques du *Progrès*, organe personnel de Bakounine, ne pouvait ignorer celles de l'*Égalité*, qu'il devait croire approuvées par le Comité fédéral romand. Il publia alors la circulaire du 1er janvier 1870³ où il est dit :

« Nous lisons dans l'*Égalité*, numéro du 11 décembre 1869 : « *Il est certain* que le Conseil Général néglige des choses extrêmement importantes. Nous lui rappelons ses obligations avec l'article premier du règlement : - Le Conseil Général est *obligé* d'exécuter les résolutions du Congrès, etc. ... Nous aurions assez de questions à poser au Conseil Général, pour que ses réponses constituent un assez long bulletin. Elles viendront plus tard... En attendant, etc. ... ».

Le Conseil Général ne connaît pas d'article, soit dans les statuts, soit dans les règlements, qui l'obligeât d'entrer en correspondance ou en polémique avec l'*Égalité* ou de faire des « réponses aux questions » des journaux. Ce n'est que le Comité fédéral de Genève qui, vis-à-vis du Conseil Général, représente les branches de la Suisse romande. Lorsque le Comité fédéral romand nous adressera des demandes ou des réprimandes par la seule voie légitime, c'est-à-dire par son secrétaire, le Conseil Général sera toujours prêt à y répondre. Mais le Comité fédéral romand n'a le droit ni d'abdiquer ses fonctions entre les mains des rédacteurs de l'*Égalité* et du *Progrès*, ni de laisser ces journaux usurper ses fonctions. Généralement parlant, la correspondance administrative du Conseil Général avec les Comités nationaux et locaux ne pourrait pas être publiée sans porter un grand préjudice à l'intérêt général de l'Association. Donc, si les autres organes de l'Internationale imitaient le *Progrès* et l'*Égalité*, le Conseil Général se trouverait placé dans l'alternative, ou de se discréditer devant le public en se taisant ou de violer ses devoirs en répondant publiquement. L'*Égalité* s'est jointe au *Progrès* pour inviter le *Travail*⁴ (journal parisien) à attaquer de son côté le Conseil Général. C'est presque une Ligue du bien public⁵. »

Cependant, avant d'avoir connaissance de cette circulaire, le Comité fédéral romand avait déjà éloigné de la rédaction de l'*Égalité* les partisans de l'Alliance.

La circulaire du 1er janvier 1870, comme celle du 22 décembre 1868 et du 9 mars 1869, furent approuvées par toutes les sections de l'Internationale.

¹ Note du document : « Un extrait du procès Netchaïev sera probablement publié. Le lecteur trouvera un échantillon des maximes à la fois sottes et infâmes dont les amis de Bakounine ont fait peser la responsabilité sur l'Internationale. ». Le procès en question fut jugé à Saint-Petersbourg en juillet août 1871. La Conférence de Londres de 1871 donnera instruction au Conseil général de désavouer officiellement les activités de Netchaïev.

² *Le Progrès*, journal bakouniniste publié au Locle sous la direction de James Guillaume de décembre 1868 à avril 1870.

³ En référence à la communication confidentielle du Conseil Général au Conseil fédéral de la Suisse romande du 1^{er} janvier 1870.

⁴ *Le Travail* : hebdomadaire des sections parisiennes de l'AIT publié à Paris du 3 octobre au 12 décembre 1869. L'un de ses principaux collaborateurs était Eugène Varlin.

⁵ *La Ligue du bien public* était l'une des nombreuses organisations pacifistes bourgeoises des années 1850-1860. Fondée en 1863 par le publiciste français Edmond Potonié, elle fusionna par la suite avec la *Ligue de la Paix et de la Liberté*.

Il va sans dire qu'aucune des conditions acceptées par l'Alliance n'a jamais été remplie. Ses prétendues sections restaient un mystère pour le Conseil Général. Bakounine cherchait à retenir sous sa direction personnelle les quelques groupes épars en Espagne et en Italie et la section de Naples qu'il avait détachée de l'Internationale. Dans les autres villes italiennes, il correspondait avec des petits noyaux, composés non d'ouvriers, mais d'avocats, de journalistes et autres bourgeois doctrinaires. A Barcelone, quelques amis maintenaient son influence. Dans quelques villes du Midi de la France, l'Alliance s'efforçait de fonder des sections séparatistes sous la direction d'Albert Richard et de Gaspard Blanc, de Lyon, sur lesquels nous aurons à revenir. En un mot, la société internationale dans l'Internationale continuait à s'agiter.

Le grand coup de l'Alliance, la tentative pour s'emparer de la direction de la Suisse romande, devait être frappé au Congrès de La Chaux-de-Fonds, ouvert le 4 avril 1870¹.

La lutte s'engagea sur le droit d'admission des délégués de l'Alliance, droit contesté par les délégués de la Fédération genevoise et des sections de La Chaux-de-Fonds.

Bien que, d'après leur propre recensement, les partisans de l'Alliance ne fussent que la représentation du cinquième des membres de la fédération, ils réussirent, grâce à la répétition des manœuvres de Bâle, à se procurer une majorité fictive d'une ou deux voix, majorité qui, au dire de leur propre organe (voir la *Solidarité*² du 7 mai 1870) ne représentait que quinze sections, tandis qu'à Genève seule il y en avait trente ! Sur ce vote, le Congrès romand se divisa en deux partis qui continuèrent leurs séances séparément. Les partisans de l'Alliance, se considérant comme les représentants légaux de toute la fédération, transférèrent le siège du Comité fédéral romand à La Chaux-de-Fonds, et fondèrent à Neuchâtel leur organe officiel, la *Solidarité*, rédigé par le citoyen Guillaume. Ce jeune écrivain avait pour mission spéciale de décrier « les ouvriers de fabrique » de Genève³, ces « bourgeois » odieux, de faire la guerre à l'*Égalité*, journal de la fédération romande, et de prêcher l'abstention absolue en matière politique. Les articles les plus marquants relatifs à ce dernier sujet eurent pour auteurs, à Marseille, Bastelica et à Lyon les deux grands piliers de l'Alliance, Albert Richard et Gaspard Blanc.

A leur tour, les délégués de Genève convoquèrent leurs sections en une assemblée générale qui, malgré l'opposition de Bakounine et de ses amis, approuva leurs actes au Congrès de La Chaux-de-Fonds. A quelque temps de là, Bakounine et ses acolytes les plus actifs furent exclus de la fédération romande.

A peine le Congrès romand était-il clos que le nouveau Comité de La Chaux-de-Fonds en appelait à l'intervention du Conseil Général, dans une lettre signée F. Robert, secrétaire, et Henri Chevalley, président, dénoncé deux mois plus tard comme *voleur*, par l'organe du Comité, la *Solidarité* du 7 juillet. Après avoir examiné les pièces justificatives des deux parties, le Conseil Général décida, le 28 juin 1870, de maintenir le Comité fédéral de Genève dans ses anciennes fonctions et d'inviter le nouveau Comité fédéral de La Chaux-de-Fonds à prendre un nom local⁴. Devant cette

¹ Ce Congrès de La Chaux-de-Fonds de la fédération romande va connaître une importante scission entre les partisans et les adversaires de l'Alliance, un congrès auquel Bakounine, qui est à Genève, n'assiste pas.

² *La Solidarité*, hebdomadaire bakouniniste publié à Neuchâtel d'avril à septembre 1870 puis à Genève de mars à mai 1871.

³ A Genève on appelait à cette époque « la fabrique » l'ensemble des ouvriers horlogers et bijoutiers dont le travail était plutôt artisanal, les ouvriers étant répartis en petits ateliers et beaucoup d'entre eux travaillant à domicile.

⁴ En référence à la résolution du 28 juin 1870 du Conseil Général de l'AIT en appui au Conseil fédéral de la Suisse romande.

décision, qui trompait ses désirs, le Comité de La Chaux-de-Fonds dénonça l'*autoritarisme* du Conseil Général, oubliant que, le premier, il en avait demandé l'intervention. Le trouble que sa persistance à usurper le nom du Comité fédéral romand jetait dans la fédération suisse obligea le Conseil Général de suspendre toutes relations officielles avec ce Comité.

Louis Bonaparte venait de livrer son armée à Sedan. De toutes parts s'élevèrent les protestations des Internationaux contre la continuation de la guerre. Le Conseil Général, dans son Manifeste du 9 septembre, dénonçant les projets de conquête de la Prusse, montrait le danger de son triomphe pour la cause prolétaire et prédisait aux ouvriers allemands qu'ils en seraient les premières victimes¹. Il provoquait en Angleterre des meetings qui contrecarèrent les tendances prussiennes de la Cour. En Allemagne, les ouvriers internationaux firent des démonstrations réclamant la reconnaissance de la République et « une paix honorable pour la France » ...

De son côté, la nature belliqueuse du bouillant Guillaume (de Neuchâtel) lui suggéra l'idée lumineuse d'un manifeste *anonyme*, publié en supplément et sous le couvert du journal officiel la *Solidarité*, demandant la formation de corps francs suisses pour aller combattre les Prussiens, ce qu'il fut toujours empêché de faire, sans aucun doute par ses convictions abstentionnistes².

Survint l'insurrection de Lyon. Bakounine accourut et, appuyé sur Albert Richard, Gaspard Blanc et Bastelica, s'installa, le 28 septembre, à l'Hôtel de Ville, dont il s'abstint de garder les abords comme d'un acte politique. Il en fut chassé piteusement par quelques gardes nationaux au moment où, après un enfantement laborieux, son décret sur l'*abolition de l'Etat* venait enfin de voir le jour.

En octobre 1870, le Conseil Général, en l'absence de ses membres français, s'adjoignit le citoyen Paul Robin, réfugié de Brest, un des partisans les plus connus de l'Alliance et, de plus, l'auteur des attaques lancées dans l'*Égalité* contre le Conseil Général où, depuis ce moment, il ne cessait de fonctionner comme correspondant officiel du Comité de La Chaux-de-Fonds. Le 14 mars 1871, il proposa la convocation d'une Conférence privée de l'Internationale pour vider le différend suisse. Le Conseil, prévoyant que de grands événements se préparaient à Paris, refusa net. Robin revint à la charge à plusieurs reprises et proposa même au Conseil de prendre une décision définitive sur le différend. Le 25 juillet, le Conseil Général décida que cette affaire serait une des questions soumises à la Conférence qui serait convoquée pour le mois de septembre 1871.

Le 10 août, l'Alliance, peu désireuse de voir ses agissements scrutés par une Conférence, déclarait qu'elle était dissoute depuis le 6 du même mois. Mais le 15 septembre, elle reparait et demande son admission au Conseil, sous le nom de *Section des athées socialistes*. D'après la résolution administrative n° V du Congrès de Bâle, le Conseil n'aurait pu l'admettre sans consulter le Comité fédéral de Genève, qui était fatigué des deux années de lutte avec les sections sectaires. D'ailleurs, le Conseil avait déjà déclaré aux sociétés ouvrières chrétiennes anglaises (Young Men's Christian Association) que l'Internationale ne reconnaît pas de sections théologiques.

Le 6 août, date de la dissolution de l'Alliance, le Comité fédéral de La Chaux-de-Fonds, tout en renouvelant sa demande d'entrer en

¹ En référence à la seconde Adresse du Conseil Général de l'AIT sur la guerre franco-prussienne, écrite par Marx et adoptée le 9 septembre 1870 par le Conseil Général.

² Il s'agit de l'appel « Aux sections de l'Internationale » du 5 septembre 1870 rédigé par James Guillaume et Gaspard Blanc.

relations officielles avec le Conseil, lui déclare qu'il continuera d'ignorer la résolution du 28 juin et de se poser, vis-à-vis de Genève, en comité fédéral romand; et « que c'est au Congrès Général qu'il appartient à juger cette affaire ». Le 4 septembre, le même Comité envoya une protestation contre la compétence de la Conférence dont il avait cependant demandé le premier la convocation. La Conférence aurait pu demander à son tour, quelle était la compétence du Conseil fédéral de Paris, que ce Comité avait requis, avant le siège, de décider sur le différend suisse ? Elle se contenta de confirmer la décision du Conseil Général du 28 juin 1870. (Voir les motifs dans *l'Égalité* de Genève du 21 octobre 1871¹).

¹ En référence avec la résolution XVII de la Conférence de Londres de 1871 sur le « Différend entre les deux fédérations de la Suisse romande ».

Chapitre III

Cette séquence est centrée sur les manœuvres dissidentes des sections suisses.

Il y est question également des activités séditeuses

- de la branche française londonienne (la *French Branch*) de Londres sous la direction de Félix Pyat¹.
- et de ladite « Section française de 1871 » créée à Londres en septembre 1871 par des militants favorables à Bakounine².

La présence en Suisse de quelques-uns des proscrits français qui y avaient trouvé refuge vint redonner une lueur de vie à l'Alliance.

Les internationaux de Genève firent pour les proscrits tout ce qui était en leur pouvoir. Ils leur assurèrent des secours dès le premier moment et empêchèrent, par une agitation puissante, les autorités suisses d'accorder l'extradition demandée par le gouvernement de Versailles. Plusieurs coururent de graves dangers en allant en France aider des réfugiés à gagner la frontière. Quel ne fut donc pas l'étonnement des ouvriers genevois en voyant quelques meneurs, tels que B. Malon³, se mettre aussitôt en rapport avec les hommes de l'Alliance et avec l'aide de N. Joukovsky, l'ex-secrétaire de l'Alliance, essayer de fonder à Genève, en dehors de la Fédération romande, la nouvelle « Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste⁴ ». Dans le premier article de ses statuts, elle déclare

« adhérer aux statuts généraux de l'Association Internationale des Travailleurs, en se réservant toute la liberté d'action et d'initiative qui lui est donnée comme conséquence logique du principe d'autonomie et de fédération reconnu par les statuts et les *Congrès* de l'Association. »

En d'autres termes, elle se réserva toute liberté de continuer l'œuvre de l'Alliance.

¹ Pour le détail nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 39**. Cf. cette lettre du 24.10.68 de Marx à Engels à ce propos : « Les 12 canailles de la *French Branch* ont de nouveau tenu mardi dernier, sous la présidence de Pyat, un meeting public à Londres au cours duquel lecture a été donnée d'un de ses mélodramatiques appels tapageurs à la révolution (...) J'ai reçu mandat, mardi dernier, de désavouer publiquement et sans attendre ces gredins-là au cas où les quotidiens londoniens traiteraient ou évoqueraient cette manifestation comme étant la nôtre. » (C9, pp. 347-348).

² Le rapport, rédigé par Marx, « Sur la section française de 1871 » se trouve reproduit aux pages 286-291 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872 Procès-verbaux*, Éditions du Progrès Moscou 1975.

³ Note du document : « Les amis de B. Malon qui dans une réclame stéréotypée l'appellent, depuis trois mois, *fondateur de l'Internationale*, qui annoncent son livre comme *le seul ouvrage indépendant sur la Commune*, savent-ils l'attitude prise par l'adjoint des Batignolles, à la veille des élections de Février ? A cette époque, B. Malon qui ne prévoyait pas encore la Commune, et n'avait en vue que le succès de son élection à l'Assemblée, intrigua pour se faire admettre sur la liste des quatre comités comme International. Dans ce but, il nia effrontément l'existence du Conseil fédéral parisien et soumit aux comités la liste d'une section fondée par lui aux Batignolles, comme émanant de l'Association tout entière. Plus tard, le 19 mars, il insultait dans un document public les promoteurs de la grande Révolution accomplie la veille. Aujourd'hui, cet anarchiste à tous crins imprime ou laisse imprimer ce qu'il disait déjà il y a un an aux quatre comités : l'Internationale, c'est moi ! B. Malon a trouvé moyen de parodier à la fois Louis XIV et le chocolatier Perron. Encore celui-ci ne déclare-t-il pas que son chocolat est *le seul... mangeable !* ».
(Le livre de Benoît Malon dont il est question s'intitule *La troisième défaite du prolétariat français* et a paru à Neuchâtel en 1871.)

⁴ La *Section de propagande et d'action socialiste révolutionnaire* fut fondée le 6 septembre 1871 à Genève par les anciens membres de la section bakouniniste de l'*Alliance de la Démocratie Socialiste*.

Dans une lettre de Malon, du 20 octobre 1871, cette nouvelle section adressa au Conseil Général, pour la troisième fois, la demande de son admission dans l'Internationale. Conformément à la résolution V du Congrès de Bâle, le Conseil consulta le Comité fédéral de Genève, qui protesta vivement contre la reconnaissance par le Conseil de ce nouveau « foyer d'intrigues et de dissensions ». Le Conseil fut, en effet, assez « autoritaire » pour ne pas vouloir imposer à toute une fédération les volontés de B. Malon et de N. Joukovsky, ex-secrétaire de l'Alliance.

La *Solidarité* ayant cessé d'exister, les nouveaux adhérents de l'Alliance fondèrent *La Révolution Sociale*¹, sous la direction supérieure de Madame Andrée Léo, qui venait de déclarer au Congrès de la Paix à Lausanne que

« Raoul Rigault et Ferré étaient les deux figures sinistres de la Commune, qui jusque-là (jusqu'à l'exécution des otages) n'avaient cessé, toujours en vain, de réclamer des mesures sanglantes². ».

Dès son premier numéro, ce journal s'empressa de se mettre au niveau du *Figaro*³, du *Gaulois*⁴, du *Paris-Journal*⁵ et autres organes orduriers, dont il réédita les saletés contre le Conseil Général. Le moment lui parut opportun d'allumer, même dans l'Internationale, le feu des haines nationales. D'après lui, le Conseil général était un comité allemand, dirigé par un cerveau bismarckien⁶.

Après avoir bien établi que certains membres du Conseil Général ne pouvaient se piquer d'être « *Gaulois avant tout* », la *Révolution sociale* ne sut que s'emparer du deuxième mot d'ordre que la police européenne faisait circuler, et dénoncer l'*autoritarisme* du Conseil.

Quels étaient donc les faits sur lesquels s'appuyaient ces criailles puériles ? Le Conseil Général avait laissé mourir l'Alliance de sa mort naturelle et, d'accord avec le Comité fédéral de Genève, en avait empêché la résurrection. En outre, il avait requis le Comité de La Chaux-de-Fonds de prendre un nom qui lui permit de vivre en paix avec la grande majorité des Internationaux romands.

En dehors de ces actes « autoritaires », quel usage le Conseil Général avait-il fait, depuis octobre 1869 jusqu'en octobre 1871, des pouvoirs assez étendus que lui avait conférés le Congrès de Bâle ?

1) Le 8 février 1870, la « Société des prolétaires positivistes » de Paris demanda au Conseil Général son admission. Le Conseil répondit que les principes positivistes, ayant trait au capital, énoncés dans les statuts particuliers de la Société, étaient en contradiction flagrante avec les considérants des statuts généraux; qu'il fallait donc les rayer et entrer dans l'Internationale non comme « positivistes », mais comme « prolétaires », tout en restant libres de concilier leurs opinions théoriques avec les principes généraux de l'Association. La section, ayant reconnu la justesse de cette décision, entra dans l'Internationale.

2) A Lyon, il y avait eu scission entre la section de 1865 et une section de formation récente, où, au milieu d'honnêtes ouvriers,

¹ *La Révolution Sociale*, hebdomadaire français publié à Genève d'octobre 1871 à janvier 1872. Il a été, dès novembre 1871, l'organe de la fédération jurassienne.

² En référence à « La Guerre sociale », le discours prononcé par A. Léo au Congrès de la Paix à Lausanne en 1871.

³ *Le Figaro*, journal réactionnaire français lié aux milieux bonapartistes.

⁴ *Le Gaulois*, quotidien conservateur monarchiste, organe de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie parisiennes.

⁵ *Paris-Journal* : quotidien réactionnaire en liaison avec la police. Publié par Henri de Pène à Paris, il se solidarisa avec la politique du Second Empire et soutint le gouvernement de Thiers.

⁶ Note du document : « Voici quelle est la composition, par nationalités, de ce Conseil : 20 Anglais, 15 Français, 7 Allemands (dont cinq fondateurs de l'Internationale), deux Suisses, deux Hongrois, un Polonais, un Belge, un Irlandais, un Danois et un Italien. ».

L'Alliance était représentée par Albert Richard et Gaspard Blanc. Comme il est d'usage dans pareils cas, le jugement d'une cour d'arbitrage, formée en Suisse, ne fut pas reconnu. Le 15 février 1870, la section de formation récente ne demanda pas seulement au Conseil Général de statuer sur ce différend, en vertu de la résolution VII du Congrès de Bâle, mais elle lui envoya un jugement tout prêt, excluant et marquant d'infamie les membres de la section de 1865, jugement qu'il devait signer et renvoyer par le *retour du courrier*. Le Conseil blâma cette procédure inouïe et requit des pièces justificatives. A la même demande, la section de 1865 répondit que les pièces à charge contre Albert Richard ayant été soumises à la cour d'arbitrage, Bakounine s'en était emparé et refusait de les rendre, et par conséquent elle ne pouvait satisfaire d'une manière absolue aux désirs du Conseil Général. La décision du Conseil, en date du 8 mars, sur cette affaire, ne souleva aucune objection ni d'un côté ni de l'autre.

3) La branche française de Londres, ayant admis des éléments d'un caractère plus que douteux, s'était peu à peu transformée en une commandite de M. Félix Pyat. Elle lui servait à organiser des démonstrations compromettantes pour l'assassinat de L. Bonaparte¹, etc., et à propager en France, sous le couvert de l'Internationale, ses manifestes ridicules. Le Conseil Général se borna à déclarer dans les organes de l'Association, que M. Pyat n'étant pas membre de l'Internationale, elle ne pouvait être responsable de ses faits et gestes. La branche française déclara alors qu'elle ne reconnaissait ni le Conseil Général, ni les Congrès : elle fit afficher sur les murs de Londres qu'en dehors d'elle, l'Internationale était une société antirévolutionnaire. L'arrestation des internationaux français, à la veille du plébiscite, sous le prétexte d'une conspiration, ourdie en réalité par la police, et à laquelle les manifestes pyatistes donnèrent un air de vraisemblance, força le Conseil Général à publier dans la *Marseillaise*² et le *Réveil*³ sa résolution du 10 mai 1870, déclarant que la soi-disant branche française n'appartenait plus à l'Internationale depuis plus de deux ans, et que ses agissements étaient l'œuvre d'agents policiers⁴. La nécessité de cette démarche est prouvée par la déclaration du Comité fédéral de Paris, dans les mêmes journaux, et par celle des Internationaux parisiens, lors de leur procès, – toutes deux s'appuyant sur la résolution du Conseil. La branche française disparut au commencement de la guerre, mais, comme l'Alliance en Suisse, elle devait reparaître à Londres avec de nouveaux alliés et sous d'autres noms.

Dans les derniers jours de la Conférence, il se forma à Londres, parmi les proscrits de la Commune, une « section française de 1871 » forte d'environ 35 membres. Le premier acte « autoritaire » du Conseil Général fut de dénoncer publiquement le secrétaire de cette section, Gustave Durand, comme espion de la police française⁵. Les documents que nous possédons prouvent l'intention de la police de faire assister Durand, d'abord à la Conférence et de l'introduire plus tard au sein du Conseil Général. Les statuts de la nouvelle section enjoignant à ses membres de « n'accepter aucune délégation au Conseil Général autre que de sa section », les citoyens Theisz et Bastelica se retirèrent du Conseil.

Le 17 octobre, la section délégua au Conseil deux de ses membres, porteurs de mandats impératifs, dont l'un n'était autre que M. Chautard, ex-membre du Comité d'artillerie, que le Conseil déclina de s'adjoindre avant d'avoir examiné les statuts de « la section de

¹ En référence au discours prononcé le 29.06.68 par Félix Pyat lors d'un meeting : il y avait lancé un appel à l'assassinat de Napoléon III au nom d'une société secrète nommée « la commune révolutionnaire de Paris ». Le 07.07.68, Marx avait insisté auprès du Conseil général pour se désolidariser de ces propos.

² *La Marseillaise*, organe des républicains de gauche et des sections parisiennes de l'AIT.

³ *Le Réveil*, hebdomadaire puis quotidien français, organe des républicains de gauche sous la direction de Ch. Delescluze.

⁴ En référence à la résolution adoptée le 7 juillet 1868 par le Conseil Général.

⁵ La question fut examinée le 7 octobre 1871 par le Conseil Général. Engels fit voter une résolution qui exclut Gustave Durand de l'AIT.

1871¹ ». Il suffira de rappeler ici les points principaux du débat auquel ont donné lieu ces statuts. Ils portent, dans l'article 2 :

« Pour être reçu membre de sa section, il faut justifier de ses moyens d'existence, présenter des garanties de moralité, etc. »

Dans sa résolution du 17 octobre 1871, le Conseil proposa de rayer les mots : *justifier de ses moyens d'existence*.

« Dans des cas douteux, disait le Conseil, une section peut bien prendre des informations sur les moyens d'existence comme « garantie de moralité », tandis qu'en d'autres cas, tels que ceux des réfugiés, des ouvriers en grève, etc., l'absence des moyens d'existence peut bien être une garantie de moralité. Mais demander aux candidats de justifier de leurs moyens d'existence comme condition générale pour être admis dans l'Internationale, serait une innovation bourgeoise, contraire à l'esprit et à la lettre des statuts généraux ». La section répondit :

« que les statuts généraux rendent les sections responsables de la moralité de leurs membres et leur reconnaissent par conséquent le droit de prendre, *comme elles l'entendent*, leurs garanties. ».

A cela le Conseil Général répliquait le 7 novembre :

« D'après cette manière de voir, une section internationale fondée par les *teetotallers* (sociétés de tempérance) pourrait insérer dans ses statuts particuliers un article ainsi conçu : Pour être reçu membre de la section, il faut jurer de s'abstenir de toute boisson alcoolique. En un mot, les conditions d'admission, dans l'Internationale, les plus absurdes et les plus disparates, pourraient être imposées par les statuts particuliers des sections, toujours sous le prétexte qu'elles entendent, de cette manière, s'assurer de la moralité de leurs membres... « Les moyens d'existence des grévistes, ajoute la section française de 1871, consistent dans la caisse des grèves. ». On peut répondre à cette phrase, d'abord que cette caisse est souvent fictive... De plus, des enquêtes officielles anglaises ont prouvé que la majorité des ouvriers anglais... est forcée – soit par la grève ou le chômage, soit par l'insuffisance des salaires ou par suite des termes de paiement ou bien d'autres causes encore – d'avoir recours sans cesse au Mont-de-Piété ou aux *dettes*, moyens d'existence dont on ne pourrait exiger la justification sans s'immiscer d'une manière inqualifiable dans la vie privée des citoyens. Or, de deux choses l'une : ou la section ne cherche dans les moyens d'existence que des garanties de moralité... et alors la proposition du Conseil Général remplit ce but... ou la section, dans l'article II de ses statuts, a intentionnellement parlé de la justification des moyens d'existence comme condition d'admission *en outre* des garanties de moralité... et dans ce cas, le Conseil affirme que c'est une innovation bourgeoise contraire à la lettre et à l'esprit des statuts généraux. ».

Dans l'article XI de leurs statuts, il est dit : « Un ou plusieurs délégués seront envoyés au Conseil Général. ».

Le Conseil demanda que cet article fût rayé, « parce que les statuts généraux de l'Internationale ne reconnaissent aucun droit aux sections d'envoyer des délégués au Conseil Général ». « Les statuts généraux, – ajouta-t-il – ne reconnaissent que deux modes d'élection pour les membres du Conseil Général : soit leur élection par le Congrès, soit leur adjonction par le Conseil Général... ». Il est bien vrai que les différentes sections existant à Londres avaient été invitées à envoyer des délégués au Conseil Général qui, pour ne pas enfreindre les statuts généraux, a toujours procédé de la manière

¹ Note du document : « Peu de temps après, ce Chautard qu'on avait voulu imposer au Conseil Général était expulsé de sa section comme agent de la police de Thiers. Il était accusé par ceux-là mêmes qui l'avaient jugé digne entre tous de les représenter au Conseil Général. ».

suiuante : Il a d'abord déterminé le nombre de délégués à envoyer par chaque section, se réservant le droit de les accepter ou de les refuser, suivant qu'il les jugeait propres aux fonctions générales qu'ils doivent remplir. Ces délégués devenaient membres du Conseil Général non en vertu de la délégation qu'ils avaient reçue de leurs sections, mais en vertu du droit que les statuts généraux donnent au Conseil de s'adjoindre de nouveaux membres. Ayant fonctionné jusqu'à la décision prise par la dernière Conférence, et comme le Conseil Général de l'Association Internationale, et comme le Conseil central pour l'Angleterre, le Conseil de Londres trouua utile d'admettre, en dehors des membres qu'il s'adjoignait directement, des membres délégués en premier lieu par leurs sections respectives. On se tromperait étrangement en voulant assimiler le mode d'élection du Conseil Général à celui du Conseil fédéral de Paris, lequel n'était même pas un Conseil national, nommé par un Congrès national, comme par exemple le Conseil fédéral de Bruxelles ou celui de Madrid. Le Conseil fédéral de Paris n'était qu'une délégation des sections parisiennes... Le mode d'élection du Conseil Général est déterminé par les statuts généraux... et ses membres ne sauraient accepter d'autre mandat impératif que celui des statuts et règlements généraux... Si l'on prend en considération le paragraphe qui le précède, l'article XI n'a d'autre sens que de changer complètement la composition du Conseil Général et d'en faire, contrairement à l'article III des statuts généraux, une délégation des sections de Londres où l'influence des groupes locaux se substituerait à celle de toute l'Association Internationale des Travailleurs. Enfin, le Conseil Général, dont le premier devoir consiste en l'exécution des décisions des Congrès (voir l'article 1 du règlement administratif du Congrès de Genève) dit qu'il « considère comme n'ayant nullement trait à la question... les idées émises par la section française de 1871 sur un changement radical à apporter dans les articles des statuts généraux relatifs à sa constitution ».

D'ailleurs le Conseil déclara qu'il admettrait deux délégués de la section aux mêmes conditions que ceux des autres sections de Londres.

La « section de 1871 », loin d'être satisfaite de cette réponse, publia, le 14 décembre, une « déclaration¹ » signée par tous ses membres dont le nouveau secrétaire fut peu de temps après expulsé, comme indigne, de la société des réfugiés. D'après cette déclaration, le Conseil Général, en refusant d'usurper des attributions législatives, se rendit coupable « d'une rétrogradation toute naturaliste de l'idée sociale. ».

Voici maintenant quelques échantillons de la bonne foi qui a présidé à l'élaboration de ce document.

La Conférence de Londres avait approuvé la conduite des ouvriers allemands pendant la guerre². Il était évident que cette résolution, proposée par un délégué suisse³, appuyée par un délégué belge, et votée à l'unanimité, n'avait trait qu'aux internationaux allemands, qui ont expié dans la prison et expient encore leur conduite anti-chauvinique pendant la guerre. De plus, pour obvier à toute interprétation malveillante, le secrétaire du Conseil Général pour la France⁴ venait d'expliquer dans une lettre, publiée par le *Qui Vive !*, la *Constitution*, le *Radical*, l'*Emancipation*, l'*Europe*, etc., le véritable sens de la résolution. Néanmoins, huit jours après, le 20 novembre 1871, quinze membres de la « section française de 1871 » insérèrent dans le *Qui Vive !* une « protestation » pleine d'injures contre les ouvriers allemands et dénonçait la résolution de la Conférence comme la preuve irrécusable de « l'idée pangermanique » qui pos-

¹ Il s'agit de la *Déclaration de la Section française fédéraliste de 1871 siégeant à Londres*. Bien que le Conseil Général eût refusé l'admission de cette section, elle continuait à user du nom de l'Internationale.

² Il s'agit de la résolution 2 du chapitre XIII « Votes particuliers de la Conférence » déclarant que « les ouvriers allemands ont rempli leur devoir pendant la guerre franco-allemande ».

³ Nikolai Outine.

⁴ Auguste Serrailleur.

sède le Conseil Général. De son côté, toute la presse féodale, libérale et policière de l'Allemagne s'empara avidement de cet incident pour démontrer aux ouvriers allemands le néant de leurs rêves internationaux. Après tout, la protestation du 20 novembre fut endossée par toute la section de 1871 dans sa déclaration du 14 décembre.

Pour établir « la pente indéfinie de l'autoritarisme sur laquelle glisse le Conseil Général », elle cite « la publication par ce même Conseil Général d'une édition *officielle* des statuts généraux *révisés par lui*. » Il suffit de jeter un coup d'œil sur la nouvelle édition des statuts pour voir qu'à chaque alinéa se trouve, dans l'appendice, le renvoi aux sources établissant de son authenticité ! Quant aux mots « édition officielle », le premier Congrès de l'Internationale avait décidé que « le texte *officiel et obligatoire* des statuts et règlements généraux serait publié par le Conseil Général ». (Voir *Congrès ouvrier de l'Association Internationale des Travailleurs, tenu à Genève du 3 au 8 septembre 1866*, page 27, note.)

Il va sans dire que la section de 1871 était en rapports suivis avec les dissidents de Genève et de Neuchâtel. Un de ses membres qui avait déployé plus d'énergie à attaquer le Conseil Général qu'il n'en mit jamais à défendre la Commune, Chalais, se vit tout à coup réhabiliter par B. Malon, qui naguère encore portait contre lui des accusations très graves, dans une lettre à un membre du Conseil. Du reste la « section française de 1871 » venait à peine de lancer sa déclaration, quand la guerre civile éclata dans ses rangs. D'abord Theisz¹, Avrial² et Camélinat³ s'en retirèrent. Dès lors elle se morcela en plusieurs petits groupes, dont l'un est dirigé par le sieur Pierre Vésinier⁴, expulsé du Conseil Général pour ses calomnies contre Varlin et autres, et puis chassé de l'Internationale par la Commission belge, que le Congrès de Bruxelles (1868) avait nommée. Un autre de ces groupes est fondé par B. Landeck⁵, que la fuite imprévue du préfet de police Pietri, au 4 septembre, a libéré de son engagement.

Scrupuleusement tenu de ne plus s'occuper *d'affaires politiques* ni de l'Internationale en France ! » (Voir *Troisième procès de l'Association Internationale des Travailleurs de Paris*, 1870, p. 4).

De l'autre côté, la masse des réfugiés français à Londres a formé une section qui est en harmonie complète avec le Conseil Général.

¹ Albert Theisz.

² Augustin Avrial.

³ Zéphyrin Camélinat.

⁴ Pierre Vésinier.

⁵ Bernard Landeck.

Chapitre IV

Cette séquence vise tout particulièrement les activités de la fédération jurassienne qui, le 12.11.71, a tenu à Sonvillier la réunion en Congrès de la Fédération jurassienne, à l'initiative notamment de James Guillaume et d'Adhémar Schwizguebel. Elle avait publié une circulaire (ladite « *Circulaire de Sonvillier*¹ ») qui invitait toutes les sections de l'AIT à s'opposer aux résolutions de la récente Conférence de Londres de septembre 1871 et à réclamer la tenue d'un nouveau Congrès. La circulaire préconisait le principe de l'abstention en matière politique et de l'autonomie des sections. Bakounine s'y était rallié avec enthousiasme.

Les hommes de l'Alliance, cachés derrière le Comité fédéral de Neuchâtel, voulant tenter un nouvel effort, sur un plus vaste terrain, pour désorganiser l'Internationale, convoquèrent un Congrès de leurs sections à Sonvillier pour le 12 novembre 1871. — Déjà en juillet, deux lettres de maître Guillaume² à son ami Robin³ menaçaient le Conseil Général d'une pareille campagne, s'il ne consentait à leur donner raison contre « les brigands de Genève ».

Le Congrès de Sonvillier se composait de seize délégués, prétendant représenter en tout neuf sections, dont la nouvelle Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève.

Les seize firent leur début par le décret anarchiste, déclarant dissoute la fédération romande, laquelle s'empressa de rendre les Alliancistes à leur « autonomie » en les chassant de toutes les sections. Du reste, le Conseil doit reconnaître qu'un éclair de bon sens leur fit accepter le nom de Fédération Jurassienne que leur avait donné la Conférence de Londres⁴.

Ensuite le Congrès des seize procéda à la « réorganisation de l'Internationale », en lançant contre la Conférence et le Conseil Général une « Circulaire à toutes les fédérations de l'Association Internationale des Travailleurs ».

Les auteurs de la circulaire accusent d'abord le Conseil Général d'avoir, en 1871, convoqué une Conférence au lieu d'un Congrès⁵. Des explications précédemment données il résulte que ces attaques s'adressent directement à toute l'Internationale qui, dans son ensemble, avait accepté la convocation d'une conférence à laquelle, d'ailleurs, l'Alliance se trouvait convenablement représentée par les citoyens Robin et Bastelica⁶.

A chaque Congrès, le Conseil Général a eu ses délégués; au Congrès de Bâle, par exemple, il y en avait six. Les seize prétendent que

« la majorité de la Conférence a été faussée d'avance par l'admission de six délégués du Conseil Général avec voix délibérative. ».

En réalité, parmi les délégués du Conseil Général à la Conférence, les proscrits français n'étaient autres que les représentants de la Commune de Paris, tandis que ses membres anglais et suisses ne purent qu'exceptionnellement prendre part aux séances, comme l'attestent les procès-verbaux qui seront soumis au prochain Congrès. Un délé-

¹ Désignée par Marx et Engels comme « la circulaire des Seize ».

² James Guillaume.

³ Paul Robin.

⁴ En référence à la résolution XVII de la Conférence de Londres.

⁵ En référence à la Conférence de Londres de l'AIT du 17 au 23 septembre 1871. La résolution XVI intitulée « Alliance de la Démocratie Socialiste » rédigée par Marx dénonçait tout particulièrement les activités bakouninistes en Suisse. Cf. notre **fascicule 41**, chapitre 3.

⁶ André Bastelica.

gué du Conseil avait un mandat d'une fédération nationale. D'après une lettre adressée à la Conférence, le mandat d'un autre fut retenu à cause de l'annonce de sa mort¹ par les journaux. Reste un délégué, de sorte que les Belges seuls étaient relativement au Conseil comme 6 est à 1.

La police internationale, tenue à l'écart en la personne de Gustave Durand, s'était plainte amèrement de la violation des statuts généraux par la convocation d'une Conférence « secrète ». Elle n'était pas encore assez au courant de nos règlements généraux pour savoir que les séances administratives des Congrès sont *obligatoirement privées*.

Ses plaintes, néanmoins, trouvèrent un écho sympathique chez les seize de Sonvillier qui s'écrièrent :

« Et pour couronner l'édifice, une décision de cette conférence porte que le Conseil Général fixera lui-même la date et le lieu du prochain Congrès ou de la Conférence *qui le remplacera* : en sorte que nous voilà menacés de la suppression des Congrès généraux, ces grandes assises publiques de l'Internationale. ».

Les seize n'ont pas voulu voir que cette décision ne vient qu'affirmer, vis-à-vis des gouvernements, que, malgré toutes les mesures répressives, l'Internationale a la résolution inébranlable de tenir ses réunions générales d'une manière ou d'une autre.

Dans l'Assemblée générale des sections genevoises, du 2 décembre 1871, qui faisait mauvais accueil aux citoyens Malon et Lefrançais, ces derniers soumièrent une proposition tendant à confirmer les décrets rendus par les seize de Sonvillier et renfermant un blâme contre le Conseil Général, ainsi que le désaveu de la Conférence². La Conférence avait décidé que « les résolutions de la Conférence qui ne sont pas destinées à la publicité, *seront* communiquées aux *Conseils fédéraux des divers pays* par les secrétaires correspondants du *Conseil Général*. ». Cette résolution entièrement conforme aux statuts et règlements généraux, fut falsifiée par B. Malon et ses amis de la manière suivante :

« *Une partie* des résolutions de la Conférence *ne sera communiquée* qu'aux conseils fédéraux et aux secrétaires correspondants. ».

Ils accusent encore le Conseil Général d'avoir « manqué *au principe de la sincérité* » en se refusant de livrer à la police, par la « *publicité* », des résolutions qui ont pour but exclusif la réorganisation de l'Internationale dans les pays où elle est proscrite.

Les citoyens Malon et Lefrançais se plaignent de plus, que

« la Conférence a porté atteinte à la liberté de la pensée et de son expression... en donnant au Conseil Général le droit de dénoncer et de désavouer tout organe de publicité des sections et fédérations, traitant soit des principes sur lesquels repose l'Association, soit des intérêts respectifs des sections et fédérations, soit enfin des intérêts généraux de l'Association tout entière » (voir *l'Égalité* du 21 décembre).

Et, qu'y a-t-il dans *l'Égalité* du 21 décembre ? Une résolution de la Conférence où elle « donne avis que désormais le Conseil Général sera tenu de dénoncer et de désavouer publiquement tous les journaux se disant organes de l'Internationale, lesquels, suivant l'exemple donné par le *Progrès* et la *Solidarité*, discuteront dans leurs colonnes, devant le public bourgeois, des questions qu'on ne doit discuter

¹ Il s'agit de Marx lui-même dont on avait annoncé le décès...

² A l'assemblée générale des sections genevoises, Benoît Malon, Gustave Lefrançais et François Ostyn proposèrent une résolution contre le Conseil Général et les résolutions de la Conférence de Londres, basée sur la première traduction française des Statuts provisoires, une résolution rédigée sous un angle proudhonien. Le texte de la résolution de Malon fut publié dans le journal *La Révolution Sociale* de décembre 1871.

que dans le sein des comités locaux, des comités fédéraux et du Conseil Général, ou, dans les séances privées et administratives des Congrès, soit fédéraux, soit généraux ».

Pour bien apprécier la lamentation aigre-douce de B. Malon, il faut considérer que cette résolution met fin une fois pour toutes aux tentatives de quelques journalistes désireux de se substituer aux comités responsables de l'Internationale et de jouer dans son milieu le même rôle que la bohème journaliste joue dans le monde bourgeois. Par suite d'une pareille tentative, le Comité fédéral de Genève avait vu des membres de l'*Alliance* rédiger l'organe officiel de la Fédération romande, l'*Égalité*, dans un sens qui lui était entièrement hostile.

D'ailleurs, le Conseil Général n'avait pas besoin de la Conférence de Londres pour « dénoncer et désavouer publiquement » les abus du journalisme, car le Congrès de Bâle a décidé (Rés. II) que :

« Tous les journaux contenant des attaques contre l'Association doivent être aussitôt envoyés au Conseil Général par les sections. ».

« Il est évident, dit le Comité fédéral romand, dans sa déclaration du 20 décembre 1871 (*Égalité* du 24 déc.), que cet article n'était pas fait dans l'intention que le Conseil Général garde dans ses archives les journaux qui attaquent l'Association, mais pour répondre et détruire au besoin l'effet pernicieux des calomnies et des dénigrements malveillants. Il est évident aussi que cet article se rapporte en général à tous les journaux, et que si nous ne voulons pas tolérer gratuitement les attaques des journaux bourgeois, à plus forte raison, nous devons désavouer par l'organe de notre délégation centrale, par le Conseil Général, les journaux dont les attaques contre nous se couvrent du nom de notre Association. »

Remarquons en passant que le *Times*, ce Léviathan de la presse capitaliste, le *Progrès* (de Lyon), journal de la bourgeoisie libérale, et le *Journal de Genève*, journal ultra-réactionnaire, accablèrent la Conférence des mêmes reproches et se servaient presque des mêmes termes que les citoyens Malon et Lefrançais.

Après s'être élevé contre la convocation de la Conférence, puis contre sa composition et son caractère, soi-disant secret, la circulaire des seize s'attaque aux résolutions elles-mêmes.

Constatant, d'abord, que le Congrès de Bâle avait abdicqué

« en donnant au Conseil Général le droit de refuser d'admettre ou de suspendre des sections de l'Internationale »,

elle impute, plus loin, ce pêché à la Conférence :

« Cette Conférence a... pris des résolutions... qui tendent à faire de l'Internationale libre une fédération de sections autonomes, une organisation hiérarchique et autoritaire de sections disciplinées, placées entièrement sous la main d'un Conseil Général qui peut à son gré refuser leur admission ou bien suspendre leur activité !! »

Plus loin, elle revient au Congrès de Bâle, qui aurait « dénaturé les attributions du Conseil Général ».

Toutes ces contradictions de la circulaire des seize reviennent à ceci : la Conférence de 1871 est responsable du vote du Congrès de Bâle de 1869, et le Conseil Général est coupable d'avoir observé les statuts qui lui enjoignent d'exécuter les résolutions des Congrès.

En réalité, le véritable mobile de toutes ces attaques contre la Conférence est d'une nature plus intime. D'abord, par ses résolutions, elle venait de contrecarrer les intrigues pratiques des hommes de l'*Alliance* en Suisse. De plus, les promoteurs de l'*Alliance* avaient, en Italie, en Espagne, dans une partie de la Suisse et de la Belgique,

créé et entretenu avec une merveilleuse persistance, une confusion calculée *entre le programme d'occasion de Bakounine et le programme de l'Association Internationale des Travailleurs.*

La Conférence mit en relief ce malentendu intentionnel par ses deux résolutions sur la politique prolétaire et sur les sections sectaires. La première, faisant justice de l'abstention politique prêchée par le programme Bakounine, est pleinement justifiée par ses considérants, appuyés sur les statuts généraux, sur la résolution du Congrès de Lausanne et autres précédents¹.

Après un bref rappel des organisations dites **sectaires** (les Saint-simoniens, les Fourieristes, les Icariens français, les Owenistes et les Chartistes anglais),

Passons maintenant aux sections sectaires.

La première phase dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est marquée par le mouvement sectaire. Il a sa raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir comme classe. Des penseurs individuels font la critique des antagonismes sociaux, et en donnent des solutions fantastiques que les ouvriers n'ont qu'à accepter, à propager, à mettre en pratique. Par leur nature même, les sectes formées par ces initiateurs sont abstentionnistes, étrangères à toute action réelle, à la politique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La masse du prolétariat reste toujours indifférente ou même hostile à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des Saint-Simoniens, des Fourieristes, des Icariens, que les chartistes et les trade-unionistes anglais ne voulaient des Owenistes. Ces sectes, leviers du mouvement à leur origine lui font obstacle dès qu'il les dépasse; alors elles deviennent réactionnaires; témoins, les sectes en France et en Angleterre, et dernièrement les Lassalliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir de simples instruments de police. Enfin, c'est là l'enfance du mouvement prolétaire, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.

le document insiste sur **le rôle novateur de l'Internationale,**

En face des organisations fantaisistes et antagonistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir organisé dans l'Etat. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissent-ils que de simples sociétés « ouvrières » poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se limite à tracer les grands traits du mouvement prolétaire et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique, et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès.

De même que dans toute nouvelle phase historique, les vieilles erreurs reparaissent un instant pour disparaître bientôt après; de même, l'Internationale a vu renaître dans son sein des sections sectaires, quoique sous une forme peu accentuée.

au regard de l'Alliance bakouniste qui manœuvre précisément comme ces anciennes **sectes.**

¹ Le document reproduit ici en note les résolutions de la Conférence de Londres sur l'action politique de la classe ouvrière.

L'augmentation vise surtout à défendre la légitimité des décisions prises par le Conseil Général.

L'Alliance, tout en considérant comme un progrès immense la résurrection des sectes, est une preuve concluante que leur temps est passé. Car, tandis qu'à leur origine, elle représentait les éléments du progrès, le programme de l'Alliance, à la remorque d'un « Mahomet sans Coran », ne représente qu'un ramassis d'idées d'outre-tombe, déguisées sous des phrases sonores, ne pouvant effrayer que des bourgeois idiots, ou servir de pièces à conviction contre les internationaux aux procureurs bonapartistes ou autres¹.

La Conférence, où étaient représentées toutes les nuances socialistes, acclama à l'unanimité la résolution contre les sections sectaires, convaincue que cette résolution, en ramenant l'Internationale sur son véritable terrain, marquerait une nouvelle phase de sa marche. Les partisans de l'Alliance, se sentant frappés à mort par cette résolution, n'y virent qu'une victoire du Conseil Général sur l'Internationale, par laquelle, comme le dit leur circulaire, il fit « prédominer le programme spécial » de quelques uns de ses membres, « leur doctrine personnelle », « la doctrine orthodoxe », « la théorie officielle ayant seule droit de cité dans l'Association ». Du reste, ce n'était pas la faute de ces quelques membres, c'était la conséquence nécessaire, « l'effet corrupteur » du fait qu'ils faisaient partie du Conseil Général, car

« il est absolument impossible qu'un homme qui a pouvoir (!) sur ses semblables, demeure un homme moral. Le Conseil Général devient un foyer d'intrigues. »

Selon l'opinion des Seize, on pouvait déjà reprocher aux statuts généraux un tort grave, celui de donner au Conseil Général le droit de s'adjoindre de nouveaux membres. Muni de ce pouvoir, disent-ils,

« le Conseil pouvait, après coup, s'adjoindre tout un personnel qui en aurait modifié complètement la majorité et les tendances. ».

Il paraît que pour eux, le seul fait que des hommes appartiennent au Conseil Général suffit non seulement pour détruire leur *moralité*, mais aussi leur sens commun. Comment supposer autrement qu'une majorité se transforme elle-même en minorité par des adjonctions volontaires ?

Du reste, les Seize eux-mêmes ne paraissent pas très convaincus de tout cela; car plus loin, ils se plaignent de ce que le Conseil Général a été

« composé pendant cinq ans des *mêmes hommes, toujours réélus* »,

et immédiatement après ils répètent :

« *la plupart d'entre eux* ne sont pas nos mandataires réguliers, *n'ayant pas été élus par un Congrès.* »

Le fait est que le personnel du Conseil Général a constamment changé, bien que quelques-uns des fondateurs y soient restés, comme dans les Conseils fédéraux belge, romand, etc.

¹ Note du document : « Les travaux policiers publiés dans ce dernier temps sur l'Internationale, sans en excepter ni la circulaire de Jules Favre aux puissances étrangères ni le rapport du rural Sacase sur le projet Dufaure, fourmillent de citations empruntées aux pompeux manifestes de l'Alliance. La phraséologie de ces sectaires, dont tout le radicalisme est dans les mots, sert à merveille les désirs de la réaction. ».

(Il est question ici de la circulaire du 6 juin 1871 dans laquelle Jules Favre invitait tous les gouvernements à faire cause commune contre l'Internationale. Il s'agit également du rapport présenté, le 5 février 1872, par le magistrat monarchiste français François Sacase au nom de la commission d'examen du projet de loi Dufaure qui, le 14 mars 1872, déclara punissable de prison toute appartenance à l'Internationale.)

Le Conseil Général est soumis à trois conditions essentielles à l'accomplissement de son mandat. En premier lieu, il exige un personnel assez nombreux pour exécuter la multiplicité de ses travaux; ensuite, une composition de « travailleurs appartenant aux différentes nations représentées dans l'Association internationale », et enfin la prédominance de l'élément ouvrier. Comment, alors que les exigences du travail pour l'ouvrier sont une cause incessante de changement dans le personnel du Conseil Général, celui-ci pourrait-il réunir ces conditions indispensables sans le droit d'adjonction ? Néanmoins, une définition plus exacte de ce droit lui paraît nécessaire, comme il en a exprimé le désir à la dernière Conférence.

La réélection du Conseil Général, tel qu'il était composé, par les Congrès successifs, et auxquels l'Angleterre était à peine représentée, semblerait prouver qu'il a fait son devoir dans les limites de ses moyens. Les Seize, au contraire, n'y voient que la preuve de la « confiance aveugle des Congrès », confiance poussée, à Bâle,

« jusqu'à une sorte d'abdication volontaire entre les mains du Conseil Général. ».

D'après eux, le « rôle normal » du Conseil doit être « celui d'un simple bureau de correspondance et de statistique ». Ils appuient cette définition de plusieurs articles tirés d'une fausse traduction des Statuts.

A l'encontre des statuts de toutes les sociétés bourgeoises, les statuts généraux de l'Internationale effleurent à peine son organisation administrative. Ils en laissent le développement à la pratique et la régularisation aux futurs Congrès. Néanmoins, comme l'unité et l'ensemble d'action des sections des divers pays pouvaient seuls leur conférer le caractère distinctif d'internationalité, les statuts s'occupent plus du Conseil Général que des autres parties de l'organisation.

L'article V des statuts originaux¹ dit : « Le Conseil Général fonctionnera comme *agent international* entre les différents groupes nationaux et locaux » et donne ensuite quelques exemples de la manière dont il devra agir. Parmi ces exemples mêmes, il se trouve l'instruction pour le Conseil de faire en sorte « que l'action immédiate étant réclamée, comme dans les cas des querelles internationales, tous les groupes de l'Association puissent agir simultanément et d'une manière uniforme. ». L'article continue : « Suivant qu'il le jugera opportun, le Conseil Général prendra l'initiative des propositions à soumettre aux sociétés locales et nationales ». En outre, les statuts définissent le rôle du Conseil dans la convocation et la préparation des Congrès, et le chargent de certains travaux qu'il devra leur soumettre. Les statuts originaux mettent si peu en opposition l'action spontanée des groupes avec l'unité d'action de l'Association, que l'article 6 dit : « Puisque le mouvement ouvrier dans chaque pays ne peut être assuré que par la force résultant de l'union et de l'association; que, d'autre part, l'action du Conseil Général sera plus efficace... les membres de l'Internationale devront faire tout leur possible pour réunir les sociétés ouvrières encore isolées de leurs pays respectifs, en associations nationales, représentées par des organes centraux. ».

La première résolution administrative du Congrès de Genève (art. 1er) porte :

« Le Conseil Général est tenu *d'exécuter* les résolutions des Congrès. ».

Cette résolution légalisa la position occupée par le Conseil Général dès son origine : celle de *délégations exécutives* de l'Association. Il serait difficile d'exécuter des ordres sans « autorité » morale à défaut

¹ Ici et plus loin, Marx se réfère aux statuts de l'Internationale approuvés par le Congrès de Genève.

de toute autre « autorité librement consentie. ». Le Congrès de Genève, en même temps, charge le Conseil Général de publier « le texte officiel et obligatoire des statuts ».

Le même Congrès résolut (Rés. admin. de Genève, art. 14) :

« Chaque section a le droit de rédiger ses statuts et règlements particuliers, adaptés aux circonstances locales et aux lois de son pays; mais ils ne doivent être contraires en rien aux statuts et règlements généraux. ».

Remarquons d'abord qu'il n'y a pas la moindre allusion à des déclarations particulières de principes, ni à des missions spéciales, dont telle ou telle section se changerait en dehors du but commun poursuivi par tous les groupes de l'Internationale. Il s'agit tout simplement du droit des sections d'adapter les statuts et règlements généraux « aux circonstances locales et aux lois de leur pays ».

En deuxième lieu, par qui la conformité des statuts particuliers aux statuts généraux devrait-elle être constatée ? Évidemment, s'il n'y avait pas d' « autorité » chargée de cette fonction, la résolution était nulle et non avenue. Non seulement il pouvait se former des sections policières ou hostiles, mais aussi l'intrusion de sectaires déclassés et de philanthropes bourgeois dans l'Association pouvait en dénaturer le caractère et, par leur nombre, aux congrès, écraser les ouvriers.

Dès leur origine, les fédérations nationales ou locales s'attribuèrent dans leurs pays respectifs ce droit d'admettre ou de refuser des nouvelles sections, selon que les statuts de celles-ci étaient ou n'étaient pas conformes aux statuts généraux. L'exercice de la même fonction par le Conseil Général est prévu par l'article VI des statuts généraux laissant aux *sociétés locales indépendantes*, c'est-à-dire à des sociétés se constituant en dehors des liens fédéraux de leur pays, le droit de se mettre en relation directe avec lui. L'*Alliance* ne dédaigna pas d'exercer ce droit, afin d'être dans les conditions requises pour envoyer des délégués au Congrès de Bâle.

L'article VI des statuts prévoit aussi des obstacles légaux s'opposant à la formation de fédérations nationales dans certains pays où, par conséquent, le Conseil Général est appelé à fonctionner comme Conseil fédéral (voir Procès-verbaux du Congrès, etc., de Lausanne¹, 1867, p. 13).

Depuis la chute de la Commune, ces obstacles légaux n'ont fait que s'accroître dans différents pays et y rendre plus indispensable encore l'action du Conseil Général, pour tenir les éléments véreux en dehors de l'Association. C'est ainsi que dernièrement des Comités en France ont demandé l'intervention du Conseil Général pour se débarrasser des mouchards, et que, dans un autre grand pays², les Internationaux l'ont requis de ne reconnaître aucune section n'étant fondée par ses mandataires directs ou par eux-mêmes. Ils motivaient leur demande par la nécessité d'éloigner ainsi des agents provocateurs dont le zèle bruyant se manifestait par la formation rapide de sections d'un radicalisme sans pareil. D'un autre côté, des sections soi-disant anti-autoritaires, n'hésitent pas à en appeler au Conseil, dès qu'un différend surgit dans leur sein, ni même à lui demander de frapper à tour de bras sur leurs adversaires, comme cela eut lieu pour le différend lyonnais. Plus récemment, depuis la Conférence, la « Fédération ouvrière de Turin » résolut de se déclarer section de l'Internationale. Par suite d'une scission, la minorité fonda la société : « Émancipation du prolétaire³. ». Elle adhéra à l'Internationale et débuta par une ré-

¹ Une erreur. L'article 6 des statuts généraux fut adopté par le Congrès de Genève en 1866.

² L'Autriche.

³ La fédération ouvrière, fondée à Turin en automne 1871, se trouvait sous l'influence des mazzinistes. En février 1872, les éléments prolétariens firent scission et formèrent une société appelée *L'Émancipation du prolétariat* admise plus tard en tant que section de l'Internationale. Carlo Terzaghi fut à la tête de la société jusqu'en février 1872.

solution en faveur des Jurassiens. Son journal *Il Proletario*¹ fourmille de phrases indignées contre tout autoritarisme. En envoyant les cotisations de la société, son secrétaire² prévint le Conseil Général que l'ancienne fédération enverrait probablement aussi ses cotisations. Puis il continue :

« Comme vous avez lu dans le *Proletario*, la société *Émancipation du Proletaire*... a déclaré... refuser toute solidarité avec la bourgeoisie sous le masque ouvrier composant la *fédération ouvrière* »,

et il prie le Conseil Général de

« communiquer cette résolution à toutes les sections et de refuser les 10 centimes de cotisations au cas où ils lui seraient envoyés³. ».

A l'égal de tous les groupes internationaux, le Conseil Général a le devoir de faire de la propagande. Il l'a rempli par ses manifestes et par ses mandataires qui ont jeté les premières assises de l'Internationale dans l'Amérique du Nord, dans l'Allemagne et dans beaucoup de villes de France.

Une autre fonction du Conseil Général consiste à venir en aide aux grèves, en leur assurant le secours de toute l'Internationale (Voir les rapports du Conseil Général aux différents Congrès). Entre autres, le fait suivant prouve de quel poids a été son intervention dans les grèves. La société de résistance des fondeurs en fer anglais est par elle-même une trade-union internationale, possédant des branches dans d'autres pays, notamment dans les Etats-Unis. Néanmoins, dans une grève des fondeurs américains, ces derniers trouvèrent nécessaire d'invoquer l'interception du Conseil Général pour empêcher l'importation de fondeurs anglais dans leur pays.

Le développement de l'Internationale imposa au Conseil Général, ainsi qu'aux Conseils fédéraux, la fonction d'arbitre.

Le Congrès de Bruxelles résolut :

« Les Conseils fédéraux sont tenus d'envoyer chaque trimestre au Conseil Général un rapport sur l'administration et l'état financier de leur ressort ». (Résol. administ. n° 3).

Enfin, le Congrès de Bâle, qui provoque la fureur bilieuse des Seize, ne fit que régulariser les rapports administratifs nés du développement de l'Association. S'il étendit outre mesure les limites des attributions du Conseil Général, à qui la faute, sinon à Bakounine, Schwizguebel, F. Robert, Guillaume et autres délégués de l'Alliance, qui le demandèrent à grands cris ? S'accuseraient-ils, par hasard, de « confiance aveugle » dans le Conseil Général de Londres ?

Voici deux résolutions du Congrès de Bâle :

N° IV. Chaque nouvelle Section ou Société qui se forme et veut faire partie de l'Internationale, doit annoncer immédiatement son adhésion au Conseil Général », et

N° V : Le Conseil Général a le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société ou groupe, sauf l'appel au prochain Congrès.

¹ *Il Proletario*, journal italien publié à Turin de 1872 à 1874, se prononça en faveur des bakouninistes, contre le Conseil Général et les résolutions de la Conférence de Londres.

² Carlo Terzaghi, qui, en 1872, devint agent de police.

³ Note du document : « Telles étaient à cette époque les opinions *apparentes* de la société *Émancipation du prolétaire*, représentée par son secrétaire-correspondant, ami de Bakounine. En réalité les tendances de cette section étaient tout autres. Après avoir expulsé pour détournement de fonds et aussi pour ses relations amicales avec le chef de la police de Turin ce représentant doublement infidèle, cette société a donné des éclaircissements qui ont fait disparaître tout malentendu entre elles et le Conseil Général. ».

Quant aux sociétés locales indépendantes, se formant en dehors des liens fédératifs, ces articles ne font que confirmer la pratique observée dès l'origine de l'Internationale, et dont le maintien est une question de vie ou de mort pour l'Association. Mais on allait trop loin en généralisant la pratique et en l'appliquant indistinctement à toute section ou société en voie de formation. Ces articles donnent en effet au Conseil Général le droit de s'immiscer dans la vie intérieure des fédérations; mais aussi n'ont-ils jamais été appliqués dans ce sens par le Conseil Général. Il met au défi les Seize de citer un seul cas où il se serait immiscé dans les affaires des sections nouvelles, voulant s'affilier à des groupes ou à des fédérations existantes.

Les résolutions que nous venons de citer se rapportent aux sections en voie de formation et les résolutions suivantes aux sections déjà reconnues :

VI. – Le Conseil Général a également le droit de suspendre, jusqu'au prochain Congrès, une section de l'Internationale.

VII. – Lorsque des démêles s'élèveront entre des sociétés ou branches d'un groupe national, ou entre des groupes de différentes nationalités, le Conseil Général aura le droit de décider sur le différend, sauf l'appel au Congrès prochain qui décidera définitivement.

Ces deux articles sont nécessaires pour des cas extrêmes, quoique jusqu'à présent, le Conseil Général n'y ait jamais eu recours. L'historique donné plus haut prouve qu'il n'a suspendu aucune section, et qu'en cas de différends, il n'a agi que comme arbitre invoqué par les deux parties.

Nous arrivons enfin à une fonction imposée au Conseil Général pour les besoins de la lutte. Quelque blessant que ce soit pour les partisans de l'Alliance, le Conseil Général, par la persistance même des attaques dont il est l'objet de la part de tous les ennemis du mouvement prolétaire, se trouve placé à l'avant-garde des défenseurs de l'Association Internationale des Travailleurs.

Chapitre V

Une brève séquence polémique. L'enjeu principal demeure la **direction politique** du mouvement ouvrier.

Après avoir fait justice de l'Internationale telle qu'elle est, les Seize nous disent ce qu'elle devrait être.

D'abord, le Conseil Général serait nominalement un simple bureau de correspondance et de statistique. Ses fonctions administratives cessant, ses correspondances se réduiraient nécessairement à la reproduction des renseignements déjà publiés dans les journaux de l'Association. Le bureau de correspondance serait donc éliminé. Quant à la statistique, c'est un travail irréalisable sans une puissante organisation, et surtout, comme le disent expressément les Statuts originiaux, sans une direction commune. Or, comme tout cela sent fortement « l'autoritarisme », il y aura peut-être un bureau, mais certainement pas de statistique. En un mot, le Conseil Général disparaît. La même logique frappe Conseils fédéraux, Comités locaux et autres centres « autoritaires ». Restent seules les sections autonomes.

Quelle sera maintenant la mission de ces « sections autonomes », librement fédérées et heureusement débarrassées de toute autorité, « cette autorité fût-elle élue et constituée par les travailleurs » ?

Ici, il devient nécessaire de compléter la circulaire par le rapport du Comité fédéral jurassien soumis au Congrès des Seize.

« Pour faire de la classe ouvrière la véritable représentante des intérêts nouveaux de l'humanité », il faut que leur organisation soit « guidée par l'idée qui doit triompher. *Dégager* cette idée des besoins de notre époque, des tendances intimes de l'humanité par une étude suivie des phénomènes de la vie sociale, *faire ensuite pénétrer* cette idée au sein de nos organisations ouvrières, tel doit être le but, etc. Enfin, il faut former au sein de nos populations ouvrières, une véritable *école* socialiste révolutionnaire. ».

Ainsi, les sections autonomes d'ouvriers se convertissent tout d'un coup en *école*, dont ces Messieurs de l'Alliance seront les maîtres. Ils *dégagent l'idée* par « des études suivies », qui ne laissent pas la moindre trace. Ils la « *font ensuite pénétrer* au sein de nos organisations ouvrières ». Pour eux, la classe ouvrière est une matière brute, un chaos, qui, pour prendre forme, a besoin du souffle de leur Esprit Saint.

Tout cela n'est qu'une paraphrase de l'ancien programme de l'Alliance¹, commençant par ces mots :

« La minorité socialiste de la Ligue de la Paix et de la Liberté s'étant séparée de cette Ligue se propose de fonder « une nouvelle Alliance de la démocratie socialiste... se donnant *pour mission spéciale* d'étudier les questions politiques et philosophiques... »

Voilà l'*idée* qui s'en « dégage » !

« Une pareille entreprise... donnera aux démocrates socialistes sincères de l'Europe et de l'Amérique, le moyen de s'entendre et d'affirmer *leurs idées*. »

¹ Le programme de l'*Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste*, rédigé par Bakounine, parut sous forme de tract en français et en allemand à Genève en 1868.

Ainsi, de son propre aveu, la minorité d'une société bourgeoise ne s'est glissée dans l'Internationale, quelque temps avant le Congrès de Bâle, que pour s'en servir *comme moyen* de se poser, vis-à-vis des masses ouvrières, en hiérarques d'une science occulte, science de quatre phrases, dont le point culminant est « l'égalité économique et sociale des classes ».

En dehors de cette « mission théorique », la nouvelle organisation proposée pour l'Internationale a aussi son côté pratique.

« La société future, dit la circulaire des Seize, ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal.

« Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération. ».

En d'autres mots, comme les couvents du moyen-âge représentaient l'image de la vie céleste, l'Internationale doit être l'image de la nouvelle Jérusalem, dont l'Alliance porte « l'embryon » dans ses flancs. Les fédérés de Paris n'eussent pas succombé si, comprenant que la Commune était « l'embryon de la future société humaine », ils s'étaient débarrassés de toute discipline et de toutes armes, choses qui doivent disparaître dès qu'il n'y aura plus de guerres !

Mais pour bien établir que, malgré leurs « études suivies », les Seize n'ont pas couvé ce joli projet de désorganisation et de désarmement de l'Internationale au moment où elle combat pour son existence, Bakounine vient d'en publier le texte original dans son mémoire sur l'organisation de l'Internationale. (Voir *Almanach du Peuple pour 1872*, Genève³.)

² *Note du document* : Les hommes de l'Alliance, qui ne cessent pas de reprocher au Conseil Général la convocation d'une Conférence privée à un moment où la réunion d'un Congrès public eût été le comble de la trahison ou de la sottise, ces partisans absolus de l'éclat et du grand jour ont, au mépris de nos statuts, organisé au sein de l'Internationale une véritable société occulte, dirigée contre l'Internationale même, dans le but de placer ses sections, à leur insu, sous la direction sacerdotale de Bakounine. Le Conseil Général se propose de réclamer du prochain Congrès une enquête sur cette association secrète et ses promoteurs dans certains pays, par exemple en Espagne.

³ Il s'agit de l'article de Bakounine « L'organisation de l'Internationale » paru dans *l'Almanach du Peuple pour 1872*.

Chapitre VI

Poursuite de la polémique contre les Jurassiens. L'augmentation insiste sur la décomposition de leurs sections.

Maintenant, lisez le rapport présenté par le Comité jurassien au Congrès des Seize.

« Cette lecture, dit leur journal officiel la *Révolution sociale* (16 novembre), donnera *la mesure exacte* de ce qu'on peut attendre de dévouement et d'intelligence pratique de la part des adhérents à la Fédération jurassienne. ».

Il commence par attribuer à « ces terribles événements » — la guerre franco-allemande et la guerre civile en France — une influence « en partie *démoralisante*... sur la situation des sections de l'Internationale ».

Si, en effet, la guerre franco-allemande a dû tendre à la *désorganisation* des sections en enrôlant un grand nombre d'ouvriers dans les deux armées, il n'en est pas moins vrai que la chute de l'Empire et la proclamation ouverte de la guerre de conquête par Bismarck, provoquèrent en Allemagne et en Angleterre une lutte passionnée entre la bourgeoisie prenant parti pour les Prussiens et le prolétariat affirmant plus que jamais ses sentiments internationaux. Par cela même, l'Internationale devait gagner du terrain dans ces deux pays. En Amérique, le même fait produisit une scission dans l'immense émigration prolétaire allemande; le parti international se sépara nettement du parti chauviniste.

D'un autre côté, l'avènement de la Commune de Paris a donné un essor sans précédent au développement extérieur de l'Internationale, et à la revendication virile de ses principes par les sections de toutes nationalités — excepté cependant les jurassiennes dont le rapport continue ainsi : depuis « le commencement de la lutte gigantesque... la réflexion est imposée... Les uns s'en vont cacher leur faiblesse... Pour beaucoup cette situation (dans leurs rangs) est un signe de décrépitudes », mais « c'est au contraire... une *situation propre à transformer complètement l'Internationale* » d'après leur image. On comprendra ce modeste désir après un examen plus approfondi d'une situation si prospère.

Laissant de côté l'Alliance dissoute et remplacée depuis par la section Malon, le Comité avait à justifier de la situation de vingt sections. Parmi elles, sept lui tournent tout bonnement le dos; voici ce qu'en dit le rapport :

« La section des *monteurs de boîtes* et celle des *graveurs et guillocheurs de Biemme* n'ont jamais répondu à *aucune* des communications que nous leur avons adressées.

« Les sections des métiers de Neuchâtel, soit *menuisiers, monteurs sur boîtes, graveurs et guillocheurs*, n'ont fait *aucune* réponse aux communications du Comité fédéral.

« Nous n'avons pu obtenir *aucune* nouvelle de la section du Val-de-Ruz.

« La *section des graveurs et guillocheurs de Locle* n'a donné *aucune* réponse aux communications du Comité fédéral. ».

Voici ce qui s'appelle un commerce *libre* de sections autonomes avec leur Comité fédéral.

Une autre section, celle

des graveurs guillocheurs du district de Courtelary, après trois années de persévérance opiniâtre... en ce moment... se constitue en société de résistance

en dehors de l'Internationale, ce qui ne les empêche nullement de se faire représenter par deux délégués au Congrès des Seize.

Viennent alors quatre sections bien mortes :

« La section centrale de Bienne est momentanément *tombée*; l'un de ses membres dévoués nous écrivait cependant, dernièrement, que *tout espoir* à voir renaître l'Internationale à Bienne *n'était pas perdu*.

« La Section de Saint Baise est *tombée*.

« La section de Catébat, après avoir eu une existence brillante, *dut céder* devant les intrigues ourdies par les seigneurs (!) de cette localité pour dissoudre cette *vaillante* (!) section ».

« Enfin la section de Corgémont, elle aussi, *fut victime* des intrigues patronales. ».

Vient ensuite la *section centrale du district de Courtelary*, qui

« prit une mesure sage : *elle suspendit* son action »,

ce qui ne l'empêche pas d'envoyer deux délégués au Congrès des Seize.

Viennent maintenant quatre sections d'une existence plus que problématique.

« La section de Grange se trouve réduite à *un petit noyau* d'ouvriers socialistes... Leur action locale se trouve paralysée par leur nombre restreint.

« La *Section centrale de Neufchâtel* a eu à *souffrir considérablement* des événements, et n'eût été le dévouement, l'activité de quelques-uns de ses membres, *la chute était certaine*.

« La *Section centrale du Locle*, entre la vie et la mort pendant quelques mois, avait fini *par se dissoudre*. Tout récemment elle s'est reconstituée »,

évidemment pour le seul but, d'envoyer deux délégués au Congrès des Seize.

« La section de *propagande socialiste de La Chaux-de-Fonds* est dans une situation critique... Sa position, loin de s'améliorer, tend plutôt à empirer. ».

Puis viennent deux sections, les *cercles d'études de Saint-Imier et de Sonvillier*, qui ne sont mentionnées qu'en passant et sur la condition desquelles pas un mot n'est dit.

Reste la section modèle, qui, à en juger par son nom de section *centrale*, n'est elle-même que le résidu d'autres sections disparues.

« La section centrale de Moutier est certes celle qui a le moins souffert... Son comité a été en relation suivie avec le Comité fédéral... *Des sections ne sont pas encore fondées*... »

Cela s'explique :

« L'action de la section de Moutier se trouve tout particulièrement *favorisée* par les *excellentes dispositions* d'une population ouvrière-

re... aux mœurs populaires; nous aimerions voir la classe ouvrière de cette contrée se rendre encore plus indépendante des éléments politiques. ».

On voit en effet que ce rapport

« donne la *mesure exacte* de ce qu'on peut attendre de dévouement et d'intelligence pratique de la part des adhérents à la Fédération jurassienne. ».

Ils l'auraient pu compléter en ajoutant que les ouvriers de la Chaux-de-Fonds, siège primitif de leur comité, ont toujours répudié toute relation avec eux. Récemment encore, dans l'assemblée générale du 18 janvier 1872, ils ont répondu à la circulaire des Seize par des votes unanimes confirmant les résolutions de la Conférence de Londres, ainsi que la résolution du Congrès romand, de mai 1871 :

« d'exclure à jamais de l'Internationale les Bakounine, Guillaume et leurs adeptes. ».

Faut-il ajouter encore un seul mot sur la valeur de ce prétendu Congrès de Sonvillier, qui, selon ses propres paroles, a fait « éclater la guerre, la guerre ouverte au sein de l'internationale » ?

Certainement, ces hommes, qui font plus de bruit qu'ils ne sont gros, ont eu un succès incontestable. Toute la presse libérale et policière a pris ouvertement leur parti; ils ont été secondés, dans leurs calomnies personnelles contre le Conseil Général et leurs attaques anodines contre l'Internationale par les prétendus réformateurs de tous les pays, — en Angleterre, par les républicains bourgeois, dont le Conseil Général a déjoué les intrigues; en Italie, par les libres-penseurs dogmatiques qui, sous la bannière de Stefanoni¹, viennent de fonder une « Société universelle des rationalistes », ayant siège obligatoire à Rome, organisation « autoritaire » et « hiérarchique », couvents de moines et de nonnes athées, et dont les statuts décernent un buste en marbre, placé dans la salle du Congrès, à tout bourgeois donateur de dix mille francs² ; enfin, en Allemagne, par les socialistes bismarckiens qui, en dehors de leur journal policier, le *Neuer Social Demokrat*, jouent les blouses blanches³ de l'empire prusso-allemand.

Le conclave de Sonvillier demande à toutes les sections internationales, dans un appel pathétique, d'insister sur l'urgence d'un Congrès immédiat, « pour réprimer », comme le disent les citoyens Malon et Lefrançais, « les empiètements successifs du Conseil de Londres » — en réalité, pour substituer l'Alliance à l'Internationale. Cet appel a reçu un écho si encourageant qu'ils en ont été aussitôt réduits à falsifier un vote du dernier Congrès belge. Ils disent dans leur organe officiel (*Révolution Sociale*, 4 janvier 1872) :

« Enfin, chose grave, les sections belges se sont réunies en Congrès, à Bruxelles, le 24 et 25 décembre, et ont voté à l'unanimité une résolution identique à celle du Congrès de Sonvillier, sur l'urgence de provoquer un Congrès Général. »

¹ Luigi Stefanoni avait pris l'initiative, en novembre 1871, de fonder, mais sans succès, une « Société universelle des rationalistes ».

² Luigi Stefanoni se solidarisa avec les bakouninistes et écrivit des articles calomnieux contre le Conseil Général, contre Marx et Engels en particulier. La lettre d'Engels à la rédaction du journal *Il Gazzettino Rosa* ainsi que l'article de Marx « Encore une fois Stefanoni et l'Internationale » démasquèrent les véritables buts et les contacts de Stefanoni avec les anarchistes.

³ Il s'agit des blouses d'ouvrier que les agents secrets de la police bonapartiste arboraient pour provoquer des troubles qui servaient ensuite de prétexte à des poursuites dirigées contre les organisations du prolétariat.

Il importe de constater que le Congrès belge a voté tout le contraire. Il a chargé le Congrès belge, dont la réunion n'aura lieu qu'en juin, d'élaborer un projet de nouveaux statuts généraux pour être soumis au *prochain Congrès* de l'Internationale¹.

D'accord avec l'immense majorité de l'Internationale, le Conseil Général ne convoquera le Congrès annuel que pour septembre 1872.

¹ En référence au Congrès de la fédération belge de l'AIT qui s'est tenu à Bruxelles les 24 et 25 décembre 1871.

Chapitre VII

L'ultime chapitre engage une dénonciation des activistes bonapartistes d'Albert Richard et de Gaspard Blanc, tous eux partisans de Bakounine.

On retiendra surtout la conclusion centrée sur **la catégorie elle-même d'anarchie** conçue positivement comme **le résultat** même de la conquête du pouvoir d'Etat par le mouvement prolétaire, et non, ainsi que le revendiquent Bakounine et ses partisans, comme **son préalable**.

Quelques semaines après la Conférence, arrivèrent à Londres les sieurs Albert Richard et Gaspard Blanc, membres les plus influents et les plus ardents de l'*Alliance*, chargés de recruter parmi les réfugiés français des auxiliaires prêts à travailler pour la restauration de l'Empire, seul moyen, selon eux, de se débarrasser de Thiers et de ne pas rester le gousset vide. Le Conseil Général avisa les intéressés et, entre autres, le Conseil fédéral de Bruxelles de leurs menées bonapartistes.

En janvier 1872, ils jetèrent le masque en publiant la brochure : *L'Empire et la France nouvelle. Appel du peuple et de la jeunesse à la conscience française*, par Albert Richard et Gaspard Blanc. Bruxelles, 1872.

Avec la modestie ordinaire des charlatans de l'*Alliance*, ils récitent ainsi leur boniment :

« Nous qui avons formé la grande armée du prolétariat français..., nous, les chefs les plus influents de l'Internationale en France¹... heureusement, nous ne sommes pas fusillés, nous, et nous sommes là pour planter, en face d'eux (*les parlementaires ambitieux, les républicains repus, les prétendus démocrates de toute espèce*), le drapeau à l'ombre duquel nous combattons, et pour lancer à l'Europe étonnée, malgré les calomnies, malgré les menaces, malgré les attaques de toutes sortes qui nous attendent, ce cri qui sort du fond de notre conscience, et qui retentira bientôt dans le cœur de tous les Français : VIVE L'EMPEREUR ! ».

A Napoléon III, honni et conspué, il faut une réhabilitation splendide »,

et MM. Albert Richard et Gaspard Blanc, payés sur les fonds secrets d'Invasion III, sont spécialement chargés de celle réhabilitation.

Du reste, avouent-ils :

¹ Note du document : Sous le titre « *Au Pilon !* » l'*Egalité* (de Genève) du 15 février 1872, dit : « Le jour n'est pas encore venu pour raconter l'histoire de la défaite du mouvement communaliste dans le midi de la France; mais ce que nous pouvons annoncer dès aujourd'hui, nous qui, pour la plupart, avons été témoins de la déplorable défaite de l'insurrection du 30 Avril à Lyon, c'est que cette insurrection a en partie échoué, grâce à la lâcheté, à la trahison, au vol de G. Blanc, qui se faufilait partout en exécutant les ordres de A. Richard, qui se tenait dans l'ombre. Par leurs manœuvres intensionnelles, ces misérables sont parvenus à compromettre plusieurs noms de ceux qui prenaient part aux travaux préparatoires des Comités insurrectionnels. De plus, ces traîtres sont parvenus à discréditer l'Internationale à Lyon à tel point qu'au moment de la révolution parisienne, l'Internationale inspirait aux ouvriers lyonnais la plus grande défiance. De là, absence totale d'organisation; de là, défaite de l'insurrection, défaite qui a dû nécessairement entraîner la chute de la Commune, abandonnée à ses forces isolées ! Ce n'est que depuis cette sanglante leçon que notre propagande a su rallier les ouvriers lyonnais autour du drapeau de l'Internationale. Albert Richard a été l'enfant gâté, le prophète de Bakounine et consorts. ».

« C'est la progression normale de nos idées qui nous ont rendus impérialistes. ».

Voilà une confession qui doit agréablement chatouiller leurs coreligionnaires de l'Alliance. Comme aux beaux jours de la *Solidarité*, A. Richard et G. Blanc débitent leurs vieilles phrases sur « l'abstentionnisme politique » qui, d'après les données de leur « progression normale », ne devient une réalité que sous le despotisme le plus absolu où, alors, les travailleurs s'abstiennent de toute ingérence politique, comme le prisonnier s'abstient de toute promenade au soleil.

« Le temps des révolutionnaires, disent-ils, est passé... le communisme est relégué en Allemagne et en Angleterre, en Allemagne surtout. C'est là, d'ailleurs, qu'il s'est élaboré sérieusement, depuis longtemps, pour se répandre ensuite dans toute l'Internationale, et cette progression inquiétante de *l'influence allemande* dans l'Association n'a pas peu contribué à en arrêter le développement, ou plutôt à lui donner un nouveau cours dans les sections du Centre et du Midi de la France, qui n'ont jamais reçu de mots d'ordre d'aucun Allemand. ».

Ne croirait-on pas entendre le grand Hiérophante lui-même¹ s'attribuant, dès la fondation de l'Alliance, en sa qualité de Russe, la mission spéciale de représenter les *racés latines* ? ou « les véritables missionnaires » de la *Révolution sociale* (2 novembre 1871), dénonçant

« la marche à rebours que travaillent à imprimer à l'Internationale les cervelles allemandes et bismarckiennes ? ».

Mais heureusement que la véritable tradition n'est pas perdue, et que MM. Albert Richard et Gaspard Blanc ne sont pas fusillés ! Aussi leur « travail » à eux consiste-t-il à « donner un nouveau cours » à l'Internationale, dans le centre et le midi de la France, en essayant de fonder des sections bonapartistes, par cela même essentiellement « autonomes ».

Quant à la constitution du prolétariat en parti politique, recommandée par la Conférence de Londres,

« *Après la restauration de l'Empire, nous* — Richard et Blanc —, nous en aurons bientôt fini, non seulement avec les théories socialistes, mais avec le commencement de réalisation qu'elles révèlent par l'organisation révolutionnaire des masses. En un mot, exploitant le grand « principe d'autonomie des sections » « qui constitue la véritable force de l'Internationale... spécialement dans les pays de *race latine* (*Révolution sociale* du 4 janvier) »,

ces messieurs spéculent sur l'anarchie dans l'Internationale.

L'Anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine, qui des systèmes socialistes n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteinte, le pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. L'Alliance prend la chose au rebours. Elle proclame l'anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploités. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'Anarchie. La police internationale ne demande rien de plus pour

¹ Il s'agit de Bakounine.

éternisera la République - Thiers - en la couvrant du manteau impérial¹.

Le Conseil Général,

Londres, le 5 mars 1872.

¹ Note du document : « Dans le rapport sur la loi Dufaure, le rural Sacase en veut avant tout, à « l'organisation de l'Internationale ». Cette organisation est sa bête noire. Après avoir constaté la marche ascendante de cette formidable Association, il continue : « Cette Association rejette... les pratiques ténébreuses de sectes qui l'ont précédée. Son organisation s'est faite et modifiée au grand jour. Grâce à la puissance de cette organisation... elle a étendu successivement sa sphère d'action et d'influence. Elle s'ouvre sur tous les territoires. ». Puis, il en décrit « sommairement l'organisation » et conclut : « Tel est, dans sa savante unité... le plan de cette vaste organisation. Sa force est dans cette conception même. Elle est aussi dans la masse de ses adhérents, liés à une action simultanée, et enfin dans l'invincible impulsion qui peut les faire mouvoir. ».

3. Le Congrès de La Haye

Notre principale source : *Le Congrès de La Haye de la Première internationale, Procès-verbaux*. Editions du Progrès, Moscou 1972.

*

Le Congrès de La Haye, qui a été le 5^e Congrès de l'AIT, s'est tenu **du 2 au 7 septembre 1872**.

Son importance réside dans le fait remarquable qu'il a été **le dernier congrès** de l'AIT, en Europe du moins, et qu'il s'est conclu par **l'exclusion de Bakounine et de ses partisans**, dont James Guillaume et la Fédération jurassienne.

Le but du Congrès était de dresser le bilan des activités de l'AIT depuis le congrès de Bâle en 1869, compte tenu de l'expérience politique de la Commune de Paris et des manœuvres des bakouninistes.

65 délégués y ont représenté 15 pays. Parmi eux : Marx, Engels, Auguste Serrailier, Eugène Dupont, Paul Lafargue, Adolf Hepner, Sorge, Édouard Vaillant, Friedrich Lessner, Charles Longuet. Parmi les partisans de Bakounine, on compte James Guillaume et Adhémar Schwizguebel, délégués de la fédération jurassienne.

Le volume de référence que nous citons reproduit principalement les procès-verbaux rédigés par Benjamin Le Moussu, officiellement élu comme secrétaire du Congrès. La présidence sera accordée à Gabriel Ranvier.

*

03.09.72 Mardi matin, **Troisième séance**¹

Les débats vont d'abord porter (et longuement) sur des questions administratives **et tout particulièrement sur l'admission des mandats**. Une question essentielle, à vrai dire, compte tenu des conditions de la convocation du Congrès : il s'agit, en effet, de se compter entre partisans de la majorité marxiste du Conseil Général et les opposants bakouninistes.

Engels propose d'emblée :

- « 1. Que dans la discussion sur les mandats on entende d'abord le délégué contestant le mandat, puis celui dont le mandat est contesté; ensuite deux orateurs, l'un pour, l'autre contre, et qu'on vote tout de suite après.
2. Aucun orateur ne parlera plus de cinq minutes. »

Après diverses controverses, de la part notamment d'Arsène Sauva² sur la durée du temps de parole, la proposition est finalement acceptée.

Les mandats contestés (en particulier par A. Sauva) et puis validés sont notamment ceux d'Édouard Vaillant, de Simon Dereure, de Friedrich Sorge, de Paul Lafargue.

Marx termine la séance par une communication proposant l'expulsion de l'*Alliance*. Le débat est reporté.

Mardi soir. **Quatrième séance**

Longue (très longue) poursuite de la validation des mandats, dont ceux de Maltmann Barry et de Théodore Duval.

La séance se termine sur la proposition de Marx de constituer une Commission spéciale sur la question de l'*Alliance*.

Le mandat de Nicolai Joukovski¹ est lon-

¹ Les documents relatifs aux deux premières séances n'ont pas été conservés, du moins dans notre édition de référence.

² Ancien icarien installé aux Etats Unis, A. Sauva a servi dans l'armée nordiste lors de la guerre de Sécession. Rentré en France, il adhère à l'AIT et participe aux combats de la Commune. Rentré aux USA, il se lie avec les blanquistes. Il s'abstiendra lors du vote sur l'exclusion de Bakounine et votera contre l'exclusion de James Guillaume et d'Adhémar Schwizguebel. (Cf. Notice du Maitron)

guement débattu, et la question est remise à la discussion sur la question de l'*Alliance*.

Le mandat de Charles Alerini est par contre récusé.

Les délégués espagnols exigent qu'on fasse la clarté sur leurs relations avec l'*Alliance*².

04.09.72 Mercredi matin. **Cinquième séance.**

Le débat se poursuit (à nouveau très longuement) sur l'admission de la section 12³ de New York. Marx est rapporteur. Il propose l'invalidation du mandat de William West, membre de cette section 12, dont le mandat collectif est aussi invalidé.

Revient en fin de séance la proposition d'une commission sur l'*Alliance*, un projet auquel James Guillaume s'oppose bien sûr.

Mercredi soir. **Sixième séance.**

La réunion aboutit à la nomination d'un Bureau définitif sous la présidence de Gabriel Ranvier.

La séance se termine sur la décision des délégués espagnols de ne plus prendre part à aucun vote en vertu de leur mandat impératif. Ils sont suivis par James Guillaume au nom des Jura-siens.

Le président leur répond que leur conduite est inconcevable « car ce qu'ils se font un jeu d'attaquer n'est ni l'œuvre du Conseil Général, ni celle du présent Congrès, mais les Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs. ».

05.09.72 Jeudi matin. **Septième et huitième séances**

La septième séance (elle débute à 8h20) demeure attachée aux débats internes. En vue, toujours, la commission sur l'*Alliance*. James Guillaume demande que la minorité accusée ait la faculté de nommer elle-même un des cinq membres de cette commission.

Seront nommés : Théodore Cuno, Roch Spingard, Paul Vichard, Walter⁴ et Frédéric Lucain.

Cette huitième séance débute à 10 heures.

Elle est la première séance publique.

Elle débute par un discours d'introduction de Gabriel Ranvier qui donne lecture du rapport du Conseil général, lequel se trouve adopté à l'unanimité.

Il est décidé que les séances publiques se tiendront le soir « afin que les ouvriers puissent y assister ».

¹ Un partisan notoire de Bakounine.

² Il est fait référence à la circulaire « Aux membres espagnols de l'Internationale » rédigée par Paul Lafargue sous forme de tract le 27 juin 1872. Elle dénonçait les partisans espagnols de l'*Alliance*.

³ Laquelle s'était abstenue de payer ses cotisations et avait refusé de reconnaître l'autorité du Conseil Général.

⁴ L'autre nom de Van-Heddeghem.

Jeudi soir¹. **Neuvième séance**

Gabriel Ranvier donne lecture d'une partie de l'Adresse de la Section Ferré² de Paris. Guillaume proteste contre la liaison établie par cette Adresse entre les noms de Bakounine et de Malon avec ceux, « infâmes », selon lui, d'Albert Richard et de Gaspard Blanc.

L'ordre du jour concerne le rôle du Conseil Général et ses attributions. Les Suisses, insiste, Alfred Hermann, sont favorables à la suppression d'un bureau central.

Intervention de Paul Lafargue : il recommande « la substitution aux luttes métaphysiques, politiques et religieuses, de la grande lutte de l'abolition des classes ». Selon son mandat de Lisbonne, « le Conseil autoritaire est indispensable ».

Réplique de James Guillaume au nom de la Fédération jurassienne : il évoque la circulaire de Sonvillier votée 12 novembre 71 qui désavouait les décisions de la Conférence de Londres de 1871. Sa critique porte sur « le pouvoir » du Conseil général qu'il récuse : « On dit que le Conseil Général doit conduire l'Internationale à la barricade et à la grève générale, et doit être la tête du grand corps – nous n'en avons pas besoin. ».

Il se trouve soutenu par Gonzales Morago dont le mandat impératif exige l'abolition du Conseil.

La discussion est reportée à la séance privée du lendemain matin.

06.09.72 Vendredi matin. **Dixième séance**

Engels propose que le Conseil Général soit transféré à **New York** pour l'année 1872-1873.

La proposition est soutenue par K. Marx, W. Wroblewsky, Ch. Longuet, A. Serrailier, McDonnell, Eugène Dupont, F. Lessner, Le Moussu et M. Maltman Barry³.

Le vote pour le déplacement du Conseil est obtenu par 26 voix pour, 9 abstentions et 23 refus.

Une courte majorité, on le constate.

Vendredi soir. **Onzième séance**

James Guillaume intervient à propos de la résolution IX de la Conférence de Londres de 1871 et en particulier sur la constitution de prolétariat en parti politique⁴. Il réagit à la proposition de l'inclure dans les nouveaux statuts. Il insiste sur le fait que, selon lui, « le parti qui a fait voter cette résolution est le même qui a publié un manifeste communiste en 49⁵ » et se livre à une critique sévère du programme avancé par *Le Manifeste* sur les mesure de transition vers

¹ Une séance publique, rappelons-le. Il semble même que ce public en tribune n'ait guère été attentif aux débats, ce qui lui a valu une remontrance de la part du président qui « prie les MM qui auraient envie de rire et de s'amuser d'aller chercher leurs plaisirs ailleurs »...

² La section Ferré a pris ce nom en mémoire de Théophile Ferré, membre éminent de la Commune de Paris. Elle a été l'un des premières sections parisiennes après la défaite de la Commune.

³ *Le Congrès de La Haye de la Première internationale, Procès-verbaux*. Editions du Progrès, Moscou 1972, Documents annexes N° 16, p. 102

⁴ Pour rappel, cette résolution IX déclarait : « Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême : l'abolition des classes ». Cf. le chapitre 3 de notre **fascicule 41**.

⁵ En 1848, à vrai dire.

vers le socialisme, concluant : « Nous sommes fédéralistes et non des centralisateurs, nous voulons faire disparaître l'Etat, et c'est pourquoi nous sommes opposés à la résolution IX. ».

07.09.72 Samedi matin. **Douzième séance**

L'ordre du jour est la composition du nouveau Conseil général.

Marx propose qu'on nomme d'abord les membres du Conseil fédéral américain à qui on laissera le soin de compléter le Conseil général. Le vote donne pour résultat 19 « oui », 4 « non » et 19 abstentions. Il est aussitôt remis en débat. La séance se termine dans une certaine confusion.

Samedi soir. **Treizième séance**

L'ordre du jour comporte un examen des comptes du Conseil Général. Le rapport est admis à l'unanimité.

Sinon, les échanges visent surtout les publications de la Fédération jurassienne qui font l'objet de vives critiques.

Samedi soir. **Quatorzième séance**

Une très brève séance publique. Le président annonce la fixation du lieu du nouveau Conseil et cite les noms de ses membres.

Samedi soir. **Quinzième et dernière séance**

Le Congrès proclame l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume.

Au titre de président de la Commission Theodor Cuno déclare : « Tous ceux qui ont été entendus contre les initiateurs de l'*Alliance* reconnaissent que c'est une société dangereuse, qui a pour armes la mauvaise foi et la calomnie. Nous concluons à l'expulsion de ses organisateurs. »

Le débat s'engage avec notamment les interventions de Charles Alerini qui déclare : « Vous n'avez pas le droit de m'empêcher de faire partie des sociétés secrètes. Si vous le faites, je dirai que c'est une coterie, une église, une sainte inquisition. Je resterai au service de la Révolution Sociale en faisant partie quand bon me plaira des sociétés secrètes ».

Roch Spingard intervient à son tour pour défendre Bakounine : « L'*Alliance*, déclare-t-il, est antérieure à l'Internationale. Il faut prouver son existence actuelle : elle n'existe plus. C'est un fantôme que vous ne connaissez pas et que vous ne pouvez connaître que par des traitres. Je déplore de voir frapper un homme, qui, comme Bakounine, s'est consacré à la révolution. ».

Riposte de Marx : « Spingard parle comme l'avocat des accusés et non comme un juge d'instruction. Il en appelle à la Commission pour prouver qu'il a apporté des pièces et qu'il est faux à dire qu'il n'a apporté que des affirmations. J'ai encore prouvé l'existence de l'*Alliance*, etc. Quant aux papiers secrets, nous ne les avons pas demandés, - ils existent - les documents que j'ai communiqués n'étaient pas des choses secrètes. J'ai (encore) fait une allusion au procès Netchaiev, c'était mon droit. ».

Le vote concernant Bakounine est obtenu par 27 voix, contre 7 « non » et 7 abstentions¹.
Le vote concernant Guillaume est obtenu par 25 voix, contre 8 « non » et 9 abstentions.

L'exclusion de Schwizguebel est, par contre, récusée par 15 voix favorables et 17 « non ».

¹ Dont, curieusement, celles de James Guillaume et d'Adhémar Schwizguebel, une manière sans doute de récuser le vote lui-même.

4. Marx/Engels et Bakounine : une chronique de leurs relations personnelles et politiques

Notre principale référence¹ : les volumes de la *Correspondance Marx Engels* publiés par les Editions sociales².

- 1844 En juillet 1844, Bakounine, accompagné d'Adolphe Reichel, arrive à **Paris**, où il se trouve accueilli par Karl Börnstein, éditeur du *Vorwärts*, qui lui cède une chambre dans les locaux du journal.
- Il fait la rencontre de Proudhon, de George Sand et de Marx³.
- Bakounine évoquera cette relation dans un texte de **décembre 1871** où il écrit :
- « Marx et moi sommes de vieilles connaissances. Je l'ai rencontré pour la première fois à Paris en 1844. J'étais alors émigré. Nous fûmes assez amis. Il était alors beaucoup plus avancé que je ne l'étais, comme il reste encore aujourd'hui non seulement plus avancé, mais incomparablement plus savant que moi. Je ne savais alors rien de l'économie politique. Je ne m'étais pas encore défait de mes abstractions métaphysiques et mon socialisme n'était que d'instinct. Lui, quoique plus jeune, était déjà un athée, un matérialiste savant, et un socialiste réfléchi. C'est précisément à cette époque qu'il a élaboré les fondements de son système présent. Nous nous vîmes assez souvent et je le respectais beaucoup pour sa science et son dévouement passionné et sérieux, quoique toujours mêlé de vanité personnelle, à la cause du prolétariat et je recherchais avec avidité sa conversation toujours instructive et spirituelle, lorsqu'elle ne s'inspirait pas de haine mesquine, ce qui arrivait hélas ! trop souvent. Jamais, il n'y eut cependant d'intimité franche entre nous. Nos tempéraments ne s'accordaient pas. Il m'appelait un idéaliste sentimental et il avait raison, je l'appelais un vaniteux perfide et sournois et j'avais aussi raison⁴. ».

28.02.47 Bakounine écrit à P.V. Annenkov : « Marx déploie ici les mêmes activités vaines qu'au-paravant. Il corrompt les ouvriers en en faisant des raisonneurs. Il fait preuve du même goût malsain pour la théorie et de la même autosatisfaction insatisfaite. ».

Bakounine à Georg Herwegh, de Bruxelles, fin décembre 1847 :

« Les Allemands, ouvriers, Bornstedt, Marx et Engels, — Marx surtout, — font ici leur

¹ Outre celles que mentionne le chapitre du présent fascicule sur la biographie de Bakounine.

² Les références à cette correspondance sont signalées sous l'abréviation C, suivie du numéro de volume.

³ Jenny Marx dans sa *Brève esquisse d'une vie mouvementée* écrit : « Nous habitons rue Vaneau, dans le faubourg Saint-Germain, et voyions Ruge, Heine, Herwegh, Maurer, Tolstoï, Bakounine, Annenkov, Bernays et tutti quanti. C'était tout le temps des commérages et des querelles allemandes. » (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du Progrès, Moscou, 1982, p. 235).

⁴ Cité par Auguste Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels, Tome III, Marx à Paris*, Presse Universitaires de France, Paris 1962, p. 46. Cf. également le volume *Bakounine Marx La Grande Discorde*, Editions les nuits rouges, p. 147. Cf. aussi les *Œuvres complètes de Bakounine*, par Arthur Lehning, tome 1, deuxième partie : « Rapports personnels avec Marx. Pièce justificative N° 2 », Editions Champ Libre, Paris 1974, p. 125.

mal ordinaire. Vanité, méchanceté, cancans, fanfaronnades en théorie et pusillanimité en pratique, — dissertations sur la vie, l'action et la simplicité, et absence complète de vie, d'action et de simplicité, — coquetteries répugnantes avec des ouvriers littéraires et discoureurs, — « Feuerbach est un *bourgeois* », et l'épithète de bourgeois répétée à satiété par des gens qui tous ne sont de la tête aux pieds que des bourgeois de petite ville; en un mot, mensonge et bêtise, bêtise et mensonge. Dans une semblable société, il n'y a pas moyen de respirer librement. Je me tiens éloigné d'eux, et j'ai nettement déclaré que je n'irais pas dans leur *Kommunistischer Handwerkerverein* et que je ne voulais rien avoir à faire avec cette société¹. ».

03.07.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* commet l'imprudance de publier un entrefilet calomnieux dénonçant Bakounine comme un agent du tsar.

Le texte affirme :

« On suit ici d'un œil attentif, malgré tous nos troubles intérieurs, les luttes des Slaves, en Bohême, Hongrie et Pologne. A propos de la propagande slave on nous communiquait hier que George Sand aurait acquis des papiers très compromettants pour le Russe exilé ici, Michel Bakounine, en laissant constater que c'était un outil ou un agent nouvellement acquis par la Russie, auquel incombaient la plupart des arrestations des malheureux patriotes polonais survenues ces derniers jours. George Sand avait montré ces papiers à quelques intimes. Nous n'avons rien à objecter contre un royaume slave, mais il ne sera jamais créé par la trahison contre des patriotes polonais². ».

Le 20 juillet, Marx recevra un ferme démenti de la part de George Sand qui lui écrit :

« Les faits que vous communiquait votre correspondant sont absolument faux et n'ont même pas l'ombre de la vérité. Je n'ai jamais eu la moindre preuve à l'appui des insinuations que vous avez tâché de faire accréditer contre M. Bakounine, banni de France par la monarchie déchue. Je n'ai jamais été autorisée à émettre le moindre doute sur la loyauté de son caractère et la générosité de ses opinions. », avec en post-scriptum : « J'en appelle à votre honneur et à votre conscience pour faire immédiatement publier cette lettre dans votre journal. ».

Marx publiera la lettre de G. Sand dès le 3 août 1848 avec ce commentaire :

« Nous avons communiqué dans le numéro 36 de notre gazette le bruit qui avait circulé à Paris, selon lequel George Sand aurait possédé des papiers qui auraient permis de prendre l'émigré russe Bakounine pour un agent de Nicolas 1^{er}. Nous avons communiqué ce bruit tel qu'il nous parvint de la part de deux correspondants qui ne se connaissaient pas respectivement. Nous remplissons ainsi le devoir de la presse qui est d'observer sévèrement les caractères des personnages en vue et nous avons par là même donné l'occasion à M. Bakounine de réfuter un soupçon qui fut en tout cas répandu sur son compte dans beaucoup de cercles à Paris³. ».

Marx reviendra à plusieurs reprises sur cette affaire, en particulier longuement dans une lettre du 30 août 1853 au rédacteur en chef du

¹ Source : Wikisource.org, Œuvres (réunies par Marx Nettlau puis par James Guillaume), tome 2, notice biographique.

² Le texte de cet entrefilet est absent du recueil des articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane* qui nous sert de référence. Nous citons à partir de la lettre du 20 juillet 1848 de George Sand à Marx, in *George Sand, Correspondance*, tome VIII, Editions de Georges Lubin, Editions Garnier Frères, Paris 1971, pp. 546-547.

³ George Sand, *Correspondance*, op.cit., p. 547. Il semble bien que cette rumeur ait été diffusée à Paris par l'ambassade russe elle-même qui avait obtenu l'expulsion de Bakounine de France après qu'il eut pris la parole le 29 novembre 1847 lors d'un meeting à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830.

*Morning advertiser*¹ et dans sa lettre à Ferdinand Lassalle du 3 mars 1860².

25.08.48 Du 23 août au 3 septembre se tient à Berlin le congrès fondateur de l'*Allgemeine Deutsche Arbeiterverbrüderung*.

Les 25 et 26 août, Marx, qui est de passage dans la ville, rencontre plusieurs députés de l'aile gauche de l'Assemblée nationale ainsi que Michel Bakounine en vue d'une réconciliation³.

15.02.49 Engels publie dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* un important article sur la question du panslavisme⁴. Il répond à la publication par Michel Bakounine de sa brochure intitulée « Appel aux slaves » : « Bakounine est notre ami, écrit-il. Cela ne nous empêche pas de soumettre sa brochure à la critique. ».

Et de lui opposer, en effet, une sévère critique de ses thèses.

30.08.53 Marx adresse à la rédaction du *Morning Advertiser* une déclaration publique à propos d'un article récemment paru dans ce quotidien sous le nom d'un certain Francis Marx, un publiciste conservateur partisan d'Urquhart qui accusait Bakounine d'être un agent du gouvernement tsariste⁵. Marx rappelle son soutien à Bakounine : « Dans son édition du 15 février 1849, la *Neue Rheinische Zeitung* publia un éditorial consacré à la brochure de Bakounine *Appel aux Slaves* qui commençait par ces mots : « Bakounine est notre ami. Cela ne nous empêchera pas de soumettre sa brochure à une critique sévère⁶ » (...) Dans mes lettres sur *Révolution et contre-révolution en Allemagne* adressées au *New York Daily Tribune*, je fus, que je sache, le premier auteur allemand à avoir rendu à Bakounine l'hommage qui lui est dû pour la part qu'il a prise à notre mouvement et particulièrement au soulèvement de Dresde et avoir conjointement fait le procès de la presse et du peuple allemands pour la lâcheté extrême avec laquelle ils le livrèrent à ses ennemis qui étaient en même temps les leurs⁷. ».

28.09.53 Marx revient à l'adresse d'Engels sur l'article d'Urquhart à propos de Bakounine : « En quoi ces ânes ont-ils rendu service à Bakounine ? En réussissant à le faire sérieusement accuser publiquement et en se faisant eux-mêmes clouer le bec⁸. ».

¹ C4, pp. 10-11. Cette lettre offre assurément l'exposé le plus complet sur l'affaire et sur les relations de Marx avec Bakounine à cette époque. Pour sa part, Bakounine évoque cet événement dans son écrit intitulé « Rapports personnels avec Marx. Pièces justificatives N° 2 » que publie, aux pages 121-130, le tome de ses *Œuvres complètes, Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872, Deuxième partie*, aux Editions Champ libre, Paris 1963, (avec une introduction et des annotations d'Arthur Lehning).

² C6, pp. 109-110.

³ Bakounine évoque l'entrevue dans ses *Rapports personnels avec Marx* où après avoir rappelé l'affaire de l'entrefilet paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, il écrit : « Je le rencontrai quelques mois plus tard à Berlin. Des amis communs nous forcèrent de nous embrasser (...) Après cette conversation, nous ne nous revîmes plus jusqu'en 1864. » (Op.cit., p. 127). **Cf. le chapitre 5.3 du présent fascicule.**

⁴ Fr. Engels, « Le panslavisme démocratique », (K. Marx, Friedrich Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, Paris 1969, t. 3, pp. 62-74 et 74-82). Sur cet article et la question délicate des « peuples sans histoire » selon Engels, nous renvoyons au chapitre 5.2 de **notre fascicule 14.**

⁵ Le texte paraîtra dans l'édition du 2 septembre 1853 du *Morning Advertiser* sous le titre « Michael Bakounin ».

⁶ En référence à l'article d'Engels sur « Le panslavisme démocratique ».

⁷ C4, p. 12.

⁸ C4, p. 33.

27.11.61 Engels commente l'évasion de Bakounine : « La façon dont Bakounine s'est évadé m'a fort réjoui. Le pauvre diable a dû être diablement malmené. Faire un tour du monde comme ça !¹⁶ ».

12.09.63 Marx à Engels : « Bakounine est devenu un monstre, une masse énorme de chair et de graisse qui ne peut plus guère se déplacer. Il brûle, en outre, de désirs et de jalousie pour sa Polonaise de dix-sept ans qui l'épousa en Sibérie, à cause de son martyre. Il est actuellement en Suède où il fait la « révolution » avec les Finlandais¹⁷. ».

04.11.64 De retour de Suède, Bakounine s'arrête à **Londres** où il rencontre Marx qui en informe Engels dans sa lettre du 4 novembre 1864 :

« Bakounine te donne bien le bonjour. Il est parti aujourd'hui pour l'Italie où il réside (à Florence). Je l'ai revu hier pour la première fois depuis 16 ans. Je dois dire qu'il m'a beaucoup plu, plus qu'avant. A propos du mouvement polonais, voici ce qu'il dit : le gouvernement russe aurait eu besoin de ce mouvement pour faire régner l'ordre en Russie même, mais n'aurait pas du tout compté sur une lutte de 18 mois. C'est donc lui qui aurait provoqué les événements de Pologne. La Pologne se serait heurtée à deux écueils : à l'influence de Bonaparte et, deuxièmement, aux réticences de l'aristocratie locale à proclamer dès le début ouvertement et sans réticences, le *socialisme paysan*. Lui Bakounine ne participerait plus désormais – après l'échec de l'histoire polonaise – qu'à des mouvements socialistes. Au total, il est une des rares personnes que je rencontre au bout de 16 ans et qui n'ait pas évolué à reculons, mais vers l'avant¹⁸. »

05.10.67 Jenny, l'épouse de Marx, s'adresse à Philipp Becker à Genève pour obtenir l'adresse de Bakounine auquel Marx souhaite envoyer un exemplaire du *Capital* « et lui écrire sur d'autres sujets¹⁹ ».

10.01.68 Jenny, l'épouse de Marx, interroge son correspondant Johann Philipp Becker et lui demande des nouvelles de Bakounine : « N'avez-vous pas la moindre nouvelle de Bakounine ? Comme c'est un vieux hégélien, mon mari lui a envoyé son livre²⁰ - pas un signe de vie, ni de près ni de loin ? L'a-t-il reçu ? On ne peut pas trop se fier à tous ces Russes²¹. ».

Une anecdote, certes, mais un signe de l'état de leurs relations à cette date.

23.09.68 Lors du 2^e congrès, à Berne, de la *Ligue de la Paix et de la Liberté*, composée de démocrates modérés, une motion de Bakounine sur la suppression de l'héritage est repoussée.

Marx à ce propos : « Il dépose une série de résolutions, absurdes en soi, mais calculées pour inspirer la terreur aux crétins bourgeois et permettre à Monsieur Bakounine de sortir avec éclat de la *Ligue de la Paix* pour rentrer dans l'Internationale²². ».

Bakounine et ses partisans sont en minorité

¹⁶ C6, p. 374.

¹⁷ C7, p. 182.

¹⁸ C7, pp. 282-283.

¹⁹ C9, p. 45.

²⁰ Le livre premier du *Capital*.

²¹ C9, p. 149.

²² Marx, dans sa lettre à L. Kugelmann du 28.03.70 (C10, p. 336).

et se retirent de la *Ligue de la Paix*.

- 01.12.68 Bakounine publie dans le *Kolokol* (La Cloche) des articles sur les résolutions qu'il a proposées à Berne au récent congrès du 23 septembre 68 de la *Ligue de la Paix et de la Liberté*. Bakounine revendique l'égalisation économique et sociale des classes et des individus, l'abolition totale de l'Etat ainsi que la proscription du communisme accusé de vouloir abolir la liberté et de supprimer l'héritage.

Engels à Marx, à ce propos : « Les tirades de Bakounine dans *Kolokol* sont très sottes. Le bonhomme ne semble rien avoir appris depuis le temps de sa première chemise¹. ».

- 15.12.68 Le Conseil général de l'AIT se prononce contre l'affiliation de l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste* fondée à Genève en octobre 1868 par Bakounine². Marx sera chargé par le Conseil de rédiger la lettre circulaire dénonçant l'activité scissionniste de l'*Alliance*.

Marx à Engels, à ce propos : « Ce document a provoqué ce soir au Conseil général une grande colère (...). Je connaissais cette saleté depuis longtemps. Je la considérais comme mort-née et voulais, par égard pour *old* Becker, la laisser mourir de sa belle mort. Mais l'affaire est devenue plus sérieuse que je ne le pensais. Le *Council* a décidé ce soir de rejeter publiquement (...) cette association qui fait de l'intrusion. Je suis chargé (...) de la rédaction du décret de répudiation³. ».

Ce décret sera adopté par le Conseil général le 22 décembre prochain⁴.

- 22.12.68 Lettre de Bakounine à Marx :

« Tu demandes si je continue à être ton ami – Oui, plus que jamais, cher Marx, parce que, mieux que jamais je suis arrivé à comprendre combien tu avais raison en suivant et en nous invitant tous à marcher sur la grande route de la révolution économique, et en dénigrant ceux d'entre nous qui allaient se perdre dans les sentiers des entreprises soit nationales soit exclusivement politiques. Je fais maintenant ce que tu as commencé à faire toi il y a plus vingt ans – Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois au Congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, plus d'autre milieu que le monde des travailleurs – Ma patrie maintenant, c'est l'Internationale dont tu es l'un des principaux fondateurs – Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple – et je suis fier de l'être...»⁵.

Il ajoute, s'agissant du Congrès de Berne : « Tu dis dans ta lettre à Serno que nous avons fausement posé la question à Berne, en parlant de l'égalisation des classes et des individus. Cette observation est parfaitement juste quant aux termes, quant à la formule dont nous nous sommes servis. Au reste, j'avoue de bon cœur, que nous aurions mieux fait de nous exprimer autrement, par exemple, si nous avions dit – la suppression radicale des causes économiques de l'existence des classes, et l'égalisation économique, sociale et politique du milieu et des conditions d'existence et de développement pour tous les individus sans différence de sexe, de nation et de race. ».

A cette date, Bakounine n'avait pas encore reçu notification que l'AIT refusait l'inscription de l'*Alliance* comme l'une de ses branches.

¹ C10, p. 4.

² Le Conseil général de la Première Internationale, *procès-verbaux, 1868-1870*, p. 44.

³ C9, pp. 395-396. Marx lui adresse en pièce jointe ses remarques sur le programme de l'*Alliance*. Ces notes se trouvent reproduites aux pages 237-241 du volume *Le Conseil général de la Première Internationale, procès verbaux, 1868-1870*. Engels lui répondra le 18 décembre 1868 : « Il est clair comme de l'eau de roche que l'Internationale ne peut pas mettre le petit doigt dans cette imposture. (...) Je n'ai jamais rien lu de plus lamentable que le programme théorique. La Sibérie, le ventre et la jeune Polonoise ont fait de Bakounine un crétin intégral. » (C9, p. 379-380)

⁴ Le Conseil général de la Première Internationale, *procès-verbaux, 1868-1870*, p. 46 et pp. 262-264. Marx évoque la séquence dans sa lettre à Paul Lafarge du 15 février 69 (C10, p. 26).

⁵ C9, p. 401, note 1.

- 13.01.69 Marx informe Engels de la récente décision du Conseil général l'AIT de ne pas accepter l'adhésion de l'*Alliance Internationale de la Démocratie socialiste* : « Je considère l'affaire comme réglée », note-t-il. Il ajoute, s'agissant de Bakounine : « B. s'abandonne donc encore à l'agréable illusion qu'on va le laisser agir tranquillement¹. ».
- 15.02.69 Marx à Paul Lafargue : « Une vieille connaissance à moi – le russe Bakounine – avait ourdi une gentille petite conspiration contre l'Internationale. Après s'être brouillé avec la *Ligue de la Paix et de la Liberté* et s'être séparé d'elle à son dernier congrès de Berne², il est entré à la section romande de notre association à Genève. Très vite il a entortillé notre brave vieux Becker³, toujours avide d'action et d'aventures excitantes, mais qui n'a guère l'esprit critique, un enthousiaste du genre Garibaldi, facile à influencer. Eh bien, Bakounine a donc conçu le projet de l'« Alliance internationale de la Démocratie Socialiste » qui devait constituer en même temps une branche de notre Internationale et une nouvelle Association internationale indépendante, chargée spécialement d'élaborer les principes philosophiques supérieurs, etc., du mouvement prolétarien. ». Et effectivement, par ce tour de passe-passe habile, notre association se serait retrouvée sous la direction de Bakounine qui aurait eu la haute main sur elle. Leur façon d'opérer était tout à fait typique. Ils ont envoyé dans notre dos à Paris, à Bruxelles, etc., leur nouveau programme avec en tête des signataires le nom du vieux Becker – ils ont également envoyé des émissaires. Ce n'est qu'au dernier moment qu'ils transmirent les documents au Conseil général de Londres. Nous nous sommes débarrassés de ce bébé moscovite par une décision en bonne et due forme. Toutes nos sections ont adopté la décision prise. Evidemment le vieux Becker a maintenant une dent contre moi (tout comme Schily par solidarité), mais, malgré toute l'amitié personnelle que j'ai pour Becker, je ne pouvais laisser passer sans réagir cette première tentative de désorganiser notre association⁴. ».
- 05.03.69 Marx commente à l'adresse d'Engels la demande introduite par le Comité central de l'Alliance de Bakounine d'être acceptée au sein de l'AIT. Engels lui répondra dès le 7 mars : « La réponse pour le Russe et sa suite est tout à fait ce qu'elle doit être. Dans leur propre *sommation*, ces gens-là n'osent pas aller jusqu'à vous demander⁵ de faire vôtre leur programme, ils veulent seulement vous amener par une voie détournée à exercer une critique théorique. Sot piège russe dans lequel certainement personne ne tombera dans ces parages⁶. ».
- 09.03.69 Marx informe le Conseil central de sa réponse à la lettre de l'*Alliance de la démocratie socialiste* qui s'interrogeait sur le refus de l'admettre comme telle au sein de l'AIT⁷. Bakounine et ses partisans déclareront publiquement la dissolution de l'*Alliance* tout en la maintenant toutefois comme société secrète.
- Dans cette réponse, Marx souligne cet énoncé du programme de l'Alliance sur « l'égalisation politique, économique et sociale des classes » en ajoutant ce commentaire : « L'égalisation des classes, interprétée littéralement, aboutit à l'*harmonie du Capital et du Travail*, si importunément prêchée par les socialistes bourgeois. Ce n'est pas l'*égalité des classes* - contresens logique,

¹ C10, pp. 6-8.

² Le congrès de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* s'est tenu à Berne le 23 septembre 1868.

³ Johann Philipp Becker.

⁴ C10, pp. 26-27.

⁵ A cette date Engels ne fait pas encore partie du Conseil Général au sein duquel il sera admis le 11.10.1870.

⁶ C10, p. 48.

⁷ L'attaque se fait sur le segment du programme de l'Alliance où celle-ci déclare qu'elle « veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des classes », un propos qui est interprété comme une « *harmonie du capital et du travail* ». Ce n'est pas, note-il, « l'égalisation des classes », logiquement impossible, mais l'« abolition des classes », historiquement nécessaire, qui est l'objectif ultime de l'Association internationale des Travailleurs. Ceci posé, rien ne s'oppose toutefois à la transformation des sections de l'Alliance en sections de l'Association Internationale des Travailleurs. » (C10, pp. 46-47).

impossible à réaliser, mais au contraire *l'abolition des Classes*, ce véritable secret du mouvement prolétaire, qui forme le grand but de *l'Association Internationale des Travailleurs*¹. ».

27.07.69 Marx à Engels : « Ce Russe veut, selon toute apparence, devenir dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde. Sinon il sera officiellement excommunié². ».

30.07.69

Réponse d'Engels : « Que le gras Bakounine tire les ficelles, c'est tout à fait clair. Si ce maudit Russe songe effectivement à se hisser par ses intrigues à la tête du mouvement ouvrier, il est temps de lui river vraiment son clou et de poser la question de savoir si un panslaviste peut être membre d'une association internationale de travailleurs : il est très facile de coincer ce bougre-là. Qu'il ne s'imaginer pas qu'il pourra jouer, vis-à-vis des travailleurs, au communiste cosmopolite et, vis-à-vis des Russes, au panslaviste ardemment national³. »

28.10.69 Lettre de Bakounine à Herzen à propos de Marx :

« Marx est indéniablement un homme utile dans l'Association internationale. Il y est encore aujourd'hui un des soutiens les plus fermes, les plus avisés et les plus influents du socialisme – un des plus solides remparts contre l'invasion des idées et des tendances bourgeoises. Et je ne me pardonnerais jamais d'avoir seulement tenté, pour assouvir une vengeance personnelle, de ruiner ou même d'affaiblir son influence indubitablement bienfaisante. Or il peut arriver, et il arrivera certainement, qu'à bref délai je doive entrer en lice contre lui, non à cause de l'offense qui m'est faite, mais pour une question de principe, le communisme autoritaire, dont lui-même et le clan anglais et allemand qu'il dirige sont de chaleureux partisans. Mais alors, ce sera entre nous une lutte à mort⁴. ».

17.12.69 Marx informe Engels de plusieurs éditoriaux publiés par l'hebdomadaire suisse *L'Egalité* qui était aux mains des partisans de Bakounine⁵ : « Tu verras, lui écrit-il, combien il Signor Bakounine devient insolent. ».

Il poursuit en évoquant les diverses manœuvres de Bakounine, lequel « croit que le moment est venu de nous, chercher noise publiquement. Il se donne des airs de gardien du véritable prolétarianisme. Mais il va avoir des surprises⁶. ».

24.01.70 Marx adresse à César de Paepe des informations, souvent confidentielles, sur l'activité de Bakounine en Suisse. Il note : « Le fait est que *l'Alliance*, dont Bakounine est le créateur, et qui n'a pas été dissoute que

¹ La résolution se trouve aux pages 272-273 du volume *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*.

² C10, p. 150.

³ C10, pp. 152-153.

⁴ Citée par Georges Ribeill, *La Grande Discorde*, op.cit., pp. 58-61.

⁵ Les deux articles des 6 novembre et 11 décembre sont signés par Paul Robin.

⁶ C10, pp. 239-241.

nominalement, est un danger pour l'Association Internationale, un élément de désorganisation¹. ».

- 23.03.70 Le Conseil général a reçu de Genève la demande d'affiliation d'une section russe qui propose que Marx devienne son représentant au Conseil. La section déclare son désaccord avec les positions de Bakounine. Cette proposition émane en vérité de Nicolaï Outine, adversaire de Bakounine.

Marx sera chargé par le Conseil général de rédiger la réponse officielle².

L'affiliation est votée à l'unanimité.

24.03.70

Marx à Engels à ce propos : « Ci-joint un lettre de la *colonie russe* de Genève³. Nous avons admis leur adhésion, et j'ai accepté d'être, comme ils le demandaient, leur représentant au Conseil général. (...) Sur Bakounine, j'ai pensé qu'il était plus sûr de n'en point parler, ni dans la lettre publique, ni dans la lettre confidentielle⁴. ».

- 28.03.70 Marx adresse à L. Kugelmann une importante **lettre confidentielle** sur les activités de Bakounine⁵. Un document extrêmement sévère à l'égard de ce dernier.

- 19.04.70 Marx attire l'attention de Paul Lafargue⁶ sur la présence dans le comité parisien de l'AIT de Paul Robin, membre de l'*Alliance* de Bakounine : « Il faut l'avoir à l'œil sans toutefois qu'il soupçonne qu'on le surveille. ».

Il poursuit : « Pour vous mettre au courant, il faut que je vous donne un bref aperçu des intrigues de Bakounine ».

Suivent de plutôt longs développements sur les activités de ce dernier.

Retenons néanmoins cette séquence qui est éclairante :

« Il⁷ entra alors à notre association - dans sa *branche Romande* de Genève. Son premier acte fut une conspiration. Il fonda « l'Alliance de la Démocratie socialiste ». Le programme de cette société n'était rien d'autre que la série de résolutions que Bakounine avait proposées à Berne au Congrès de la Ligue pour la Paix. Cette organisation avait le caractère d'une secte avec son centre principal à Genève et elle se constitua en association *internationale* qui devait tenir ses propres congrès généraux et former un organisme international indépendant tout en demeurant membre à part entière de notre Internationale. En un mot, l'intrusion de cette société secrète au sein de notre association devait peu à peu transformer celle-ci en un instrument du Russe Bakounine. Prétexte invoqué : cette nouvelle société avait été expressément destinée « à faire la propagande théorique ». Très drôle en vérité, quand on songe que Bakounine et ses acolytes n'entendent rien à la théorie. Mais « La théorie » était le programme de Bakounine.

¹ C10, p. 268.

² Le texte de cette réponse se trouve aux pages 318-319 du volume *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*. Marx note en conclusion : « Il y a quelques mois, il m'a été envoyé de Petersbourg l'ouvrage de Flerovski, *La condition de la classe ouvrière en Russie*. C'est une véritable révélation pour l'Europe. L'optimisme russe, répandu sur le continent, même par les prétendus révolutionnaires, est impitoyablement démasqué dans cet ouvrage. Son mérite n'en souffrira point, si je dis qu'en certains endroits, il ne satisfait pas aux exigences de la critique, du point de vue purement théorique. C'est l'ouvrage d'un observateur sérieux, d'un travailleur intrépide, d'un critique impartial, d'un puissant artiste et avant tout d'un homme révolté contre l'oppression sous toutes ses formes, qui ne souffre pas les hymnes nationaux tant qu'ils soient, et partageant passionnément toutes les souffrances et toutes les aspirations de la classe productive. Des ouvrages tels que ceux de Flerovski et de votre maître Tchernychevski font véritablement honneur à la Russie et prouvent que votre pays commence à participer au mouvement général de notre siècle. ».

³ La lettre de cette colonie russe se trouve reproduite aux pages 88-95 de *La Grande Discorde*. Elle est signée par N. Outine, Victor Bartenev (Netov) et Antoine Trousov.

⁴ C10, p. 325.

⁵ Il s'agit de la communication confidentielle de l'AIT au Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate de Brunswick. (C10, pp. 335-340).

⁶ Lequel a été nommé dès le 17 mai 1870 comme correspondant particulier du Conseil Général de l'AIT.

⁷ A savoir Bakounine.

Celui-ci se résumait en fait à 3 points.

1. La révolution sociale requiert tout d'abord *l'abolition de l'héritage*, vieillerie St.-Simoniste dont le charlatan et *l'ignoramus Bakounine se faisait l'éditeur responsable*. C'est l'évidence : si l'on avait le pouvoir de réaliser en un jour la révolution sociale par *décret plébiscitaire*, on abolirait immédiatement la propriété foncière et le capital, et on n'aurait par conséquent aucune raison de s'occuper *du droit d'héritage*. D'un autre côté - si on n'a pas ce pouvoir (et il est évidemment insensé de supposer qu'on l'ait) - proclamer *l'abolition du droit à l'héritage* ne serait pas sérieux mais constituerait une menace insensée qui aurait pour effet de rallier à la réaction toute la paysannerie et toute la petite bourgeoisie. Supposez par ex. que les Yankees n'aient pas eu le pouvoir d'abolir l'esclavage par la force, quelle idiotie c'eût été s'ils avaient aboli le droit d'hériter des esclaves ! Tout cela provient d'un idéalisme suranné qui prend la jurisprudence actuelle pour la base de notre situation économique au lieu de voir que c'est notre situation économique qui constitue la base et la source de notre jurisprudence. En ce qui concerne Bakounine, tout ce qu'il voulait, c'était d'improviser un programme de son cru. Voilà tout. *C'était un programme d'occasion*.

2. *L'égalité des différentes classes*. Supposer d'un côté la survivance des classes et de l'autre l'égalité des membres qui en font partie - cette absurdité vous prouve d'emblée l'ignorance crasse et la légèreté du personnage, lequel considérait comme sa « mission particulière » de nous enseigner la « théorie ».

3. La classe ouvrière ne doit pas s'occuper de politique. Elle doit s'organiser en trade-unions seulement. Un beau jour ceux-ci prendront la place de tous les Etats existants grâce à *l'Internationale*. Vous voyez quelle caricature il a faite de mes thèses. La transformation des Etats existants en associations étant notre but final, il faut laisser les gouvernements, ces grands trade-unions des classes dominantes, faire ce qui leur chante; car s'en occuper reviendrait à les reconnaître. Vraiment, c'est exactement le langage que tenaient les anciens socialistes : vous ne devez pas vous occuper de la question salariale, car vous voulez abolir le travail salarié. Lutter contre le capitaliste pour le relèvement du salaire signifierait admettre le salariat ! Cet imbécile n'a même pas compris que tout mouvement de classe en tant que tel est toujours et a toujours été nécessairement un mouvement *politique*.

Voilà donc en quoi consiste tout le bagage théorique de Mahomet Bakounine - un Mahomet sans Coran¹ ».

19.10.70 Marx commente à l'adresse de Spencer Bee-sly l'action de Bakounine à Lyon le 15 octobre 1870 : « Ces ânes de Bakounine et de Cluseret sont arrivés à Lyon et ont tout gâché. Appartenant tous deux à l'Internationale, ils ont eu, malheureusement, assez d'influence pour fourvoyer nos amis. L'hôtel de ville a été pris - pas pour longtemps - et on a promulgué les décrets les plus fous touchant l'abolition de l'Etat et autres âneries. (...) Ces deux individus ont quitté Lyon après leur échec². »

01.07.71 Engels communique avec Carlo Cafiero.

Un long propos qu'il est intéressant reproduire s'agissant de Bakounine :

« Bakounine a sa propre théorie, un mélange de communisme et proudhonisme. Sa volonté de fondre ces deux théories vous prouve qu'il n'entend strictement rien à l'économie politique. Il a repris de Proudhon certaines formules dont celle sur l'anarchie comme « stade final de la société » et il est autant que lui hostile à toute action politique de la classe ouvrière, car d'une part cela reviendrait à admettre le caractère politique des choses et d'autre part, à son sens, tous les actes politiques sont « autoritaires ». Comment il espère voir briser l'oppression politique actuelle et la tyrannie du capital et voir se réaliser ses idées favorites sur l'abolition de l'héritage sans « acte autoritaire », cela, il ne le dit pas. Lors du soulèvement de Lyon en septembre 1870, il décréta, à l'Hôtel de ville, l'abolition de l'Etat, sans néanmoins prendre la moindre mesure contre les gardes nationaux bourgeois qui se rendirent en toute quiétude à l'Hôtel de

¹ C10, pp. 363-364.

² C11, p. 117.

ville, en délogèrent Bakounine et rétablirent l'Etat en moins d'une heure. Il n'en reste pas moins que, avec ses théories, Bakounine a créé une secte à laquelle appartiennent une petite fraction d'ouvriers français et suisses, beaucoup des nôtres en Espagne et quelques personnes en Italie, dont Caporusso et ses amis : Caporusso fait ainsi honneur à son nom - il a comme capo (chef) un Russe.

Or notre association a été fondée pour donner aux différentes sociétés ouvrières existant dans les divers pays des moyens de liaison et de coopération centralisés afin de leur permettre d'œuvrer dans le même but : comme par exemple protection, progrès et émancipation complète de la classe ouvrière (article 1er de notre association). Comme les théories de Bakounine et de ses amis étaient en accord avec cet article, il n'y avait aucune objection à les admettre comme membres et à les laisser agir à leur guise pour propager leurs idées avec les moyens appropriés. Nous avons dans notre association des gens de toute nature : des communistes, des proudhoniens, des unionistes, des trade-unionistes, des syndicalistes, des bakouninistes, etc. et, au sein même de notre Conseil général, on trouve des gens ayant des conceptions très diverses.

Si notre association devenait une secte, ce serait aussitôt sa ruine. - Notre force réside dans l'interprétation large du premier article : à savoir que tous les hommes qu'on admet visent à l'émancipation complète de la classe ouvrière. Malheureusement, du fait de leur étroitesse d'esprit - une caractéristique commune à toutes les sectes - les bakouninistes ne s'en satisfaisaient pas. Le Conseil général était composé, à leur sens, de réactionnaires, le programme de l'association était trop vague. Il fallait rendre obligatoire l'athéisme et le matérialisme (que Bakounine lui-même ignorait avant que nous autres Allemands le lui enseignions); l'abolition de l'héritage et de l'Etat devait figurer dans notre programme. - Or Marx et moi, comme d'ailleurs la plupart des autres membres, sommes des athées et matérialistes presque aussi anciens et solides que Bakounine; que l'héritage soit une aberration, nous le savons aussi bien que lui, même si nous n'estimons pas comme lui important et utile de présenter son abolition comme le moyen de nous délivrer de tous les maux; quant à l'« abolition de l'Etat », c'est une vieille formule de la philosophie allemande dont nous avons fait grand usage lorsque nous étions jeunes et naïfs. Mais intégrer tout cela à notre programme reviendrait à nous aliéner quantité de nos membres et à diviser le prolétariat européen au lieu de l'unir. Les tentatives pour imposer à notre association le programme de Bakounine ayant échoué, ce dernier essaya de parvenir à ses fins par une voie détournée. Il fonda à Genève l'« Alliance de la démocratie socialiste » dont il voulait faire une association internationale distincte de la nôtre. Il demandait aux « esprits les plus radicaux » de nos sections, les bakouninistes, de constituer partout des sections de cette Alliance qui auraient relevé d'un Conseil général particulier, à Genève (Bakounine), et auraient possédé leurs propres conseils nationaux à côté des nôtres; l'Alliance devait participer le matin à notre congrès général et l'après-midi tenir son propre congrès distinct. Ce plan subtil fut soumis au Conseil général en novembre 1868, mais celui-ci rejeta ces règlements le 22 décembre 1868, considérant qu'ils contrevenaient aux statuts de notre association; il déclara que les sections de l'Alliance ne pouvaient s'affilier que séparément et que l'Alliance devait, soit se dissoudre, soit cesser d'appartenir à l'Internationale. Le 9 mars 1869 le Conseil général informa l'Alliance qu'« il n'existe pas section de l'Alliance en sections de l'Association internationale des Travailleurs¹. Si la dissolution et l'entrée des sections dans l'Internationale étaient définitivement décidées, il deviendrait nécessaire, d'après nos règlements, d'informer le Conseil sur les résidences et la force numérique de chaque nouvelle sections ». Ces conditions ne furent jamais remplies exactement, mais l'Alliance en tant que telle fut partout désapprouvée, sauf en France et en Suisse où se produisit finalement la scission lorsqu'environ 1.000 bakouninistes - moins du dixième des nôtres - se retirèrent de la Fédération française et suisse. Ils sont maintenant convoqués devant le Conseil pour être reconnus comme fédération séparée et il est vraisemblable que le Conseil ne s'y opposera pas. Comme vous le voyez, le résultat majeur de l'action des bakouninistes a été de diviser nos rangs. - Personne ne les empêchait d'avoir leur dogme spécifique, mais cela ne leur suffisait pas, ils voulaient commander et imposer leurs doctrines à tous nos membres. - Nous nous y sommes opposés comme c'était notre devoir, et s'ils se montrent disposés à cohabiter tranquillement avec nos autres membres, nous n'avons ni le droit ni le désir de les exclure. Reste néanmoins la question de savoir si nous devons mettre ces éléments en vedette; si nous réussissons à rallier à nous les sections italiennes qui ne sont pas complètement imprégnées de ce fanatisme particulier, nous pourrions certainement mieux coopérer. Vous pourrez en juger vous-même à partir de la situation que vous avez trouvée à Naples. Le programme que la circulaire de Jules Favre contre nous cite comme étant celui de l'Internationale est en réalité un programme bakouniniste, celui évoqué plus haut. Vous trouverez notre réponse à Favre dans le *Times* de Londres du 13 juin.

En 1864 Mazzini tenta de transformer notre association et de l'utiliser à ses propres fins : il échoua. Son principal agent était un garibaldien, le commandant Wolff (de son vrai nom, prince

¹ Cette phrase est incompréhensible. Nous la reproduisons telle quelle.

² C11, pp. 230-232.

de Tour et Taxis) que Tibaldi vient de démasquer comme mouchard de la police française. Quand il se rendit compte que l'Internationale ne pouvait être son instrument, Mazzini l'attaqua violemment et ne rata pas une occasion de la dénigrer. Mais comme vous le dites, de l'eau a coulé sous les ponts depuis, et Dieu et le peuple n'est plus le slogan de la classe ouvrière italienne². »

23.11.71. Marx à Friedrich Bolte, à New York, à propos de Bakounine :

« L'histoire de l'Internationale a été une lutte incessante du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui essayaient, à rebours du mouvement réel de la classe ouvrière, de s'affirmer à l'intérieur de l'Internationale même. (...) »

Fin 1868, le Russe Bakounine adhéra à l'Internationale, dans le but de créer en son sein *une seconde Internationale, dont il serait seul lui-même le chef*, sous le nom d'« Alliance de la Démocratie Socialiste ». Il prétendait - alors qu'il était dénué de toute connaissance théorique - représenter, avec cet organisme étranger, la propagande *scientifique* de l'Internationale, propagande dont il voulait faire la vocation spéciale de cette autre *Internationale à l'intérieur de l'Internationale*.

Son programme était un salmigondis superficiel d'idées ramassées à droite et à gauche - égalité des classes (!); *abolition du droit d'héritage* comme point de départ du mouvement social (sottise st simonienne), *athéisme* prescrit comme un *dogme* aux membres, etc., etc., et, comme dogme principal (proudhonien), *refus du mouvement politique*.

Cet abécédaire a trouvé un écho (et exerce encore une certaine attraction) en Italie et en Espagne où les conditions concrètes du mouvement ouvrier sont encore peu développées, et parmi quelques doctrinaires vaniteux, ambitieux et creux de Suisse romande et de Belgique.

Pour Monsieur Bakounine, la doctrine (fatras qu'il a été pêcher chez Proudhon, St Simon, etc.) a été et reste accessoire - ce n'est qu'un simple moyen de se faire personnellement valoir. S'il est nul sur le plan théorique, il est dans son élément comme intrigant¹. »

Déc. 71 Bakounine évoque sa relation avec Marx dans un texte de décembre 1871 où il écrit :

« Marx et moi sommes de vieilles connaissances. Je l'ai rencontré pour la première fois à Paris en 1844. J'étais alors émigré. Nous fûmes assez amis. Il était alors beaucoup plus avancé que je ne l'étais, comme il reste encore aujourd'hui non seulement plus avancé, mais incomparablement plus savant que moi. Je ne savais alors rien de l'économie politique. Je ne m'étais pas encore défait de mes abstractions métaphysiques et mon socialisme n'était que d'instinct. Lui, quoique plus jeune, était déjà un athée, un matérialiste savant, et un socialiste réfléchi. C'est précisément à cette époque qu'il a élaboré les fondements de son système présent. Nous nous vîmes assez souvent et je le respectais beaucoup pour sa science et son dévouement passionné et sérieux, quoique toujours mêlé de vanité personnelle, à la cause du prolétariat et je recherchais avec avidité sa conversation toujours instructive et spirituelle, lorsqu'elle ne s'inspirait pas de haine mesquine, ce qui arrivait hélas ! trop souvent. Jamais, il n'y eut cependant d'intimité franche entre nous... Il m'appelait un idéaliste sentimental et il avait raison, je l'appelais un vaniteux perfide et sournois et j'avais aussi raison². ».

¹ C11, p. 356.

² Cité par Auguste Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels, Tome III, Marx à Paris*, Presse Universitaires de France, Paris 1962, p. 46. Cf. aussi *Œuvres complètes de Bakounine*, par Arthur Lehning, tome 1, deuxième

Bakounine rédige le document « Mes rapports personnels avec Marx¹ ».

19.01.72 Engels à l'adresse de P.L. Lavrov, à propos de Bakounine : « Pour l'Internationale les choses vont bien. Les intrigues de Bakounine n'aboutiront à pas grand-chose. Cet homme oublie que l'on ne peut mener les masses ouvrières comme on pourrait le faire avec un petit tas de sectaires doctrinaires. Nous avons eu du reste de précieux enseignements sur ses menées en Russe. – et de la source originale encore. C'est plus qu'ignoble². ».

23.01.72 Bakounine rédige sa « Lettre aux internationaux de la Romagne ».

Il déclare à propos de Marx :

« Marx est un communiste autoritaire et centraliste. Il veut ce que nous voulons : le triomphe complet de l'égalité économique et sociale mais dans l'Etat, par la puissance de l'Etat, par la dictature d'un gouvernement provisoire très fort et pour ainsi dire despotique, c'est-à-dire par la négation de la liberté. Son idéal économique, c'est l'Etat devenu le seul propriétaire de la terre et de tous les capitaux (...) Nous voulons ce même triomphe de l'égalité économique et sociale par l'abolition de l'Etat et de tout ce qui s'appelle le droit juridique qui, selon nous est la négation permanente du droit humain³. ».

24.01.72 Engels communique (très) longuement avec Theodor Cuno à Milan.

Il l'informe sur les intrigues de Bakounine : « Bakounine, *lui écrit-il*, a une théorie très particulière, un salmigondis de proudhonisme et de communisme, dans lequel l'essentiel en premier lieu est que pour lui le principal mal à éliminer n'est pas le capital, c'est-à-dire l'antagonisme de classe entre capitalistes et salariés qui résulte de l'évolution sociale, mais l'Etat. Tandis que la grande masse des ouvriers sociaux-démocrates considère avec nous que le pouvoir de l'Etat n'est rien d'autre que l'organisation que les classes dominantes - propriétaires fonciers et capitalistes - se sont donnée pour défendre leurs privilèges sociaux, Bakounine prétend que c'est l'Etat qui a créé le capital, que le capitaliste ne détient son capital que *par la grâce de l'Etat*. En conséquence, comme le mal principal est pour lui l'Etat, il faut avant tout supprimer l'Etat et le capital s'en irait alors de lui-même au diable. ».

Il poursuit en critiquant l'absentéisme politique de Bakounine : « Prêcher aux ouvriers de s'abstenir de faire de la politique, c'est les pousser dans les bras des curés ou des républicains bourgeois ».

Un rappel non moins de la fondation par Bakounine et ses partisans de *l'Alliance de la Démocratie sociale* qui n'avait d'autre but que de saper l'action de l'AIT.

Engels termine cette longue et dense correspondance par une description des manœuvres et des intrigues bakouninistes en Suisse, en Italie et en Espagne : « Je vous invite, *écrit-il en conclusion*, à vous méfier de tous les gens qui sont en relation avec Bakounine⁴. ».

07.03.72 Engels prend contact avec Louis Pio à Copenhague. Il s'excuse des retards

Son propos concerne surtout les manœuvres de Bakounine : « Vous avez certainement en-

partie : « Rapports personnels avec Marx. Pièce justificative N° 2 », Editions Champ Libre, Paris 1974, p. 125.

¹ Nous renvoyons au **chapitre 5.3 du présent fascicule**.

² C12, pp. 17-18.

³ Le document se trouve reproduit aux pages 207-228 du volume de Lehning « Bakounine et l'Italie 1871-1872 » (op.cit.), p. 217 pour la citation que nous reproduisons.

⁴ C12, pp. 27-34.

d'informations qu'il attribue à la négligence de Thomas Mottershead, secrétaire-correspondant du Conseil général pour le Danemark.

tendu parler, à Genève et à Leipzig, de la tentative de quelques dissidents sous la direction de Bakounine pour mettre le Conseil général en accusation devant un Congrès extraordinaire. Le fond de la question, c'est l'attitude de l'Internationale par rapport à la politique. Ces Messieurs exigent *qu'on s'abstienne totalement de toute action politique*, notamment de *toute élection*, alors que l'Internationale avait d'emblée écrit sur son drapeau la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière comme moyen d'émancipation sociale et que le Conseil général a défendu ce point de vue¹. ».

Mai 72 Publication de la circulaire de Marx et d'Engels sur **Les prétendues scissions dans l'internationale**

La réponse de Bakounine, datée du 12 juin, sera publiée le 15 juin 1872 dans le numéro spécial du *Bulletin de la Fédération jurassienne* et paraîtra ensuite sous forme de brochure.

Le propos débute sur ce ton :

« Chers compagnons de disgrâce ! L'épée de Damoclès dont on nous a menacés si longtemps vient enfin de tomber sur nos têtes. Ce n'est proprement pas une épée, mais l'arme habituelle de M. Marx, un tas d'ordures. (...) rien ne manque : inventions ridicules, falsifications de principes et de faits, insinuations odieuses, mensonges cyniques, calomnies infâmes, enfin tout l'attirail guerrier de M. Marx en campagne. C'est un recueil tant bien que mal systématisé de tous les contes absurdes et sales que la méchanceté plus perverse que spirituelle des juifs allemands et russes, ses amis, ses agents, ses disciples (...) a propagés et colportés contre nous (...)»².

08.05.72 Engels communique avec Theodor Cuno qui se trouve à Seraing³. Il l'informe sur la tenue du Congrès de Saragosse et sur les manœuvres des partisans de Bakounine : « Les travailleurs espagnols ont naturellement ri au nez de ces doctrinaires et leur ont unanimement imposé silence. C'est le coup le plus dur que Bakounine ait reçu jusqu'ici – il avait fermement compté sur l'Espagne – et la répercussion sur l'Italie ne manquera pas de se produire. ».

Il en convient toutefois : « Que la même organisation secrète existe en Italie, encore que peut-être pas aussi rigide que dans l'Espagne formaliste, je n'en doute pas un instant⁴. ».

28.05.72 Marx à l'adresse de N.F. Danielson : « L'un des bateleurs qui séjournent en Suisse – M. Bakounine – joue de tels tours que tout renseignement précis sur cet homme serait le bienvenu, 1. sur son influence en Russie, 2. sur le rôle que sa personne a joué dans le

¹ C12, pp. 58-61.

² Le document se trouve aux pages 204-206 de l'ouvrage *La Grande discorde*.

³ Le 6 mai 72, T. Cuno avait écrit à Engels qu'il s'était enfui d'Allemagne en raison de la police prussienne.

⁴ C12, pp. 103-108.

procès de triste mémoire¹ »².

14.06.72 Engels informe J. P. Becker que le prochain Congrès de l'Internationale ne se tiendra pas en Suisse (« où, écrit-il, tout le monde se connaît personnellement et où tout mouvement politique prend, du coup, la forme de cancons et de coteries ») mais en Hollande³.

Engels écrit le même jour à Carlo Cafiero à Naples pour s'étonner que sa propre correspondance se soit trouvée évoquée dans les journaux jurassiens proches de Bakounine : « Mes lettres n'ont pas à craindre la publicité mais pour vous, c'est une question d'honneur de me faire savoir si ces lettres ont été remises à mes ennemis avec ou sans votre consentement. ».

05.07.72 Engels réagit à la réponse de Bakounine à la publication de la circulaire *Les prétendues scissions dans l'internationale*, une réplique datée du 12 juin et publiée le 15 juin 1872 dans le numéro spécial du *Bulletin de la Fédération jurassienne* puis sous forme de brochure.

Il note, à propos des Russes « en général » :

« Il y a une énorme différence entre, d'une part, les Russes nobles, aristocrates qui sont venus naguère en Europe, dont Herzen et Bakounine et qui sont tous des gredins, et d'autre part, les Russes issus du peuple qui arrivent maintenant. Parmi eux, il y a des gens, qui par leur talent et leur caractère, comptent absolument parmi les meilleurs que notre parti possède, des gars d'un stoïcisme, d'une fermeté de caractère et en même temps d'une compréhension théorique merveilleuse⁴. ».

Il ajoute : « Si c'est avec votre consentement, je ne puis en tirer qu'une conclusion : que vous vous êtes laissé entraîner à adhérer à l'*Alliance*, la *société secrète bakouniniste* qui, tout en prêchant aux non-initiés, sous le masque de l'autonomie, de l'anarchie et de l'anti-autoritarisme, la désorganisation de l'Internationale pratique avec les initiés un autoritarisme absolu, pour s'emparer de cette façon de la direction de l'Association; cette société qui traite les masses ouvrières comme un troupeau de moutons conduits par quelques leaders qu'ils suivent aveuglément, imite à l'intérieur de l'Internationale le rôle des Jésuites dans l'Eglise catholique. ».

Il termine en doutant que Cafiero ait pu à ce point « le filouter », « alors que je vous ai toujours traité avec une franchise et une confiance extrêmes », et lui demande des explications⁵.

Il écrit à Theodor Cuno et lui déclare :

« Bakounine s'est fendu, en réponse aux *Scissions*, d'une lettre réponse furieuse mais très faible, pleine d'injures. Le gros éléphant enrage d'avoir été enfin tiré de sa tanière à Locarno et exposé à la lumière du jour (...) Il déclare maintenant qu'il est victime d'une conspiration de tous les... Juifs européens ! ».

Et il poursuit :

« Ce qui casse les reins à ce brave vieux gredin, c'est que l'« Alliance » continue, au moins en Espagne, à exister en tant que *société secrète*. Non seulement nous en avons les preuves en main, mais encore la chose est maintenant devenue tout à fait publique à Madrid, etc., si bien qu'il n'est plus question de nier. Cet homme de bien, qui se donnait partout pour le champion le plus dévoué de l'Internationale, avait organisé cette conspiration à pas de loup, pour s'emparer de la direction de l'ensemble et mener par le bout du nez,

¹ Marx fait allusion au procès Netchaïev qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg en juillet-août 1871.

² C12, pp. 131-133.

³ Conformément à la décision du 18 juin 1872 du Conseil général, le Congrès aura lieu à La Haye du 2 au 7 septembre.

⁴ C12, pp. 140-142.

⁵ C12, pp. 142-143.

avec l'aide de ses frères jésuites initiés, la grande masse des travailleurs comme un troupeau aveugle ! Si on tolérait cela, je ne resterais pas un jour de plus dans l'Internationale. Etre le mouton de Bakounine, il ne manquait plus que cela ! »¹.

- 04.08.72 Engels annonce à Adolph Hepner le prochain envoi de sa déposition du 6 août 72 devant le Conseil général à propos de l'*Alliance* bakouniste : « Bakounine a continué de faire exister l'Alliance de la Démocratie Socialiste que les *Scissions*² vous ont fait connaître en tant que société secrète, afin de placer l'Internationale, par ce moyen, sous sa direction. Mais nous avons découvert le pot aux roses et possédons maintenant les preuves. Il y aura donc maintenant accusation publique, car autrement les élections pour le Congrès seraient dirigées en Espagne par l'*Alliance* et donneraient un résultat conforme à ses vœux. Cette histoire va rompre les reins à Bakounine³. ».
- 05.08.72 Engels s'adresse à J.P. Becker, à Genève. Il évoque le prochain Congrès de La Haye. Il lui annonce la prochaine parution de la déclaration du Conseil général sur l'*Alliance* :

« Nous lancerons demain soir un bombe qui répandra parmi les bakouninistes un effroi pas ordinaire, à savoir une déclaration publique sur l'Alliance de la Démocratie Socialiste qui continue d'exister en tant que *société secrète* (...) Ces salopards pensaient pouvoir diriger, avec leur organisation secrète, toute l'Internationale à partir de Locarno. Mais cette révélation leur cassera les reins et si la Suisse et l'Allemagne font tant soit peu leur devoir, de façon que, *par la négligence de nos amis*, les gens de l'Alliance n'obtiennent pas, malgré tout, la majorité, toute la bande valsera et nous aurons enfin la paix⁴. ».
- 06.08.72 Engels donne lecture devant le Conseil Général d'un rapport sur les activités dissidentes de l'*Alliance* bakouniste⁵.
- 15.08.72 Marx s'adresse pour sa part à N. F. Danielson à Saint-Pétersbourg. Il lui réclame de toute urgence une lettre de Bakounine relative à la traduction en russe du *Capital*⁶. Il déclare à propos de Bakounine : « Bakounine a œuvré depuis de années en cachette pour miner l'Internationale et nous l'avons tellement bien acculé dans ses derniers retranchements qu'il a dû jeter le masque et *faire officiellement scission* avec tous ces benêts qui lui obéissent, à lui qui a manigancé l'affaire Netchaïev⁷. C'est ce même Bakounine à qui avait été confiée en son temps la traduction en russe de mon livre. Il a reçu l'argent par avance, mais au lieu de livrer le travail, il a fait envoyer à Lioubavine (je pense), qui avait été l'intermédiaire entre

¹ C12, pp. 151-153.

² La brochure intitulée « Les prétendues scissions au sein de l'Internationale ».

³ C12, p. 173.

⁴ C12, pp. 176-178.

⁵ Le texte de ce rapport intitulé « Le Conseil général à tous les membres de l'Association internationale des travailleurs » se trouve reproduit aux pages 367-372, du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou.

⁶ C12, pp. 183-184.

⁷ Le procès Netchaïev avait eu lieu à Saint-Pétersbourg en juillet-août 1871.

parfaitement infâme et compromettante pour lui. Il me serait extrêmement précieux de *pouvoir disposer de cette lettre* immédiatement. Comme il s'agit d'une affaire purement commerciale et que, en cas d'utilisation de cette lettre, aucun nom ne sera cité, j'espère que vous me la procurerez. Mais il n'y a pas de temps à perdre. Si elle doit être envoyée, c'est tout de suite car je quitte Londres à la fin de ce mois pour me rendre au Congrès de La Haye. ».

24.08.72 S'agissant du Congrès de La Haie, Engels indique à Liebknecht : « Nous apprenons aujourd'hui que les Jurassiens viendront quand même à La Haye, mais qu'ils se retireront dès les premières résolutions contre l'Alliance et tiendront alors leur Congrès à Neuchâtel. Bakounine semble être allé trop vite dans sa directive envoyée en Italie, les Espagnols lui ont sans doute expliqué que, de cette façon-là, ça ne pouvait tout de même pas marcher et qu'il leur fallait aller à La Haye, ne serait-ce que pour protester. ».

Il termine par ce propos : « Il ne faut pas s'attendre à ce que les bakouninistes fassent le coup de poing. Ces gens-là sont d'une lâcheté sans borne, même s'ils sont forts en gueule. Ils n'attaquent personne s'ils ne sont pas à 8 contre un¹. ».

07.09.72 Le Congrès de La Haye prononce l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume.

12.09.72 Marx adresse au quotidien français *Le Corsaire* une rectification sur des propos qui lui ont été prêtés par la presse bourgeoise². Il précise : « L'expulsion de Bakounine et de Guillaume a été motivée par la création dans le sein de notre association d'une société secrète, *l'Alliance de la démocratie socialiste*, qui avait la prétention de diriger l'Internationale vers des buts contraires à ses principes³. ».

Juillet 73 Parution à Londres et à Hambourg de l'ouvrage collectif des marxistes « L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs. Rapport et documents publiés par ordre du Congrès international de La Haye ». L'ouvrage est signé et daté du 21 juillet par les membres de la Commission : E. Dupont, F. Engels, Léo Frankel, C. Le Moussu, Karl Marx et A. Serrailier.⁴

Engels en annonce la parution dans sa lettre à F.A. Sorge du 26 juillet 1873 : « La chose va éclater comme une bombe chez les autonomistes, et tant est que quelqu'un puisse être anéanti, elle règlera son compte à Bakounine. C'est Lafargue et moi qui l'avons rédigée ensemble, seule la conclusion est de Marx et de moi. Nous l'enverrons à toute la presse. Tu seras toi-même étonné des infamies qui y sont dévoilées; même les gens de la commission ont été tout à fait surpris⁵. »

31.10.73 Engels publie dans le *Volkstaat* des 31 octobre et 2 novembre 73, son article « Les bakounistes au travail. Mémoire sur le dernier mouvement espagnol⁶ ».

¹ C12, p. 188.

² Notamment par le *Figaro* du 11 septembre dernier.

³ C12, pp. 190-191.

⁴ En ligne sur le site de Gallica. Le document trouve aussi reproduit aux pages 351-474 de *La Grande Discorde*.

⁵ C12, p. 309.

⁶ Guillaume y répondra dans le Bulletin des 9 et 16 novembre (Cf. *La Grande Discorde*, pp. 483-491).

*

A partir de cette période, le personnage de Bakounine semble s'effacer des préoccupations de Marx et d'Engels. Leur correspondance personnelle ne présente plus d'observations remarquables à son égard.

*

Cela dit, sans compter les prochaines publications qui feront l'objet de notre prochain fascicule 45, et tout particulièrement le document intitulé « L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association Internationale des travailleurs. Rapport et documents publiés par ordre du Congrès international de La Haye. ».

5.1. M. Bakounine, Eléments de biographie

- Œuvres de Bakounine :

- Michel Bakounine, *Œuvres complètes de Bakounine* publiées par Arthur Lehning pour l'*Internationaal Instituut voor sociale Geschiedenis* Amsterdam. Un de ces ouvrages a été édité en 1974 par les *Éditions Champ Libre* sous le titre *Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872. Deuxième partie La première internationale en Italie et le conflit avec Marx. Ecrits et matériaux*.
- Michel Bakounine, *Œuvres*, P.V. Stock, Éditeur, Paris 1895, 6 volumes, Avant-propos et notes de James Guillaume¹.
- Michel Bakounine, *Confession*, Editions le passager clandestin, 2013².
- Michel Bakounine, *La Liberté, Choix de textes*, présentation et notes de François Munoz, Editions Jean-Jacques Pauvert, 1965.
- Michel Bakounine, *Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874)*, avec une préface et des annotations de Michel Dragomanov, Librairie académique Didier Perrin et Cie, Paris 1896, (en ligne sur Gallica)
- Michel Bakounine, *Dieu et l'Etat*, Éditions Mille et une Nuits, 1966³.
- M. Bakounine, *Les conflits dans l'Internationale (1872)*, Editions Tops/H Trinquier, Antony 2007⁴.

- Biographies :

- Jean-Christophe Angaut, *Biographie de Bakounine*, Dictionnaire des anarchistes⁵.
- Jean-Christophe Angaut, *Bakounine*, Les Editions de l'Atelier 2014⁶
- Fritz Brupbacher, *Michel Bakounine ou le démon de la révolte*, Editions du Cercle. Editions de la Tête de Feuilles, Paris 1971⁷.
- James Guillaume, *Bakounine : notice biographique*, Bibliothèque numérique romande⁸.
- Madeleine Grawitz, *Bakounine, Biographie*, Calmann-Lévy, coll. *La vie des philosophes*, Paris 2000⁹.
- Hanns-Erich Kaminski, *Bakounine. La vie d'un révolutionnaire*, La Table Ronde, Paris 2017¹⁰.
- Hélène Iswolsky, *La vie de Bakounine*¹¹, Librairie Gallimard, Paris 1930.

- Etudes et documents consultés :

- Jean-Christophe Angaut, *Le conflit Marx-Bakounine dans l'Internationale : une confrontation des pratiques politiques*, Actuel Marx, N° 41, PUF, pp. 112-129.
- Jean-Christophe Angaut, *Le Catéchisme révolutionnaire ou le premier anarchisme de Bakounine*¹².
- Jean-Christophe Angaut, *La liberté des peuples : Bakounine et les révolutions de 1848*, Atelier de création libertaire, 2009¹³,
- Jean-Christophe Angaut, *Liberté et histoire chez Michel Bakounine*, Thèse de Doctorat en Philosophie; Université Nancy 2, octobre 2025¹⁴.
- *Bakounine, Combats & Débats* (sous la direction de Jacques Catteau), Institut d'études slaves¹⁵, Paris 1979.
- César De Paepe, *Entre Marx et Bakounine*¹⁶, François Maspero, Paris 1974.
- Daniel Guérin, *Ni Dieu, ni Maître, Anthologie de l'anarchisme*, tomes 1 et 2, La Découverte/Poche, Paris 1999¹.

¹ En ligne sur le site de Gallica. Les 6 volumes se trouvent aussi reproduits en un seul dossier de quelque 1960 pages par les *Éditions invisibles* du 4 juin 2009.

² Avec une présentation par Jean-Christophe Angaut.

³ Selon la version éditée en 1882 par Elisée Reclus.

⁴ Un important volume de documents avec une longue introduction (65 pages) et des annotations de Arthur Lehning.

⁵ En ligne sur le site du Maitron.

⁶ En ligne sur le site de Hal, *open science*.

⁷ Traduit de l'allemand avec des annotations et trois études par Jean Barrué. Observons que l'ouvrage ne cite aucune référence bibliographique de ses citations...

⁸ En ligne sur le site *ebooks-bnr.com*.

⁹ Une biographie très détaillée qui reproduit de nombreux extraits de la correspondance de Bakounine avec sa famille (ses sœurs en particulier) et avec ses amis. Des écrits très représentatifs de la complexité psychologique du personnage.

¹⁰ Observons que cet auteur ne précise aucune de ses sources bibliographiques.

¹¹ Une étude qui, hélas, fait l'économie de toute référence précise.

¹² En ligne sur le site de Hal *Open Science*.

¹³ En ligne sur le site de Hal *Open Science*.

¹⁴ En ligne sur le site de l'Université de Lorraine.

¹⁵ Sous la direction de Jacques Catteau. Un ouvrage important, signalons-le, en raison des documents qu'il contient.

¹⁶ Correspondance présentée et annotée par Bernard Dandois.

- Alexandre Herzen, *Passé et Médiations*, tome 4, Editions de l'Age d'Homme, Lausanne 1981.
- Arthur Lehning, *Michel Bakounine et les autres, Esquisses et portraits contemporains d'un révolutionnaire*, Editions 10/18, Union Générale d'Éditions, Paris 1976.
- Arthur Lehning, *De Buonarroti à Bakounine*, Editions Champ Libre, Paris 1977.
- Jean Préposiet, *Histoire de l'Anarchisme*, Talandier, Paris 2002².
- Georges Ribeill, *Bakounine Marx. La Grande Discorde*³. Les nuits rouges. 2023.
- Fernand Rude, *Bakounine, le socialisme libertaire*, textes établis et présentés par Fernand Rude, De Noël/Gonthier, coll. Médiations 1973.

*

- Notice de l'encyclopédie Universalis⁴
- Notice de l'encyclopédie Wikipédia.
- Notice du Maitron⁵.

*

18.05.1814⁶ Naissance de Mikhaïl Alexandrovitch Bakounine à **Priamoukhino**, dans la province russe de Tver, entre Moscou et Saint-Pétersbourg. Il est le troisième d'une famille de 11 enfants.

Son père qui appartient à la petite noblesse terrienne russe⁷ lui choisit une carrière militaire et l'envoie, en novembre 1828⁸, à l'Ecole des Cadets et à l'Ecole d'artillerie de **Saint-Pétersbourg** où, en janvier 1833, il obtient le rang d'officier⁹.

Le tempérament très instable du jeune Bakounine l'empêche toutefois de s'adapter à la discipline militaire. Mal noté par la hiérarchie, il est déplacé en 1834 dans une brigade envoyée près de Vilna, dans la province de Grodno.

Sa mère, Varvara Alexandrovna Mouraviev, était également issue de la noblesse¹⁰.

Les parents de Bakounine lui donneront une éducation en français qui était la langue culturelle de l'aristocratie russe, ce qui explique que ses écrits seront le plus souvent rédigés dans cette langue.

Le 26 décembre 1825 se produit l'échec de l'insurrection des Décembristes¹¹ contre l'autorité du tsar Nicolas Ier qui vient d'accéder au pouvoir. Parmi les condamnés

¹ En particulier les pages 143-264 du premier tome.

² En particulier les pages 204-228 consacrées à Bakounine.

³ « Déclarations officielles, communications confidentielles, pamphlets corrosifs, articles diffamatoires, lettres aux intimes... et autres écrits réciproquement polémiques ou admiratifs ». Un ouvrage remarquable.

⁴ Par Henri Avron.

⁵ Par Michel Cordillot et René Bianco.

⁶ Le 30 mai selon le calendrier grégorien.

⁷ Et, comme tel, propriétaire d'un millier de serfs. Bakounine le précise dans la brève autobiographie qu'il rédige en 1874. Parlant de son père, il écrit : « Mon père avait été assez riche. Il était, comme on s'exprimait alors, le propriétaire de mille âmes masculines, les femmes n'ayant pas compte dans l'esclavage, comme elles ne comptent pas même encore dans la liberté. Il était donc le maître de 2.000 esclaves masculins et féminins à peu près, avec le droit de les vendre, de les rosser, de les faire transporter en Sibérie, de les livrer à l'armée comme recrues et surtout de les exploiter sans merci, ou, simplement parlant, de les piller et de vivre de leur travail forcé. » (Arthur Lehning, *Michel Bakounine et les autres*, op.cit., p. 34.)

⁸ Michel Bakounine est alors âgé de 14 ans et demi.

⁹ Il rencontre à cette date sa jeune cousine Maria Voïkova dont il tombe amoureux. Les deux jeunes gens se quitteront bientôt. Bakounine est, à cette époque, logé chez sa tante Niklov avec laquelle il ne va pas tarder de rompre. Cette tante, plutôt sévère, l'avait notamment grondé pour avoir signé une reconnaissance de dette qu'il ne pouvait rembourser. Une pratique dont Bakounine sera coutumier toute sa vie.

¹⁰ Bakounine exprimera sur sa mère des propos plutôt sévères. Dans une biographie rédigée en 1872, il écrit à propos d'elle : « C'était une personne vaine, égoïste et aucun de ses enfants ne l'aima. (Cf. A. Lehning, *Michel Bakounine et les autres*, op.cit., p. 35).

¹¹ Cette tentative de coup d'Etat militaire s'est déroulée le 14 décembre 1825 à Saint-Pétersbourg afin d'obtenir une Constitution du nouveau tsar Nicolas 1er.

se trouvent plusieurs membres de la famille maternelle de Bakounine, les Mouraviev¹.

1836 Après avoir quitté l'armée², en décembre 1835, il s'inscrit, en janvier 1836, à l'université de **Moscou** et participe aux travaux de Nicolai Stankevitch³, sous la conduite amicale duquel il se passionne pour la philosophie allemande de Kant, de Schelling, de Fichte et surtout de Hegel.

Il fait aussi la rencontre de Vissarion Bielinski.

1837 Bakounine est absorbé par la lecture de Hegel. A Moscou, il s'est installé chez V. Bielinski, (avec qui il entretient toutefois des relations souvent tumultueuses). Il y restera jusqu'en mars 1838.

1839 Il est de retour à **Priamoukhino** au début de l'année. Son père lui annonce que le gouverneur de Tver, le comte Tolstoï, un ami de la famille, lui propose un poste de fonctionnaire. Bakounine décline toutefois la proposition et se rend en juillet 1839 à **Saint-Petersbourg** où il s'installe chez un cousin avec lequel il ne tarde pas à se quereller.

1840 Au printemps de l'année 1840, de retour à **Moscou**, il s'installe chez Stankevitch et fait la rencontre de Nicolas Ogarev et de Alexandre Herzen avec qui il se lie étroitement d'amitié.

En juillet 1840, il se rend en Allemagne⁶, à **Berlin**, et s'inscrit à l'université von Humboldt où il suit les cours du professeur Karl Friedrich Werder⁷ et de Schelling. Il y fait la rencontre d'Ivan Tourgueniev chez qui il s'installe⁸.

¹ Selon la brève biographie que Bakounine rédige en 1872, son père lui-même aurait fait partie d'une société secrète (ladite *Société secrète du Nord*) à l'origine du mouvement décembriste, une société qu'il quitte toutefois avant le déclenchement de l'insurrection (cité par Lehning, *Michel Bakounine et les autres*, op. cit., p. 34.)

² Sans véritablement donner sa démission, notons-le. Son statut ne sera réglé que grâce à l'intervention de son père en décembre 1835.

³ Lequel écrit, à propos de ses relations amicales avec Bakounine : « J'ai trouvé en Michel un homme tel qu'il peut être un ami. Tant d'intelligence, de sensibilité, de droiture (...) J'ai décidé de faire mes études avec lui parce que nous suivons une route identique. Nous avons passé des journées entières à préparer nos brûlants plans d'avenir. » (Cité par Madeleine Grawitz, op. cit. p. 37).

⁴ Et parfois conflictuelle, notamment à propos du mariage de Lioubov, l'une de ses sœurs.

⁵ Avec laquelle Stankevitch va entretenir une relation amoureuse compliquée. Lioubov mourra très jeune le 6 août 1838.

⁶ Aidé par A Herzen qui lui prête une importante somme d'argent. Cf. la lettre qu'il adresse le 20 avril 1840 à Alexandre Herzen pour le solliciter financièrement : « Je ne puis fixer le délai pour le remboursement de cet argent mais vous pouvez être sûr qu'à la première petite possibilité, je m'empresserai de le rendre. ». (Arthur Lehning, op cit. p. 79). Cette pratique de l'emprunt non remboursé sera une constante dans la vie de Bakounine (Cf. le témoignage d'Arnold Ruge, in Arthur Lehning, op.cit., p. 90.).

⁷ Un philosophe de la droite hégélienne.

⁸ Et qui le rejoindra à Dresde jusque novembre 1842.

Il entre bientôt en contact avec le cercle des jeunes hégéliens.

1842

Il fait la rencontre à **Dresde**¹, au printemps de l'année 1842, d'Arnold Ruge. Sa volonté est de passer de la spéculation philosophique jeune-hégélienne à la pratique.

A Dresde, il fait aussi la rencontre du musicien Adolph Reichel qui deviendra l'un de ses plus fidèles amis.

Il se lie également très étroitement avec Georg Herwegh.

Bakounine publie, en octobre 1842, sous le pseudonyme de **Jules Elysard** dans la revue d'Arnold Ruge les « Deutsche Jahrbücher » (« Les Annales allemandes »), un article intitulé « **La Réaction en Allemagne, Fragments, par un Français** » où, dans la pure tradition hégélienne, il exalte les pouvoirs du négatif.

Il se livre à une critique acerbe de tous les conciliateurs du Centre qui ne comprennent pas que c'est le travail du négatif qui doit accélérer le processus historique.

1843

Inquiété par la police tsariste, il s'installe, le 10 janvier 1843, en Suisse, à **Zurich**, accompagné par son ami, le poète Georg Herwegh².

Il y fait la rencontre de Wilhelm Weitling³ (lequel sera bientôt arrêté, puis extradé en Prusse).

Lui-même inquiet, Bakounine quitte Zurich pour **Nyon**, dans le canton de Vaud. Il y fait la rencontre d'un chanteur italien du nom de Pescantini, dont il tombe amoureux de l'épouse, une jeune russe originaire de Riga.

Ses principales préoccupations sont toutefois d'ordre financier, ses multiples créanciers, dont Arnold Ruge, lui réclamant leur argent.

Bakounine laissera dans sa *Confession* de 1851 une brève évocation de cette rencontre avec Weitling :

« Herwegh, alors réfugié dans le canton d'Argovie, m'envoya, muni d'une lettre de recommandation, le communiste Weitling, tailleur de son métier; Weitling, se rendant de Lausanne à Zurich et désireux de faire sa connaissance, était allé le voir en passant; de son côté, Herwegh, sachant mon intérêt pour les questions sociales, me le recommandait. Je fus heureux de saisir cette occasion qui allait me permettre, par un contact personnel, de faire plus ample connaissance avec le communisme, lequel commençait alors à attirer l'attention générale. Weitling me plut; c'est un homme sans culture intellectuelle, mais je trouvai en lui une intelligence innée, un esprit mobile, beaucoup d'énergie, mais surtout un fanatisme sauvage, une noble et fière croyance en la libération et en l'avenir de la masse réduite en esclavage. D'ailleurs, il ne conserva pas longtemps ces qualités, s'étant dépravé, peu de temps après, dans la société des littérateurs communistes. Mais, au moment de notre première rencontre, il eut toute ma sympathie; j'étais à tel point dégoûté des fades conversations de ces mesquins professeurs et littérateurs allemands, que je fus tout heu-

¹ Ces noms de ville sont soulignés en gras pour mettre en évidence la remarquable **instabilité** de Bakounine tout au long de sa vie, logeant chez des amis et des connaissances et le plus souvent à leurs frais.

² Lequel, proche de se marier (le 8 mars 1843, il épousera Emma Siegmund, une dame fortunée) devra, sous la contrainte politique du gouvernement cantonal, quitter la ville et s'installer dans le canton d'Argovie.

³ Sur le personnage de W. Weitling et ses relations, à cette époque avec Bakounine, nous renvoyons au chapitre 4.2 de notre **fascicule 23**.

⁴ Hanns-Erich Kaminski, p. 73. « La réaction en Allemagne » et « Le communisme » se trouvent traduits dans le livre de Jean-Christophe Angaut, *Bakounine jeune hégélien La philosophie et son dehors*, Lyon, ENS Editions 2007.

reux de rencontrer un homme simple et sans culture, mais énergique et fervent. Je le priai de venir me voir; il venait assez fréquemment chez moi m'exposer ses théories et me parlait longuement des communistes français, de la vie des ouvriers en général, de leur travail, de leurs espoirs et de distractions; il me parlait également des sociétés communistes allemandes, qui venaient de s'organiser. Je combattais ses théories, mais j'écoutais avec une vive curiosité les faits qu'il m'exposait; mes relations avec Weitling n'allèrent pas plus loin. Je n'eus absolument aucune autre sorte de relations avec lui, non plus qu'avec d'autres communistes, ni à cette époque ni ultérieurement, et quant à moi, je ne fus jamais communiste⁴⁰. ».

Il passe l'hiver 1843-1844 à **Berne**, en compagnie d'Adolphe Reichel et d'August Becker. Il y fait la rencontre de la famille Vogt, dont l'un des quatre frères, Adolf, futur médecin, deviendra son ami intime.

En décembre, le pouvoir russe le déchoit de ses grades militaires, de ses titres et de ses privilèges nobiliaires.

1844

En février, il quitte Berne et s'installe à **Bruxelles** en compagnie d'Adolphe Reichel : il entre en contact avec l'émigration polonaise, avec son chef de file, Joachim Lelewel, qui l'oriente vers le panslavisme.

Puis en juin, toujours accompagné de Reichel, il se rend à **Paris**, où il se trouve accueilli par Karl Börnstein qui lui cède une chambre dans les locaux du *Vorwärts*.

Il fait la rencontre de Proudhon, de George Sand et de Marx⁴¹.

Il retrouve également Herwegh et sa jeune épouse et renoue des relations suivies avec Arnold Ruge⁴² dont il a fait la connaissance à Dresde de 1842.

Il se rapproche des militants polonais présents dans la capitale.

Il s'inscrit à la loge du Grand Orient de Paris.

Bakounine évoquera cette relation avec Marx dans un texte de décembre 1871 où il écrit :

« Marx et moi sommes de vieilles connaissances. Je l'ai rencontré pour la première fois à Paris en 1844. J'étais alors émigré. Nous fûmes assez amis. Il était alors beaucoup plus avancé que je ne l'étais, comme il reste encore aujourd'hui non seulement plus avancé, mais incomparablement plus savant que moi. Je ne savais alors rien de l'économie politique. Je ne m'étais pas encore défait de mes abstractions métaphysiques et mon socialisme n'était que d'instinct. Lui, quoique plus jeune, était déjà un athée, un matérialiste savant, et un socialiste réfléchi. C'est précisément à cette époque qu'il a élaboré les fondements de son système présent. Nous nous vîmes assez souvent et je le respectais beaucoup pour sa science et son dévouement passionné et sérieux, quoique toujours mêlé de vanité personnelle, à la cause du prolétariat et je recherchais avec avidité sa conversation toujours instructive et spirituelle, lorsqu'elle ne s'inspirait pas de haine mesquine, ce qui arrivait hélas ! trop souvent. Jamais, il n'y eut cependant d'intimité franche entre nous... Il m'appelait

⁴⁰ Nous citons à partir de l'ouvrage d'Arthur Lehning, *Michel Bakounine et les autres*, Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18, Paris 1976, pp. 93-94. Le passage se trouve aux pages 39-41 de l'édition de la *Confession* de Bakounine aux Editions *Le passager clandestin*, 2013, avec une présentation par Jean-Christophe Angaut.

⁴¹ Jenny Marx dans sa *Brève esquisse d'une vie mouvementée* écrit : « Nous habitons rue Vaneau, dans le faubourg Saint-Germain, et voyions Ruge, Heine, Herwegh, Maurer, Tolstoï, Bakounine, Annenkov, Bernays et tutti quanti. C'était tout le temps des commérages et des querelles allemandes. » (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du progrès, Moscou, 1982, p. 235).

⁴² A. Ruge prendra bien vite ses distances avec lui, pour des raisons politiques d'une part (ses relations, à l'époque, avec Marx), pour des raisons d'argent non moins (les dettes de Bakounine à son égard).

un idéaliste sentimental et il avait raison, je l'appelais un vaniteux perfide et sournois et j'avais aussi raison¹.».

En décembre 1844, le pouvoir russe le déchoit de son titre nobiliaire. Il est menacé de relégation en Sibérie s'il rentre en Russie.

- | | | |
|----------|--|--|
| 29.11.47 | Il participe à Paris à un meeting de commémoration de l'insurrection polonaise de 1830 et y prononce un discours très remarqué en faveur d'une union révolutionnaire des peuples russes et polonais contre le pouvoir tsariste. | Le résultat immédiat de ce discours sera son expulsion de France à la demande de l'ambassadeur russe, le comte Kisseleff ² . |
| 14.12.47 | Bakounine est prié de quitter le territoire français et se trouve contraint de retourner à Bruxelles . | Il s'adresse le même jour à George Sand pour la remercier de son accueil : « Permettez moi donc, madame avant de partir, de vous exprimer ma gratitude pour la bienveillance et la bonté que vous m'avez toujours témoignées; croyez à mon dévouement profond, inaltérable, et gardez le souvenir d'un homme qui vous a vénérée (...)» ³ . |
| 28.12.47 | Bakounine écrit à P.V. Annenkov : « Marx déploie ici les mêmes activités vaines qu'auparavant. Il corrompt les ouvriers en en faisant des raisonneurs. Il fait preuve du même goût malsain pour la théorie et de la même autosatisfaction insatisfaite. ».

Dans une autre lettre adressée à Georg Herwegh, il déclare : « En un mot, mensonge et bêtise, bêtise et mensonge. Il est impossible en leur compagnie de respirer librement. Je me tiens soigneusement à l'écart, et j'ai déclaré de la façon la plus nette que je n'entrerai pas dans leur association d'artisans communistes et que je refuserai d'avoir le moindre contact avec eux ⁴ . ». | Bakounine à G. Herwegh, de Bruxelles, fin décembre 1847 :

« Les Allemands, ouvriers, Börnstein, Marx et Engels, — Marx surtout, — font ici leur malignité ordinaire. Vanité, méchanceté, cancan, fanfaronnades en théorie et pusillanimité en pratique, — dissertations sur la vie, l'action et la simplicité, et absence complète de vie, d'action et de simplicité, — coquetteries répugnantes avec des ouvriers littéraires et discoureurs, — « Feuerbach est un bourgeois », et l'épithète de bourgeois répétée à satiété par des gens qui tous ne sont de la tête aux pieds que des bourgeois de petite ville; en un mot, mensonge et bêtise, bêtise et mensonge. Dans une semblable société, il n'y a pas moyen de respirer librement. Je me tiens éloigné d'eux, et j'ai nettement déclaré que je n'irais pas dans leur <i>Kommunistischer Handwerkerverein</i> et que je ne voulais rien avoir à faire avec cette société ⁵ . ». |

¹ Cité par Auguste Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels, Tome III, Marx à Paris*, Presse Universitaires de France, Paris 1962, p. 46. Cf. aussi *Œuvres complètes de Bakounine*, par Arthur Lehning, tome 1, deuxième partie : « Rapports personnels avec Marx. Pièce justificative N° 2 », Editions Champ Libre, Paris 1974, p. 125. Cf. aussi le **chapitre 5.3 du présent fascicule**.

² Lequel répand la rumeur que Bakounine est un agent secret stipendié par le pouvoir russe.

³ George Sand, *Correspondance*, tome VIII Édition de Georges Lubin, Éditions Garnier Frères, Paris 1971, pp. 232-233.

⁴ Cité par Mehring, op.cit., tome 1, p. 177.

⁵ Source : Wikisource.org, *Œuvres* (réunies par Marx Nettlau puis James Guillaume), Tome 2, notice biographique. Voir aussi « Briefe von Georg Herwegh, 1848, herausgegeben von Marcel Herwegh » Albert Langen's Verlag, München, 1898 (en ligne sur openlibrary.org), pp. 12 et 13.

1848 Rentré en France¹, dès le 26 février 48, il participe aux journées de Février.

Il propose au gouvernement provisoire d'aller en Pologne pour y faire de la propagande. Ledru-Rollin lui accorde un prêt ainsi que deux passeports, l'un à son nom, l'autre sous le nom d'emprunt d'un Polonais imaginaire. Il est également muni de fonds réunis par l'émigration polonaise.

31.03.48 Il quitte la France le 31 mars et se rend en Allemagne : à **Francfort**, à **Cologne**², à **Berlin**³, puis à **Breslau**, la capitale de la Silésie prussienne, où il arrive le 26 avril.

02.06.48 Il est présent au Congrès panslaviste de **Prague** du 2 au 12 juin, lequel réclame la transformation de l'Empire en un Etat fédéral.

Bakounine est convaincu que les Slaves doivent affirmer leur unité ethnique dans le cadre d'une fédération.

Le 12 juin, il prend part à une émeute étudiante. La bataille des rues dure cinq jours avant d'être maîtrisée par le général Windischgrätz.

Il fuit alors la ville et se trouve accusé d'être un agent du tsar en raison de ses relations à Paris avec le comte Jacques Tolstoï.

Ce même 5 juillet 1848, *La Nouvelle Gazette Rhénane* commet l'imprudence de publier un entrefilet calomnieux **dénonçant Bakounine comme un agent du tsar**.

Le texte affirme : « On suit ici d'un œil attentif, malgré tous nos troubles intérieurs, les luttes des Slaves, en Bohême, Hongrie et Pologne. A propos de la propagande slave on nous communiquait hier que George Sand aurait acquis des papiers très compromettants pour le Russe exilé ici, Michel Bakounine, en laissant constater que c'était un outil ou un agent nouvellement acquis par la Russie, auquel incombaient la plupart des arrestations des malheureux patriotes polonais survenues ces derniers jours. George Sand avait montré ces papiers à quelques intimes. Nous n'avons rien à objecter contre un royaume slave, mais il ne sera jamais créé par la trahison contre des patriotes polonais⁴. ».

En juillet, Marx recevra un ferme démenti de la part de George Sand qui lui écrit :

« Les faits que vous communiquait votre correspondant sont absolument faux et n'ont même pas l'ombre de la vérité. Je n'ai jamais eu la moindre preuve à l'appui des insinuations que vous avez tâché de faire accréditer contre M. Bakounine, banni de France par la monarchie déchue. Je n'ai jamais été autorisée à émettre le moindre doute sur la loyauté de son caractère et la générosité de ses opinions. », avec en post-scriptum : « J'en appelle à votre honneur et à votre conscience pour faire immédiatement publier cette lettre dans votre journal. ».

Marx publiera la lettre de G. Sand dès le 3 août 1848 avec ce commentaire : « Nous avons communiqué dans le numéro 36 de notre gazette le bruit qui avait circulé à Paris, selon lequel George Sand aurait possédé des papiers qui auraient permis de prendre l'émigré russe Bakounine pour un agent de Nicolas 1^{er}. Nous avons communiqué ce bruit

¹ Les trains étant bloqués à la frontière, il fait le voyage à pied, en trois jours.

² Où il rencontre Marx avec qui il entre violemment en conflit à propos du rôle de Georg Herwegh dans l'entreprise militaire de sa *Légion démocratique allemande* à laquelle Marx et Engels s'étaient nettement opposés en mars/avril 1848. La légion de Georg Herwegh sera décimée le 27 avril 48 par les troupes du Wurtemberg devant la ville de Dossenbach.

³ Où, confondu avec G. Herwegh, il se trouve arrêté par la police et prié de quitter aussitôt la capitale.

⁴ Le texte de cet entrefilet est absent du recueil des articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane* qui nous sert de référence. Nous citons à partir de la lettre du 20 juillet 1848 de George Sand à Marx, in *George Sand, Correspondance*, tome VIII, Editions de Georges Lubin, Editions Garnier Frères, Paris 1971, pp. 546-547.

tel qu'il nous parvint de la part de deux correspondants qui ne se connaissaient pas respectivement. Nous remplissons ainsi le devoir de la presse qui est d'observer sévèrement les caractères des personnages en vue et nous avons par là même donné l'occasion à M. Bakounine de réfuter un soupçon qui fut en tout cas répandu sur son compte dans beaucoup de cercles à Paris¹. ».

Marx reviendra à plusieurs reprises sur cette affaire, en particulier longuement dans une lettre du 30 août 1853 au rédacteur en chef du *Morning advertiser*² et dans sa lettre à Ferdinand Lassalle du 3 mars 1860³.

Bakounine est de retour à **Berlin**.

25.08.48 Du 23 août au 3 septembre se tient à **Berlin** le congrès fondateur de l'*Allgemeine Deutsche Arbeiterverbrüderung*.

Les 25 et 26 août, Marx, qui est de passage dans la ville, rencontre plusieurs députés de l'aile gauche de l'Assemblée nationale ainsi que Michel Bakounine en vue d'une réconciliation⁴.

La police de Berlin lui intime toutefois de quitter la ville. Il reprend la route vers **Breslau** dès le 23 septembre, mais ne tarde pas à s'y trouver inquiété par la police. Le voilà donc contraint de repartir, cette fois à **Koëthen**, dans le petit duché d'Anhalt. C'est pour lui une période de repos.

Il entreprend de rédiger son *Appel aux slaves*, du moins sa première version écrite en français sous le titre « **Appel aux peuples slaves par un patriote russe** ».

Il soutient trois thèses : l'abandon de toute alliance avec la bourgeoisie considérée comme réactionnaire, la nécessité de la destruction de l'Empire d'Autriche et l'affirmation que la masse paysanne, celle de Russie en particulier, représente la véritable force révolutionnaire.

Fin décembre, il part pour **Leipzig** où le gouvernement saxon lui autorise de demeurer à condition qu'il se tienne tranquille.

¹ George Sand, *Correspondance*, op.cit., p. 547. Il semble bien que cette rumeur ait été diffusée à Paris par l'ambassade russe elle-même qui avait obtenu l'expulsion de Bakounine de France après qu'il eut pris la parole le 29 novembre 1847 lors d'un meeting à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830.

² C4, pp. 10-11. Cette lettre offre assurément l'exposé le plus complet sur l'affaire et sur les relations de Marx avec Bakounine à cette époque. Pour sa part, Bakounine évoque l'affaire dans le texte intitulé « Rapports personnels avec Marx. Pièces justificatives N° 2 » que publie, aux pages 121-130, le tome de ses *Œuvres complètes, Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872, Deuxième partie*, aux Éditions Champ libre, Paris 1963, (avec une introduction et des annotations d'Arthur Lehning).

³ C6, pp. 109-110.

⁴ Bakounine évoque l'entrevue dans le texte précité (de ses *Rapports personnels avec Marx*) où après avoir rappelé l'affaire de l'entrefilet paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, il écrit : « Je le rencontrai quelques mois plus tard à Berlin. Des amis communs nous forcèrent de nous embrasser (...) Après cette conversation, nous ne nous revîmes plus jusqu'en 1864. » (Op.cit., p. 127).

En mars 1849, il se rendra à **Dresde**¹.

15.02.49

Fr. Engels publie dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* des 15 et 16 février 1849 un **important article** sur la question du panslavisme². Il répond à la publication par Michel Bakounine de sa brochure intitulée « Appel aux slaves » : « Bakounine est notre ami, écrit-il. Cela ne nous empêche pas de soumettre sa brochure à la critique. ».

Et de lui opposer, en effet, une sévère critique de ses thèses.

03.05.49

Soulèvement de Dresde. Le refus par le roi de Saxe de sanctionner la Constitution de Francfort³ et son appel aux troupes prussiennes entraînent aussitôt l'insurrection de la ville sous la direction d'un triumvirat révolutionnaire.

L'isolement de la ville et l'inégalité flagrante du rapport de force militaire ne permettront pas aux insurgés de tenir longtemps : l'insurrection est vaincue dès le 9 mai.

Publication, en mai, de l'**Appel aux slaves**.

Bakounine se met au service du gouvernement provisoire et participe aux combats dont il s'efforce de prendre le commandement.

La défaite s'annonçant, il se dirige, en compagnie de Richard Wagner⁴, vers **Chemnitz** où il est arrêté dans la nuit du 9 au 10 mai et sera emprisonné, le 29 août, dans la forteresse de **Königstein**, en Saxe.

1850

Le 14 janvier 1850, après un très long procès, il est condamné à mort par le tribunal de Saxe.

Il rédige une longue plaidoirie connue sous le nom de **Ma défense**⁵.

La condamnation à mort sera toutefois commuée, le 6 juin 1850, en un emprisonnement à vie et aux travaux forcés à perpétuité.

Le 12 juin, il se voit déplacé dans une prison de **Prague**, où il va rester neuf mois, puis, en avril 1851, dans la forteresse d'**Olmütz**, deux mois encore.

1851

Bakounine est finalement remis le 17 mai 1851 aux autorités russes, qui l'emprisonnent, dès le 23 mai 1851, dans le fameux ravin Alexis⁶ de la forteresse Pierre-et-Paul de **Saint-Pétersbourg**.

¹ Où il rencontre Richard Wagner avec qui il entretient des relations amicales.

² Fr. Engels, « Le panslavisme démocratique », (K. Marx, Friedrich Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, Paris 1969, t. 3, pp. 62-74 et 74-82). Sur cet article et la question délicate des « peuples sans histoire » selon Engels, nous renvoyons au chapitre 5.2 de notre **fascicule 14**.

³ Pour le contexte historique, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 32** (Ch. 5.2 « La Confédération germanique. Dates remarquables »).

⁴ Sa rencontre avec Bakounine se trouve longuement évoquée par Richard Wagner aux pages 140-162 de l'ouvrage d'A. Lehning « Michel Bakounine et les autres ».

⁵ Ce document préfigure la *Confession* qu'il rédigera plus tard à la demande du tsar Nicolas 1er lors de son enfermement dans la forteresse Pierre-et-Paul.

⁶ Une section de la prison réservée aux prisonniers politiques considérés comme les plus dangereux et dans laquelle le régime carcéral était d'une rigueur excessive.

Au début du mois de juillet 1851, il reçoit la visite du comte Orlov¹ qui, au nom du tsar Nicolas Ier, lui demande de rédiger « comme un fils écrit à son père spirituel » le texte devenu célèbre de sa **Confession**².

Un écrit³ qu'il importe de lire avec prudence compte tenu des conditions très particulières de sa rédaction.

1853 Le 30.08.53, Marx adresse à la rédaction du *Morning Advertiser* une déclaration publique à propos d'un article récemment paru dans ce quotidien sous le nom d'un certain Francis Marx, un publiciste conservateur partisan d'Urquhart qui accusait Bakounine d'être un agent du gouvernement tsariste⁴. Marx rappelle son soutien à Bakounine : « Dans son édition du 15 février 1849, la *Neue Rheinische Zeitung* publia un éditorial consacré à la brochure de Bakounine *Appel aux Slaves* qui commençait par ces mots : « *Bakounine est notre ami*. Cela ne nous empêchera pas de soumettre sa brochure à une critique sévère⁵ » (...) Dans mes lettres sur *Révolution et contre-révolution en Allemagne* adressées au *New York Daily Tribune*⁶, je fus, que je sache, le premier auteur allemand à avoir rendu à Bakounine l'hommage qui lui est dû pour la part qu'il a prise à notre mouvement et particulièrement au soulèvement de Dresde et avoir conjointement fait le procès de la presse et du peuple allemands pour la lâcheté extrême avec laquelle ils le livrèrent à ses ennemis qui étaient en même temps les leurs⁷. ».

1854 Au printemps 1854, dans le cadre de la guerre de Crimée, il se trouve transféré, le 12 mars, dans la forteresse de **Schlüsselburg**, sur une île de la Néva, au débouché du lac Ladoga, à l'est de Saint-Petersbourg.

Il s'y trouve atteint du scorbut et perd toutes ses dents.

Il y reçoit la visite de sa mère.

1855 Décès, en mars 1855, du tsar Nicolas Ier et avènement d'Alexandre II.

La coutume était de proclamer une amnistie au début d'un nouveau règne. Une opportunité pour Bakounine. Sa famille, sa mère en particulier⁸, s'adresse en ce sens, en mars 1855, aux autorités, en soulignant que ses autres fils se sont engagés dans l'armée russe. Mais en vain.

Lui-même s'adressera, le 14 février 1857, au tsar Alexandre II⁹.

Une semaine plus tard, on l'informe que

¹ Bakounine raconte cette entrevue dans sa lettre à Alexandre Herzen du 8.12.60 (Cf. Correspondance de Bakounine, Librairie académique Didier Perrin et Cie, op. cit. pp. 115-116.)

² Le texte ne sera découvert qu'après la révolution de 1917 dans les archives de la police du tsar. Il sera publié en 1921. Le manuscrit original (rédigé en russe, ce qui est exceptionnel : la plupart des textes de Bakounine seront, en effet, écrits en français) se présente sous la forme d'une longue lettre de 96 pages recto verso.

³ Un écrit à propos duquel le tsar Nicolas notera en marge : « C'est un brave garçon, intelligent, mais un homme dangereux. Il faut le garder sous clé. ».

⁴ Le texte paraîtra dans l'édition du 2 septembre 1853 du *Morning Advertiser* sous le titre « Michael Bakounin ».

⁵ Une critique formulée par Engels dans son article paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* des 15 et 16 février 1849 sous le titre « Le panslavisme démocratique ».

⁶ Et rédigées, on s'en souvient, par Engels.

⁷ C4, p. 12. Marx reviendra sur cette question dans sa lettre à Engels du 28.09.53 (Cf. C4, p. 33).

⁸ Le père de Bakounine est récemment décédé en décembre 1854.

⁹ Un message qu'il signe « Le criminel suppliant ». La lettre se trouve reproduite aux pages 76-79 de l'étude de Fritz Brupbacher.

le tsar lui offre le choix soit de rester en prison, soit d'être exilé à vie en Sibérie.

1857 En mars 57, Bakounine se trouve déporté en **Sibérie**. Il a presque 44 ans. Il a passé huit ans en prison. Sa santé est devenue très fragile. Sur le chemin il est autorisé de s'arrêter un jour à Priamoukhino où il revoit sa mère, ses frères et ses sœurs. C'est leur dernière rencontre.

Il est installé dans la ville de **Tomsk** en Sibérie occidentale avec interdiction de quitter les lieux.

Pour gagner sa vie, il donne des leçons de français dans la famille d'un noble polonais où il rencontre **Antonia Kwiatkowskaia**, âgée de 17 ans.

1858 Le 5 octobre 1858, il épouse sa jeune élève Antonia Kwiatkowskaia. Le mariage est facilité par l'entremise du comte Nicolas Mouraviev, gouverneur de la Sibérie orientale, qui était apparenté à la mère de Bakounine.

1859 Grâce à l'intervention de son cousin, le comte Mouraviev, il reçoit l'autorisation de s'installer, en mars 1859, à **Irkoutsk**, la capitale de la Sibérie orientale, entre le lac Baïkal et la Mongolie, où il entre au service d'un homme d'affaires pour lequel il entreprend un long voyage commercial.

Il demeure très lié à Mouraviev, qui sera toutefois rappelé à Saint-Pétersbourg en janvier 1861⁷¹.

Il envisage alors de préparer son évasion.

08.12.60 Bakounine adresse à Herzen une longue lettre où il évoque ses relations avec Mouraviev dont il loue les opinions.

Il se livre également à un exposé détaillé de sa propre biographie depuis son emprisonnement en Saxe et à Königstein⁷².

1861 **Le 5 juin 1861**, il quitte Irkoutsk. Il est muni d'une autorisation en vue d'un voyage d'affaires que lui a accordée M.S. Korsakov, le vice-gouverneur de la Sibérie orientale.

Il parvient à rejoindre l'Europe après un long détour par le **Japon, San Francisco**⁷³

⁷¹ Il refusera le poste de ministre de l'Intérieur qu'on lui proposera et préférera s'exiler à Paris. Le nouveau gouverneur, le général Korsakov, est également lié à la famille Bakounine, sa nièce ayant épousé Paul, le frère de Bakounine...

⁷² *Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874)*, pp. 104-120.

et **New York**.

27.11.61

Engels commente à l'adresse de Marx l'évasion de Bakounine : « La façon dont Bakounine s'est évadé m'a fort réjoui. Le pauvre diable a dû être diablement malmené. Faire un tour du monde comme ça !² ».

27.12.61

Il arrive à **Londres** où il est accueilli par ses amis Alexandre Herzen et Nicolaï Ogarev qui annoncent la nouvelle en page de titre du *Kolokol*.

Son épouse est restée en Sibérie... Elle ne rejoindra Londres qu'au printemps 1863, apprenant, à son arrivée, que son époux venait de quitter l'Angleterre...

1862

Le 11.02.62, il publie dans le *Kolokol* (*La Cloche*), la revue d'A. Herzen et de N. Ogarev, un manifeste « **Aux amis russes, polonais et à tous les amis slaves** ».

Les relations avec Herzen deviennent toutefois plutôt conflictuelles même s'il ne reste pas moins soutenu financièrement par lui³.

Fin 62, Bakounine publie à Londres sa brochure « **Le Comité central de Varsovie et le Comité militaire russe. Réponse au général Mieroslowski** ».

Le débat porte sur la question de la frontière entre la Russie et la Pologne, Mieroslowski réclamant pour la Pologne le territoire de l'Ukraine, de la Russie blanche et de la Lituanie.

Mieroslowski répliquera par le biais d'une brochure intitulée « La dernière réponse à M. Michel Bakounine ».

1863

Le 22 janvier 1863 s'est produite la révolution polonaise. Bakounine envisage d'y participer. A Londres, il en débat avec divers militants polonais avec qui il se trouve toutefois le plus souvent en désaccord, de même qu'avec Herzen.

Il prend le parti de rejoindre la Pologne, richement financé dans ce but par le comte polonais Braniki et par le Danemark.

Il se rend à **Copenhague** puis à **Stockholm**.

Son but est d'inciter les Suédois à créer un second front contre les Russes en suscitant une insurrection en Finlande qui, à cette époque, fait partie de l'empire russe.

Marx à Engels, le 12.09.63 : « Bakounine est devenu un monstre, une masse énorme de chair et de graisse qui ne peut plus guère se déplacer. Il brûle, en outre, de désirs et de jalousie pour sa Polonaise de dix-sept ans qui l'épousa en Sibérie, à cause de son martyre. Il est actuellement en Suède où il fait la « révolution » avec les Finlandais⁴. ».

¹ Le 15 octobre 1861, il écrit de San Francisco à Herzen et Ogareff : « Mes amis, tout mon être aspire à courir vers vous et, dès mon arrivée, je me mettrai au travail : je servirai la cause polono-slave, qui a été mon idée fixe depuis 1846. » (Cf. A. Herzen, *Passé et médiations*, op.cit., p. 337).

² C6, p. 374.

³ Et par d'autres : Bakounine est sans ressources financières.

⁴ C7, p. 182.

Après de multiples épisodes, dont une expédition aventureuse de volontaires partie de Londres en mars 1863 et qu'il rejoint à Malmö, l'entreprise est un échec complet. Bakounine retourne à Stockholm.

Il apprend que son épouse Antonia se trouve à Londres et il l'invite à le rejoindre à Stockholm. Leur séparation a duré 21 mois.

Ils décident de se rendre en **Italie** et quittent Stockholm le 3 octobre 1863.

Ils font d'abord une halte de six semaines à **Londres**.

Janvier 64 Le couple Bakounine entreprend alors son voyage vers l'Italie.

Le 11 janvier 64, ils arrivent à **Turin** avant de se diriger vers **Gènes** et de rendre visite à Garibaldi sur l'île de Caprera.

Finalement, ils se fixent à **Florence**.

C'est une courte période de repos.

Il en profite pour entrer en relation étroite avec les **francs-maçons** dont il apprécie la tradition du secret¹.

Ce rapprochement l'incitera à bientôt changer de stratégie et à s'orienter vers la création de **sociétés secrètes**, dont, au printemps de 1864, la **Fraternité florentine**.

Mais Bakounine ne tarde donc pas à s'activer de nouveau.

Il retourne à **Stockholm** en août 1864 pour un court séjour, toujours animé de l'intention de recruter des affiliés d'une société secrète d'inspiration maçonnique². Il quitte la Suède à la mi-octobre 64.

28.09.64 **Fondation à Londres de la première Internationale.**

03.11.1864 De retour, il s'arrête à **Londres où il rencontre Marx** qui en informe à Engels dans sa lettre du 4 novembre 1864 : « Bakounine te donne bien le bonjour. Il est parti aujourd'hui pour l'Italie où il réside (à Florence). Je l'ai revu hier pour la première fois depuis 16 ans. Je dois dire qu'il m'a beaucoup plu, plus qu'avant. A propos du mouvement polonais, voici ce qu'il dit : le gouvernement russe aurait eu besoin de ce mouvement pour faire régner l'ordre en Russie même, mais n'aurait pas du tout compté sur une lutte de 18 mois. C'est donc lui qui aurait provoqué les événements de Pologne. La Pologne se serait heurtée à deux écueils : à l'influence de Bonaparte et, deuxièmement, aux réticences de l'aristocratie locale à proclamer dès le début ouvertement et sans réticences, le *socialisme paysan*. Lui Bakounine ne participerait plus désormais – après l'échec de l'histoire polonaise – qu'à des mouvements socialistes. Au total, il est une des rares personnes que je rencontre au bout de 16 ans et qui n'ait pas évolué à reculons, mais vers l'avant³. ».

Sur son chemin de retour vers l'Italie, il s'arrête aussi à **Paris** où il rencontre Proudhon qui est à l'article de la mort. Il y fait aussi la connaissance des frères Elie et Elisée Reclus.

De retour à **Florence** en novembre 64, il fonde une **société secrète « La Fraternité internationale révolutionnaire »** dont le On y lit : « Cette société a comme but la victoire du principe de la révolution sur la terre, donc la dissolution radicale de toutes les orga-

¹ Son père était franc-maçon et lui-même a fait partie en 1855 du Grand Orient de la franc-maçonnerie de Paris. Bakounine s'affilie en 1864 à la loge « Il Progresso Sociale ». Sur l'appartenance de Bakounine à la franc-maçonnerie, nous renvoyons à la brochure « *Le drapeau noir, l'Equerre et le Compas. Les maillons libertaires de la chaîne d'union* » publiée par les Editions Alternative libertaire.

² Il y rencontre Per August Sohlman, le rédacteur en chef du journal de Stockholm *Aftonbladet*, auquel il soumet le manuscrit d'un projet de *Société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité*.

³ C7, pp. 282-283.

programme¹ est connu sous le nom de « **Catéchisme révolutionnaire**² ».

nisations et institutions actuellement existantes, religieuses, politiques, économiques ou sociales, et la formation de la société d'abord européenne, ensuite universelle, sur la base de la liberté, de la raison, de la justice et du travail³. ».

1865 **25.09.65. Première Conférence, à Londres, de l'Internationale.**

En octobre 65, il s'installe à **Naples** Il rencontre l'avocat napolitain Carlo Gambuzzi qui sera le père des quatre enfants de son épouse Antonia (des enfants que Bakounine reconnaîtra comme les siens et qui porteront son nom).

1866 Au début de l'année, il fait la connaissance de la princesse russe Olga Obolenskaïa, une aristocrate très fortunée, qui invite le couple dans son hôtel d'**Ischia**.

Le manuscrit du *Catéchisme révolutionnaire* est, semble-t-il, recopié de la main de cette dame.

Mars Nouvelle réécriture du « **Catéchisme révolutionnaire** »

Le document est écrit dans la perspective, toujours, de la création d'une société secrète plus ample que la *Fraternité florentine*.

Le 19 juillet 1866, il écrit à Alexandre Herzen : « Au moment même où vous me reprochiez mon inaction, j'étais plus actif que jamais. Je parle de ces trois dernières années, mon unique préoccupation était la création et l'organisation d'une société secrète internationale socialiste et révolutionnaire⁴. ».

1867 En septembre 67, Bakounine et son épouse s'installent en Suisse, à **Genève**, où se tient, du 9 au 12 septembre 67, le congrès constitutif de la « *Ligue internationale de la Paix et de la Liberté*⁵ », une association principalement composée de démocrates bourgeois allemands et français soucieux de sauver la paix entre la France et la Prusse.

Bakounine rédige un texte intitulé : « **Fédéralisme, socialisme et antithéologisme**⁶ ».

Parmi les participants se trouvent les Français Victor Hugo, Louis Blanc, Pierre Leroux, Edgard Quinet, Jules Favre, Jules Simon, Elie et Elisée Reclus, Jules Vallès. On note aussi la présence de Giuseppe Garibaldi.

¹ Nous renvoyons sur le détail de ce programme aux pages 175-211 de l'anthologie de Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître*, op.cit., tome 1.

² A ne pas confondre avec le document publié en 1869 par Sergueï Netchaïev sous le titre de « Catéchisme du révolutionnaire ». Nous renvoyons sur cette question délicate à l'étude de Jean-Christophe Angaut *Le Catéchisme révolutionnaire ou le premier anarchisme de Bakounine*.

³ Cité par Hanns-Erich Kaminski, op.cit, p. 236. On trouve dans cet ouvrage, pp. 240-274, de larges extraits du « Catéchisme révolutionnaire ».

⁴ Madeline Grawitz, op.cit., p. 279.

⁵ La veille, se terminait, à Lausanne, le 2e Congrès de l'AIT.

⁶ Un écrit qui restera inédit de son vivant. Bakounine en réutilisera de nombreuses pages dans son livre *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*.

Bakounine y prononce un discours très applaudi et devient membre du Comité central de la *Ligue* qui siège à Berne.

Il fait aussi la rencontre de James Guillaume qui deviendra l'un de ses plus fidèles partisans.

Marx à Kugelmann, le 28.03.1870 : « Après bien des années au cours desquelles on n'entend plus parler de lui, il reparait subitement en Suisse. Là, il rejoint, non pas l'Internationale, mais la *Ligue de Paix et de la Liberté*¹. ».

Du 2 au 8 septembre 67 s'est tenu le Congrès de Lausanne de l'Internationale.

Installation, en octobre, près de **Vevey**.

Le couple est soutenu par l'aide financière de la princesse Olga Levaskov.

05.10.67

Jenny, l'épouse de Marx, s'adresse à Philipp Becker à Genève pour obtenir l'adresse de Bakounine auquel Marx souhaite adresser un exemplaire du *Capital* « et lui écrire sur d'autres sujets² ».

Mai 68

Sa femme Antonia vient d'accoucher de leur premier enfant prénommé Carlo, dont le père est, en vérité, Carlo Gambuzzi.

Le couple a quitté Vevey et s'est installé à **Genève**.

22.06.68

Bakounine adhère à titre individuel à la section genevoise de l'Internationale.

01.09.68

Parait à Genève le premier numéro d'un journal russe *Narodnoé Diélo* (« La cause du Peuple ») rédigé par Bakounine et Nicolas Joukovsky.

Dès son second numéro, le journal changera d'orientation sous la direction de Nicolas Outine.

Congrès de Bruxelles de l'AIT du 6 au 13 septembre 68.

Le congrès vote une résolution sur la position de l'AIT par rapport à la **Ligue de la Paix et de la Liberté** : « Les délégués du Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs croient que la *Ligue de la Paix et de la Liberté* n'a pas sa raison d'être en présence de l'œuvre de l'Association Internationale des Travailleurs et invitent les membres de la Ligue à adhérer aux différentes sections de l'Association Internationale des travailleurs dans leurs pays respectifs³. ».

23.09.68

Lors du 2^e congrès, à **Berne**, du 21 au 25 septembre 68, de cette *Ligue de la Paix et de la Liberté*, composée de démocrates modérés, une motion de Bakounine sur la suppression de l'héritage est repoussée.

Marx à ce propos : « Il dépose une série de résolutions, absurdes en soi, mais calculées pour inspirer la terreur aux crétiens bourgeois et permettre à Monsieur Bakounine de sortir avec éclat de la Ligue de la Paix pour rentrer dans l'Internationale⁴. ».

Bakounine et ses partisans sont en minorité et se retirent de la *Ligue de la Paix*.

¹ Cette lettre reproduit la « Communication confidentielle » de l'AIT au Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate de Brunswick. (C10, pp. 335-340).

² C9, p.45. Elle reviendra sur cette question dans sa lettre au même Philipp Becker du 10 janvier 68 : « Comme c'est un vieux hégélien, mon mari lui a envoyé son livre – pas un signe de vie, ni de près ni de loin. » (C9, p. 149).

³ *Le Conseil général de la Première internationale 1868-1870*, pp. 260.

⁴ Marx, dans sa lettre à L. Kugelmann du 28.03.70. (C10, p. 336).

Nicolas Outine, qui sera un fervent adversaire de Bakounine, prend la direction du journal *La Cause du peuple* que ce dernier a fondé en septembre 1868 avec le soutien financier de la princesse Olga Levaskov, la belle-sœur de Joukovski.

- 28.10.68 Bakounine fonde à Genève ***l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste***. Elle résulte de la rupture au sein de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* fondée à Genève en septembre 1867.
- Cependant, l'organisation est refusée à l'entrée dans *l'Association internationale des travailleurs* car c'est une organisation internationale alors que seule l'adhésion des organisations nationales est permise. (motion du 22.12.68 du Conseil général votée à l'unanimité²).
- Se déclarant athée, elle revendique notamment l'égalisation des classes, la mise en place de propriétés collectives et surtout l'abolition de l'Etat.
- L'*Alliance* est dissoute (du moins officiellement) la même année et les groupes divers dont elle était composée rejoignent l'Internationale séparément.
- Le comité provisoire comptait notamment Johann Philipp Becker¹ (qui rompra plus tard, en novembre, avec Bakounine), les frères Reclus, Albert Richard, Benoît Malon.
- L'*Alliance* est la face publique de la ***Fraternité internationale*** qui demeure active **en secret**.
- Il se dote d'organes de presse (*Le Progrès* et *l'Égalité*) pour attaquer le Conseil général londonien (qu'il veut réduire à un Conseil chargé des affaires anglaises).
- 01.12.68 Bakounine publie dans le *Kolokol* (La Cloche) des articles sur les résolutions qu'il a proposées à Berne au récent congrès du 23 septembre 68 de la *Ligue de la Paix et de la Liberté*³.
- Bakounine revendique l'égalisation économique et sociale des classes et des individus, l'abolition totale de l'Etat ainsi que la proscription du communisme accusé de vouloir abolir la liberté et de supprimer l'héritage.
- 15.12.68 Le Conseil général de l'AIT se prononce contre l'affiliation de *Alliance internationale de la démocratie socialiste* fondée par Bakounine⁴.
- Marx sera chargé par le Conseil de rédiger la lettre circulaire dénonçant l'activité scissionniste de *l'Alliance*.
- Marx à Engels, à ce propos : « Ce document a provoqué ce soir au Conseil général une grande colère (...). Je connaissais cette saleté depuis longtemps. Je la considérais comme mort-née et voulais, par égard pour *old Becker*, la laisser mourir de sa belle mort. Mais l'affaire est devenue plus sérieuse que je ne le pensais. Le *Council* a décidé ce soir de rejeter publiquement (...) cette association qui fait de l'intrusion. Je suis chargé (...) de la rédaction du décret de répudiation⁵. ».

¹ Lequel adresse le 29.11.68 au Conseil central de l'AIT le programme et les statuts de cette *Alliance internationale de la démocratie socialiste*.

² *Le Conseil général de la première internationale 1868-1870*, pp. 263-264.

³ Engels à Marx, à ce propos : « Les tirades de Bakounine dans *Kolokol* sont très sottes. Le bonhomme ne semble rien avoir appris depuis le temps de sa première chemise. » (C10, p. 4).

⁴ *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*, p. 44.

⁵ C9, pp. 395-396. Marx lui adresse en pièce jointe ses remarques sur le programme de l'Alliance. Ces notes se trouvent reproduites aux pages 237-241 du volume *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*. Engels lui répondra le 18 décembre 68 : « Il est clair comme de l'eau de roche que l'Internationale ne peut pas mettre le petit doigt dans cette imposture. (...) Je n'ai jamais rien lu de plus lamentable que le programme théorique. La Sibérie, le ventre et la jeune Polonaise ont fait de Bakounine un crétin intégral. ». (C9, p. 379-380)

Ce décret sera adopté par le Conseil général le **22 décembre prochain**¹.

22.12.68 Lettre de Bakounine à Marx : « Tu demandes si je continue à être ton ami – Oui, plus que jamais, cher Marx, parce que, mieux que jamais je suis arrivé à comprendre combien tu avais raison en suivant et en nous invitant tous à marcher sur la grande route de la révolution économique, et en dénigrant ceux d'entre nous qui allaient se perdre dans les sentiers des entreprises soit nationales soit exclusivement politiques. Je fais maintenant ce que tu as commencé à faire toi il y a plus de vingt ans – Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois au Congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, plus d'autre milieu que le monde des travailleurs – Ma patrie maintenant, c'est l'Internationale dont tu es l'un des principaux fondateurs – Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple – et je suis fier de l'être...».

Il ajoute, s'agissant du Congrès de Berne : « Tu dis dans ta lettre à Serno que nous avons faussement posé la question à Berne, en parlant de l'égalisation des classes et des individus. Cette observation est parfaitement juste quant aux termes, quant à la formule dont nous nous sommes servis. Au reste, j'avoue de bon cœur, que nous aurions mieux fait de nous exprimer autrement, par exemple, si nous avions dit – la suppression radicale des causes économiques de l'existence des classes, et l'égalisation économique, sociale et politique du milieu et des conditions d'existence et de développement pour tous les individus sans différence de sexe, de nation et de race². ».

Il termine par ces mots : « Je t'envoie aussi le programme de l'Alliance que nous avons fondée avec Becker et beaucoup d'amis italiens, polonais et français. Sur ce sujet nous aurons beaucoup à nous dire. ».

A cette date, Bakounine n'avait pas encore reçu notification que l'AIT refusait l'inscription de l'*Alliance* comme l'une de ses branches.

1869 Janvier 69 : la fédération romande de l'AIT tient son congrès et fonde le journal « L'Égalité » dirigé par Charles Perron. Bakounine, qui est son ami, fait partie du conseil de rédaction qui peut compter sur la collaboration de militants comme Benoît Malon, Eugène Varlin, Elisée Reclus et Hermann Jung.

12.01.69 Hermann Jung donne connaissance au Conseil général d'une lettre de César De Paepe qui approuve la position du Conseil à l'égard de l'*Alliance de la Démocratie socialiste* de Bakounine, estimant que l'affiliation de cette dernière aurait entraîné une scission au sein de l'AIT.

Le 16 janvier 1869, César de Paepe adressera à l'*Alliance de la Démocratie socialiste* une ferme mise en accusation de ses pratiques. Signé au nom des sections belges de l'AIT, le document déclare notamment :

« Ce n'est point votre programme que nous attaquons. Ce que nous ne pouvons approuver, ce que nous regrettons, c'est que, pour poursuivre ce programme, vous avez cru devoir fonder une branche à part, au lieu de rester confondus dans la grande cause populaire que constitue l'Association internationale des travailleurs. C'est que vous avez en quelque sorte constitué un Etat dans l'Etat (...). De deux choses l'une, citoyens : ou bien vous croyez que l'Association internationale est une institution qui porte dans ses flancs la régénération la société et qui doit, par conséquent, discuter dans des congrès les diverses questions énumérées dans votre programme et en chercher la solution et l'application, et alors pourquoi fondez-vous, à la fois à côté d'elle et dans son sein, votre Alliance de la démocratie socialiste ? Ou bien croyez vous que notre Association internationale est insuffisante pour remplir le grand rôle auquel elle aspire ou qu'elle sera infidèle à ses promesses, et alors c'est franchement contre elle, en hostilité avec elle, que vous auriez dû vous constituer. (...) Nous pensons donc, citoyens, que vous feriez œuvre utile en renonçant à votre projet, nous vous y

¹ *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*, p. 46 et pp. 262-264. Marx évoque la séquence dans sa lettre à Paul Lafarge du 15 février 69 (C10, p. 26).

² C9, p. 401, note 1.

convions même au nom de la cause commune¹. ».

- février Voyage dans la ville du **Locle**, dans le **Jura**, en compagnie de James Guillaume.
- 15.02.69 Marx à Lafargue : « Une vieille connaissance à moi – le russe Bakounine – avait ourdi une gentille petite conspiration contre l'internationale. Après s'être brouillé avec la *Ligue de la Paix et de la Liberté* et s'être séparé d'elle à son dernier congrès de Berne, il est entré à la section romande de notre association à Genève. Très vite il a entortillé notre brave vieux Becker, toujours avide d'action et d'aventures excitantes, mais qui n'a guère l'esprit critique, un enthousiaste du genre Garibaldi, facile à influencer. Eh bien, Bakounine a donc conçu le projet de l' « Alliance internationale de la Démocratie socialiste » qui devait constituer en même temps une branche de notre Internationale et une nouvelle Association internationale indépendante, « chargée spécialement d'élaborer les principes philosophiques supérieurs, etc., du mouvement prolétarien ». Et effectivement, par ce tour de passe-passe habile, notre association se serait retrouvée sous la direction de Bakounine qui aurait eu la haute main sur elle. Leur façon d'opérer était tout à fait typique. Ils ont envoyé dans notre dos à Paris, à Bruxelles leur nouveau programme avec en tête des signataires le nom du vieux Becker – ils ont également envoyé des émissaires. Ce n'est qu'au dernier moment qu'ils transmirent les documents au Conseil général de Londres. Nous nous sommes débarrassés de ce bébé moscovite par une décision en bonne et due forme. Toutes nos sections ont adopté la décision prise. Evidemment le vieux Becker a maintenant une dent contre moi (tout comme Schily par solidarité), mais, malgré toute l'amitié personnelle que j'ai pour Becker, je ne pouvais laisser passer sans réagir cette première tentative de désorganiser notre association². ».
- 09.03.69 Marx informe le Conseil central de sa réponse à la lettre de l'*Alliance de la démocratie socialiste* qui s'interrogeait sur le refus de l'admettre comme telle au sein de l'AIT³. Bakounine et ses partisans déclareront publiquement la dissolution de l'*Alliance* tout en la maintenant toutefois comme **société secrète**.
- Dans cette réponse, Marx souligne cet énoncé du programme de l'*Alliance* sur « l'égalisation politique, économique et sociale des classes » en ajoutant ce commentaire : « L'égalisation des classes, interprétée littéralement, aboutit à l'*harmonie du Capital et du Travail*, si importunément prêchée par les socialistes bourgeois. Ce n'est pas l'*égalité des classes* - contresens logique, impossible à réaliser, mais au contraire l'*abolition des Classes*, ce véritable secret du mouvement prolétaire, qui forme le grand but de l'*Association Internationale des Travailleurs*⁴. ».
- En mars 1869, Bakounine reçoit la visite de Serge **Netchaïev**⁵ qui se présente comme le délégué d'une société révolutionnaire russe fondée parmi les étudiants.
- Il sympathise avec lui.
- Vers la fin août, Netchaïev rentrera bientôt en Russie où il va se livrer, le 29 novembre, à l'exécution d'un jeune étudiant, Ivan Ivanovitch Ivanov, qui l'avait rejoint avant de s'éloigner de lui et qu'il soupçonne de trahison.

Rentré en Suisse en janvier 1870, il reprend sa collaboration avec Bakounine qui rompra avec lui en juin 1870 après avoir pris connais-

¹ *Entre Marx & Bakounine César de Paepe, Correspondance présentée & annotée par Bernard Dandois, François Maspero, Paris 1974, pp. 74-79.*

² C10, pp. 26-27.

³ Marx commente cette question dans sa lettre à Engels du 5 mars 69. L'attaque se fait sur le segment du programme de l'*Alliance* où celle-ci déclare qu'elle : « veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des classes » qui est interprété comme une « *harmonie du capital et du travail* ». Ce n'est pas, note-il, « l'égalisation des classes », logiquement impossible, mais l' « abolition des classes », historiquement nécessaire, qui est l'objectif ultime de l'*Association internationale des Travailleurs*. Ceci posé, rien ne s'oppose toutefois à la transformation des sections de l'*Alliance* en sections de l'*Association internationale des Travailleurs*. » (C10, pp. 46-47).

⁴ La résolution se trouve aux pages 272-273 du volume *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*.

⁵ Serge Netchaïev a été instituteur dans une école religieuse de Saint-Petersbourg où il a suivi des cours à l'université, y fondant une organisation révolutionnaire qui sera bientôt démantelée.

sance de ses multiples comportements déloyaux¹.

18.04.69 Bakounine se rend à **Milan** pour rencontrer une sœur de sa femme susceptible d'intervenir à Priamoukhino pour obtenir sa part d'héritage.

Il sera de retour à **Locarno** dès le 1er mai.

26.06.69 Publication, dans *L'Égalité*, jusqu'au 24 juillet, de sa série d'articles intitulés « **Les Endormeurs** », ainsi qu'il qualifie les socialistes bourgeois de la *Ligue de la Paix*.

Après la démission de Charles Perron, c'est lui qui assurera presque seul, pendant deux mois, de juillet à août, la parution des pages de *L'Égalité*².

27.07.69 Marx annonce au Conseil que *l'Alliance de la Démocratie socialiste* de Genève a satisfait aux conditions qui lui ont été indiquées et propose donc son admission³.

Marx à Engels, le 27.07.69 : « Ce Russe veut, selon toute apparence, devenir dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde. Sinon il sera officiellement excommunié⁴. ».

Engels lui répondra le 30.07.69 : « Le gras Bakounine tire les ficelles. C'est tout à fait clair. Si ce maudit Russe songe effectivement à se hisser par ses intrigues à la tête du mouvement ouvrier, il est temps de lui river vraiment son clou et de poser la question de savoir si un panslaviste peut être membre d'une association internationale de travailleurs : il est très facile de coincer ce bougre-là. Qu'il ne s' imagine pas qu'il pourra jouer, Vis-à-vis des travailleurs, au communiste cosmopolite et, vis-à-vis des Russes, au panslaviste ardemment national⁵. »

28.07.69 Admission à l'AIT sous condition de dissolution de *l'Alliance* que Bakounine ne dissout cependant pas : le 24.07, il a envoyé à Albert Richard de Lyon 20 cartes d'adhésion.

Août Bakounine se voit confier par Nicolas Lioubavine (qui le rémunère pour cette tâche⁶) la traduction en russe du Livre I du *Capital*, une commande de l'éditeur pétersbourgeois Poliakov : il entreprend le travail mais l'interrompt bientôt sous les instances de Netchaïev⁷.

05.09.69 Bakounine participe comme délégué⁸ au **congrès de Bâle** de l'Internationale où il propose une motion sur la question de l'héritage, à laquelle Marx va tenter, mais en vain, s'opposer.

¹ Notamment dans la gestion du fonds Pavel Bakhmetev (un riche révolutionnaire russe), un important apport financier que lui avait confié Nicolas Ogarev après le décès d'Alexandre Herzen en janvier 1870.

² Cf. Œuvres complètes de James Guillaume, tome 5

³ *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*, p. 114.

⁴ C10, p. 150.

⁵ C10, pp. 152-153.

⁶ Il lui verse une avance de 300 roubles.

⁷ Lequel adressera, en février 1870, une lettre menaçante à Lioubavine, lui intimant de renoncer à cette traduction.

⁸ Il a reçu un mandat d'Albert Richard qu'il remercie dans sa lettre du 15 août (Cf. *La Grande Discorde*, op. cit. p. 54).

C'est le premier congrès de l'Internationale auquel il assiste.

Marx est absent.

- 02.10.69 Débat contre Moses Hess qui, dans un article paru dans « Le Réveil¹ » du 2 octobre 69, l'a accusé de jouer sur le plan slave le même rôle que les lassalliens sur le plan du pangermanisme. Bakounine réagira par une longue lettre adressée « Aux citoyens rédacteurs du Réveil² » et en projetant d'écrire un ouvrage sur les juifs allemands³, un projet dont il informe Alexandre Herzen dans sa lettre du 18 octobre 69⁴.
- 28.10.69 Bakounine réagit à la réponse de Herzen. Il lui déclare à propos de Marx :
- « Marx est indéniablement un homme utile dans la Société internationale. Jusqu'à ce jour encore il exerce sur son parti une influence sage et présente le plus ferme appui du socialisme, la plus forte entrave contre l'envahissement des idées et des tendances bourgeoises. Et je ne me pardonnerais jamais si j'avais seulement tenté d'effacer ou même d'affaiblir sa bienfaisante influence dans le simple but de me venger de lui. Cependant il peut arriver, et il arrivera certainement, qu'à bref délai je doive entrer en lice contre lui, non à cause de l'offense qui m'est faite, mais pour une question de principe, le communisme d'Etat, dont lui-même et le clan anglais et allemand qu'il dirige sont de chaleureux partisans. Mais alors, ce sera entre nous une lutte à mort⁵. »
- 30.10.69 Bakounine quitte Genève pour **Locarno**, dans le Tessin.
- Son épouse attend son deuxième enfant de sa relation avec Carlo Gambuzzi.
- 08.12.69 Participation de Bakounine au Congrès des Athées à Naples (contre le Concile œcuménique du 8 décembre 1869 qui adopta le dogme de l'infaillibilité du Pape). Ce congrès fut dissous par les autorités.
- 14.12.69 Le Conseil Général de l'AIT prend note d'une vive critique récemment publiée à son égard par les rédacteurs bakounistes de l'*Egalité* de Genève⁶.
- 17.12.69 Marx informe Engels des éditoriaux publiés par l'hebdomadaire suisse *L'Egalité* : « Tu verras, lui écrit-il, combien il Signor Bakounine devient insolent. »
- Il poursuit en évoquant les diverses manœuvres de Bakounine, lequel « croit que le mo-

¹ « Le Réveil » était un journal républicain de gauche édité à Paris par Charles Delescluze.

² Cf. *Œuvres* par James Guillaume, op.cit., tome 5, pp. 219-239.

³ Un ouvrage qu'il voulait intituler « La profession de foi d'un social-démocrate russe, précédée d'une étude sur les juifs allemands. ». On observera les quelques passages franchement **antisémites** dans son écrit « Rapports personnels avec Marx. » Cf. **le chapitre 5.2 du présent fascicule.**

⁴ Citée par Georges Ribeill, « *La Grande Discorde* », op.cit., p. 57. Bakounine lui écrit : « Le premier chapitre, qui est une polémique contre les juifs allemands te paraîtra, peut-être, trop cru et d'une extrême grossièreté. Je t'autorise à y faire quelques retouches, quant à la forme bien entendu (...) ».

⁵ Citée par Georges Ribeill, « *La Grande Discorde* », op.cit., pp. 58-61. La lettre se trouve aux pages 288-295 du volume *Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874)*.

⁶ Deux articles signés par Paul Robin et parus le 6 novembre et le 11 décembre 69.

ment est venu de nous, chercher noise publiquement. Il se donne des airs de gardien du véritable prolétarianisme. Mais il va avoir des surprises¹. ».

14.01.70. Naissance d'un deuxième enfant : Sophie.

Décès d'Alexandre Herzen à Paris le 21 janvier 70.

Bakounine publiera dans *La Marseillaise* des 2 et 3 mars 70 une nécrologie de son ami qualifiant sa mort de « perte immense pour ses amis, pour la cause de la libération russe et pour la libération de l'humanité tout entière ».

Bakounine et Ogarev décident de relancer le *Kolokol*, mais la ligne, trop modérée à ses yeux, du journal ne lui convient pas.

Il se voit accusé en outre d'avoir détourné à son profit l'héritage de Herzen (le fonds Bakhmetiev).

23.03.70 Le Conseil général a reçu de Genève la demande d'affiliation d'une section russe qui demande que Marx devienne son représentant au Conseil. La section déclare son désaccord avec les positions de Bakounine. Cette proposition émane en vérité de Nicolaï Outine, adversaire de Bakounine

Marx sera chargé par le Conseil général de rédiger la réponse officielle².

L'affiliation est votée à l'unanimité.

24.03.70

Marx à Engels à ce propos : « Ci-joint un lettre de la *colonie russe* de Genève³. Nous avons admis leur adhésion, et j'ai accepté d'être, comme ils le demandaient, leur représentant au Conseil général. (...) Sur Bakounine, j'ai pensé qu'il était plus sûr de n'en point parler, ni dans la lettre publique, ni dans la lettre confidentielle⁴. »

28.03.70 Marx adresse à L. Kugelmann une importante **Communication confidentielle** sur les activités de Bakounine⁵. Un document extrêmement sévère à l'égard de ce dernier.

01.04.70 Bakounine commente à l'adresse d'Albert Richard la stratégie de son *Alliance* secrète :

« Peu d'alliés, mais bons, mais énergiques, mais discrets, mais fidèles, mais surtout libres de vanité et d'ambition personnelles; des hommes forts, assez sérieux ayant le cœur et l'esprit assez haut placés pour préférer la réalité de la force à ses apparences

¹ C10, pp. 239-241.

² Le texte de cette réponse se trouve aux pages 318-319 du volume *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870.* Marx note en conclusion : « Il y a quelques mois, il m'a été envoyé de Petersbourg l'ouvrage de Flerovski, *La condition de la classe ouvrière en Russie*. C'est une véritable révélation pour l'Europe. L'optimisme russe, répandu sur le continent, même par les prétendus révolutionnaires, est impitoyablement démasqué dans cet ouvrage. Son mérite n'en souffrira point, si je dis qu'en certains endroits, il ne satisfait pas aux exigences de la critique, du point de vue purement théorique. C'est l'ouvrage d'un observateur sérieux, d'un travailleur intrépide, d'un critique impartial, d'un puissant artiste et avant tout d'un homme révolté contre l'oppression sous toutes ses formes, qui ne souffre pas les hymnes nationaux tant qu'ils soient, et partageant passionnément toutes les souffrances et toutes les aspirations de la classe productive. Des ouvrages tels que ceux de Flerovski et de votre maître Tchernychevski font véritablement honneur à la Russie et prouvent que votre pays commence à participer au mouvement général de notre siècle. ».

³ La lettre de cette colonie russe se trouve reproduite aux pages 88-95 de *La Grande Discorde*. Elle est signée par N. Outine, Victor Bartenev (Netov) et Antoine Troussov.

⁴ C10, p. 325.

⁵ Il s'agit de la *communication confidentielle* de l'AIT au Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate de Brunswick. (C10, pp. 335-340). Le document se trouve au **chapitre 6.5** du présent fascicule.

vaniteuses. Si vous formez cette dictature *collective et invisible*, vous triompherez, la révolution bien dirigée triomphera. Sinon, non. Si vous vous amusez à jouer aux comités de Salut public et à la dictature officielle ostensible, vous serez dévorés par la réaction que vous aurez créée vous-mêmes¹. »

04.04.70 Se tient, à La Chaux-de-Fonds, le congrès de la fédération romande de l'Internationale : il connaît **une scission** entre partisans et adversaires² de l'*Alliance*, en particulier sur la question de l'action politique de la classe ouvrière.

Bakounine se trouve à Genève et n'assiste pas au congrès.

Les partisans de l'*Alliance* élisent alors un nouveau comité de la fédération jurassienne³ dont le siège est transféré à La Chaux-de-Fonds et au Locle, dans le Jura suisse, avec pour organe *La Solidarité* rédigée par James Guillaume, avec la participation de Gaspard Blanc et d'Albert Richard.

Avril : rencontre de Bakounine avec **Netchaïev** qui le persuade d'abandonner la traduction du *Capital* qu'un éditeur russe lui avait proposée, avec une importante avance.

12.04.70 Le Conseil de l'AIT est informé des importantes dissensions qui ont surgi au congrès de la Fédération romande du 4 au 6 avril 70, à Chaux-de-Fonds en raison des positions des bakouninistes.

Marx se trouve chargé de rédiger la réponse officielle du Conseil qui confirmera, le 29 juin prochain, le maintien de la représentation officielle du Comité fédéral romand de Genève⁴.

Mai De retour à **Locarno**, Bakounine est exclu de la section de Genève de l'AIT.

Juin **Rupture avec Netchaïev** (qui avait détourné des fonds destinés à la réparation du *Kolokol* après la disparition d'Alexandre Herzen).

Le 24 juillet, Bakounine écrira à l'adresse d'Alfred Talandier une mise en garde contre Netchaïev : « Netchaïev est dangereux parce qu'il commet *journallement* des actes, des violations de confiance, des trahisons, contre lesquels il est d'autant plus difficile de se protéger qu'on en soupçonne à peine la possibilité. Avec tout cela, N. est une force, parce c'est une immense énergie. C'est à grand-peine que je m'en suis séparé, parce que le service de notre cause demande beaucoup d'énergie et qu'on en rencontre rarement une à ce point développée. Mais, après avoir épuisé tous les moyens de m'en convaincre, j'ai dû m'en séparer, et une fois séparé, j'ai dû le combattre à outrance⁵. ».

¹ Nous citons à partir de « *Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872* », op.cit., Introduction d'Arthur Lehning, p. XXXVI. La lettre se trouve également reproduite aux pages 80-87 du volume *La Grand Discorde*.

² Dont Nicolaï Outine, qui prononce un discours violent contre Bakounine.

³ Les militants jurassiens étaient pour la plupart des ouvriers travaillant à domicile et non des prolétaires de la grande industrie, ce qui explique sans doute leur attirance pour les convictions anarchistes.

⁴ Le *Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1868-1870*, p. 320.

⁵ Nous citons à partir de l'ouvrage *La Grande Discorde*, op.cit., p. 100. Le document complet se trouve aux pages 324-330 de la « Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874) »,

Netchaïev sera arrêté le 14.08.72 par la police suisse et extradé le 26.10 vers la Russie où il sera enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul.

Publication de sa brochure **Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg**¹.

Juillet Bakounine revient à **Genève** pour un long séjour avant de rentrer à **Locarno**.

Août Il écrit les **Lettres à un Français sur la crise actuelle** que James Guillaume publiera dès septembre par épisodes² (et avec de nombreux ajouts de sa part).

15.09.70 Il participe à un soulèvement à **Lyon** où une insurrection s'était déclenchée, le 4 septembre, après la défaite de Sedan et où s'est installé à l'Hôtel-de-Ville un Comité de Salut Public.

Arrivé à Lyon le 15 septembre³, Bakounine tentera de prendre la tête du mouvement qui échouera, le 28 septembre, après une tentative de coup d'Etat⁴.

Bakounine est moralement brisé. Menacé par un arrêt d'arrestation lancé par le procureur de la République Andrieux⁵, il quitte la ville vers **Marseille** où il se cache pendant près d'un mois⁶ et, dès le 24 octobre, passant par Gênes et Milan, il doit rentrer à **Locarno** où il arrive le 27 octobre : il y retrouve Antonia. Il passera toutefois tout l'hiver⁷ dans la solitude et la misère.

18.03.71 **Déclenchement de la Commune à Paris.**

avril 1871 Après un voyage à **Florence** pour affaires privées, Bakounine se rend dans le **Jura** où il prononce au Val de Saint-Imier ses « **Trois conférences aux ouvriers du Val**

avec une préface et des annotations de Michel Dragomanov, Librairie académique Didier Perrin et Cie, Paris 1896, (en ligne sur Gallica).

¹ Le document, sous-titré « Complainte patriotique d'un Suisse humilié et désespéré », se trouve reproduit dans le tome 2 des *Œuvres complètes* éditées par James Guillaume.

² Un ensemble de six lettres. Le document est disponible sur le site de Gallica. La première lettre est datée du 1^{er} septembre 1870, la dernière du 15 septembre 1870.

³ Le 6 septembre, Bakounine écrit à Vogt : « Mes amis les socialistes révolutionnaires de Lyon m'appellent à Lyon. Je suis résolu d'y porter mes vieux os et d'y jouer probablement ma dernière partie. » (Cf. *La Grande Discorde*, p. 107)

⁴ Le 19 octobre 1870, Marx écrit à ce propos à Spener Beesly : « Ces ânes de Bakounine et de Cluseret sont arrivés à Lyon et ont tout gâché. Appartenant tous deux à l'Internationale, ils ont eu, malheureusement, assez d'influence pour fourvoyer nos amis. L'hôtel de ville a été pris - pas pour longtemps - et on a promulgué les décrets les plus fous touchant l'abolition de l'Etat et autres âneries. (...) Ces deux individus ont quitté Lyon après leur échec. » (C11, p. 117).

⁵ Bakounine décrit les événements dans sa lettre à Emilio Bellerio du 8 octobre (Cf. *La Grande Discorde*, pp. 108-109)

⁶ Pendant lequel il rédige le « Manuscrit de 114 pages » que James Guillaume reproduit au volume 3 de son édition des *Œuvres complètes* de Bakounine.

⁷ Sauf un bref voyage en Italie du 19 mars au 1er avril 71, pour y rencontrer son compatriote Longuine dans l'espoir d'obtenir sa part d'héritage.

de Saint-Imier¹ » puis il est de retour, le 1^{er} juin, à Locarno.

Publication, au printemps, du premier fascicule de **L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale**².

Un long fragment de cet écrit sera publié sous le titre « **Écrit contre Marx**⁴ ».

Deux épisodes seront publiés à part sous forme de brochure sous le titre « **Dieu et l'État**³ » et « **La Commune de Paris et la notion d'État** »

- 16.08.71 Publication de la « **Réponse d'un internationaliste à Mazzini**⁵ ». Cette brochure sera publiée par le *Gazzettino Rosa* du 16 août 71 et par *La Liberté* de Bruxelles dans ses éditions du 18 et du 19 août.
- Dans un article publié le 13 juillet 1871 dans la revue hebdomadaire *La Roma del Popolo* qu'il avait fondée en février 1871, Giuseppe Mazzini avait attaqué l'Internationale et la Commune.
- Sa discorde avec Mazzini conduira Bakounine à publier de nombreux articles contre son adversaire⁶.
- 17.09.71 **Conférence à Londres de l'AIT du 17 au 23 septembre 1871.**
- La résolution XVI intitulée « Alliance de la Démocratie Socialiste » rédigée par Marx dénonce tout particulièrement les activités bakouninistes en Suisse.
- Bakounine n'assiste pas à cette Conférence.
- 14.10.71 Le Conseil général de l'AIT vote une résolution rédigée par Marx sur « l'abus du nom de l'Internationale dans la conspiration de Netchaïev ». Il y est déclaré que « ledit Netchaïeff a usurpé de nom de l'Association Internationale des Travailleurs pour faire des dupes et de victimes en Russie⁷. ».
- 12.11 71 Réunion en Congrès de la Fédération jurassienne à **Sonvillier** à l'initiative notamment de James Guillaume et d'Adhémar Schwizguebel. Elle publie une circulaire (ladite « **Circulaire de Sonvillier**⁸ ») qui invite toutes les sections de l'AIT à s'opposer aux résolutions de la récente Conférence de Londres et à réclamer la tenue à bref délai d'un nouveau Congrès⁹.
- Bakounine s'y ralliera avec enthousiasme.

¹ Cf. Œuvres complètes, par J Guillaume, tome 5. En ligne également sur Gallica dans l'édition de Canevas Editeur, Saint-Imier 1990 (précédé du « Manifeste adressé aux ouvriers du vallon de Saint-Imier » par Adhémar Schwizguebel)

² L'ouvrage se trouve reproduit dans le volume 2 des Œuvres complètes par James Guillaume.

³ Publiée en 1882 à l'initiative d'Elisée Reclus.

⁴ Le document se trouve reproduit aux pages 171-219 du volume « Les conflits dans l'Internationale ».

⁵ Cf. Guillaume, volume 6. Cet écrit sera suivi par un ouvrage intitulé « La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale ».

⁶ Cf. son article de novembre 1871 « Contre Mazzini » (pp. 79-101 du volume de Lehning « Bakounine et l'Italie 1871-1872 »).

⁷ Le *Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1870-1871*, p. 378.

⁸ Le document se trouve reproduit aux pages 403-406 du volume de Lehning « Bakounine et l'Italie 1871-1872 » (op.cit.) ainsi qu'aux pages 119-124 de l'ouvrage *La Grande Discorde*.

⁹ Le circulaire déclarait notamment : « Nous demandons que le Conseil général rentre dans son rôle normal qui est celui de simple bureau de correspondance et de statistique ; et cette unité qu'on voudrait établir par la centralisation et la dictature nous voulons la réaliser par la fédération libre des groupes autonomes. La société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. ».

Décembre Bakounine rédige le document « **Mes rapports personnels avec Marx**¹ »

Publication de sa « **Lettre aux internationaux de Bologne**² »

10.01.72 Parution dans le *Volksstaat* de Leipzig de l'article d'Engels « *Le Congrès de Sonvillier et l'Internationale* », en réponse à la récente Circulaire de Sonvillier³.

23.01.72 Il rédige sa « **Lettre aux internationaux de la Romagne** ».

Il déclare à propos de Marx :

« Marx est un communiste autoritaire et centraliste. Il veut ce que nous voulons : le triomphe complet de l'égalité économique et sociale mais dans l'Etat, par la puissance de l'Etat, par la dictature d'un gouvernement provisoire très fort et pour ainsi dire despotique, c'est-à-dire par la négation de la liberté. Son idéal économique, c'est l'Etat devenu le seul propriétaire de la terre et de tous les capitaux (...) Nous voulons ce même triomphe de l'égalité économique et sociale par l'abolition de l'Etat et de tout ce qui s'appelle le droit juridique qui, selon nous est la négation permanente du droit humain⁴. ».

Mars « **L'Allemagne et le communisme d'Etat**⁵ »

Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura⁶

Cette lettre, demeurée inachevée, ne fut pas envoyée⁷.

13,03.72 Bakounine vient d'apprendre le décès de Mazzini. Il adresse à Celso Ceretti une longue lettre de commentaires sur l'action politique de ce dernier.

Retenons surtout son propos relatif aux sociétés secrètes. Il lui écrit :

« (...) même dans le cas où vous parviendrez, à force de lutte énergique et habile, à sauvegarder l'existence de vos sections publiques, je pense que vous arriverez tôt ou tard à comprendre la nécessité de fonder au milieu d'elles des *nuclei* composés des membres les plus sûrs, les plus dévoués, les plus intelligents et les plus énergiques, en un mot des plus intimes. Ces *nuclei* intimement reliés entre eux et avec les *nuclei* pareils qui s'organisent ou qui s'organiseront dans les autres régions de l'Italie et de l'étranger, auront une double mission : d'abord ils formeront l'âme inspiratrice et vivifiante de cet immense corps qu'on appelle l'Association Internationale des Travailleurs en Italie comme ailleurs, et ensuite ils s'occuperont des questions qu'il est impossible de traiter publi-

¹ Nous renvoyons au **chapitre 5.3** du présent fascicule.

² pp. 105-118 du volume de Lehning « Bakounine et l'Italie 1871-1872 » (op.cit.).

³ Le document se trouve reproduit et commenté au **chapitre 6.3** du présent fascicule.

⁴ Le document se trouve aux pages 207-228 du volume de Lehning « Bakounine et l'Italie 1871-1872 » (op.cit.). p. 217 pour la citation que nous reproduisons.

⁵ Ce document inédit se trouve reproduit aux pages 107-119 du volume « Les conflits dans l'Internationale ».

⁶ Ce long document se trouve reproduit aux pages 1-85 du volume « Les conflits dans l'internationale » avec la suite des variantes, pp. 89-103.

⁷ Une pratique courante chez Bakounine qui écrivait vite et aisément et gardait ses longs manuscrits.

quement.¹ ».

27.03.72 **Lettre aux frères de l'Alliance.**

Mai 72 Publication de la circulaire de Marx et d'Engels sur **Les prétendues scissions dans l'internationale.**

La réponse de Bakounine, datée du 12 juin, sera publiée le 15 juin 1872 dans le numéro spécial du *Bulletin de la Fédération jurassienne* et paraîtra ensuite sous forme de brochure.

Le propos débute sur ce ton :

« Chers compagnons de disgrâce ! L'épée de Damoclès dont on nous a menacés si longtemps vient enfin de tomber sur nos têtes. Ce n'est proprement pas une épée, mais l'arme habituelle de M. Marx, un tas d'ordures. (...) rien ne manque : inventions ridicules, falsifications de principes et de faits, insinuations odieuses, mensonges cyniques, calomnies infâmes, enfin tout l'attirail guerrier de M. Marx en campagne. C'est un recueil tant bien que mal systématisé de tous les contes absurdes et sales que la méchanceté plus perverse que spirituelle des juifs allemands et russes, ses amis, ses agents, ses disciples (...) a propagés et colportés contre nous (...)². ».

4 juillet Il s'installe à **Zurich**

Son épouse Antonia et ses deux enfants³ sont partis pour la Sibérie rendre visite à ses parents.

Il y crée, le 7 juillet, une section slave, avec notamment Armand Ross (Michel Sajine de son vrai nom). La section sera toutefois dissoute en 1873.

14.08.72

Netchaïev est arrêté à Zurich et sera livré à la Russie dès le 27 octobre.

18.08.72

La Fédération jurassienne tient un congrès à La Chaux-de-Fonds pour débattre de l'ordre du jour du prochain congrès de La Haye. Bakounine est présent.

Le congrès décide d'envoyer une délégation avec un mandat impératif sur le principe d'autonomie des fédérations⁴.

02.09.72

Congrès de La Haye de l'AIT, du 2 au 7 septembre 1872

Le 7 septembre, le dernier jour du Congrès, se trouve votée **l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume.**

15.09.72

Congrès de Saint-Imier dans le Jura suisse contre les décisions du congrès de La Haye. Il réunit les minoritaires du Congrès de La Haye. Bakounine y participe⁵.

05.10.72

Lettre au Journal La Liberté de Bruxelles⁶.

¹ Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872. Deuxième patrie La première internationale en Italie et le conflit avec Marx. *Ecrits et matériaux*. pp. 251-252.

² Le document se trouve aux pages 204-206 de l'ouvrage *La Grande Discorde*.

³ Elle est enceinte du troisième.

⁴ Ce mandat impératif se trouve à la page 129 du volume *Les conflits dans l'internationale*.

⁵ Les quatre résolutions votées se trouvent aux pages 233-238 du volume *La Grande Discorde*.

⁶ Le document se trouve reproduit aux pages 341-383 du tome 4 des *Œuvres* de Michel Bakounine publié en 1910 aux Editions P-V Stock avec une préface, des avant-propos et des notes de James Guillaume (En ligne

11.10.72 Bakounine quitte Zurich et rentre à **Locarno**

En novembre et décembre 1872, il *publie* ***L'empire knouto-germanique***¹.

26.10.72 Netchaïev est livré au pouvoir russe par les autorités du canton de Zurich.

Le 2 novembre 1872, Bakounine écrit à Ogarev : « L'inouï s'est accompli ! La République helvétique a extradé l'infortuné Netchaïev (...) Cependant une voix intérieure me dit que Netchaïev qui est perdu à jamais – et qui le sait – dans cette occasion aura retrouver dans la profondeur de son être tortueux et sali, mais qui est loin d'être vulgaire, toute l'énergie et tout son courage primitif. Il mourra en héros et cette fois ne trahira rien ni personne. (...) Je le plains profondément. Personne ne m'a fait et intentionnellement autant de mal que lui, mais je le plains quand même². ».

Nov/déc.72 En novembre et décembre 1872, Bakounine rédige un long manuscrit qu'il envisage comme une suite de son ouvrage *L'Empire knouto-germanique*. Ce manuscrit est resté inédit. Il est aujourd'hui connu sous le titre « **Contre Marx**³ ».

Fin décembre 1872, au Congrès de Bruxelles, la fédération belge se désolidarise des résolutions du congrès de La Haye et refuse de reconnaître le Conseil général de New York.

1873 Publication de son ouvrage ***Etatisme et anarchie***⁴

Le 21 juillet 1873, parution à Londres et à Hambourg de l'ouvrage collectif des marxistes « L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs. Rapport et documents publiés par ordre du Congrès international de La Haye ».

L'ouvrage est signé et daté du 21 juillet par les membres de la Commission : E. Dupont, F. Engels, Léo Frankel, C. Le Moussu, Karl Marx et A. Serrailleur⁵.

Engels en annonce la parution dans sa lettre à F.A. Sorge du 26 juillet 1873 : « La chose va éclater comme une bombe chez les auto-

ligne sur le site de Gallica. Le document se trouve aussi accessible sur le site de *Wikirouge.org*). Nous le reproduisons au **chapitre 5.2**, du présent fascicule.

¹ Dont il existe plusieurs versions diversement annotées par Bakounine et accompagnées de nombreux appendices et feuillets annexes. Cf. *Les Œuvres complètes*, par James Guillaume, volume 3.

² Cité par Grawitz, p. 507. Cf. aussi l'ouvrage « Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874) », avec une préface et des annotations de Michel Dragomanov, Librairie académique Didier Perrin et Cie, Paris 1896, pp. 364-366.

³ Le document se trouve reproduit aux pages 397-510 du volume 4 des *Œuvres* de Bakounine éditées par James Guillaume. En ligne sur Gallica. Il se trouve également aux pages 266-327 du volume *La Grande Discorde*. Nous y reviendrons dans notre prochain fascicule 45 consacré aux écrits de Marx et d'Engels après le Congrès de La Haye.

⁴ Que Bakounine a écrit en russe.

⁵ En ligne sur le site de Gallica. Le document trouve aussi reproduit aux pages 351-474 de *La Grande discorde*. Un document important, on le constate. Nous y reviendrons dans un prochain fascicule.

mistes, et tant est que quelqu'un puisse être anéanti, elle règlera son compte à Bakounine. C'est Lafargue et moi qui l'avons rédigée ensemble, seule la conclusion est de Marx et de moi. Nous l'enverrons à toute la presse. Tu seras toi-même étonné des infamies qui y sont dévoilées; même les gens de la commission ont été tout à fait surpris¹. ».

01.09.73 Du 1^{er} au 6 septembre se tient, à Berne, « le congrès anti-autoritaire », qui connaît un réel succès.

Bakounine y assiste. Il se trouve logé chez Karl Vogt.

08.09.73 Par contre le 6^e Congrès de l'AIT, dit « Congrès autoritaire » qui se tient du 08 au 13 septembre sous la présidence de Johann Philipp Becker est plutôt un échec². Ce sera, du reste, pratiquement le dernier Congrès de l'AIT, même si l'Internationale se maintiendra formellement jusqu'en 1876 qui sera l'année de sa dissolution.

Fatigué et malade, Bakounine se retire vers la mi-septembre près de **Locarno**, dans la villa *La Baronata*, une propriété située à Minusio, au bord du lac Majeur, achetée par le militant italien Carlo Cafiero.

25.09.73 Bakounine adresse au *Journal de Genève* une lettre très significative.

Elle commence par une protestation politique contre les écrits qui lui sont hostiles, en particulier ceux de Marx.

Lisons :

« Parmi mes calomnieux les plus acharnés, à côté des agents du gouvernement russe, je place naturellement M. Marx, le chef des communistes allemands, qui, sans doute à cause de son triple caractère de communiste, d'Allemand et de Juif, m'a pris en haine, et qui, tout en prétendant nourrir également une grande haine pour le gouvernement russe, n'a jamais manqué, à mon égard du moins, d'agir en pleine harmonie avec lui. Pour me noircir aux yeux du public, M. Marx n'a pas eu seulement recours aux organes de la presse par trop complaisante, il s'est servi des correspondances intimes, des comités, des conférences et des congrès mêmes de l'Internationale, n'hésitant pas à faire de cette belle et grande association, qu'il avait contribué à fonder, un instrument de ses vengeances personnelles.

Aujourd'hui même on m'annonce l'apparition d'une brochure sous ce titre : *L'Internationale et l'Alliance*. C'est, dit-on, le rapport de la commission d'enquête nommée par le Congrès de La Haye.

Qui ne sait aujourd'hui que ce congrès ne fut rien qu'une falsification marxiste, et que cette commission, dans laquelle siégeaient deux mouchards (Dentraygues⁴ et Van Heddeghem⁵), prit des résolutions qu'elle déclara elle-même être incapable de motiver, en demandant au Congrès un vote de confiance; le seul membre honnête de la commission protesta énergiquement contre ces conclusions à la fois odieuses et ridicules, dans un rapport de minorité.

Peu satisfait de la maladresse de ses agents, M. Marx a pris la peine de rédiger lui-même un nouveau rapport, qu'il publie aujourd'hui avec sa signature et celle de quelques-uns de ses

¹ C12, p. 309.

² Marx et Engels sont eux-mêmes absents.

³ C12, pp. 323-324.

⁴ Emile Dentraygues, dont le pseudonyme était Swarm.

⁵ Dont le pseudonyme était Walter, un policier qui s'était introduit dans les sections parisiennes de l'AIT.

affidés.

Cette nouvelle brochure, me dit-on, est une dénonciation formelle, une dénonciation de gendarme, contre une société connue sous le nom de l'Alliance. Entraîné par sa haine furieuse, Marx n'a pas craint de s'appliquer à lui-même un soufflet, en assumant publiquement le rôle d'un agent de police délateur et calomniateur. C'est son affaire, et, puisque ce métier lui convient, qu'il le fasse. Et ce n'est point pour lui répondre que je ferai exception à la loi de silence que je me suis imposée. ».

La lettre se termine surtout par **l'annonce de sa retraite politique.**

Lisons :

« Vous l'avouerez-vous ? Tout cela m'a profondément dégoûté de la vie publique. J'en ai assez, et, après avoir passé toute ma vie dans la lutte, j'en suis las. J'ai soixante ans passés; et une maladie de cœur, qui empire avec l'âge, me rend l'existence de plus en plus difficile. Que d'autres plus jeunes se mettent à l'œuvre; quant à moi, je ne me sens plus ni la force, ni peut-être aussi la confiance nécessaires pour rouler plus longtemps la pierre de Sisyphe contre la réaction partout triomphante. Je me retire donc de la lice, et je ne demande à mes chers contemporains qu'une seule chose, l'oubli.

Désormais, je ne troublerai plus le repos de personne; qu'on me laisse tranquille à mon tour¹. ».

12.10.73 Malade, Bakounine démissionne de la Fédération jurassienne. Il leur adresse cette lettre : « Je ne me sens plus les forces nécessaires pour la lutte. Je ne saurais donc être dans le camp du prolétariat qu'un embarras, non une aide. Je me retire donc, chers compagnons, plein de reconnaissance pour vous et de sympathie pour votre grande et sainte cause, la cause de l'humanité. Je continuerai suivre avec une anxiété fraternelle tous vos pas, et je saluerai avec bonheur chacun de vos triomphes nouveaux. Jusque la mort, je serai vôtre². »

Il ne lui reste plus, à vrai dire, que trois années à vivre.

31.10.73 Engels publie dans le *Volkstaat* des 31 octobre et 2 novembre 73, son article « Les bakounistes au travail. Mémoire sur le dernier mouvement espagnol³ ».

14.07.74 Cafiero qui se trouve ruiné ne peut plus financer la villa *La Baronata*.

27.07.74 Espérant trouver la mort sur une barricade, Bakounine participe à l'insurrection de **Bo-logne**. Le mouvement échoue et Bakounine est contraint de revenir en Suisse.

07.10.74 Retour à **Lugano** après sa rupture avec Cafiero. Il survit grâce à une partie de l'héritage paternel que lui communiquent ses frères.

1875 En mars, il emprunte pour acheter la villa du Besso, près de Lugano, dans le Tessin. La propriété est entourée d'un grand terrain

¹ Nous citons à partir de l'ouvrage *La Grande Discorde*, pp. 477-478.

² Nous citons à partir de Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, op.cit., tome 1, p. 163. La lettre complète se trouve aux pages 479-483 de l'ouvrage *La Grande Discorde*.

³ Guillaume y répondra dans le Bulletin des 9 et 16 novembre (Cf. *La Grande discorde*, pp. 483-491).

et Bakounine envisage d'y créer une exploitation agricole, de cultiver des fruits, des légumes, des fleurs pour les vendre sur le marché... Ce sera un échec. Il se trouve toujours contraint d'emprunter.

-
- 14.06.76 Il quitte Lugano pour s'installer à **Berne**. Il est surchargé de dettes qu'il ne peut payer. Antonia part pour Naples afin d'y trouver un logement.
- 01.07.1876 Il décède d'une urémie à **Berne** chez son ami, le docteur Adolf Vogt¹.
Il a 62 ans.
Les funérailles seront célébrées le 3 juillet 1876 en présence notamment d'Adhémar Schwizguebel, de Joukovsky, de James Guillaume, d'Elisée Reclus, de Carlo Salvioni et de Paul Brousse.

¹ Son épouse est absente. Elle n'assistera pas aux funérailles...

5.2. Michel Bakounine, *Lettre au journal La LIBERTÉ de Bruxelles*.

Cette lettre, rédigée par Bakounine entre le 1^{er} et le 22 octobre 1872, **ne fut pas publiée**, Bakounine lui-même, qui se trouvait alors à Locarno, ayant décidé d'en interrompre la rédaction. Le manuscrit est resté inédit jusqu'en 1894 lorsqu'il sera publié, en juillet-août, par la *Société Nouvelle* de Bruxelles.

Bakounine réagit au compte rendu du Congrès de La Haye publié le 15 septembre 72 par le journal bruxellois *La Liberté*.

Le document se trouve reproduit aux pages 341-383 du tome 4 des *Œuvres* de Michel Bakounine publié en 1910 aux Editions P-V Stock avec une préface, des avant-propos et des notes de James Guillaume¹.

Nous nous sommes permis de **surligner** les passages les plus caractéristiques de l'argumentation de Bakounine.

On observera que les principales critiques de Bakounine visent la stratégie marxiste de la conquête politique du pouvoir d'Etat qu'il estime une erreur fondamentale en raison de sa nature, selon lui, foncièrement despotique. En cause, non moins, outre la dénonciation du pouvoir personnel et dictatorial, à ses yeux, de son adversaire, l'insistance de Bakounine sur ledit *pangermanisme* de Marx.

Ce 5 octobre 1872. Zürich.

Messieurs les Rédacteurs,

Après avoir publié la sentence d'excommunication que le Congrès marxien de La Haye vient de prononcer contre moi, vous trouverez juste, n'est-ce pas, de publier ma réponse. La voici.

Le triomphe de M. Marx et des siens a été complet. Certains d'une majorité qu'ils avaient longuement préparée et organisée avec beaucoup d'habileté et de soin, sinon avec beaucoup de respect pour ces principes de la Morale, de la Vérité et de la Justice qu'on retrouve si souvent dans leurs discours et si rarement dans leurs actes, les marxiens ont levé le masque, et, comme il convient à des hommes amoureux de pouvoir, toujours au nom de cette souveraineté du peuple qui, désormais, servira de marchepied à tous les prétendants au gouvernement des masses, ils ont audacieusement décrété l'esclavage du peuple de l'Internationale.

Si l'Internationale était moins vivace, si elle n'était fondée, comme ils se l'imaginent, que sur l'organisation de centres directeurs, et non sur la solidarité réelle des intérêts et des aspirations effectives du prolétariat de tous les pays du monde civilisé, sur la fédéralisation spontanée et libre des sections et des fédérations ouvrières, indépendamment de toute tutelle gouvernementale, les décrets de ce néfaste Congrès de La Haye, incarnation par trop complaisante et fidèle des théories et de la pratique marxiennes, eussent suffi pour la tuer. Ils eussent rendu à la fois ridicule et odieuse cette magnifique association, à la fondation de laquelle, j'aime à le constater, M. Marx avait pris une part aussi intelligente qu'énergique.

Un Etat, un gouvernement, une dictature universelle ! Le rêve des Grégoire VII, des Boniface VIII, des Charles-Quint et

¹ En ligne sur le site de Gallica. Le document se trouve aussi accessible sur le site de *Wikirouge.org*. Il se trouve aux pages 239-266 de l'ouvrage *La Grande Discorde*.

des Napoléon, se reproduisant sous des formes nouvelles, mais toujours avec les mêmes prétentions, dans le camp de la démocratie socialiste ! Peut-on s'imaginer quelque chose de plus burlesque, mais aussi de plus révoltant ?

Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir ?

Les papes ont eu au moins pour excuse la vérité absolue qu'ils disaient tenir en leurs mains de par la grâce du Saint-Esprit et en laquelle ils étaient censés de croire. M. Marx n'a point cette excuse, et je ne lui ferai pas l'injure de penser qu'il s' imagine avoir scientifiquement inventé quelque chose qui approche de la vérité absolue. Mais du moment que l'absolu n'existe pas, il ne peut y avoir pour l'Internationale de dogme infaillible, ni par conséquent de théorie politique ou économique officielle, et nos congrès ne doivent jamais prétendre au rôle de conciles œcuméniques proclamant des principes obligatoires pour tous les adhérents et croyants.

Il n'existe qu'une seule loi réellement obligatoire pour tous les membres, individus, sections et fédérations de l'Internationale, dont cette loi constitue la vraie, l'unique base. C'est, dans toute son extension, dans toutes ses conséquences et applications, LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES MÉTIERS ET DE TOUS LES PAYS DANS LEUR LUTTE ÉCONOMIQUE CONTRE LES EXPLOITEURS DU TRAVAIL. C'est dans l'organisation réelle de cette solidarité, par l'action spontanée des masses ouvrières et par la fédération absolument libre, et qui sera d'autant plus puissante qu'elle sera libre, des masses ouvrières de toutes les langues et de toutes les nations, et non dans leur unification par décrets et sous la baguette d'un gouvernement quelconque, que réside uniquement l'unité réelle et vivante de l'Internationale.

Que de cette organisation de plus en plus large de la solidarité militante du prolétariat contre l'exploitation bourgeoise doive sortir et surgisse en effet la lutte politique du prolétariat contre la bourgeoisie, qui peut en douter ? Les marxistes et nous, nous sommes unanimes sur ce point. **Mais immédiatement se présente la question qui nous sépare si profondément des marxistes.**

Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire, du prolétariat, **doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des Etats.** Nous ne comprenons pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les Etats, — à moins qu'on ne rêve l'Etat universel, c'est-à-dire l'esclavage universel, comme les grands empereurs et les papes, — l'Etat par sa nature même étant une rupture de cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. **Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté du prolétariat ou de la délivrance réelle des masses dans l'Etat et par l'Etat. Etat veut dire domination,** et toute domination suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité gouvernante quelconque.

Nous n'admettons pas, **même comme transition révolutionnaire,** ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que

dans les masses, et que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction. **Telle est notre croyance, ce n'est pas ici le moment de la développer.**

Les marxistes professent des idées toutes contraires.

Comme il convient à de bons Germains, ils sont les adorateurs du pouvoir de l'Etat, et nécessairement aussi les prophètes de la discipline politique et sociale, les champions de l'ordre établi de haut en bas, toujours au nom du suffrage universel et de la souveraineté des masses, auxquelles on réserve le bonheur et l'honneur d'obéir à des chefs, à des maîtres élus. Les marxistes n'admettent point d'autre émancipation que celle qu'ils attendent de leur Etat soi-disant populaire (*Volkstaat*¹). Ils sont si peu les ennemis du patriotisme que leur Internationale même porte trop souvent les couleurs du pangermanisme. Il existe entre la politique bismarckienne et la politique marxiste une différence sans doute très sensible, **mais entre les marxistes et nous, il y a un abîme. Eux, ils sont les gouvernementaux, nous les anarchistes quand même.**

Telles sont les deux tendances politiques principales qui séparent aujourd'hui l'Internationale en deux camps.

D'un côté il n'y a à proprement parler que la seule Allemagne²; de l'autre, il y a, à des degrés différents, l'Italie, l'Espagne, le Jura suisse, une grande partie de la France, la Belgique, la Hollande, et dans un avenir très prochain les peuples slaves³. Ces deux tendances se sont heurtées au Congrès de La Haye, et, grâce à la grande habileté de M. Marx, grâce à l'organisation tout à fait artificielle de son dernier Congrès, la tendance germanique a vaincu.

Est-ce à dire que la terrible question ait été résolue ? Elle n'a pas même été proprement discutée; la majorité ayant voté comme un régiment bien dressé, elle a écrasé toute discussion sous son vote. La contradiction existe donc plus vive et plus menaçante que jamais, et M. Marx lui-même, malgré tous les enivrements du triomphe, ne s'imagine sans doute pas qu'il puisse en être quitte à si bon marché. Et si même il a pu concevoir un moment une si folle espérance, la protestation solidaire des délégués jurassiens, espagnols, belges et hollandais (sans parler de l'Italie qui n'a pas même daigné envoyer ses délégués à ce Congrès trop ostensiblement falsifié), cette protestation si modérée dans la forme, mais d'autant plus énergique et significative dans le fond, a dû vite le désabuser.

Cette protestation elle-même n'est évidemment qu'un très faible avant-coureur de l'opposition formidable qui va éclater dans tous les pays vraiment pénétrés du principe et de la passion de la révolution sociale⁴. Et tout cet orage aura été soulevé **par la préoccupation si malheureuse des marxistes de fai-**

¹ Bakounine évoque ici l'organe du parti ouvrier social-démocrate (*Der Volkstaat*) paru à Leipzig du 2 octobre 1868 au 29 septembre 1876.

² Une interprétation abusive, certes, de Bakounine, mais qui participe de son raisonnement.

³ Une allusion à la section slave fondée le 7 juillet 1872 à Zurich

⁴ (**Note de James Guillaume** : « Les résolutions votées à la Haye par une majorité factice furent désavouées par toutes les fédérations régionales qui composaient l'Internationale, savoir : 1° par la Fédération jurassienne, dans son Congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872); 2° par toutes les sections françaises qui purent, malgré la loi Dufaure, se réunir et délibérer, entre autres par un Congrès de vingt-trois délégués de sections françaises (octobre 1872); 3° par la Fédération italienne (lettre de sa Commission de correspondance, décembre 1872), qui dès le mois d'août 1872, dans son premier Congrès à Rimini, avait rompu avec le Conseil général; 4° par la Fédération belge, dans son Congrès de Bruxelles (25-20 décembre 1872); 5° par la Fédération espagnole, dans son Congrès de Cordoue (25-30 décembre 1872); 6° par la Fédération américaine (résolution du Conseil fédéral de Spring Street, New York, 19 janvier 1873); 7° par la Fédération anglaise, dans son Congrès de Londres (16 janvier 1873); 8° par la Fédération hollandaise (résultat du vote des sections communiqué par le Conseil fédéral hollandais le 14 février 1873). — Il n'y avait pas de sections de l'Internationale en Allemagne, la législation s'y opposant; l'Internationale ne pouvait y compter que des adhérents individuels, directement affiliés auprès du Conseil général. »).

re de la question politique une base, un principe obligatoire de l'Internationale¹.

En effet, entre les deux tendances ci-dessus indiquées, **aucune conciliation aujourd'hui n'est possible**. Seule la pratique de la révolution sociale, de grandes expériences historiques nouvelles, la logique des événements pourront les ramener tôt ou tard à une solution commune; et, fortement convaincus de la bonté de notre principe, nous espérons qu'alors les Allemands eux-mêmes — les travailleurs de l'Allemagne et non leurs chefs — finiront par se joindre à nous pour démolir **ces prisons des peuples qu'on appelle les Etats** et **pour condamner la politique, qui n'est en effet rien que l'art de dominer et de tondre les masses**.

Mais aujourd'hui que faire ? Aujourd'hui la solution et la conciliation sur le terrain politique étant impossibles, il faut se tolérer mutuellement et en laissant à chaque pays le droit incontestable de suivre les tendances politiques qui lui plairont davantage ou qui lui paraîtront le mieux adaptées à sa situation particulière. Rejetant par conséquent toutes les questions politiques du programme obligatoire de l'Internationale, il faut chercher l'unité de cette grande association **uniquement sur le terrain de la solidarité économique**. Cette solidarité nous unit, tandis que les **questions politiques fatalement nous séparent**.

Il est certain que ni les Italiens, ni les Espagnols, ni les Juraissiens, ni les Français, ni les Belges, ni les Hollandais, ni les peuples slaves, ces ennemis historiques du pangermanisme, ni même le prolétariat de l'Angleterre et de l'Amérique, ne se soumettront jamais aux tendances politiques qu'impose aujourd'hui au prolétariat de l'Allemagne l'ambition de ses chefs. Mais en supposant même que, par suite de cette désobéissance, le nouveau Conseil général² frappe d'interdiction tous ces pays et qu'un nouveau concile œcuménique des marxistes les excommunie et les déclare rejetés du sein de l'Internationale, la solidarité économique qui existe nécessairement, naturellement et de fait entre le prolétariat de tous ces pays et celui de l'Allemagne en sera-t-elle diminuée ? Que les ouvriers de l'Allemagne fassent une grève, qu'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons, ou qu'ils se révoltent contre la tyrannie politique d'un gouvernement qui est le protecteur naturel des capitalistes et autres exploités du travail populaire, le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxistes restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte ? Non, il leur donnera tout son pauvre argent et, qui plus est, il donnera tout son sang à ses frères de l'Allemagne, sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance.

Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale : elle est dans les aspirations communes et dans le **mouvement spontané des masses populaires de tous les pays**, et non dans un gouvernement quelconque, ni dans une théorie politique uniforme, imposée par un Congrès général à ces masses. C'est tellement évident, qu'il faut être bien aveuglé **par la passion du pouvoir** pour ne point le comprendre.

Je conçois à la rigueur que les despotes couronnés ou non couronnés aient pu rêver le sceptre du monde; mais que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui prétend vouloir

¹ En référence à l'approbation par la majorité du congrès de La Haye de la résolution relative à la constitution du prolétariat en parti politique et à la conquête du pouvoir politique comme premier devoir du prolétariat.

² (**Note de James Guillaume** : « Le Conseil général de l'Internationale, qui de 1864 à 1872 avait eu Londres pour siège, fut placé, par une décision du Congrès de la Haye, à New-York, où Marx et Engels avaient compté trouver des instruments dociles de leurs volontés. »)

sérieusement l'émancipation des masses et qui, **en se posant en directeur et en arbitre suprême de tous les mouvements révolutionnaires qui peuvent éclater dans différents pays, ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous ces pays à une pensée unique, éclore dans son propre cerveau !**

Je pense que M. Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, — que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires ? Quel est l'homme, quel est le groupe d'individus, si grand que soit leur génie, qui oseraient se flatter de pouvoir seulement embrasser et comprendre l'infinie multitude d'intérêts, de tendances et d'actions si diverses dans chaque pays, dans chaque province, dans chaque localité, dans chaque métier, et dont l'ensemble immense, uni mais non uniformisé par une grande aspiration commune et par quelques principes fondamentaux qui sont passés désormais dans la conscience des masses, constituera la future révolution sociale ?

Et que penser d'un Congrès international qui, dans l'intérêt soi-disant de cette révolution, impose au prolétariat de tout le monde civilisé **un gouvernement investi de pouvoirs dictatoriaux**, avec le droit inquisitorial et pontifical de suspendre des fédérations régionales, d'interdire des nations entières au nom d'un principe soi-disant officiel et qui n'est autre que la propre pensée de M. Marx, transformée par le vote d'une majorité factice en une vérité absolue ? Que penser d'un Congrès qui, pour rendre sans doute sa folie plus ostensible encore, relègue en Amérique ce gouvernement dictatorial, après l'avoir composé d'hommes probablement très honnêtes, mais obscurs, suffisamment ignorants et absolument inconnus à lui-même ? Nos ennemis les bourgeois auraient donc raison lorsqu'ils se moquent de nos congrès et lorsqu'ils prétendent que l'Association internationale des travailleurs ne combat les vieilles tyrannies que pour en établir une nouvelle, et que, pour remplacer dignement les absurdités existantes, elle veut en créer une autre !

Pour l'honneur et pour le salut même de l'Internationale, ne devons-nous pas, par conséquent, nous empresser de proclamer bien haut que ce malencontreux Congrès de la Haye, loin d'avoir été l'expression des aspirations de tout le prolétariat de l'Europe, n'a été en effet, malgré toutes les apparences de régularité dont on a voulu l'entourer, rien que le triste produit du mensonge, de l'intrigue et d'un abus révoltant de la confiance et de l'autorité qu'on avait malheureusement trop longtemps accordées au défunt Conseil général ? Ce fut en réalité, non un Congrès de l'Internationale, mais celui du Conseil général, dont les membres marxistes et blanquistes, formant à peu près le tiers du nombre total des délégués et traînant à leur suite, d'un côté, le bataillon bien discipliné des Allemands, et, de l'autre, quelques Français fourvoyés, étaient arrivés à la Haye non pour y discuter les conditions sérieuses de l'émancipation du prolétariat, mais pour établir leur domination dans l'Internationale.

M. Marx, plus habile et plus fin que ses alliés blanquistes, les a joués, comme auparavant M. de Bismarck avait joué les diplomates de l'empire et de la République française. Les blanquistes s'étaient évidemment rendus au Congrès de La Haye avec l'espoir, sans doute entretenu dans leur esprit par M. Marx lui-même, de pouvoir s'assurer de la direction du mouvement socialiste en France au moyen du Conseil général, dont ils se

promettaient bien de rester les membres très influents. **M. Marx n'aime point à partager le pouvoir**, mais il est plus que probable qu'il avait fait des promesses positives à ses collègues français, sans le concours desquels il n'aurait point eu la majorité au Congrès de la Haye. Mais après s'être servi d'eux, il les a poliment éconduits, et, conformément à un plan arrêté d'avance entre lui et ses véritables intimes, les Allemands de l'Amérique et de l'Allemagne, il a relégué le Conseil général à New-York, laissant ses amis d'hier, les blanquistes, dans la situation fort désagréable de conspirateurs victimes de leur propre conspiration. Deux échecs pareils, se suivant à si court intervalle, ne font pas beaucoup d'honneur à l'esprit français.

Mais on se demande : M. Marx ne se serait-il pas découronné lui-même en envoyant promener le gouvernement de l'Internationale à New-York ? Pas du tout. Nul ne lui fera l'injure de supposer qu'il ait pris ce gouvernement-là au sérieux ni qu'il ait voulu remettre entre des mains inexpérimentées et débiles les destinées de l'Internationale, **dont il se considère lui-même en quelque sorte comme le père et un peu trop comme le maître**. Son ambition peut le pousser à lui faire beaucoup de mal, il est vrai, mais il ne peut en vouloir la destruction; et ne serait-ce pas une cause de destruction certaine que ces pouvoirs dictatoriaux accordés à des hommes incapables ? Comment résoudre cette difficulté ?

Elle se résout très simplement pour ceux qui savent ou devinent qu'à l'ombre du gouvernement officiel, apparent, de New-York, on vient d'établir le gouvernement anonyme des soi-disant agents absolument irresponsables, obscurs, mais d'autant plus puissants, de ce gouvernement, en Europe, ou, pour parler clairement, **le pouvoir occulte et réel de M. Marx et des siens**. Tout le secret de l'intrigue de La Haye est là. Il explique l'attitude à la fois triomphante et tranquille de **M. Marx, qui croit tenir désormais toute l'Internationale dans sa manche**; et, à moins que ce ne soit une très grande illusion de sa part, il a bien raison de se réjouir, car, en goûtant en secret **les plaisirs divins du pouvoir**, il pourra en rejeter tous les inconvénients et l'odieux sur ce malheureux Conseil général de New-York.

Pour se convaincre que telle est en réalité l'espérance, la pensée de M. Marx, on n'a qu'à lire avec un peu d'attention un des numéros de septembre du *Volksstaat*, l'organe principal du Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, et qui comme tel reçoit les inspirations directes de M. Marx. Dans un article semi-officiel, on raconte, avec une naïveté et une gaucherie tout allemandes, toutes les raisons qui ont poussé le dictateur de ce parti et ses amis les plus intimes à transporter le gouvernement de l'Internationale de Londres à New-York. Il y a eu principalement pour l'accomplissement de ce coup d'Etat deux motifs.

Le premier était l'impossibilité de s'entendre avec les blanquistes. **Si M. Marx est pénétré de la tête aux pieds de l'instinct pangermanique** qui a pris un si grand développement en Allemagne depuis les conquêtes de M. de Bismarck, les blanquistes sont avant tout des patriotes français. Ignorants et dédaigneux de l'Allemagne, comme il convient à de véritables Français, ils pouvaient bien en abandonner le gouvernement absolu à M. Marx, mais pour rien au monde ils ne lui auraient concédé celui de la France, qu'ils réservent naturellement pour eux-mêmes. Et c'est précisément cette dictature en France que M. Marx, **en vrai Allemand qu'il est**, convoite plus que toute autre chose, beaucoup plus même que la dictature en Allemagne.

Les Allemands auront beau remporter des succès matériels ou même politiques sur la France, moralement, socialement

ils se sentiront toujours inférieurs. Ce sentiment invincible d'infériorité est la source éternelle de toutes les jalousies, de toutes les animosités, mais aussi de toutes les convoitises brutales ou masquées qu'excite en eux ce seul nom de la France. Un Allemand ne se croit pas assez recommandé au monde tant que sa réputation, sa gloire, son nom n'ont pas été acceptés par la France. Être reconnu par l'opinion publique de cette nation et surtout par celle de Paris, telle a été de tout temps la pensée ardente et secrète de tous les Allemands illustres. Et gouverner la France, et par la France l'opinion du monde entier, quelle gloire et surtout quelle puissance !

M. Marx est un Allemand par trop intelligent, mais aussi par trop vaniteux et par trop ambitieux, pour ne l'avoir pas compris. Aussi n'y a-t-il point de coquetterie dont il n'ait usé pour se faire accepter par l'opinion révolutionnaire et socialiste de la France. Il paraît qu'il y a réussi en partie, puisque les blanquistes, poussés d'ailleurs par leur propre ambition qui leur faisait rechercher l'alliance de ce prétendant à la dictature dans l'Internationale, s'y sont laissé prendre d'abord; grâce à sa protection toute puissante, ils étaient devenus eux-mêmes des membres du Conseil général de Londres.

Dans le commencement cet accord a dû être parfait, car, **autoritaires et amoureux du pouvoir les uns et les autres,** ils étaient unis par leur haine commune contre **nous autres, les adversaires irréconciliables de tout pouvoir et de tout gouvernement** et, par conséquent, aussi de celui qu'ils se proposaient d'établir dans l'Internationale. Et tout de même leur alliance ne pouvait être de longue durée, car M. Marx ne voulant point partager son pouvoir, et eux ne pouvant lui concéder la dictature de la France, il était impossible qu'ils restassent longtemps amis. C'est ainsi qu'avant même le Congrès de La Haye, alors que toutes les apparences de l'amitié la plus tendre existaient encore entre eux, M. Marx et ses intimes avaient décidé l'expulsion des blanquistes du Conseil général. Le *Volksstaat* l'avoue rondement, et il ajoute que, puisqu'il était impossible de les en éloigner tant que le Conseil général resterait à Londres, on avait décidé la translation de ce dernier en Amérique.

L'autre raison, également avouée par le *Volksstaat*, c'est l'insubordination désormais manifeste des ouvriers d'Angleterre. Voilà un aveu qui a dû être pénible à M. Marx, car c'est celui d'un très grand échec. En dehors de sa science économique, incontestablement très sérieuse, très profonde, et à côté de son talent également remarquable et incontestable d'intrigant politique, M. Marx, pour magnétiser et pour dominer ses compatriotes, a eu toujours deux cordes à son arc, l'une française, l'autre anglaise : la première consistant dans l'imitation assez malheureuse de l'esprit français, l'autre dans une affectation bien mieux réussie de la raison pratique des Anglais. M. Marx a passé plus de vingt ans à Londres au milieu des travailleurs anglais, et, comme il arrive presque toujours aux Allemands qui, honteux dans le secret de leur cœur de leur propre pays, adoptent et exagèrent d'une façon assez maladroite les coutumes et le langage du pays qu'ils habitent, M. Marx aime à se montrer souvent plus Anglais que les Anglais eux-mêmes. Je m'empresse d'ajouter qu'ayant appliqué pendant tant d'années sa remarquable intelligence à l'étude des faits économiques de l'Angleterre, il a acquis une connaissance très détaillée et très approfondie des rapports économiques du travail et du capital dans ce pays. Tous ses écrits en font foi, et, si l'on fait abstraction d'un certain jargon hégélien dont il n'a pas pu se défaire, on trouvera que, sous le prétexte spécieux que tous les autres pays, étant plus arriérés au point de vue de la grande production capitaliste, le sont nécessairement aussi à celui de la révolution sociale, M. Marx n'a en vue principalement que les faits anglais. On dirait un Anglais parlant exclusivement à des Anglais.

Cela ne constitue pas, sans doute, un très grand mérite au point de vue de l'internationalité, mais au moins pouvait-on en conclure que M. Marx devait exercer une influence aussi légitime que salubre sur les ouvriers d'Angleterre; et, en effet, une intimité très sérieuse et une grande confiance mutuelle paraissent avoir existé pendant beaucoup d'années entre lui et bon nombre d'ouvriers anglais remarquablement actifs, ce qui faisait croire à tout le monde qu'il jouissait, en général, d'une autorité considérable en Angleterre, et cela ne pouvait manquer d'augmenter son prestige sur le continent. On attendait donc avec autant d'impatience que de confiance, dans toute l'Internationale, le moment où, grâce à sa propagande énergique et intelligente, le million de travailleurs qui forment aujourd'hui l'association formidable des *Trades Unions* passeraient avec armes et bagages dans notre camp.

Cette espérance est sur le point de se réaliser, au moins en partie. Déjà une Fédération anglaise, formellement adhérente à l'Internationale, vient de se former. Mais, chose étrange ! le premier acte de cette Fédération, c'a été de rompre ouvertement tout rapport de solidarité avec M. Marx ; et si l'on juge d'après ce qu'en trahit le *Volksstaat*, et surtout d'après les paroles amères, les injures que M. Marx, au Congrès de La Haye, a imprudemment lancées à la face des travailleurs anglais, on arrive à cette conclusion que le prolétariat de la Grande-Bretagne décidément se refuse de ployer son cou sous le joug du dictateur socialiste de l'Allemagne. Avoir courtoisé un peuple pendant plus de vingt ans pour arriver à un pareil résultat ! Avoir chanté sur tous les tons les louanges des travailleurs anglais, les avoir recommandés comme des modèles à l'imitation du prolétariat de tous les autres pays, puis se voir forcé tout d'un coup de les maudire et de les déclarer vendus à toutes les réactions ! Quelle mésaventure et quelle chute, non pour les ouvriers anglais, mais pour M. Marx !

Une chute, d'ailleurs, parfaitement méritée. M. Marx avait trop longtemps mystifié les membres anglais du Conseil général. Profitant en partie de leur ignorance des affaires du continent, et en partie aussi de leur indifférence si regrettable pour ces affaires, pendant beaucoup d'années, il avait réussi à leur faire accepter tout ce qu'il avait voulu. Il paraît avoir existé entre M. Marx et ces membres anglais une sorte d'accord tacite, conformément auquel M. Marx ne devait pas s'ingérer dans les questions proprement anglaises, ou ne devait s'en mêler qu'autant que cela leur plairait ; par contre, ils lui abandonnaient toute la direction de l'Internationale sur le continent, qui les intéressait fort peu. Pour l'honneur de ces citoyens, il faut supposer qu'ils avaient eu la plus grande confiance dans la loyauté et dans la justice de M. Marx.

On sait aujourd'hui à quel point M. Marx avait abusé de cette confiance. On sait que toutes les affaires de l'Internationale, ou plutôt que toutes les intrigues qu'on avait fomentées et menées, dans notre grande association, au nom du Conseil général, ont été combinées et dirigées par un cercle intime de M. Marx, **composé presque exclusivement d'Allemands**, et qui remplissait en quelque sorte les fonctions d'un comité exécutif : ce comité savait tout, décidait tout, faisait tout. Les autres membres, formant la grande majorité du Conseil général, par contre, ignorèrent absolument tout. On poussa la complaisance envers eux¹ jusqu'à leur épargner la peine de signer leurs noms sur les circulaires du Conseil général; on les y mettait pour eux, de sorte que, jusqu'au dernier moment, ils n'eurent pas même la moindre idée de toutes les abominations dont on les a rendus responsables à leur insu.

¹ (**Note de J Guillaume** : « Ici commence la partie conservée du manuscrit original. »)

On conçoit quel parti devaient tirer d'une situation aussi favorable des hommes comme M. Marx et ses amis, politiciens trop habiles pour ne s'arrêter devant aucuns scrupules. Il n'est pas besoin de dire, je pense, quel fut le but de la grande intrigue. **C'était l'établissement de la dictature révolutionnaire de M. Marx en Europe, au moyen de l'Internationale.** Alberoni¹ nouveau, M. Marx s'est senti l'audace suffisante pour concevoir et pour réaliser une telle pensée. Quant aux moyens d'exécution, je dois observer qu'il en a parlé avec une légèreté et un dédain peu sincères dans son dernier discours d'Amsterdam. Il est vrai, comme il l'a dit, que pour soumettre le monde il n'a à sa disposition ni armées, ni finances, ni chassepots, ni canons Krupp. Mais, par contre, **il a un remarquable génie d'intrigue et une résolution qui ne s'arrête devant aucune vilénie**; il a en outre à son service un nombreux corps d'agents, hiérarchiquement organisés et agissant en secret sous ses ordres directs; une sorte de franc-maçonnerie socialiste et littéraire **dans laquelle ses compatriotes les Juifs allemands et autres occupent une place considérable** et déploient un zèle digne d'une meilleure cause. Il a eu enfin le grand nom de l'Internationale, qui exerce une puissance magique sur le prolétariat de tous les pays, et dont, pendant trop longtemps, il lui a été permis de se servir pour réaliser ses projets ambitieux.

C'est depuis 1869, mais surtout depuis 1871, que M. Marx est entré en campagne. Jusqu'au Congrès de Bâle (septembre 1869), il avait su masquer ses projets. Mais les résolutions de ce Congrès ayant excité sa colère et ses craintes, il ordonna à tous ses féaux une attaque générale et furieuse contre ceux qu'il commença désormais **à haïr comme des adversaires irrécyclables de son principe et de sa dictature.** Le feu s'ouvrit successivement contre mes amis et moi, mais surtout contre moi, d'abord à Paris, ensuite à Leipzig et à New-York, enfin à Genève. Au lieu de boulets, les artilleurs marxistes nous jetèrent de la boue. Ce fut un déluge de calomnies stupides et immondes.

Déjà au printemps 1870 je savais, M. Outine (un petit Juif russe qui par toutes sortes de vilénies s'efforce de se faire une position dans cette pauvre Internationale de Genève) l'ayant raconté à qui voulait l'entendre, que M. Marx lui avait écrit une lettre confidentielle dans laquelle il lui recommandait de recueillir contre moi tous les faits, c'est-à-dire tous les contes, toutes les accusations, aussi odieuses que possible, avec des apparences de preuves, en ajoutant que si ces apparences étaient plausibles on s'en servirait contre moi au prochain Congrès. C'est dès lors qu'on commença à forger la fameuse calomnie, fondée sur mes rapports passés avec le malheureux Netchaïeff, rapports dont il m'est encore défendu de parler, et dont les marxistes de la commission d'enquête viennent de se servir pour dicter au Congrès marxiste de La Haye l'arrêt, tout préparé d'avance, de mon expulsion.

Pour donner la mesure de la bonne foi des agents et des journaux marxistes, qu'il me soit permis de raconter une autre anecdote. Je suis tellement habitué à me savoir systématiquement et régulièrement diffamé dans presque chaque numéro du *Volksstaat*, qu'ordinairement je ne me donne pas même la peine de lire les sottises qu'il débite contre moi. Par exception, mes amis m'en ont montré une dont je crois utile de faire mention ici, d'autant plus qu'elle me paraît très propre à faire ressortir la loyauté et la véracité de M. Marx. Le respectable journal de Leipzig, organe officiel du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne, paraît s'être donné pour mission de prouver que je ne suis rien de moins qu'un agent soldé du gouvernement russe.

¹ (Note de James Guillaume : « Le cardinal Alberoni, ministre du roi d'Espagne, Philippe V, avait formé de vastes projets, qui échouèrent, pour s'assurer la suprématie en Europe. »)

Il a publié dans ce but les faits les plus inouïs, par exemple, comme quoi mon défunt compatriote Alexandre Herzen, et moi, nous recevions tous les deux des subsides considérables d'un comité panslaviste établi à Moscou sous la direction immédiate du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et qu'après la mort de Herzen j'ai eu l'avantage de voir doubler ma pension. On conçoit que contre des faits aussi triomphants je n'aie eu rien à répondre.

Dans le numéro du *Volksstaat*¹, on raconte l'anecdote suivante : En 1848, Bakounine se trouvant à Breslau, où les démocrates allemands avaient commis la sottise de l'accepter avec pleine confiance, ne s'apercevant pas qu'il faisait de la propagande panslaviste, un journal de Cologne, *die Neue Rheinische Zeitung*, rédigé par MM. Marx et Engels, publia une correspondance de Paris dans laquelle on écrivait que M^{me} George Sand s'était exprimée d'une manière fort inquiétante sur le compte de Bakounine, disant qu'il fallait y prendre garde, qu'on ne savait pas ce qu'il était ni ce qu'il voulait, qu'il était en un mot un personnage fort équivoque, etc., etc. Le *Volksstaat* ajoute que jamais Bakounine n'avait répondu à une accusation si directe, qu'au contraire il s'était éclipsé et notamment qu'il s'était réfugié en Russie après la publication de cette correspondance, et qu'il n'avait reparu qu'en 1849 en Allemagne pour prendre part, sans doute comme agent provocateur, au mouvement insurrectionnel de Dresde.

Maintenant voici les faits dans leur vérité². MM. Marx et Engels avaient réellement publié cette *correspondance de Paris* contre moi, ce qui prouve seulement que déjà alors ils étaient animés d'une amitié bien tendre pour moi et de ce même esprit de loyauté et de justice qui les distingue aujourd'hui. Je ne crois pas nécessaire de raconter ici les faits qui m'avaient attiré alors cette marque de bienveillance; mais voici ce que je crois devoir ajouter, le *Volksstaat* ayant oublié ou négligé de le dire : En 1848, j'étais plus jeune, plus impressionnable, et par conséquent beaucoup moins endurant et indifférent que je ne le suis aujourd'hui; et, à peine eus-je lu cette correspondance parisienne du journal de MM. Marx et Engels, que je me hâtai d'écrire une lettre à M^{me} George Sand, qui était alors beaucoup plus révolutionnaire qu'elle ne paraît l'être maintenant, et pour laquelle j'avais professé une admiration très sincère et très vive. Cette lettre, dans laquelle je lui demandais l'explication des propos qu'on lui attribuait sur mon compte, lui fut remise par mon ami Adolphe Reichel, aujourd'hui directeur de musique à Berne. M^{me} Sand me répondit par une lettre charmante, m'exprimant la plus loyale amitié. En même temps elle adressa à MM. Marx et Engels une lettre énergique leur demandant avec indignation compte de l'abus qu'ils avaient osé faire de son nom pour calomnier son ami Bakounine, pour lequel elle avait autant d'amitié que d'estime. De mon côté j'avais prié un ami, le Polonais Koscielski, qui pour ses propres affaires se rendait à Cologne, d'exiger en mon nom de MM. les rédacteurs de la *Nouvelle*

¹ (Note de James Guillaume : « Bakounine a laissé en blanc le chiffre du numéro, ainsi que la date. »)

² Pour rappel : Le 5 juillet 1848, La *Nouvelle Gazette Rhénane* a commis l'imprudence de publier un entre-filet calomnieux dénonçant Bakounine comme un agent du tsar. En juillet, Marx recevra un ferme démenti de la part de George Sand et publiera la lettre de G. Sand dès le 3 août 1848 avec ce commentaire : « Nous avons communiqué dans le numéro 36 de notre gazette le bruit qui avait circulé à Paris, selon lequel George Sand aurait possédé des papiers qui auraient permis de prendre l'émigré russe Bakounine pour un agent de Nicolas 1^{er}. Nous avons communiqué ce bruit tel qu'il nous parvint de la part de deux correspondants qui ne se connaissaient pas respectivement. Nous remplissons ainsi le devoir de la presse qui est d'observer sévèrement les caractères des personnages en vue et nous avons par là même donné l'occasion à M. Bakounine de réfuter un soupçon qui fut en tout cas répandu sur son compte dans beaucoup de cercles à Paris. ». (Cf. George Sand, *Correspondance*, Tome VIII, Editions de Georges Lubin, Éditions Garnier Frères, Paris 1971, page 547). Il semble bien que cette rumeur ait été diffusée à Paris par l'ambassade russe elle-même qui avait obtenu l'expulsion de Bakounine de France après qu'il eut pris la parole, le 29 novembre 1847, lors d'un meeting à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830.

Gazette Rhénane ou bien une rétractation publique, ou bien une satisfaction les armes à la main. Sous cette double pression, ces messieurs se montrèrent fort coulants, fort aimables. Ils publièrent la lettre que leur avait adressée M^{me} Sand, — une lettre fort désagréable pour leur amour-propre, — et ils y ajoutèrent quelques lignes dans lesquelles ils exprimaient leur regret qu'on eût inséré, *en leur absence*, dans leur journal, une correspondance insensée dirigée contre l'honneur de leur « ami Bakounine », pour lequel eux aussi avaient le cœur plein d'affection et d'estime. On conçoit qu'après une déclaration pareille, — que le *Volksstaat* peut retrouver dans un des numéros de juillet ou d'août de la *Nouvelle Galette Rhénane* de 1848 aussi bien que dans le souvenir de MM. Marx et Engels, qui certes ne commettront pas la maladresse de la renier, — je n'aie plus eu besoin de réclamer d'eux aucune autre satisfaction. Quant à ma prétendue disparition en Russie, ces messieurs savent mieux que personne que je n'ai quitté l'Allemagne qu'en 1850, alors qu'après un an de résidence forcée dans la forteresse de Königstein, on me transporta enchaîné à Prague, puis à Olmütz, d'où en 1851 j'ai été transporté, enchaîné toujours, à Saint-Pétersbourg.

J'éprouve un véritable dégoût en me voyant forcé de raconter toutes ces histoires. Je le fais aujourd'hui pour la première et pour la dernière fois, afin de montrer au public quelle sorte de gens je suis condamné à combattre. Leur acharnement contre moi, qui ne les ai jamais personnellement attaqués, qui n'ai même jamais parlé d'eux et qui me suis systématiquement abstenu même de répondre à leurs agressions immondes, cette persistance haineuse avec laquelle, depuis mon évasion de la Sibérie, en 1861, ils s'efforcent de me calomnier et de me diffamer dans toutes leurs correspondances intimes et dans tous leurs journaux, constituent à mes yeux un phénomène si étrange qu'aujourd'hui même je ne suis pas encore parvenu à le comprendre. Ce qu'ils font contre moi n'est pas seulement odieux, dégoûtant, c'est bête. Comment ces messieurs n'ont-ils pas compris qu'en m'attaquant avec cet acharnement incroyable, ils ont fait beaucoup plus pour ma gloire que je n'ai pu faire moi-même ; car tous les contes révoltants qu'ils répandent avec cette haine passionnée contre moi, dans toutes les parties du monde, tomberont naturellement sous le poids de leur propre absurdité, mais mon nom restera, et à ce nom, qu'ils auront si puissamment contribué à faire connaître au monde, demeurera rattachée la gloire réelle, légitime, d'avoir été l'adversaire impitoyable et irréconciliable, non de leurs personnes dont je m'occupe fort peu, **mais de leurs théories autoritaires et de leur ridicule et odieuse prétention à la dictature du monde.** Si j'étais donc un glorieux, loin de leur en vouloir pour toutes ces attaques, j'aurais dû leur en savoir un gré infini, car, en s'efforçant de me dénigrer, ils ont fait ce qu'il n'a jamais été dans mes intentions ni dans mes goûts de faire : ils m'ont posé.

En mars 1870, toujours au nom du Conseil général et avec la signature de tous ses membres, M. Marx a lancé contre moi une circulaire diffamatoire¹, rédigée en français et en allemand et adressée aux Fédérations régionales. Je n'ai eu connaissance de cette circulaire qu'il y a six mois ou sept mois à peine, à l'occasion du dernier procès de MM. Liebknecht et Bebel², dans lequel elle a figuré et a été publiquement lue comme pièce d'accusation contre eux. Dans ce memorandum dirigé, à ce qu'il

¹ Bakounine fait ici référence à la lettre confidentielle que Marx adresse, le 28.03.1870, à L. Kugelmann. Il s'agit de la **communication confidentielle** de l'AIT au Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate de Brunswick. (C10, pp. 335-340).

² Pour rappel, en 1870, dès le début de la guerre franco-prussienne, Bebel et Liebknecht avaient refusé de voter les crédits militaires et avaient pris position au Reichstag pour une paix honorable avec la France et contre l'annexion de l'Alsace Moselle. Ils seront condamnés en 1872 à Leipzig pour haute trahison à deux ans de forteresse.

paraît, exclusivement contre moi et dont j'ignore même encore aujourd'hui les détails, M. Marx recommande entre autres choses à ses intimes le *travail souterrain* dans l'Internationale; puis il se tourne contre moi et, parmi beaucoup d'autres aménités, il lance contre moi l'accusation d'avoir fondé dans l'Internationale, et avec le but évident de la détruire, **une société secrète pernicieuse nommée l'Alliance**. Mais ce qui m'a semblé le comble du ridicule, c'est que, pendant que je restais tout tranquillement à Locarno, très loin de toutes les sections de l'Internationale, M. Marx m'accusait de mener une terrible intrigue, — voyez comme on se trompe quelquefois en jugeant les hommes par soi-même, — une intrigue ayant pour but de transporter le Conseil général de Londres en Suisse, avec l'intention évidente d'y asseoir ma dictature. La circulaire finit par une démonstration très savante et tout à fait victorieuse de la nécessité qu'il y avait — et qui n'existe plus aujourd'hui, paraît-il — de maintenir le Conseil général à Londres, cette ville ayant paru, jusqu'au Congrès de La Haye, à M. Marx être le centre naturel, la vraie capitale du commerce mondial. Il semble qu'elle a cessé de l'être depuis que les ouvriers anglais se sont révoltés contre M. Marx, ou plutôt depuis qu'ils ont deviné **ses aspirations à la dictature** et qu'ils ont eu connaissance des moyens par trop habiles dont il a fait usage pour la conquérir.

Mais c'est à partir de septembre 1871, époque de la fameuse Conférence de Londres, qu'a commencé la guerre décisive, ouverte, contre nous; ouverte autant que, de la part d'hommes aussi gouvernementaux et prudents que M. Marx et ses adeptes, elle pouvait l'être.

La catastrophe de la France semble avoir réveillé dans le cœur de M. Marx de fortes espérances, en même temps que les triomphes de M. de Bismarck — que dans une lettre semi-officielle¹ que j'ai sous les yeux, M. Engels, *l'alter ego* et l'ami le plus intime de M. Marx, préconise comme un serviteur très utile de la révolution sociale — ont éveillé en lui une très grande jalousie. **Comme Allemand** il en a été naturellement fier, comme démocrate socialiste il s'en est consolé avec M. Engels par la pensée qu'à la fin des comptes ce triomphe de la monarchie prussienne devait tourner tôt ou tard à celui du grand Etat républicain et populaire dont il est le patron; mais comme individu il a été cruellement mortifié de voir un autre que lui faire autant de bruit et monter si haut.

J'en appelle au souvenir de tous ceux qui ont eu l'occasion d'entendre et de voir les Allemands pendant les années 1870 et 1871. Pour peu qu'ils se soient donné un peu de peine à démêler le fond de leur pensée à travers les contradictions d'un langage équivoque, ils diront avec moi qu'à très peu d'exceptions près, non seulement chez les radicaux, mais dans l'immense majorité des démocrates socialistes eux-mêmes, à côté du chagrin très réel qu'ils éprouvaient en voyant une république succomber sous les coups d'un despote, il y a eu une satisfaction générale en présence de la France tombée si bas et de l'Allemagne montée si haut. Même chez ceux d'entre eux qui luttèrent le plus courageusement contre ce courant patriotique qui avait envahi toute l'Allemagne, même chez MM. Bebel et Liebknecht qui avaient payé et qui paient encore de leur liberté leurs protestations énergiques contre la barbarie prussienne, au nom des droits de la France, on a pu remarquer les traces indubitables de ce triomphe national. Par exemple, je me souviens d'avoir lu dans un des numéros de septembre 1870 du *Volksstaat* la phrase suivante, dont, n'ayant pas le numéro sous mes yeux, je ne puis maintenant reproduire le texte précis, mais dont le sens m'avait trop vivement frappé pour que j'aie pu en oublier le sens et le ton général : « Maintenant — disait-on, — que, par suite de la défaite de la France, *l'initiative*

¹ (Note de James Guillaume : « adressée à Carlo Cafiero ».)

du mouvement socialiste est passée de la France en Allemagne, de grands devoirs nous incombent. ».

Dans ces mots se retrouve toute la pensée, toute l'espérance, toute l'ambition des marxistes. Ils croient sérieusement que le triomphe militaire et politique obtenu dernièrement par les Allemands sur la France marque le commencement d'une grande époque dans l'histoire, à partir de laquelle l'Allemagne est appelée à jouer sous tous les rapports le premier rôle dans le monde, sans doute pour le salut du monde lui-même. La France et tous les peuples latins *ont été*, les Slaves *ne sont pas encore*, et d'ailleurs ils sont trop barbares pour devenir quelque chose par eux-mêmes, sans l'aide de l'Allemagne; l'Allemagne seule, aujourd'hui, *est*. De tout cela il résulte chez les Allemands un triple sentiment. Vis-à-vis des peuples latins, « *jadis intelligents et puissants, mais aujourd'hui tombés en décadence* », ils ressentent une sorte de respect miséricordieux, mêlé d'indulgence; ils sont polis, ou plutôt ils tâchent d'être polis avec eux, car la politesse n'est ni dans les habitudes ni dans la nature des Allemands. Vis-à-vis des Slaves affectent le mépris, mais dans ce mépris il y a beaucoup de crainte; leur sentiment réel pour eux, c'est la haine, la haine que l'opprimeur éprouve pour celui qu'il opprime et dont il redoute les terribles révoltes. Vis-à-vis d'eux-mêmes, enfin, ils sont devenus excessivement présomptueux, ils sont infatués d'eux-mêmes, ce qui ne les rend pas du tout plus aimables, et s'imaginent être et pouvoir quelque chose sous le joug unitaire — et *révolutionnaire* (ajouterait sans doute M. Engels) — de leur empereur pangermanique.

Ce que M. de Bismarck a fait pour le monde politique et bourgeois, M. Marx prétend le faire aujourd'hui pour le monde socialiste, au sein du prolétariat de l'Europe: remplacer l'initiative française par l'initiative et la domination allemandes; et comme, selon lui et ses disciples, il n'y a pas de pensée allemande plus avancée que la sienne, il a cru le moment venu de la faire triompher théoriquement et pratiquement dans l'Internationale. Tel a été l'objet unique de la Conférence qu'il avait réunie, en septembre 1871, à Londres.

Cette pensée marxienne est explicitement développée dans le fameux Manifeste des communistes allemands rédigé et publié en 1848 par MM. Marx et Engels. C'est la théorie de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation du travail par l'Etat. Il paraît qu'au Congrès de la Haye, M. Engels, effrayé de l'impression détestable qu'avait produite la lecture de quelques pages de ce Manifeste, s'est empressé de déclarer que c'était là un document vieilli, une théorie abandonnée par eux-mêmes. S'il a dit cela, il a manqué de sincérité; car à la veille même de ce Congrès, les marxistes se sont efforcés de répandre ce document dans tous les pays. D'ailleurs, il se trouve littéralement reproduit, avec tous ses traits principaux, dans le programme du Parti démocratique socialiste des ouvriers allemands. Le point principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par M. Marx en 1864 au nom du Conseil général provisoire, et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève de 1866, c'est la CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE.

On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, **en consacrant et en préconisant le pouvoir politique**, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets, travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas moins des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéiront pas à des hommes, mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. À cela je répondrai que tout le

monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques, les plus libres, mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois, et **ce que signifie son obéissance à ces lois**. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement lui-même, mais à des lois qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de se soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, **d'être librement esclave**.

Il est dans ce programme une autre expression qui nous est profondément antipathique, **à nous anarchistes révolutionnaires** qui voulons franchement la complète émancipation populaire : c'est le prolétariat, le monde des travailleurs présenté comme *classe*, non comme *masse*. Savez-vous ce que cela signifie ? Ni plus ni moins qu'une aristocratie nouvelle, celle des ouvriers des fabriques et des villes, à l'exclusion des millions qui constituent le prolétariat des campagnes et qui, dans les prévisions de Messieurs les démocrates socialistes de l'Allemagne, deviendront proprement les sujets dans leur grand Etat soi-disant populaire. **Classe, pouvoir, Etat sont trois termes inséparables**, dont chacun suppose nécessairement les deux autres, et qui tous ensemble se résument définitivement par ces mots : **L'assujettissement politique et l'exploitation économique des masses**.

Les marxiens pensent qu'aussi bien que dans le siècle passé la classe bourgeoise avait détrôné la classe nobiliaire pour prendre sa place et pour l'absorber lentement dans son corps, en partageant avec elle la domination et l'exploitation des travailleurs tant des villes que des campagnes, le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à ce dernier **de se révolter et de démolir toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, et en un mot tous les Etats, plus tard**.

Aussi ne repoussent-ils pas d'une manière absolue notre programme. Ils nous reprochent seulement de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire, et de méconnaître la loi positive des évolutions successives. Ayant eu le courage tout allemand de proclamer, dans leurs ouvrages consacrés à l'analyse philosophique du passé, que la défaite sanglante des paysans révoltés de l'Allemagne et le triomphe des Etats despotiques au seizième siècle avait constitué un grand progrès révolutionnaire, ils ont aujourd'hui celui de se contenter **de l'établissement d'un nouveau despotisme au profit soi-disant des ouvriers des villes et au détriment des travailleurs des campagnes**.

C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduisent directement, fatalement, dans ce que nous appelons le *socialisme bourgeois*, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité *intelligente*, respectable, c'est-à-dire dûment *embourgeoisée*, du prolétariat des villes, à l'exclusion **et au détriment de la masse du prolétariat non seulement des campagnes, mais des villes**.

Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des Etats existants, et celui de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Car même au point de vue du prolétariat des villes seulement, au profit exclusif duquel on veut s'emparer du pouvoir politique, n'est-il pas clair que la nature populaire de ce pouvoir ne sera jamais qu'une fiction ? Il sera évidemment impossible que quelques centaines ou même quelques dizaines de mille, que dis-je, quel-

ques milliers d'hommes seulement, puissent effectivement exercer ce pouvoir. Ils devront nécessairement **l'exercer par pro-curation**, c'est-à-dire le confier à un groupe d'hommes élus par eux-mêmes pour les représenter et pour les gouverner, **ce qui les fera retomber sans faute dans tous les mensonges et dans toutes les servitudes du régime représentatif ou bourgeois**. Après un court moment de liberté ou d'orgie révolutionnaire, citoyens d'un Etat nouveau, **ils se réveilleront esclaves, jouets et victimes de nouveaux ambitieux**.

On peut concevoir comment et pourquoi des politiciens habiles s'attachent avec une grande passion à un programme qui ouvre à leur ambition un horizon si large; mais que des ouvriers sérieux, qui portent dans leur cœur comme une flamme vivante le sentiment de solidarité avec leurs compagnons d'esclavage et de misère dans le monde entier, et qui veulent s'émanciper non au détriment de tous, mais par l'émancipation de tous, pour être libres eux-mêmes avec tous et non pour devenir des tyrans à leur tour; que des travailleurs de bonne foi puissent s'éprendre d'un tel programme, voilà ce qu'il est beaucoup plus difficile de comprendre.

Aussi ai-je la ferme confiance que sous peu d'années les ouvriers de l'Allemagne eux-mêmes, reconnaissant les conséquences fatales d'une théorie qui ne peut favoriser que l'ambition de leurs chefs bourgeois, ou bien de quelques rares ouvriers qui cherchent à monter sur leurs épaules pour devenir des bourgeois dominateurs et exploités à leur tour, la repousseront avec dédain et colère, et qu'ils embrasseront avec autant de passion que le font aujourd'hui les ouvriers des grands pays méridionaux, la France, l'Espagne, l'Italie, aussi bien que les ouvriers hollandais et belges, **le vrai programme de l'émancipation ouvrière, celui de la destruction des Etats**.

En attendant, nous reconnaissons parfaitement leur droit de marcher dans la voie qui leur paraît la meilleure, pourvu qu'ils nous laissent la même liberté. Nous reconnaissons même qu'il est fort possible que par toute leur histoire, leur nature particulière, l'état de leur civilisation et toute leur situation actuelle, ils soient forcés de marcher dans cette voie. Que les travailleurs allemands, américains et anglais s'efforcent donc de conquérir le pouvoir politique, puisque cela leur plaît. Mais qu'ils permettent aux travailleurs des autres pays de marcher avec la même énergie **à la destruction de tous les pouvoirs politiques**. La liberté pour tous et le respect mutuel de cette liberté, ai-je dit, telles sont les conditions essentielles de la solidarité internationale.

Mais M. Marx ne veut évidemment pas de cette solidarité, puisqu'il refuse de reconnaître cette liberté. Pour appuyer ce refus, il a une théorie toute spéciale, qui n'est, d'ailleurs, qu'une conséquence logique de tout son système. L'Etat politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de sa situation économique; pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : « La misère produit l'esclavage politique, l'Etat »; mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : « L'esclavage politique, l'Etat, reproduit à son tour et maintient la misère, comme une condition de son existence; de sorte que, pour détruire la misère, il faut détruire l'Etat ». Et, chose étrange, lui qui interdit à ses adversaires de s'en prendre à l'esclavage politique, à l'Etat,

comme à une cause *actuelle*¹ de la misère, il commande à ses amis et à ses disciples du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne de considérer la conquête du pouvoir et des libertés politiques comme la condition préalable, absolument nécessaire, de l'émancipation économique.

M. Marx méconnaît également tout à fait un élément fort important dans le développement historique de l'humanité : c'est le tempérament et le caractère particuliers de chaque race et de chaque peuple, tempérament et caractère qui sont naturellement eux-mêmes les produits d'une multitude de causes ethnographiques, climatologiques et économiques, aussi bien qu'historiques, mais qui, une fois donnés, exercent, même en dehors et indépendamment des conditions économiques de chaque pays, une influence considérable sur ses destinées, et même sur le développement de ses forces économiques. Parmi ces éléments et ces traits pour ainsi dire naturels, il en est un dont l'action est tout à fait décisive dans l'histoire particulière de chaque peuple : **c'est l'intensité de l'instinct de révolte**, et par là même de liberté, dont il est doué ou qu'il a conservé. Cet instinct est un fait tout à fait primordial, animal ; on le retrouve à différents degrés dans chaque être vivant, et l'énergie, la puissance vitale de chacun se mesure à son intensité. Dans l'homme, à côté des besoins économiques qui le poussent, **il devient l'agent le plus puissant de toutes les émancipations humaines**. Et comme c'est une affaire de tempérament, non de culture intellectuelle et morale, quoiqu'il sollicite ordinairement l'une et l'autre, il arrive quelquefois que des peuples civilisés ne le possèdent qu'à un faible degré, soit qu'il se soit épuisé dans leurs développements antérieurs, soit que la nature même de leur civilisation les ait dépravés, soit enfin que, dès le début de leur histoire, ils en aient été moins doués que les autres.

Dans un écrit précédent², j'ai essayé de prouver que la nation allemande se trouve précisément dans ce cas. Elle possède beaucoup d'autres qualités solides, qui en font une nation tout à fait respectable : elle est laborieuse, économe, raisonnable, studieuse, réfléchie, savante, grande raisonneuse et amoureuse de la discipline hiérarchique en même temps, et douée d'une force d'expansion considérable; les Allemands, peu attachés à leur propre pays, vont chercher leurs moyens d'existence partout, et, comme je l'ai déjà fait observer, ils adoptent facilement, sinon toujours heureusement, les mœurs et coutumes des pays étrangers qu'ils habitent. Mais à côté de tant d'avantages incontestables, **il leur en manque un, l'amour de la liberté, l'instinct de la révolte**. Ils sont le peuple le plus résigné et le plus obéissant du monde. Avec cela ils ont un autre grand défaut, c'est l'esprit d'accapement, d'absorption systématique et lente et de domination, ce qui fait d'eux, en ce moment surtout, la nation la plus dangereuse pour la liberté du monde.

Telle a été dans tout son passé, telle est encore aujourd'hui l'Allemagne nobiliaire et bourgeoise. Le prolétariat allemand, victime séculaire de l'une et de l'autre, peut-il être rendu solidaire de l'esprit de conquête qui se manifeste aujourd'hui dans les régions supérieures de cette nation ? De fait, sans doute non. Car un peuple conquérant est nécessairement un peuple esclave, et l'esclave, c'est toujours lui. La conquête est donc complètement opposée à son intérêt et à sa liberté. Mais il en est solidaire dans son imagination, et il en restera solidaire tant qu'il n'aura pas compris que cet Etat pangermanique, républicain et soi-disant populaire, qu'on lui promet dans un

¹ (Note de James Guillaume : « Actuel » n'est pas pris dans le sens que lui donne la langue vulgaire qui en fait le synonyme de « présent », mais dans le sens où il est employé en philosophie : une cause « actuelle » est une cause « agissante ».)

² (Note de Bakounine : « *L'Empire knouto-germanique*, dont je n'ai publié que la première livraison et dont je me propose bien de publier la suite bientôt. »)

avenir plus ou moins prochain, ne serait autre chose, s'il pouvait se réaliser jamais, **qu'une forme nouvelle d'un très dur esclavage pour lui-même.**

Jusqu'à présent au moins, il ne semble pas l'avoir compris, et aucun de ses chefs, aucun de ses orateurs, ni aucun de ses publicistes ne s'est donné encore la peine de le lui expliquer. Tous s'efforcent de l'entraîner au contraire dans une voie où il ne pourra trouver que l'animadversion du monde et son propre asservissement; et tant qu'obéissant à leur direction, il poursuivra **cette affreuse illusion de l'Etat populaire**, certes, il n'aura pas l'initiative de la révolution sociale. Cette révolution lui viendra d'autre part, probablement du Midi, et alors, cédant à la contagion universelle, il déchaînera ses passions populaires et renversera d'un seul coup la domination de ses tyrans et de ses soi-disant émancipateurs.

Le raisonnement de M. Marx aboutit à des résultats absolument opposés. Ne prenant en considération que la seule question économique, il se dit que les pays les plus avancés et par conséquent les plus capables de faire une révolution sociale sont ceux dans lesquels la production capitaliste moderne a atteint le plus haut degré de son développement. Ce sont eux qui, à l'exclusion de tous les autres, sont les pays civilisés, les seuls appelés à initier et à diriger cette révolution. Cette révolution consistera dans l'expropriation soit successive, soit violente des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'appropriation de toutes les terres et de tout le capital **par l'Etat**, qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'Etat administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique, commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national.

On conçoit qu'au premier abord, un plan d'organisation si simple, en apparence au moins, puisse séduire l'imagination d'ouvriers plus avides de justice et d'égalité **que de liberté**, et qui s'imaginent follement que l'une et l'autre peuvent exister sans liberté, comme si, pour conquérir et pour consolider la justice et l'égalité, l'on pouvait se reposer sur autrui et sur des gouvernants surtout, quelque élus et contrôlés qu'ils se disent par le peuple ! **En réalité, ce serait pour le prolétariat un régime de casernes**, où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour; pour les habiles et les savants un privilège de gouvernement; et **pour les Juifs**, alléchés par l'immensité des spéculations internationales des banques nationales, un vaste champ de tripotage lucratif.

À l'intérieur ce sera l'esclavage, à l'extérieur la guerre sans trêve, à moins que tous les peuples des races « inférieures », latine et slave, l'une fatiguée de la civilisation bourgeoise, l'autre l'ignorant à peu près et la dédaignant par instinct, ne se résignent à subir le joug d'une nation essentiellement bourgeoise et **d'un Etat d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'Etat populaire.**

La révolution sociale, telle que se la représentent la désirent et l'espèrent les travailleurs latins et slaves, est infiniment plus large que celle que leur promet le programme allemand ou marxien. Il ne s'agit point pour eux de l'émancipation parcimonieusement mesurée, et réalisable à très longues échéances seulement, de la classe ouvrière, mais de l'émancipation complète et réelle de tout le prolétariat, non seulement de quelques pays, mais de toutes les nations, civilisées et non civilisées, **la**

civilisation nouvelle, franchement populaire, devant débiter par cet acte d'émancipation universelle. Et le premier mot de cette émancipation ne peut être que la liberté, non cette liberté politique, bourgeoise, tant préconisée et recommandée comme un objet de conquête préalable par M. Marx et ses adhérents, mais la *grande liberté humaine* qui, **détruisant toutes les chaînes dogmatiques, métaphysiques, politiques et juridiques dont tout le monde se trouve aujourd'hui accablé**, rendra à tout le monde, collectivités aussi bien qu'individus, la pleine autonomie de leurs mouvements et de leur développement, délivrés une fois pour toutes de tous les inspecteurs, directeurs et tuteurs.

Le second mot de cette émancipation, c'est la *solidarité* ; non la solidarité marxienne, organisée de haut en bas par un gouvernement quelconque et imposée soit par ruse, soit par force, aux masses populaires; non cette solidarité de tous qui est la négation de la liberté de chacun, et qui par là même devient un mensonge, une fiction, ayant pour doublure réelle l'esclavage; mais la solidarité qui est au contraire la confirmation et la réalisation de toute liberté, prenant sa source non dans une loi politique quelconque, **mais dans la propre nature collective de l'homme**, en vertu de laquelle aucun homme n'est libre si tous les hommes qui l'entourent et qui exercent la moindre influence soit directe, soit indirecte sur sa vie, ne le sont également. Cette vérité se trouve magnifiquement exprimée dans la Déclaration des Droits de l'homme rédigée par Robespierre, qui proclame que *l'esclavage du dernier des hommes est l'esclavage de tous*¹.

La solidarité que nous demandons, loin de devoir être le résultat d'une organisation artificielle ou autoritaire quelconque, ne peut être que le **produit spontané de la vie sociale, tant économique que morale**; le résultat de la libre fédération des intérêts, des aspirations et des tendances communes. Elle a pour bases essentielles *l'égalité*, le *travail collectif*, devenant obligatoire pour chacun non par la force des lois, mais par la force des choses, et la *propriété collective*; pour lumière dirigeante *l'expérience*, c'est-à-dire la pratique de la vie collective, et la *science* ; et pour but final la *constitution de l'humanité*, **par conséquent la ruine de tous les Etats.**

Voilà l'idéal non divin, ni métaphysique, mais humain et *pratique*² qui correspond seul aux aspirations modernes des

¹ (Note de James Guillaume : « Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre du corps social, lorsque le corps social est opprimé. » (Art. 28 du projet de Déclaration des droits de l'homme présenté par Robespierre aux Jacobins, le 21 avril 1793. Cet article fut inséré ensuite comme article 34 dans la Déclaration des droits de l'homme votée par la Convention le 23 juin 1793 et placée en tête de la constitution républicaine.)

² (Note de Bakounine : « Pratique dans ce sens, que sa réalisation sera beaucoup moins difficile que celle de l'idée marxienne, qui, à côté de la pauvreté de son but, présente encore ce grave inconvénient d'être absolument impraticable. Ce ne sera pas la première fois que des hommes habiles, raisonnables, préconisateurs de choses *pratiques* et *possibles*, seront reconnus pour des utopistes, et que ceux qu'on appelle utopistes, aujourd'hui, seront reconnus pour des hommes pratiques le lendemain. L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur; toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même; tandis que lorsqu'un parti rétrograde, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité. L'exemple de Mazzini qui, malgré sa rigidité républicaine, a passé toute sa vie en transactions avec la monarchie, et qui, avec tout son génie, a fini toujours par en être la dupe, cet exemple ne doit pas être perdu pour nous. Quant à moi, je n'hésite pas à dire que toutes les coquetteries marxiennes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire, des bourgeois, ne peuvent avoir d'autres résultats que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat, et par conséquent une consolidation nouvelle de la puissance établie des bourgeois. »)

peuples latins et slaves. Ils veulent toute la liberté, toute la solidarité, toute l'égalité, en un mot, ils ne veulent que l'humanité, et ils ne se contenteront pas, même à titre provisoire et transitoire, de moins que cela. Les marxistes taxeront leurs aspirations de folie; il y a déjà longtemps qu'on l'a fait; cela ne les a point détournés de leur but, et ils n'échangeront jamais la magnificence de ce but contre les pauvretés toutes bourgeoises du socialisme marxien.

L'insurrection communaliste de Paris a inauguré la révolution sociale. Ce qui constitue l'importance de cette révolution, ce n'est pas proprement les bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire, ce sont les idées qu'elle a remuées, la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et sur le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays, mais surtout en Italie, où le réveil populaire date de cette insurrection, dont le trait principal est la révolte de la Commune et des associations ouvrières contre l'Etat. Par cette insurrection la France est remontée d'un seul coup à son rang, et la capitale de la révolution mondiale, Paris, a repris sa glorieuse initiative à la barbe et sous le canon des Allemands bismarckianisés.

L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. **Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé.** Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante.

Aussi faut-il admirer le courage autant que l'habileté de M. Marx qui, deux mois plus tard, eut l'audace de convoquer une Conférence de l'Internationale à Londres pour lui présenter son pauvre programme. Cette audace s'explique d'ailleurs par deux faits. D'abord, le Paris populaire était décimé, et toute la France révolutionnaire, à très peu d'exceptions près, était momentanément réduite au silence. Et ensuite, la grande majorité des Français qui étaient venus la représenter à Londres étaient des blanquistes, et je crois avoir clairement exposé les causes qui poussèrent les blanquistes à rechercher l'alliance de M. Marx, lequel, loin de rencontrer des adversaires dans ces représentants autoritaires de la Commune de Paris à Londres, trouva en eux en ce moment un fort appui.

On sait du reste comment cette Conférence fut bâclée; elle fut composée des intimes de M. Marx, triés par lui-même avec soin, plus de quelques dupes. La Conférence vota tout ce qu'il crut bon de lui proposer, et le programme marxien, transformé en vérité officielle, se trouva imposé comme principe obligatoire à toute l'Internationale.

Mais du moment qu'il y avait une vérité officielle dans l'Internationale, pour la maintenir il fallait un gouvernement. Ce fut la seconde proposition de M. Marx; elle fut votée comme la première. **Désormais l'Internationale se trouvait enchaînée à la pensée et à la volonté du dictateur allemand.** On lui donna le droit de censure sur tous les journaux et sur toutes les sections de l'Internationale. On reconnut l'urgence d'une correspondance secrète entre le Conseil général et tous les conseils régionaux; on lui accorda, en outre, le droit d'envoyer des agents secrets dans tous les pays, afin d'y intriguer en sa faveur et d'y porter la désorganisation pour le plus grand honneur de M. Marx; on l'investit en un mot d'un pouvoir secret complet.

Pour s'en assurer la tranquille jouissance, M. Marx crut devoir prendre encore une autre mesure. Il lui fallait à tout prix perdre dans l'opinion publique les adversaires de sa dictature, et il m'a fait l'honneur de m'accorder la première place dans ce nombre. Par conséquent il prit l'héroïque résolution de me démolir. Pour cela il fit venir de Genève son petit comparse et compatriote, M. Outine, qui, sans avoir été investi d'aucune délégation officielle, ne semble être venu à Londres que pour débiter contre moi, en pleine Conférence, toutes sortes d'infamies et d'horreurs. J'ignore encore maintenant ce qu'il a dit, mais j'en juge par le fait suivant. Le citoyen Anselmo Lorenzo Asprillo¹, délégué de la Fédération espagnole, à son retour en Espagne, ayant été questionné par quelques-uns de mes amis, leur écrivit cette phrase :

« Si Outine a dit la vérité, Bakounine doit être un infâme; s'il a menti, Outine est un infâme calomniateur. »

Et remarquez que tout cela s'est passé complètement à mon insu et que je n'ai eu connaissance de ce fait que par cette réponse de M. Lorenzo Asprillo, qui ne m'a été rapportée qu'au mois d'avril ou de mai².

Une circulaire du Conseil général, transformé de cette manière en gouvernement officiel, apprit enfin à l'Internationale stupéfiée le coup d'Etat qu'elle venait de subir.

Je pense que **M. Marx, infatué de son triomphe par trop facile pour être solide et du pouvoir dictatorial dont on l'avait investi**, avait poussé l'aveuglement jusqu'à ne point se douter du terrible orage que son coup d'Etat devait soulever dans les régions indépendantes de l'Internationale. L'honneur de la première révolte appartient à la Fédération du Jura.

.....

(Le manuscrit s'interrompt ici.)

¹ **(Note de James Guillaume :** « Le militant socialiste espagnol Anselmo Lorenzo, à cette époque, ajoutait à son nom celui d'Asprillo ».)

² **(Note de James Guillaume :** « Ce qui concerne la délégation d'Anselmo Lorenzo à la Conférence de Londres, ce qu'il y vit et entendit, et les lettres qui furent ensuite échangées entre Bakounine et lui au printemps de 1872, est raconté en détail au tome II de l'ouvrage *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, pages 199-201 et 291-293. »)

5.3. Michel Bakounine : « Rapports personnels avec Marx »

Nous citons ce document à partir du premier volume des *Œuvres complètes de Bakounine* publiées par Arthur Lehning pour l'*Internationaal Instituut voor sociale Geschiedenis* Amsterdam. L'ouvrage a été édité en 1974 par les *Éditions Champ Libre* sous le titre *Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872. Deuxième partie La première internationale en Italie et le conflit avec Marx. Ecrits et matériaux.*

Le document se trouve aux pages 121-130 sous le titre « Rapports personnels avec Marx. Pièces justificatives N° 2 ».

*

Les notes sont extraites de ce volume. Nos ajouts (et d'éventuelles corrections) seront signalés par leur mise entre parenthèses.

*

Bakounine multiplie dans ce manuscrit de vifs **éloges** à l'égard de Marx, des éloges, oui, mais aussi un bon nombre de sévères **critiques**.

Les **éloges** concernent **les qualités intellectuelles et militantes de Marx**. Il écrit notamment : « Marx est un homme d'une très grande intelligence et, de plus, un savant dans le sens le plus étendu et le plus sérieux de ce mot. C'est un économiste profond, en comparaison duquel Mazzini, dont les connaissances économiques sont excessivement superficielles, peut à peine être appelé un écolier. Ensuite Marx est passionnément dévoué à la cause du prolétariat. Nul n'a le droit d'en douter; car voici bientôt trente ans qu'il la sert avec une persévérance et une fidélité qui ne se sont jamais démenties. Il a donné toute sa vie à cette cause. (...) Ajoutons enfin à tous ces grands et incontestables mérites, celui d'avoir été l'initiateur et l'inspirateur principal de la fondation de l'Internationale. ».

Les **critiques**, très sévères, visent à la fois son attitude doctrinaire, son caractère haineux à l'égard des révolutionnaires qui le contredisent, sa vanité, « jusqu'à la saleté et jusqu'à la folie », son ambition politique centrée sur sa soif d'autorité et sur le pouvoir d'État¹.

*

Découvrons le détail de ces propos.

*

Mais que cela ne vous effraye pas². Loin de nuire à l'existence, au développement et à l'extension de l'Internationale, ce conflit contribuera au contraire à la consolider davantage, en déterminant encore mieux ses principes et son but. Ce conflit était aussi inévitable qu'il était inévitable, au sein de la démocratie italienne, le conflit qui vous sépare maintenant des mazziniens³. Vous êtes convaincus, n'est-ce pas, que votre rupture, la rupture de l'immense majorité du Parti démocratique italien avec la minorité de la secte mazzinienne, loin de porter préjudice à ce parti, n'aura pour conséquence que d'en stimuler le développement de plus

¹ (Des propos qu'il répètera et qu'il argumente longuement dans sa lettre au Journal *La Liberté*. Cf. le chapitre 5.2. du présent fascicule.)

² A la page précédente, Bakounine devait parler des divergences idéologiques et du conflit avec le Conseil général de l'AIT.

³ (Bakounine multiplie les références à sa controverse avec le militant nationaliste italien Giuseppe Mazzini, en rapport avec la publication, le 16 août 1871, de sa brochure intitulée « Réponse d'un internationaliste à Mazzini ». Nous n'entrons pas dans le détail de cette controverse. On observera toutefois l'insistante comparaison que Bakounine accomplit entre Mazzini et Marx.)

en plus populaire, libre et nécessairement socialiste, augmentera la puissance de la pensée, de son action, et par là même le nombre de ses adhérents dévoués et sérieux.

De même, nous sommes convaincus que l'immense protestation qui s'élève aujourd'hui dans l'Internationale contre nos mazziniens à nous sera favorable à son développement le plus grand et le plus vrai, car nous aussi nous avons (notre secte) mazzinienne qui a entravé nos progrès, mazzinienne non sous le rapport de la religion, elle est athée comme nous, mais sous le rapport de ses tendances autoritaires.

C'est la vieille histoire : le pouvoir corrompt les hommes, même les plus intelligents, même les plus dévoués. Et certes, des hommes comme Marx, comme Engels, et quelques autres Allemands qui dominent aujourd'hui au Conseil général de Londres sont des hommes dévoués et intelligents. Ils ont rendu les plus grands services à l'Internationale, non comme membres du Conseil général, - le rôle du Conseil général, comme cela devait être pour la liberté même du développement de l'Internationale, très restreint par nos statuts généraux et, (d'autre part) ses moyens pécuniaires, assez considérables sur le papier, mais nuls en réalité, ne lui ayant pas permis jusqu'ici de remplir même les devoirs que ces statuts aussi bien que les résolutions des congrès lui ont imposés¹, de sorte que si l'Internationale s'est développée et accrue en quelques années d'une manière si imposante, il ne faut pas l'attribuer à l'action du Conseil général qui a été forcément nulle, mais à la justesse et à la bonté de son principe qui n'est autre chose que l'expression réfléchie la plus fidèle des aspirations les plus intimes, les plus profondes, les plus passionnées du prolétariat de tous les pays, - ce n'est donc pas comme membres d'un Conseil général impuissant de droit et de fait que les hommes que je viens de nommer ont rendu de grands services à l'Internationale, c'est par leur propagande et par leur action individuelles.

Marx est un homme d'une très grande intelligence et, de plus, un savant dans le sens le plus étendu et le plus sérieux de ce mot. C'est un économiste profond, en comparaison duquel Mazzini, dont les connaissances économiques sont excessivement superficielles, peut à peine être appelé un écolier. Ensuite Marx est passionnément dévoué à la cause du prolétariat. Nul n'a le droit d'en douter; car voici bientôt trente ans qu'il la sert avec une persévérance et une fidélité qui ne se sont jamais démenties. Il a donné toute sa vie à cette cause. Mazzini, dont l'impuissance actuelle cherche une triste consolation dans le poison des invectives injustes, des fables inventées à plaisir et de la calomnie, Mazzini prétend que Marx n'est inspiré que par la haine, non par l'amour². Entendons-nous bien : l'amour humain profond, sérieux, passionné, est toujours doublé de haine. On ne peut aimer la justice sans détester l'injustice, ni la liberté sans détester l'autorité, ni l'humanité sans détester la source intellectuelle et morale de tous les despotismes, la fiction immorale du Despote céleste, le bon Dieu. On ne peut aimer les opprimés

¹ Bakounine fait allusion aux décisions des Congrès de Genève et de Lausanne concernant la publication par le Conseil général d'un bulletin destiné aux Sections centrales.

² Mazzini écrit : « Un Conseil dont l'âme est l'Allemand Karl Marx, homme doué d'un esprit pénétrant mais, comme celui de Proudhon, dissolvant; caractère dominateur, jaloux de l'influence des autres, sans fortes croyances philosophiques et religieuses et, je le crains, renfermant plus de fureur, fût-elle juste, que d'amour dans le cœur. » (*La Roma de Populo*, 13 juillet 1873). Il est probable que Bakounine pensait à ces paroles de Mazzini lorsqu'il donna la caractéristique suivante de Marx : « M. Marx ne croit pas en Dieu, mais il croit beaucoup en lui-même, et rapporte tout à lui-même. Il a le cœur plein non d'amour, mais de fiel, et très peu de bienveillance naturelle pour les hommes, ce qui ne l'empêche pas toutefois de devenir tout aussi furieux et infiniment plus méchant que Mazzini; lorsqu'on ose mettre seulement en question l'omniscience de la Divinité qu'il adore, c'est-à-dire de M. Marx lui-même. Mazzini voulait imposer à l'humanité le joug de Dieu, M. Marx prétend lui imposer le sien. Je ne veux ni de l'un ni de l'autre, mais si j'étais forcé de choisir, je préférerais le Dieu mazzinien. ». Manuscrit de novembre-décembre 1872, publié en 1910, *Œuvres*, tome IV, p. 444.

sans détester les oppresseurs, ni par conséquent aimer le prolétariat sans haïr la bourgeoisie. Marx aime le prolétariat, donc il déteste les bourgeois. On ne peut servir passionnément pendant trente ans de suite une cause sans l'aimer, et il faut avoir le vilain parti pris de la calomnie pour oser nier l'amour de Marx pour la cause du prolétariat.

Ajoutons enfin à tous ces grands et incontestables mérites, celui d'avoir été l'initiateur et l'inspirateur principal de la fondation de l'Internationale¹.

Voilà ses services. Maintenant, toute médaille a son revers, toute lumière a son ombre, et tout individu humain a ses défauts. C'est pourquoi il ne faut jamais confier le pouvoir sur la grande collectivité populaire ni à un seul homme, quelque « homme de génie couronné de vertu² » qu'il soit, ni à une minorité, quelque intelligente et bien pensante qu'elle soit, parce que, suivant une loi inhérente au pouvoir lui-même, tout pouvoir entraîne nécessairement avec lui l'abus de pouvoir, et tout gouvernement, fût-il même nommé par le suffrage universel, tend fatalement au despotisme.

Marx a donc aussi ses défauts. Les voici :

1. D'abord il a celui de tous les savants de profession, il est *doctrinaire*. Il croit absolument en ses théories et, du haut de ses théories, dédaigne tout le monde. Savant, intelligent, il a nécessairement son parti, un nucleo d'amis aveuglément dévoués, qui ne jurent que par sa parole, qui ne pensent que par sa pensée, qui ne veulent que par sa volonté, en un mot qui le défient et l'adorent et qui, par cette adoration, le corrompent et l'ont déjà considérablement corrompu. Il en est arrivé à se considérer très sérieusement comme le pape du socialisme, ou plutôt du communisme, car il est, par toute sa théorie, un communiste autoritaire, voulant comme Mazzini, quoique avec d'autres idées et d'une manière beaucoup plus réelle, plus terrestre que Mazzini, l'émancipation du prolétariat par la puissance centralisée de l'Etat.

2. À cette adoration de lui-même dans ses théories absolues et absolutistes s'est jointe en Marx, comme une conséquence naturelle, la haine non plus contre les bourgeois seulement, mais contre tous ceux, même les socialistes révolutionnaires, qui osent le contredire et suivre un ordre d'idées différent de ses théories.

Marx, chose singulière chez un homme aussi intelligent et aussi sérieusement dévoué et qui ne peut s'expliquer que par son éducation de savant et de bellettriste allemand - et par sa nature nerveuse de Juif surtout³, - Marx est excessivement vaniteux, mais vaniteux jusqu'à la saleté et jusqu'à la folie. Lorsque quelqu'un a eu le malheur de le froisser le plus innocemment du monde dans cette vanité malade, toujours susceptible et toujours irritée, il en devient l'ennemi irréconciliable; et alors il se croit permis tous les moyens et il use en réalité des moyens les plus honteux, les plus illicites pour le perdre dans l'opinion publique. Il ment, il invente, et il s'efforce de répandre les calomnies les plus sales contre lui. Sous ce rapport, Mazzini a donc eu raison lorsqu'il a parlé de son caractère détestable; mais je vous

¹ Cette affirmation peu exacte revient plusieurs fois dans ses écrits.

(Une affirmation peu exacte ? Il est vrai que Marx, dans sa lettre à Engels du 4 novembre 1864, déclare, à propos du meeting de St Martin's Hall, qu'il n'y a assisté que comme « un figurant muet sur la tribune ». Il ne sera pas moins élu avec Eccarius au Comité provisoire et prendra dès lors toutes ses responsabilités dans la rédaction des premiers écrits politiques fondamentaux de l'AIT.)

² Expression de Louis Blanc : « La meilleure forme de gouvernement sera celle qui donnera le pouvoir aux hommes de génie vertueux ».

³ (Une indication, ici fugace, de l'antisémitisme de Bakounine. Il reviendra plus loin sur ce thème et **nous le soulignerons.**)

prie de vouloir bien observer, chers amis, que Mazzini lui-même, malgré la grandeur naturelle de son âme, poussé fatalement par son impuissance croissante, dans ces dernières polémiques a eu recours, contre ses adversaires, à peu près aux mêmes procédés.

C'est que Mazzini et Marx, si différents sous tous les autres rapports - et cette différence est loin d'être toujours au désavantage de Marx, - sont poussés par une même passion: *l'ambition politique*, religieuse chez l'un, scientifique et doctrinaire chez l'autre; le *besoin de gouverner, d'éduquer et d'organiser les masses à leur idée*. Chez Mazzini, dont le haut désintéressement personnel, la pureté et l'élévation d'âme sont connus, c'est le besoin de voir triompher ses idées, son parti, ses apôtres; chez Marx, dont les instincts sont beaucoup moins désintéressés que ceux de Mazzini, c'est le désir passionné de voir triompher ses idées, le prolétariat, et avec le prolétariat sa propre personne. L'ambition est donc plus haute et surtout plus désintéressée chez l'un et plus personnelle chez l'autre; mais chez l'un comme chez l'autre elle aboutit aux mêmes agissements.

Le mal est dans la recherche du pouvoir, dans l'amour du gouvernement, dans la soif de l'autorité. Et Marx est profondément atteint de ce mal.

3. Sa théorie s'y prête beaucoup. Chef et inspirateur, sinon organisateur principal, du Parti des communistes allemands - en général il est peu organisateur, ayant plutôt le talent de la division par l'intrigue que celui de l'organisation - il est un *communiste autoritaire et partisan de l'émancipation et de l'organisation nouvelle du prolétariat par l'Etat*, par conséquent de haut en bas, par l'intelligence et la science d'une minorité éclairée, professant naturellement des opinions socialistes, et exerçant pour le bien même des masses ignorantes et stupides, une *autorité légitime* sur elles. C'est à peu près le même système politique que celui de Mazzini, seulement avec des programmes différents. Cela explique en partie leur grande haine mutuelle et leur incapacité égale de se rendre justice l'un à l'autre. Ils ne sont pas seulement séparés par leurs idées, par leurs programmes : ils sont en même temps des compétiteurs du même pouvoir. Car tous les deux, l'un pour ses idées et pour ses apôtres, l'autre pour ses idées et pour lui-même, ne se contentant pas de l'espoir de gouverner un jour leur propre pays, rêvent *le pouvoir universel, l'Etat universel* : Mazzini au moyen de l'Italie, d'abord organisée selon ses idées et devenant ensuite la reine du monde; Marx au moyen de l'Allemagne, de la race allemande qui, selon lui, doit régénérer le monde. Mazzini est italianissime, et Marx est *pangermaniste* jusqu'à la moelle de ses os.

Il y a entre eux une différence qui est toute en faveur de Mazzini. Mazzini aime ses amis fidèles, ses apôtres, plus que lui-même; il est très indulgent, quelquefois même par trop indulgent pour eux, et il est assez généreux pour pardonner du fond de son cœur les injustices, les offenses, les torts de ses amis contre lui-même en tant que personne. Ce qu'il ne pardonne pas, c'est l'infidélité à sa religion, à ses idées divines ...

Marx aime sa propre personne beaucoup plus qu'il n'aime ses amis et ses apôtres, et il n'y a point d'amitié qui tienne contre une blessure, même la plus légère, faite à sa vanité. Il pardonnera beaucoup plus volontiers une infidélité à son système philosophique et socialiste; il la considérera comme une preuve de la stupidité, ou du moins de l'infériorité intellectuelle de son ami, et cela lui fera plaisir. Ne voyant plus en lui un rival capable de l'égaliser, peut-être l'en aimera-t-il davantage. Mais il ne pardonnera jamais à personne un manquement personnel : il faut l'adorer, l'idolâtrer, pour être aimé de lui; le craindre, au moins, pour être souffert de lui; il aime à s'entourer de pieds-plats, de

valets, de flatteurs. Néanmoins il y a quelques hommes distingués dans son entourage intime.

Mais en général, il faut dire qu'il y a très peu de franchise fraternelle dans le cercle intime de Marx. Par contre, il y a beaucoup d'arrière-pensées et de diplomatie. C'est une sorte de lutte sourde et de compromis inouïs entre différents amours-propres. Et là où la vanité est en jeu, la fraternité ne trouve point de place pour elle. Chacun se tient sur ses gardes, parce que chacun craint de se voir sacrifié, écrasé à son tour. Tout le cercle de Marx est une sorte de contrat mutuel entre les vanités qui le composent; Marx y est le distributeur principal des honneurs, mais aussi l'instigateur toujours perfide et sournois, jamais franc et ouvert, des persécutions contre les individus qui lui portent ombrage, ou qui ont eu le malheur de ne pas lui montrer toute la déférence qu'il avait attendue d'eux.

Soulignons cette séquence au cours de laquelle Bakounine exprime sans réserve **ses opinions antisémites**.

Une fois qu'une persécution a été commencée par lui, elle ne s'arrête devant aucune vilénie, devant aucune infamie. Juif lui-même, il a autour de lui, tant à Londres qu'en France, mais surtout en Allemagne, une foule de petits Juifs, plus ou moins intelligents, intrigants, remuants, spéculateurs, comme le sont les Juifs partout : agents de commerce ou de banque, bellettristes, politiciens, correspondants des journaux de toutes les opinions et de toutes les couleurs, courtiers de littérature, en un mot, en même temps que courtiers de finance, ayant un pied dans la Banque, l'autre dans le mouvement socialiste, et le derrière assis sur la littérature quotidienne de l'Allemagne - ils se sont emparés de tous les journaux, - et vous pouvez vous imaginer quelle littérature nauséabonde cela doit faire.

Eh bien, tout ce monde juif, formant une secte exploitante, un peuple sangsue, un unique parasite dévorant, étroitement et intimement organisé, non seulement à travers les frontières des Etats, mais encore à travers toutes les différences des opinions politiques - ce monde juif est aujourd'hui en grande partie à la disposition de Marx d'un côté, des Rothschild de l'autre. Je suis sûr que les Rothschild, d'un côté, apprécient les mérites de Marx et que Marx, de l'autre, sent un attrait instinctif et un grand respect pour les Rothschild.

Cela peut paraître étrange. Qu'est-ce qu'il peut y avoir de commun entre le communisme et la Haute Banque ? Ah ! C'est que le communisme de Marx veut la puissante centralisation de l'Etat, et là où il y a centralisation de l'Etat, il doit y avoir nécessairement aujourd'hui une Banque centrale de l'Etat, et là où une pareille Banque existe, la nation parasite des Juifs, spéculant sur le travail du peuple, trouvera toujours moyen d'exister...

Quoi qu'il en soit, c'est un fait que la plus grande partie de ce monde juif se trouve à la disposition de Marx, surtout en Allemagne. Il suffit qu'il désigne un individu à ses persécutions, pour qu'un flot d'injures, d'invectives les plus sales, de calomnies ridicules et infâmes s'élève contre lui dans tous les journaux socialistes et non socialistes, républicains et monarchistes. En Italie, où le sentiment de délicatesse mutuelle et de respect humain, du moins dans les formes, est si rigoureusement observé, on ne saurait se faire une idée du ton sale et du caractère vraiment infâme de la polémique journalière de la presse allemande; les Juifs « bellettrés » excellent surtout dans l'art des insinuations lâches, odieuses et perfides. Rarement ils accusent d'une manière ouverte, mais ils insinuent, « ils ont entendu dire, on prétend, cela pourrait ne point être vrai, mais pourtant ... »;

et puis ils vous jettent à la face les calomnies les plus saugrenues.

Bakounine revient à des propos plus mesurés.

J'en sais quelque chose, moi, par ma propre expérience. Marx et moi, nous sommes de vieilles connaissances. Je l'ai rencontré pour la première fois à Paris en 1844. J'étais déjà émigré. Nous fûmes assez amis. Il était alors beaucoup plus avancé que je ne l'étais, comme il reste encore aujourd'hui non plus avancé, mais incomparablement plus savant que moi. Je ne savais alors rien de l'économie politique, je ne m'étais pas encore défait des abstractions métaphysiques, et mon socialisme n'était que d'instinct. Lui, quoique plus jeune que moi¹, était déjà un athée, un matérialiste savant et un socialiste réfléchi. Ce fut précisément à cette époque qu'il élaborait les premiers fondements de son présent système. Nous nous vîmes assez souvent, car je le respectais beaucoup pour sa science et pour son dévouement passionné et sérieux, quoique toujours mêlé de vanité personnelle, à la cause du prolétariat, et je recherchais avec avidité sa conversation toujours instructive et spirituelle, lorsqu'elle ne s'inspirait pas de haine mesquine, ce qui arrivait, hélas ! trop souvent. Jamais pourtant il n'y eut d'intimité franche entre nous. Nos tempéraments ne s'accordaient pas. Il m'appelait un idéaliste sentimental, et il avait raison; je l'appelais un vaniteux perfide et sournois, et j'avais raison aussi.

En 1848, nous nous sommes trouvés divisés d'opinion. Et je dois dire que la raison fut beaucoup plus de son côté que du mien. Il venait de fonder une section de communistes allemands tant à Paris qu'à Bruxelles et, allié avec les communistes français et quelques communistes anglais, il avait formé, soutenu par son ami et compagnon inséparable Engels, une première association internationale de communistes de différents pays à Londres². Là il rédigea, ensemble avec Engels, au nom de cette association, un écrit excessivement remarquable, connu sous le titre de *Manifeste des communistes*³.

Moi, emporté par l'ivresse du mouvement révolutionnaire en Europe, j'étais beaucoup plus préoccupé du côté négatif que du côté positif de cette révolution, c'est-à-dire beaucoup plus du renversement de ce qui était, que de l'édification et de l'organisation de ce qui devait être.

Pourtant, il y eut un point où j'eus raison contre lui. Comme Slave, je voulais l'émancipation de la race slave du joug des Allemands par la révolution, c'est-à-dire par la destruction des Empires russe, autrichien, prussien et turc, et par la réorganisation des peuples, de bas en haut, par leur propre liberté, sur la base d'une complète égalité économique et sociale, et non par la

¹ Marx naquit le 5 mai 1818, Bakounine le 30 mai (nouveau style) 1814.

² La Ligue des Communistes, société secrète, fut fondée au Congrès de juin 1847, à Londres, où la Ligue des Justes (Bund der Gerechten) changea son nom en celui de Ligue des Communistes (Kommunistenbund). La *Ligue des Justes* fut constituée en 1836, après la scission de la Ligue des Bannis (Bund der Geächteten), créée en 1834 par les républicains allemands réfugiés à Paris. Les deux organisations étaient en relation avec les sociétés secrètes blanquistes. Marx et Engels s'affilièrent à la Ligue des Justes en 1847.

³ Au congrès de la Ligue des Communistes, réuni fin novembre début décembre 1847 sous la présidence de Karl Schapper, les nouveaux statuts de 50 articles – qu'on avait envoyés entre-temps aux groupes à l'étranger – furent adoptés le 8 décembre. Au congrès de juin, on avait décidé d'élaborer un programme, une « profession de foi » ; plusieurs projets furent rédigés et rejetés. Au congrès de décembre on chargea Marx et Engels de rédiger un programme. Engels proposa de lui donner la forme d'un manifeste et non plus celle d'un catéchisme. Ce texte fut publié en février 1848 sous le titre : *Manifest der Kommunistischen Partei*.

(Pour le détail sur les activités de Marx et d'Engels au cours de cette période, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 14.**)

force d'une autorité si révolutionnaire qu'elle se dise et si intelligente qu'elle soit en effet.

Déjà alors, la différence des systèmes qui nous séparent aujourd'hui, d'une manière maintenant tout à fait réfléchie de ma part, s'était dessinée. Mes idées et mes aspirations devaient déplaire beaucoup à Marx, d'abord parce qu'elles n'étaient pas les siennes; ensuite parce qu'elles étaient contraires à ses convictions de communiste autoritaire; enfin parce que, comme patriote allemand, il n'admettait pas alors, comme il n'admet encore pas à présent, le droit des Slaves de s'émanciper du joug des Allemands, pensant, aujourd'hui comme alors, que les Allemands sont appelés à les civiliser, c'est-à-dire à les germaniser de gré ou de force.

Pour me punir de l'audace de poursuivre la réalisation d'une idée différente et même opposée à la sienne, Marx se vengea alors à sa manière. Il était le rédacteur de la *Gazette rhénane* qui était publiée à Cologne. Dans un de ses numéros je lus une correspondance de Paris, où l'on disait que Mme George Sand (avec laquelle j'avais été lié dans le temps) *aurait dit* à quelqu'un qu'il fallait bien se garder de Bakounine, parce *qu'il se pourrait* bien qu' « il fût quelque chose comme un agent russe »¹.

Cette accusation, me tombant tout d'un coup comme un pavé sur la tête au moment même où j'étais en pleine organisation révolutionnaire, paralysa complètement mon action pendant quelques semaines. Tous mes amis allemands et slaves s'éloignèrent de moi. J'étais alors le premier Russe qui se soit mêlé d'une manière active de révolution; et je n'ai pas besoin de vous apprendre quels sont les sentiments de défiance habituels, traditionnels, qu'éprouve au premier abord tout esprit occidental lorsqu'il entend parler de révolutionnaire russe. J'écrivis donc d'abord à Mme Sand. Elle s'empressa de me répondre, m'envoyant la copie d'une lettre qu'elle avait adressée à la rédaction de la *Gazette rhénane*, à laquelle elle donnait un formel et sincère démenti. Je me trouvais à Breslau, et j'envoyais un ami, un Polonais, à Cologne pour exiger une rétractation solennelle et complète². Marx se rétracta, rejetant la faute sur le correspondant de Paris, et déclara que le journal avait donné place à cette correspondance pendant qu'il était absent; qu'il me connaissait trop pour avoir pu jamais, etc., etc., (ajoutant) force compliments et assurances d'amitié et d'estime. La chose en resta là.

Je le rencontrai quelques mois plus tard à Berlin. Des amis communs nous forcèrent de nous embrasser³. Et alors, au milieu d'une conversation moitié badine, moitié sérieuse, Marx me dit : « Sais-tu que je me trouve maintenant à la tête d'une société communiste secrète si bien disciplinée que si j'avais dit à l'un de ses membres: « Va tuer Bakounine », il t'aurait tué ». Je lui répondis que si (sa) société secrète n'avait (pas) autre chose à faire qu'à tuer les gens qui lui déplaisent, elle ne pouvait être qu'une société de valets ou de fanfarons ridicules.

¹ (Pour rappel : Le 5 juillet 1848, La *Nouvelle Gazette Rhénane* a commis l'imprudence de publier un entrefilet calomnieux dénonçant Bakounine comme un agent du tsar. En juillet, Marx recevra un ferme démenti de la part de George Sand et publiera la lettre de G. Sand dès le 3 août 1848 avec ce commentaire : « Nous avons communiqué dans le numéro 36 de notre gazette le bruit qui avait circulé à Paris, selon lequel George Sand aurait possédé des papiers qui auraient permis de prendre l'émigré russe Bakounine pour un agent de Nicolas 1^{er}. Nous avons communiqué ce bruit tel qu'il nous parvint de la part de deux correspondants qui ne se connaissaient pas respectivement. Nous remplissons ainsi le devoir de la presse qui est d'observer sévèrement les caractères des personnages en vue et nous avons par là même donné l'occasion à M. Bakounine de réfuter un soupçon qui fut en tout cas répandu sur son compte dans beaucoup de cercles à Paris. ». (Cf. George Sand, *Correspondance*, Tome VIII, Editions de Georges Lubin, Éditions Garnier Frères, Paris 1971, page 547). Il semble bien que cette rumeur ait été diffusée à Paris par l'ambassade russe elle-même qui avait obtenu l'expulsion de Bakounine de France après qu'il eut pris la parole le 29 novembre 1847 lors d'un meeting à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830.)

² L'ami polonais de Bakounine était Koscielski.

³ Marx et Bakounine se rencontrèrent à Berlin les 25 et 26 août 1848.

Après cette conversation, nous ne nous revîmes plus jusqu'en 1864.

En 1849, je fus pris¹. Jugé et condamné à mort en Saxe, je fus livré à l'Autriche en 1850, le roi de Saxe n'ayant voulu faire exécuter personne, malgré que mes deux compagnons Roeckel² et Heubner³ et moi, nous ayons tous les trois refusé de demander grâce. Jugé et condamné à mort en Autriche, je fus livré en 1851 à la Russie, - l'Autriche ayant promis au roi de Saxe de ne point m'exécuter, promesse que la Russie dut renouveler à ce même roi de Saxe qui, botaniste passionné⁴, n'était pas, comme vous voyez, un méchant homme. En Russie, je passai six ans en forteresse⁵. En 1857, je fus exilé en Sibérie et, en 1861, je m'enfuis de là par le Japon, l'océan Pacifique, San Francisco, l'isthme de Panama, New York. A la fin de décembre 1861 j'arrivai à Londres.

J'y rencontrai mes compatriotes Herzen et Ogarev, et par eux je fis la connaissance de Mazzini. Et voici ce que Herzen, Ogarev et Mazzini me dirent :

Pendant que je ne m'amusais pas du tout dans les forteresses allemandes et russes et en Sibérie, Marx et Cie avaient colporté, écrit, publié contre moi dans les journaux tant anglais qu'allemands les bruits les plus infâmes, disant que ce n'était pas du tout vrai que je fusse enfermé dans quelque forteresse; qu'au contraire, l'empereur Nicolas m'avait reçu à bras ouverts, m'offrant toutes les commodités, tous les plaisirs de la vie - que je passais entre les femmes galantes et le champagne, etc., etc.⁶.

C'était infâme, mais c'était bête aussi. D'ailleurs, ils avaient été assez punis, et je dois une reconnaissance éternelle à Mazzini et à son noble ami le Polonais Worcell, chef de la démocratie polonaise, d'avoir pris énergiquement mon parti alors que j'étais absent et empêché de me défendre moi-même.

A peine étais-je arrivé à Londres, qu'un journal anglais, rédigé par un certain Urquhart⁷, turcophile à demi fou, publia que le gouvernement russe m'avait évidemment envoyé pour faire le métier d'espion. Je répondis dans un journal, sommant l'anonyme calomniateur de se nommer, et lui promettant de lui répondre non la plume à la main, mais avec la main sans plume⁸. Il se le tint pour dit et on me laissa tranquille.

Je restai toute l'année 1862 à Londres sans chercher naturellement à rencontrer Marx. Au commencement de 1863, je partis pour la Suède afin d'y travailler pour une révolution russe qui devait venir en aide à la révolution polonaise; je fis même partie d'une expédition par mer qui devait nous porter sur les côtes de Pologne. Trahis par le capitaine anglais du bateau à vapeur qui devait nous y transporter, c'est à grand-peine que nous pûmes

¹ Bakounine fut arrêté dans la nuit du 9 au 10 mai 1849, à Chemnitz. Condamné à mort le 14 janvier 1850, il fut grâcié en mai 1850. En juin, il fut livré à l'Autriche et condamné le 15 mai 1851 à la pendaison, peine commuée en celle de réclusion à perpétuité. Extradé, il arriva à Saint-Petersbourg le 23 mai.

² Karl Auguste Roeckel, un des artisans de la révolution de Dresde. Condamné à mort, il resta en prison jusqu'au 10 janvier 1862.

³ Otto Leonard Heubner : en mai 1849, il fut membre du gouvernement provisoire de Dresde. Arrêté avec Bakounine le 10 mai, il demeura emprisonné jusqu'en 1859.

⁴ Frédéric-Guillaume II, roi de Saxe.

⁵ Du 23 mai 1851 au 17 mars 1854, Bakounine fut enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul, puis transféré à celle de Schlüsselburg où il resta soumis au régime de la réclusion jusqu'en 1857.

⁶ (En référence à un article d'un certain Francis Marx dans le *Morning Advertiser* du 23 août 1853. Marx s'adressera le 30.08.53 à la rédaction du journal pour dénoncer toute confusion avec lui.)

⁷ David Urquhart, diplomate et écrivain russophobe.

⁸ *The Free Press* du 5 mars 1862 publia un long article qui laissait entendre que Bakounine était un agent du gouvernement russe. (...) Herzen et Ogarev, les éditeurs du Kolokol, protestèrent dans le *Free Press* du 7 mai 1862, mais le *Free Press* réitéra l'insinuation.

échapper à un bâtiment de guerre russe qui nous poursuivait. A la fin de 1863 je retournai de Suède à Londres, et de là je partis, par la Belgique, la France et la Suisse, pour l'Italie, muni de lettres de recommandation de Mazzini et de mon ci-devant ami Aurelio Saffi pour tous les amis. Je fus à Caprera, où j'eus l'honneur de faire la connaissance du général Garibaldi. Je passai l'hiver et une partie de l'été en Toscane, et en 1864, au mois d'août, je retournai par les mêmes pays en Suède. En octobre, je retournai de nouveau à Londres. C'est alors que je reçus de Marx un billet que je conserve encore et dans lequel il me demandait si je voulais le recevoir chez moi le lendemain. Je lui répondis que oui, et il vint¹. Nous eûmes alors une explication; il me jura que jamais il n'avait rien dit ni rien fait contre moi, qu'au contraire il avait toujours conservé pour moi une sincère amitié et une grande estime. Je savais que ce qu'il me disait n'était point vrai, mais je ne lui gardais vraiment plus aucune rancune. D'ailleurs le renouvellement de la connaissance m'intéressait beaucoup sous un autre rapport. Je savais qu'il avait puissamment coopéré à la fondation de l'Internationale. J'avais lu le manifeste² qu'il avait écrit au nom du Conseil général provisoire, un manifeste remarquable, sérieux et profond comme tout ce qui sort de sa plume, lorsqu'il ne fait pas de polémique personnelle. Enfin, nous nous quittâmes extérieurement très bons amis, sans que je lui rendisse pourtant sa visite.

Je revins à Florence, où je passai l'hiver entier; de là, au printemps de 1865, je partis pour Naples et j'y restai jusqu'en septembre 1867, époque du premier Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, à Genève.

Nous échangeâmes quelques lettres avec Marx. Ensuite nous nous perdîmes de vue de nouveau.

Précisément, pendant ce Congrès de la paix à Genève³, le vieux communiste Philippe Becker⁴, comme lui l'un des fondateurs de l'Internationale et son ami, toutefois à la manière allemande, c'est-à-dire ne demandant pas mieux que d'en dire pis que pendre quand il peut le faire sans se compromettre, me remit de la part de Marx le premier volume, le seul qui ait paru jusqu'à présent, d'un ouvrage excessivement important, savant, profond, quoique très abstrait, intitulé le Capital.

A cette occasion, je commis une faute énorme: j'oubliai d'écrire à Marx pour le remercier. Quelques mois plus tard ...⁵

*

¹ (Marx en informe à Engels dans sa lettre du 4 novembre 1864 : « Bakounine te donne bien le bonjour. Il est parti aujourd'hui pour l'Italie où il réside (à Florence). Je l'ai revu hier pour la première fois depuis 16 ans. Je dois dire qu'il m'a beaucoup plu, plus qu'avant. A propos du mouvement polonais, voici ce qu'il dit : le gouvernement russe aurait eu besoin de ce mouvement pour faire régner l'ordre en Russie même, mais n'aurait pas du tout compté sur une lutte de 18 mois. C'est donc lui qui aurait provoqué les événements de Pologne. La Pologne se serait heurtée à deux écueils : à l'influence de Bonaparte et, deuxièmement, aux réticences de l'aristocratie locale à proclamer dès le début ouvertement et sans réticences, le *socialisme paysan*. Lui Bakounine ne participerait plus désormais – après l'échec de l'histoire polonaise – qu'à des mouvements socialistes. Au total, il est une des rares personnes que je rencontre au bout de 16 ans et qui n'ait pas évolué à reculons, mais vers l'avant » - C7, pp. 282-283)

² (En référence à l'*Adresse inaugurale* présentée par Marx à la séance du Conseil général de l'AIT du 1^{er} novembre 1864.)

³ Le Congrès de la Paix (Genève, 9-14 septembre 1867) où fut fondée la *Ligue de la Paix et de la Liberté*. L'idée du Congrès fut lancée par E. Mangin, rédacteur du journal démocrate français le *Phare de la Loire*, dans le numéro du 5 mai 1867. Un Comité publia un manifeste le 11 juin 1867 pour la réunion du Congrès de Genève. Bakounine vint de Naples pour y assister.

⁴ Bakounine fait erreur en désignant Johann-Philipp Becker comme un des fondateurs de l'Internationale.

⁵ Le manuscrit s'arrête ici.

(Première version, voir p. 125 de ce volume]

... les plus saugrenues. Si jamais il devient nécessaire de le démontrer par des faits, les preuves ne me manqueront pas, ni personnelles ni autres.

Voilà la pleine et complète vérité sur Marx, considérée sous tous les aspects, bons et mauvais, utiles et fâcheux.

Maintenant considérons les services réels qu'il a rendus à l'Internationale. C'est à tort que Mazzini lui attribue la paternité de l'Internationale; cette Association est sortie non de la tête ou de la volonté d'un ou de quelques individus, mais du sein même du prolétariat. Sa mère s'appelle la *misère*, et son père *le droit humain du travailleur*. Marx n'en a été que l'accoucheur principal et très heureux. Ce fut déjà un assez grand service qu'il rendit à l'humanité, car l'accouchement de cet enfant géant qui s'appelle l'Internationale n'était pas chose facile, d'autant moins facile que Mazzini, qui se trouvait à Londres alors, ne manqua pas d'employer toute son influence acquise pour en empêcher ou plutôt pour en fausser la naissance. Il avait notamment proposé de le baptiser dans sa foi, de lui donner pour parrains la théologie et la bourgeoisie. Marx lui donna pour base la revendication de l'*égalité économique*, base et condition suprême de toutes les autres égalités, l'organisation internationale de la puissance naturelle du prolétariat en dehors de la bourgeoisie, et la *révolte*, mère et créatrice de toute liberté.

Une chose que Mazzini se garde bien de dire, au milieu de ses inventions et de ses calomnies contre l'Internationale, mais qui est certaine, c'est qu'à plusieurs reprises, entre 1862 et 1864, il avait proposé, soit par [ses] agents et particulièrement par le nommé Wolff, soit par quelques ouvriers anglais, sur lesquels il exerçait une influence directe, [et] un groupe d'ouvriers français, belges, anglais, allemands, italiens qui discutaient les principes de la future Internationale, son programme. Mazzini leur avait proposé le même programme politique, antisocialiste et implicitement théologique, qui est devenu plus tard celui de ce pauvre fiasco, de cette pauvre et impuissante entreprise échouée et mort-née qui s'appelle l'Alliance républicaine¹.

Marx lui opposa son programme, et ce programme fut adopté; celui de Mazzini, rejeté. Dès lors, Mazzini resta complètement étranger à tout ce qui se passa au sein de l'Internationale, et tout ce qu'il en publie maintenant prouve sa profonde et honteuse ignorance à son sujet, oui, d'autant plus honteuse qu'elle est calomnieuse.

«Io, dit Mazzini (*La Roma del Popolo*, n° 38), prima di scrivere contra la « Società Internazlonale » ho raccolto da quante sorgenti mi fu possibile interrogare tutti i suoi alti, lutte le dichiarazioni parlate o scritte da suoi membri inf luenti. Fate lo stesso per noi.² »

Devant une déclaration pareille, faite par un homme comme Mazzini, on semblerait devoir s'incliner. Eh bien, dans le n° 31 du même journal, dans un article de Mazzini (Cenno Storico II) vous trouvez (p. 26, seconde colonne) l'annotation suivante :
« Chi vuole vedere documentato questo rapido cenno storico legga l'Associazione internazionale des Travailleurs. Parigi - di E.

¹ L'Alliance *républicaine* fut fondée par Mazzini le 1^{er} septembre 1866.

² (Nous traduisons : « Moi, dit Mazzini (*La Roma del Popolo*, n° 38), avant d'écrire contre la "Società Internazionale", j'ai recueilli de toutes les sources possibles pour interroger tous ses dirigeants, toutes les déclarations prononcées ou écrites par ses membres influents. Faites de même pour nous. ».)

Fribourg. Fribourg fu uno dei fondatori, intimo di Tolain e meritabile per ogni riguardo di fede¹».

Savez-vous ce que cela signifie ? C'est absolument la même chose que si je disais: « Si vous voulez connaître la vérité sur l'histoire du parti mazzinien cherchez-en les documents dans les récits de Crispi et de Venosta Visconti² ». C'est pis que cela, car Fribourg, depuis 1868, a été rejeté du sein des sections françaises comme un espion de Bonaparte, et Tolain, toujours suspect à l'Internationale parce qu'on soupçonnait ses rapports peu désintéressés avec le prince Pion-Pion, fut ouvertement stigmatisé par la Commune de Paris comme un traître. Voilà *les hommes honorables* sur la foi desquels Mazzini calomnie l'Internationale.

Voulez-vous avoir un exemple du degré de foi que méritent les citations de Mazzini, [lequel] puise tous ses soi-disant documents dans les livres de Fribourg ?

Il dit, dans *La Roma del Popolo*, n° 38, page 84, troisième colonne : « Cominceremo nel numero venturo senza riflessioni, la pubblicazione dei documenti. Qui notiamo soltanto che la frase da noi citata e negata dal libellista fu proferita da un russo, Bakunin, in un suo discorso da lui pronunziato nel Congresso della Società «Pace e Libertà» [in Berna] nel 1868. Voglio, - ei diceva - l'egualizzazione / degli individui e delle classi: senza questa, non è possibile una idea di giustizia e la pace non sarà fondata. L' operaio non deve essere più aggirato da lunghi discorsi. Bisogna dirgli quelle ch' ei DEVE uolere, se non lo sa egli stesso³. Io sono collettivista e non comunista; e se chiedo l' abouzione dell' eredità, la chiedo per giungere più rapidamente ail' e guaglianza sociale⁴ ».

Maintenant voici les discours que j'ai prononcés à Berne, sur ce même sujet, d'après le *Bulletin sténographique du Congrès de Berne*⁵.

¹ E. Fribourg fut l'un des fondateurs de l'Internationale parisienne; délégué à la Conférence de Londres (1865) et au congrès de Genève de l'AIT (1866), il participa également au Congrès de la Paix et de la Liberté, Berne 1868. Après la Commune, il fut exclu de l'AIT. (Nous traduisons : « « Quiconque souhaite voir documentée cette brève note historique devrait lire l'Association internationale des Travailleurs. Paris - par E. Fribourg. Fribourg en fut un des fondateurs, proche de Tolain et digne en tous points de foi »).

² Francesco Crispi. Homme d'Etat italien. Il commença son activité politique comme mazzinien et garibaldien, puis devint monarchiste. Député à partir de 1862, il fut plusieurs fois ministre.

³ *La Roma del Popolo* du 16 décembre 1871.

⁴ (Nous traduisons : « Nous commencerons la publication des documents dans le prochain numéro sans réflexion. Notons seulement ici que la phrase citée par nous et démentie par le pamphlétaire a été prononcée par un Russe, Bakounine, dans un discours qu'il a prononcé au Congrès de la Société « Paix et Liberté » [à Berne] en 1868. Je veux, - disait-il - l'égalisation des individus et des classes : sans cela, une idée de justice n'est pas possible et la paix ne sera pas fondée. Le travailleur ne doit plus être contourné par de longs discours. Vous devez lui dire ce qu'il DOIT vouloir, s'il ne le sait pas lui-même. Je suis collectiviste et non communiste; et si je demande la suppression de l'héritage, je la demande pour parvenir plus rapidement à l'égalité sociale. »)

⁵ Le manuscrit s'interrompt ici.

6.1. Fr. Engels, Le Conseil Général à tous les membres de l'Association Internationale des Travailleurs.

Ce document a été rédigé par Fr. Engels les 4 et 6 août 1872.

Nous sommes à la veille du Congrès de La Haye et la dénonciation de l'activité scissionniste de l'*Alliance* secrète de Bakounine est d'une importance primordiale.

A sa séance du 5 juillet 72, le comité exécutif avait examiné des documents venus d'Espagne sur l'activité secrète de l'*Alliance*. Engels avait été chargé de rédiger cette Adresse qui est toutefois restée inédite¹.

Citoyens,

Le Conseil Général se trouve dans la nécessité de vous dénoncer publiquement l'existence, au sein de l'Internationale, d'intrigues ourdies depuis plusieurs années déjà, mais que la plupart d'entre vous n'ont jamais soupçonnées.

Dans notre circulaire privée datée du 5 mars 1872, sur *Les Prétendues scissions dans l'Internationale*, nous avons dû signaler les menées des sectaires de la soi-disant *Alliance de la Démocratie Socialiste*, menées tendant à semer la discorde dans nos rangs et à faire passer clandestinement la direction suprême de notre association aux mains d'une coterie dirigée elle-même par Michel Bakounine.

L'*Alliance de la Démocratie Socialiste*, vous vous le rappellerez, à ses débuts, avait publié des statuts qui, si nous les avons acceptés, lui eurent assuré une existence double, à la fois en dedans et en dehors de l'Internationale. En effet, elle aurait eu ses sections, fédérations et congrès à côté des sections, fédérations et congrès de l'Internationale dont elle prétendait, en même temps, de faire partie. Son but était de mettre à la place de nos statuts généraux le programme spécial de M. Bakounine, et d'imposer à notre association la dictature personnelle de ce dernier.

Le Conseil Général, dans sa circulaire du 22 décembre 1868², repoussa ces prétentions. Il n'admit l'*Alliance de la Démocratie Socialiste* au sein de l'Internationale qu'à la condition expresse qu'elle cesserait d'être un corps international, qu'elle dissoudrait son organisation, que ses sections entreraient comme simples sections locales. Les conditions furent formellement acceptées par l'*Alliance*. Mais de ses prétendues sections, une seule, la section-mère de Genève, entra dans notre association. Les autres restèrent un mystère pour le Conseil Général qui devait croire qu'elles n'existaient pas.

Eh bien, plus de trois ans après, nous sommes mis en possession de documents qui prouvent d'une manière incontestable que cette même *Alliance de la Démocratie Socialiste*, au mépris de sa promesse formelle, a toujours continué et continue d'exister comme corps international au sein de l'Internationale, et cela sous forme de société secrète; que c'est toujours M. Bakounine qui la dirige; que son but est toujours le même, et que toutes les attaques qui

¹ Nous citons à partir du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, pp. 367-372.

² Cf. **le chapitre 2 du présent fascicule**, p. 2/8.

ont été lancées depuis un an, en apparence contre la Conférence de Londres et contre le Conseil Général, mais en réalité contre notre organisation tout entière, ont pris leur source dans l'Alliance. Les mêmes hommes qui accusent le Conseil Général d'*autoritarisme*, sans jamais avoir pu spécifier aucun acte autoritaire de sa part, qui parlent à tout propos d'*autonomie des sections*, de *libre fédération des groupes*, qui reprochent au Conseil Général d'avoir voulu imposer à l'Internationale sa *doctrine officielle et orthodoxe*, et transformer l'Internationale en une Association organisée *hiérarchiquement* - ces mêmes hommes, en pratique, se constituent en société secrète organisée hiérarchiquement sous un régime non seulement autoritaire, mais absolument dictatorial; ils foulent aux pieds toute autonomie des sections et fédérations; au moyen de cette organisation secrète, ils tâchent d'imposer à l'Internationale la doctrine personnelle et orthodoxe de M. Bakounine. Eux qui demandent que l'Internationale s'organise *de bas en haut*, ils se soumettent, comme membres de l'Alliance, avec humilité, au commandement qui leur arrive *de haut en bas*.

L'existence d'une telle société secrète au milieu de l'Internationale, nous n'avons pas besoin de le dire, constitue une violation flagrante de nos Statuts Généraux. Nos statuts ne connaissent qu'une seule espèce de membres de l'Internationale, avec droits et devoirs égaux; l'Alliance les divise en deux classes, les initiés et les profanes, les derniers destinés à être menés par les premiers au moyen d'une organisation dont ils ignorent jusqu'à l'existence. L'Internationale demande à ses adhérents de reconnaître pour base de leur conduite la Vérité, la Justice, la Morale; l'Alliance impose à ses adeptes comme premier devoir le mensonge, la dissimulation, et l'imposture, en leur prescrivant de tromper les Internationaux profanes sur l'existence de l'organisation secrète, sur les motifs et le but même de leurs paroles et de leurs actions. Le programme de l'Internationale est fixé par ses statuts et connu de tous; celui de l'Alliance n'a jamais été avoué et même aujourd'hui il n'est pas encore connu.

Le noyau de l'Alliance, c'est la Fédération jurassienne; c'est d'elle que part le mot d'ordre relevé et répété immédiatement par les autres sections et par les journaux au service de l'organisation secrète. En Italie, un certain nombre de sociétés est dirigé par elle. Ces sociétés qui s'appellent sections internationales, n'ont jamais ni demandé leur admission, ni payé des cotisations, ni rempli aucune des autres conditions imposées par nos règlements. En Belgique, elle possède quelques agents assez influents. Dans le midi de la France, elle a des correspondants, dont certains cumulent cette fonction avec celle de secrétaire de commissariat de police. Mais c'est en Espagne que l'Alliance est le plus fortement organisée et qu'elle possède les ramifications les plus étendues. S'étant glissée insensiblement, et dès le début, dans les rangs de l'Internationale, elle y a presque toujours su diriger les Conseils fédéraux successifs et les Congrès. Les Internationaux les plus dévoués de l'Espagne furent amenés à croire que cette organisation secrète existait partout dans notre association, et que c'était presque un devoir d'y entrer. Cette illusion fut détruite par la Conférence de Londres où le délégué espagnol¹, lui-même membre de l'Alliance, put se convaincre du contraire et par les mensonges et attaques violentes que, immédiatement après, Bakounine ordonna à ses fidèles de lancer contre la Conférence et le Conseil Général. Après une lutte prolongée au sein de l'Alliance, ceux des membres espagnols qui avaient plus à cœur l'Internationale que l'Alliance, se retirèrent de cette dernière. Ils furent immédiatement accablés des outrages et des calomnies les plus atroces de la part de ceux qui restaient fidèles à la société secrète. Ils furent expulsés à deux reprises de la fédération locale de Madrid, en violation flagrante des règlements en vigueur. Voulant

¹ Anselmo Lorenzo.

se constituer en Nouvelle fédération de Madrid¹, le Conseil fédéral espagnol leur en refusa l'autorisation et leur renvoya les cotisations qu'ils lui avaient remises. Ici il faut dire que sur huit membres, ce Conseil fédéral en compte cinq (Vicente Rossell, Peregrin Montoro, Severino Albarracin, Francisco Tomas et Franco Martinez) que nous savons être membres de l'Alliance; il est même probable qu'il y en a d'autres. De sorte que les sections et fédérations locales espagnoles, si fières de leur autonomie, se trouvent menées comme un troupeau de moutons, sans même le soupçonner, par des ordres secrets qui arrivent de Suisse et que le Conseil fédéral doit exécuter aveuglément sous peine d'être mis au ban de l'Alliance.

Le Conseil fédéral espagnol, pour assurer l'élection, comme délégués au Congrès de La Haye, de membres de l'Alliance, a envoyé aux sections et fédérations locales une circulaire privée en date du 7 juillet, où il leur demande une cotisation extraordinaire pour les frais des délégués au Congrès, et leur impose, autoritairement, d'élire ces délégués par scrutin de liste pour toute l'Espagne, de façon à ce que lui, le Conseil fédéral, soit chargé du dépouillement des votes. Ce mode d'élection devait assurer le succès des candidats de l'Alliance. Il annonce, de plus, qu'il rédigera un mandat impératif collectif auquel ces délégués devront se soumettre. Aussitôt que nous avons eu connaissance de ce projet tendant à envoyer au Congrès les délégués de l'Alliance avec l'argent des Internationaux, ainsi que les preuves de la complicité du Conseil fédéral espagnol dans les menées de la société secrète, nous l'avons sommé, le 24 juillet :

- 1) de nous communiquer une liste de tous les membres de l'Alliance en Espagne, avec désignation des fonctions qu'ils remplissent dans l'Internationale;
- 2) de faire une enquête sur le caractère et l'action de l'Alliance en Espagne ainsi que sur son organisation et ses ramifications en dehors de ce pays;
- 3) de nous envoyer un exemplaire de la Circulaire privée du 7 juillet;
- 4) de nous donner une explication sur la manière dont il concilie avec ses devoirs envers l'Internationale la présence, en son sein, d'au moins trois membres notoires de l'Alliance;
- 5) de répondre catégoriquement par retour du courrier.

La réponse pouvait être entre nos mains le 1er août au plus tard. Ce n'est que le 5 août que nous avons reçu une lettre datée « Valence 1er août » (timbre de poste illisible), remettant la réponse sous prétexte que les membres du Conseil ne comprenaient pas notre lettre écrite en français et qu'il fallait du temps pour la faire traduire. Ce même conseil, dans une lettre du 5 juin, nous avait prié de lui envoyer, autant que possible, nos publications, etc., en français, idiome avec lequel ils (les membres du Conseil) étaient un peu familiarisés ! Le prétexte est donc faux; on ne veut que nous faire perdre un temps précieux.

Nous sommes donc dans la nécessité de dénoncer à tous les membres de l'Association, et surtout aux Internationaux espagnols, le Conseil fédéral espagnol comme *traître envers l'Association Internationale des Travailleurs*. Au lieu de remplir fidèlement

¹ La nouvelle fédération madrilène fut constituée le 8 juillet 1872 par les membres de la rédaction du journal *La Emancipation* (dont faisait partie Paul Lafargue) exclus de la Fédération madrilène par la majorité anarchiste pour avoir dénoncé les menées de l'Alliance secrète en Espagne. Le Conseil fédéral espagnol ayant refusé son admission dans l'Internationale, la nouvelle fédération madrilène s'adressa directement (le 5 août 72) au Conseil Général qui, le 15 août 1872, la reconnut en tant que fédération indépendante. Cf. la réponse rédigée par Engels, p. 376 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou.

le mandat qui lui a été confié par les Internationaux espagnols, il se fait l'organe d'une société qui non seulement est étrangère, mais même hostile à l'Internationale. Au lieu d'obéir aux statuts et règlements généraux et aux résolutions des Congrès généraux et espagnols, il obéit à des ordres secrets émanant de M. Bakounine. L'existence même d'un Conseil fédéral composé en majorité de membres d'une société secrète étrangère à notre Association, est une violation flagrante des Statuts Généraux.

Voilà, citoyens, les faits qu'il importe de vous faire connaître avant l'élection des délégués pour le Congrès. Pour la première fois dans l'histoire des luttes de la classe ouvrière nous rencontrons une conspiration secrète ourdie au sein même de cette classe, et destinée à miner, non le régime exploiteur existant, mais l'association même qui le combat le plus énergiquement. C'est une conspiration jetée en travers du mouvement prolétaire lui-même. Aussi, partout où nous la rencontrons, nous la voyons prêcher la doctrine énervante de l'abstention absolue en matière politique; et tandis que les simples Internationaux profanes sont poursuivis et emprisonnés dans presque tous les pays de l'Europe, les vaillants membres de l'Alliance jouissent d'une immunité tout exceptionnelle.

Citoyens, vous avez à choisir. Ce qui est en jeu en ce moment, ce n'est ni l'autonomie des sections, ni la libre fédération des groupes, ni l'organisation de bas en haut, ni aucune autre formule prétentieuse et sonore; la question aujourd'hui se réduit à ceci : voulez-vous des organes centraux composés d'hommes qui ne reconnaissent d'autre mandat que le vôtre, ou les voulez-vous composés d'hommes élus par surprise, hommes qui n'acceptent votre mandat qu'avec la résolution de vous mener comme un troupeau de moutons conformément aux instructions secrètes émanant d'un personnage mystérieux en Suisse ?

Dévoiler l'existence de cette société secrète de dupeurs, c'est anéantir sa puissance. Les hommes de l'Alliance eux-mêmes ne sont pas assez sots pour croire que la grande masse des Internationaux se soumettra sciemment à une organisation comme la leur, dès qu'ils en auront connu l'existence. Néanmoins, il y a incompatibilité entre les dupeurs et ceux qu'ils veulent duper, entre l'Alliance et l'Internationale.

Il faut, en outre, mettre fin une fois pour toutes aux luttes intestines provoquées toujours de nouveau, au sein de notre Association, par la présence de ce corps parasite. Ces luttes ne font que gaspiller des forces destinées à combattre le régime bourgeois actuel. L'Alliance, en tant qu'elle paralyse l'action de l'Internationale contre les ennemis de la classe ouvrière, sert admirablement la bourgeoisie et les gouvernements.

Le Conseil Général demandera donc au Congrès de La Haye l'expulsion, de l'Internationale, de tous les membres de l'Alliance, ainsi que les pouvoirs nécessaires pour prévenir le retour de pareilles conspirations.

LE CONSEIL GENERAL

6.2. Fr. Engels, Rapport présenté au Congrès de La Haye au nom du Conseil Général sur l'*Alliance de la Démocratie Socialiste*

Ce rapport a été rédigé¹ par Engels à la demande du Conseil Général et a été soumis, le 5 septembre 1872, à la Commission élue par le Congrès de La Haye pour enquêter sur les activités secrètes de l'*Alliance* bakouniste².

L'enjeu principal est bien sûr **le caractère secret de Alliance**.

L'organisation est non moins clairement dénoncée comme **l'ennemie même de l'Internationale** : « Il faut bien observer, *lira-t-on*, que le caractère secret de cette Alliance n'a pas pour objet de tromper la vigilance des gouvernements, car autrement on n'aurait pas débuté par sa constitution comme société publique; ce caractère secret était uniquement destiné à tromper l'Internationale profane, comme le prouve la déception indigne dont l'Alliance a fait usage vis-à-vis du Conseil général. C'est donc une véritable conspiration contre l'Internationale. Pour la première fois dans l'histoire des luttes de la classe ouvrière nous rencontrons une conspiration secrète ourdie au sein même de cette classe et destinée à miner non le régime exploiteur existant mais l'Association même qui le combat le plus énergiquement. ».

Observons que ce document est postérieur à la parution de la brochure sur « Les prétendues scissions au sein de l'Internationale ».

*

L'Alliance de la Démocratie socialiste fut fondée par M. Bakounine vers la fin de l'année 1868. C'était une société internationale prétendant de fonctionner, en même temps, en dehors et en dedans de l'Association Internationale des Travailleurs. Se composant de membres de cette dernière, qui réclamaient le droit de participer dans toutes les réunions internationales, elle voulait cependant se réserver le droit d'avoir ses groupes locaux, ses fédérations nationales, ses Congrès à part à côté de ceux de l'Internationale. L'Alliance (dès son début) prétendait donc de former une espèce d'aristocratie au milieu de notre Association, un corps d'élite avec un programme à elle, et avec des privilèges spéciaux.

La correspondance qui alors eut lieu entre le Comité Central de l'Alliance et notre Conseil général se trouve reproduite dans la circulaire : *Les Prétendues scissions dans l'Internationale*, page 7 à 9 (pièces justificatives n° 1). Le Conseil général refusa d'admettre l'Alliance tant qu'elle conserverait son caractère international distinct; il ne promit de l'admettre qu'à condition qu'elle dissoudrait son organisation spéciale internationale, que ses sections se convertiraient en simples sections de notre Association, et que le Conseil serait informé du lieu et de la force numérique de chaque nouvelle section.

Voici ce que répondit, à ces demandes, le 22 juin 1869, le Comité Central de l'Alliance, qui³, désormais, dans ses relations, avec le Conseil général, prit le nom de « Section de l'Alliance de la démocratie socialiste de Genève » :

« Conformément à ce qui a été convenu entre votre Conseil et le Comité Central de l'Alliance de la démocratie socialiste nous avons soumis aux différents groupes de l'Alliance la question de

¹ Rédigé en français.

² Nous citons à partir du volume *Le Conseil Général de la Première Internationale 1871-1872. Procès-verbaux*. Editions du Progrès, Moscou 1975, pp. 387-397. Les notes en bas de page sont extraites de ce volume.

³ Note du document : « Plus loin les mots « pour cette occasion changeait de nom » ont été rayés du manuscrit. ».

sa dissolution comme organisation distincte de celle de l'Association Internationale des Travailleurs ... Nous avons le plaisir de vous annoncer que la grande majorité des groupes a partagé l'avis du Comité Central tendant à prononcer la dissolution de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. *Aujourd'hui cette dissolution est prononcée.* En notifiant cette décision aux différents groupes de l'Alliance, nous les avons invités à se constituer, à notre exemple, en sections de l'Association Internationale des Travailleurs, et à se faire reconnaître comme telles par vous ou par le Conseil fédéral de cette association dans leurs pays respectifs. Comme confirmation de la lettre que vous avez adressée à l'ex-comité central de l'Alliance, nous venons aujourd'hui, en vous soumettant les statuts de notre section, vous prier de la reconnaître officiellement comme branche de l'Association Internationale des Travailleurs ... » (signé) le Secrétaire provisoire Ch. Perron¹. (Pièces justificatives, n° 2).

Cet exemplaire des statuts de l'Alliance se trouve aux pièces justificatives n° 3.

La section de Genève resta la seule qui demandait son affiliation. On n'entendait plus parler des autres prétendues sections de l'Alliance. Cependant, en dépit des intrigues continuelles des Alliancistes tendant à imposer leur programme spécial à toute l'Internationale, et à s'assurer la direction de notre association, on devait croire qu'elle avait tenu sa parole et qu'elle s'était dissoute. Mais depuis² le Conseil général reçut des indications assez précises dont il dut conclure que l'Alliance ne s'était jamais dissoute; qu'en dépit de la parole solennellement donnée, elle avait existé et existait toujours sous forme de société secrète, et qu'elle usait de cette organisation clandestine pour poursuivre toujours son but original de domination. C'était surtout en Espagne que son existence devint de plus en plus manifeste, par suite des divisions au sein même de l'Alliance, dont nous donnerons plus loin l'historique. Ici il suffit de dire que d'abord une circulaire des membres de l'ancien Conseil fédéral de ce pays, membres en même temps du Comité Central de l'Alliance en Espagne (voir *La Emancipacion* n° 61, page 3, 2° colonne, Pièces n° 4³), en dévoila l'existence. Cette circulaire est datée le 2 juin 1872. Elle annonce à toutes les sections de l'Alliance en Espagne que les signataires venaient de se dissoudre comme section de l'Alliance et invitèrent les autres à suivre leur exemple⁴. Elle fut publiée dans *l'Emancipacion* (n° 59, pièces justificatives n° 5).

Cette publication força le journal de l'Alliance, la *Federacion de Barcelona* (N° 155, 4 août 1872) de publier lui-même les statuts de l'Alliance (pièces justificatives n° 6).

En comparant les statuts de la société secrète avec les statuts soumis par l'Alliance de Genève au Conseil Général, nous trouvons d'abord que le programme en tête de la première est identique à celui en tête de l'autre. Il n'y a que quelques changements de rédaction de sorte que dans les statuts secrets le programme spécial de Bakounine est exprimé de manière plus nette.

Voici le tableau exact :

Art. 1 de Genève est littéralement identique à l'art. 5 secret
Art. 2 de Genève est généralement identique à l'article 1

¹ Charles Perron.

² Note du document : « Les mots « le mois de mai dernier » ont été rayés du manuscrit. »

³ Il s'agit de la circulaire aux membres des fédérations espagnoles écrite par V. Pagès au nom de la Nouvelle fédération madrilène et publiée dans le journal *La Emancipacion* du 10 août 1872.

⁴ La circulaire en date du 2 juin 1872 fut rédigée par Mesa, Pagès, F. Mora, Iglesias et autres membres de la rédaction de *La Emancipacion* qui étaient également membres de l'Alliance. Ce document, envoyé à tous les membres de l'Alliance en Espagne, annonçait la dissolution du groupe madrilène de l'Alliance et invitait tous les groupes de l'Alliance en Espagne à suivre cet exemple.

Art. 3 de Genève est littéralement identique à l'article 2
Art. 4 et 5 sont généralement identiques à l'article 3
Art. 6 est identique à l'article 4.

Les statuts secrets eux-mêmes sont basés sur ceux de Genève. Ainsi l'article 4 secret correspond littéralement à l'art. 3 de Genève; les art. 8 et 9 de Genève se trouvent, abrégés, dans l'art. 10 secret, comme les art. 15-20 de Genève dans l'art. 3 secret.

L'art. 7 de Genève, contrairement à la pratique actuelle des Aliancistes, prêche « la forte organisation » de l'Internationale, et oblige tous les membres de l'Alliance à « soutenir... les résolutions des Congrès et le *pouvoir du Conseil général* ». Cet article ne se trouve pas dans les statuts secrets, mais la preuve qu'il y a figuré, en commencement, c'est qu'il se retrouve presque littéralement dans le règlement de la section de *oficios varios*¹ de Madrid art. 15 (pièces justificatives n° 7), où se trouve aussi le programme de l'Alliance.

Il est donc évident que nous avons à affaire, non avec deux sociétés distinctes, mais avec une seule et même société. Tandis que le comité central de Genève donna au Conseil général l'assurance de la dissolution de l'Alliance, et que, sur la foi de cette déclaration, elle fut reçue comme section de l'Internationale, les meneurs de ce comité central, M. Bakounine à leur tête, renforcèrent l'organisation de cette même Alliance en la transformant en société secrète, et en lui conservant le caractère international qu'on avait promis d'abandonner. La bonne foi du Conseil général et de toute l'Internationale, à laquelle la Correspondance avait été soumise, fut indignement trompée. Après avoir débuté par un mensonge pareil, ces hommes n'avaient plus de raison de se gêner dans leurs machinations pour se soumettre l'Internationale, ou, en cas de non-réussite, pour la désorganiser.

Voici maintenant les articles principaux des statuts secrets :

« 1) L'Alliance de la Démocratie socialiste *se composera de membres de l'Association Internationale des Travailleurs*, et aura pour but la propagande et le développement des principes de son programme, et l'étude de tous les moyens propres à avancer l'émancipation directe *immédiate* de la classe ouvrière,

« 2) Pour obtenir les meilleurs résultats possibles et pour ne pas compromettre la marche de l'organisation sociale, l'Alliance sera *éminemment secrète*.

« 4) Personne ne pourra être admis comme membre sans avoir auparavant accepté complètement et sincèrement les principes du programme, etc.,

« 5) L'Alliance *influera* tant qu'elle pourra *au sein de la fédération ouvrière locale* de sorte qu'elle ne prenne une marche réactionnaire ou antirévolutionnaire.

« 9) La majorité des associés *pourra exclure de l'Alliance* chacun de ses membres *sans indication de cause*. »

L'Alliance est donc une société secrète formée au sein même de l'Internationale avec un programme spécial qui n'est pas du tout celui de l'Internationale, et ayant pour but la propagande de ce programme qu'elle considère comme le seul révolutionnaire. Elle impose à ses membres le devoir d'agir au sein de leur fédération locale internationale de manière que cette dernière ne prenne une marche réactionnaire ou antirévolutionnaire, c-à-d, qu'elle ne s'éloigne aucunement du programme de l'Alliance. C'est-à-dire que l'Alliance a pour but d'imposer, au moyen de son organisation secrète, son programme sectaire à toute l'Internationa-

¹ A savoir une section qui réunissait diverses professions.

le. Le moyen le plus efficace d'y arriver, c'est de s'emparer des conseils locaux et fédéraux et du Conseil Général, en y faisant élire, usant de la puissance donnée par l'organisation clandestine, des membres de l'Alliance. C'est précisément ce qu'a fait l'Alliance là où elle a cru avoir des chances du succès; nous le verrons plus tard.

Il est clair que personne ne saurait en vouloir aux Alliances de faire la propagande¹ de leur programme. L'Internationale se compose des socialistes des nuances les plus variées. Son programme est assez large pour les comprendre toutes; la secte bakouniniste y a été reçue aux mêmes conditions que les autres. Ce qu'on lui reproche, c'est précisément d'avoir violé ces conditions.

Quant au caractère secret de l'Alliance, c'est déjà autre chose. L'Internationale ne peut ignorer que les sociétés secrètes sont en beaucoup de pays, en Pologne, en France, en Irlande, un moyen légitime de défense contre le terrorisme gouvernemental. Mais elle a déclaré, par la Conférence de Londres, qu'elle veut rester complètement étrangère à ces sociétés, et que par conséquent elle ne les reconnaîtra pas comme sections. Et, ce qui est le point capital, nous nous trouvons ici en face d'une société secrète créée pour combattre, non les gouvernements, mais l'Internationale elle-même.

L'organisation d'une pareille société secrète est une violation flagrante, non seulement de l'engagement contracté envers l'Internationale, mais aussi de la lettre et de l'esprit de nos Statuts généraux. Nos statuts ne connaissent qu'une seule espèce de membres de l'Internationale avec droits et devoirs égaux; l'Alliance les divise en deux castes, initiés et profanes, aristocrates et plébéiens, ces derniers destinés à être menés par les premiers au moyen d'une organisation dont ils ignorent jusqu'à l'existence. L'Internationale demande à ses adhérents de reconnaître pour base de leur conduite la Vérité, la Justice et la Morale; l'Alliance impose à ses adeptes comme premier devoir le mensonge, la dissimulation et l'imposture, en leur prescrivant de tromper les internationaux profanes sur l'existence de l'organisation clandestine, sur les motifs et sur le but même de leurs paroles et de leurs actions. Les fondateurs de l'Alliance savaient parfaitement que la grande masse des internationaux profanes ne se soumettrait jamais sciemment à une organisation comme la leur, dès qu'ils en auraient connu l'existence. C'est pourquoi ils la firent « éminemment secrète ». Car il faut bien observer que le caractère secret de cette Alliance n'a pas pour objet de tromper la vigilance des gouvernements, car autrement on n'aurait pas débuté par sa constitution comme société publique; ce caractère secret était uniquement destiné à tromper l'Internationale profane, comme le prouve la déception indigne dont l'Alliance a fait usage vis-à-vis du Conseil général. C'est donc une véritable conspiration contre l'Internationale. Pour la première fois dans l'histoire des luttes de la classe ouvrière nous rencontrons une conspiration secrète ourdie au sein même de cette classe et destinée à miner non le régime exploiteur existant mais l'Association même qui le combat le plus énergiquement.

Du reste, il serait ridicule de prétendre qu'une société se soit fait secrète pour se sauvegarder contre les poursuites des gouvernements actuels, lorsque cette société prêcha partout la doctrine énervante de l'abstention absolue en matière politique et lorsqu'elle déclare dans son programme (art. 3, introduction des statuts secrets) qu'elle

« repousse toute action révolutionnaire qui n'aurait pas pour objet immédiat et direct le triomphe de la cause des ouvriers contre le capital ».

¹ Note du document : « Le mot « publique » a été rayé du manuscrit. ».

Maintenant, quelle a été l'action de cette société secrète dans l'Internationale ?

La réponse de cette question se trouve déjà, en partie, dans la circulaire privée du Conseil général sur « *les prétendues scissions* », etc.; mais comme le Conseil général alors ne connaissait encore pas l'étendue de l'organisation secrète, et comme, depuis, il s'est passé bien des faits importants, cette réponse ne peut être que fort incomplète.

Constatons d'abord qu'il y a deux phases bien distinctes dans l'action de l'Alliance. Dans la première, elle croyait pouvoir s'emparer du Conseil général et, par cela, de la direction suprême de notre association. C'était alors qu'elle demanda à ses adhérents de soutenir la « forte organisation » de l'Internationale et

« le *pouvoir* du Conseil général d'abord, aussi bien que celui du Conseil général et du Comité central »,

c'était alors que les hommes de l'Alliance ont demandé pour le Conseil général, au Congrès, de Bâle, tous ces pouvoirs étendus qu'ils ont plus tard repoussés, avec tant d'horreur, comme *autoritaires*.

Le Congrès de Bâle mit à néant, au moins pour quelque temps, les espérances de l'Alliance¹. Depuis, elle ourdit des menées dont il est question dans les « scissions »; dans le Jura, en Italie et en Espagne, elle ne cessait de substituer son programme spécial à celui de l'Internationale. La Conférence de Londres par ses résolutions sur la politique de la classe ouvrière et sur les sections sectaires, mit fin à ce quiproquo intentionnel. Aussitôt l'Alliance se remua de nouveau. La fédération jurassienne, [centre] qui constitue la force de l'Alliance en Suisse, lança sa Circulaire de Sonvillier contre le Conseil général, où la forte organisation, le pouvoir du Conseil général, les résolutions de Bâle proposées et votées par les signataires de cette même circulaire furent dénoncées comme *autoritaires*, désignation suffisante à ce qu'il paraît pour les faire condamner sommairement; où l'on parlait de « la guerre, la guerre ouverte éclatée dans nos rangs »; où l'on demandait pour l'Internationale une organisation adaptée, non aux besoins de la lutte actuelle, mais à nous ne savons pas quel idéal de société future, etc. Dès ce moment, on changea de tactique. La consigne était donnée. Partout où l'Alliance avait des ramifications, en Italie et en Espagne surtout, les résolutions autoritaires de Bâle et de la Conférence de Londres, ainsi que l'autoritarisme du Conseil général furent attaqués violemment. On ne parlait plus que de l'autonomie des sections, de groupes librement fédérés, d'anarchie, etc. Tout cela se comprend facilement. La puissance de la société secrète au sein de l'Internationale devait naturellement s'accroître à mesure que l'organisation publique de l'Internationale se relâchait et s'affaiblissait. Le grand obstacle que l'on rencontrait, c'était le Conseil général, et c'est lui qu'on attaqua en première ligne; mais nous verrons tout à l'heure qu'on traita les Conseils fédéraux sur le même pied là où l'on crut l'occasion opportune.

La circulaire du Jura n'eut aucun effet excepté dans les pays, où l'Internationale était plus ou moins sous l'influence de l'Alliance, en Italie et en Espagne. Dans ce dernier pays, l'Alliance et l'Internationale avaient été fondées en même temps immédiatement après le Congrès de Bâle. Les internationaux les plus dé-

¹ Note du document : « Plus loin, le passage suivant a été rayé du manuscrit, « en la laissant à des intrigues locales. Elle se tint assez tranquille jusqu'à ce que la conférence de Londres rétablît, par ses résolutions sur la politique de la classe ouvrière et sur les sections sectaires, le programme original de l'Internationale vis-à-vis du programme de l'Alliance » ».

voués de l'Espagne furent amenés à croire que le programme de l'Alliance était identique avec celui de l'Internationale, que l'organisation, secrète existait partout, et que c'était presque un devoir d'y entrer. Cette illusion fut détruite par la Conférence de Londres où le délégué espagnol¹, lui-même membre du comité central de l'Alliance de son pays, put se convaincre du contraire, et par la circulaire du Jura lui-même dont les attaques violentes et les calomnies contre cette Conférence et contre le Conseil général avaient été immédiatement relevées par tous les organes de l'Alliance. La première suite en Espagne de la circulaire du Jura fut donc de créer une division, au sein même de l'Alliance espagnole, entre ceux qui étaient Internationaux avant tout et ceux qui ne voulaient de l'Internationale qu'en tant qu'elle était dominée par l'Alliance. La lutte, sourde d'abord, éclata bientôt dans les réunions de l'Internationale. Le Conseil fédéral élu par la Conférence de Valence (septembre 1871)² ayant prouvé par ses actes qu'il préférerait l'Internationale à l'Alliance, la majorité de ses membres furent expulsés de la fédération locale de Madrid, dominée par l'Alliance³. Ils furent réhabilités, par le Congrès de Saragosse et deux, Mora et Lorenzo, furent réélus au nouveau Conseil Fédéral, bien que tous les membres de l'ancien Conseil avaient d'avance déclaré de ne pas vouloir accepter.

Le Congrès de Saragosse⁴ fit craindre aux meneurs de l'Alliance que l'Espagne allait s'échapper de leurs mains. Elle dirigea donc immédiatement contre le pouvoir du Conseil fédéral espagnol les mêmes attaques que la circulaire du Jura avait dirigées contre les attributions soi-disant autoritaires du Conseil général. En Espagne, une organisation parfaitement démocratique et en même temps très complète avait été élaborée par le Congrès de Barcelone⁵ et par la Conférence de Valence. Elle avait eu, grâce aussi à l'activité du Conseil fédéral élu à Valence (activité reconnue par un vote exprès du Congrès), les résultats brillants dont il a été question dans le rapport général. A Saragosse, Morago⁶, l'âme de l'Alliance en Espagne, déclara que les attributions données dans cette organisation au Conseil fédéral étant *autoritaires*, il faut les restreindre, lui ôter le droit d'admettre ou de refuser de nouvelles sections, le droit de constater si leurs statuts sont conformés à ceux de la fédération, le réduire, enfin, au rôle d'un simple bureau de correspondance et de statistique. Le Congrès, en rejetant les propositions de Morago, résolut de maintenir l'organisation autoritaire existante. (Voir *Estracto de las Actas del 2e Congreso obrero*, etc., pp. 109 et 110. Pièces justificatives n° 8. Sur ce point, le témoignage du citoyen Lafarque, délégué au Congrès de Saragosse, sera important.)

Pour éloigner le nouveau Conseil fédéral des dissensions surgies à Madrid, le Congrès le plaça à Valence. Mais la cause de ces dissensions, l'antagonisme qui commençait à se développer entre l'Alliance et l'Internationale, n'était pas d'un caractère local. Le Congrès, ignorant l'existence même de l'Alliance, avait composé le nouveau Conseil exclusivement de membres de cette so-

¹ Anselmo Lorenzo.

² La Conférence de la Fédération espagnole se déroula dans la clandestinité à Valence du 9 au 17 septembre 1871.

³ En mars 1872, F. Mora, Mesa, Iglesias, Pagès, Calleja et Pauly, membres de la rédaction de *La Emancipacion* et en même temps du Conseil fédéral espagnol élu par la conférence de Valence, furent exclus de la Fédération madrilène par la majorité anarchiste de cette organisation.

⁴ Le congrès de la fédération espagnole de l'Internationale se tint à Saragosse du 4 au 11 avril 1872. Une lutte âpre s'y livra entre les bakouninistes et les partisans du Conseil Général. Lors de l'élection du nouveau Conseil fédéral, les bakouninistes parvinrent à faire élire un conseil presque entièrement constitué de membres de l'Alliance.

⁵ En référence au premier Congrès national des sections espagnoles de l'Internationale qui se tint à Barcelone en juin 1870. Sous la pression des anarchistes, membres de l'Alliance secrète, le Congrès adopta une résolution qui recommandait l'abstention de la lutte politique.

⁶ Gonzales Morago, Thomas, un des fondateurs et dirigeants de l'Alliance en Espagne, délégué au Congrès de La Haye.

ciété; deux d'entre eux, Mora et Lorenzo, en étaient devenus les antagonistes, et Mora n'avait pas accepté. La circulaire du Conseil général sur *les prétendues scissions*, en réponse à celle du Jura, mit en demeure tous les internationaux de se déclarer, ou pour l'Internationale, ou pour l'Alliance. La polémique entre la *Emancipacion* d'un côté, et la *Federacion* de Barcelona et la *Razon* de Séville, journaux alliancistes, s'envenima de plus en plus. Enfin, le 2 juin, les membres de l'ancien Conseil fédéral, rédacteurs de la *Emancipacion* et membres du Comité central espagnol de l'Alliance, résolurent d'adresser à toutes les sections espagnoles de l'Alliance la circulaire où ils déclarèrent se dissoudre comme section de la société secrète et invitèrent les autres sections de suivre leur exemple. La vengeance ne se fit pas attendre. Ils furent immédiatement, et en violation flagrante des règlements en vigueur, expulsés de nouveau de la fédération locale de Madrid. Ils se constituèrent alors en nouvelle fédération de Madrid et demandèrent au Conseil fédéral leur reconnaissance.

Mais, en attendant, l'élément allianciste du Conseil, renforcé par des adjonctions, était parvenu à le dominer complètement, de sorte que Lorenzo s'en retira. La demande de la nouvelle fédération de Madrid eut pour réponse un refus net de la part du Conseil fédéral, qui, alors déjà, s'occupait d'assurer l'élection de candidats alliancistes au Congrès de La Haye. A cet effet, il adressa aux fédérations locales une circulaire privée en date du 7 juillet, où après avoir répété les calomnies de la *Federacion* contre le Conseil général, il propose aux fédérations d'envoyer au Congrès une délégation commune à toute l'Espagne, élue à la majorité de la totalité des voix, dont le scrutin serait fait par le Conseil lui-même. (Pièces justificatives n° 9). Pour tous ceux qui connaissent l'organisation secrète au sein de l'Internationale espagnole, il est évident que c'était faire élire des hommes de l'Alliance pour les envoyer au Congrès avec l'argent des Internationaux. Dès que le Conseil général, auquel cette circulaire n'avait pas été envoyée, eut connaissance de ces faits, il adressa au Conseil fédéral espagnol, le 24 juillet, la lettre jointe aux pièces justificatives (n° 10). Le Conseil fédéral répondit, le 1er août, qu'il lui fallait du temps pour traduire notre lettre écrite en français et, le 3 août, il écrivit au Conseil général la réponse évasive publiée dans la *Federacion* (pièces justificatives n° 11). Dans cette réponse, il prit le parti de l'Alliance. Le Conseil général, après réception de la lettre du 1er août, avait déjà fait publier cette correspondance dans la *Emancipacion*.

Ajoutons que dès que l'organisation secrète avait été révélée, on prétendit que l'Alliance avait déjà été dissoute au Congrès de Saragosse. Le Comité central cependant n'en fut pas prévenu (pièces justificatives n° 4).

La Nouvelle fédération de Madrid nie le fait et elle devrait le connaître. Du reste il est ridicule de prétendre que la branche espagnole d'une société internationale comme l'Alliance puisse se dissoudre sans consulter les autres branches nationales.

Immédiatement après, l'Alliance tenta son coup d'Etat.

Voyant qu'au Congrès de La Haye il lui serait impossible de s'assurer, par la répétition des manœuvres de Bâle et de La Chaux-de-Fonds une majorité factice, elle profita de la Conférence tenue à Rimini, par la soi-disant fédération italienne, pour faire acte de scission ouverte. Les délégués y réunis résolurent à l'unanimité : (Voir Pièces justificatives n° 12.) Voilà donc le Congrès de l'Alliance opposé à celui de l'Internationale. Cependant on s'aperçoit bientôt que ce projet ne promettait pas de succès. On le retira, on résolut d'aller à La Haye, et voilà que ces mêmes sections italiennes, sections dont *une seule* sur vingt-et-un appartient à notre association, après avoir répudié le Congrès de La Haye, ont le front d'envoyer à La Haye leurs délégués !

Considérant :

1) Que l'Alliance fondée et dirigée par M. Bakounine (et qui a pour organe principal le Comité central de la fédération jurassienne), est une société hostile à l'Internationale parce qu'elle doit tâcher, ou de dominer l'Internationale, ou de la désorganiser;

2) Que par conséquent l'Internationale et l'Alliance sont incompatibles;

Le Congrès décrète :

1) M. Bakounine et tous les membres actuels de l'Alliance de la S.d. sont exclus de l'Association Internationale des Travailleurs. Ils ne pourront y rentrer qu'après avoir publiquement répudié toute communauté avec cette société secrète.

2) La fédération jurassienne, comme telle, est exclue de l'Internationale.

6.3. Fr. Engels, *Le Congrès de Sonvillier et l'Internationale*

Cet article de Fr. Engels a paru le 10 janvier 1872 dans le journal *Der Volksstaat*, l'organe du *Parti de la démocratie socialiste* allemand dont le rédacteur en chef était Wilhelm Liebknecht.

Engels répond à la *Circulaire de toutes les fédérations de l'Association internationale des travailleurs* adoptée, le 12 novembre 1871, par le Congrès de Sonvillier de la fédération jurassienne, une circulaire dirigée contre les résolutions de la Conférence de Londres de septembre 1871¹.

Point n'est besoin d'épiloguer sur la situation présente de l'Association des travailleurs. D'une part, les grandioses événements de Paris lui ont donné une puissance et une extension qu'elle n'avait jamais eues auparavant; de l'autre, nous trouvons coalisés contre elle à peu près tous les gouvernements européens. Thiers et Gortchakoff², Bismarck et Beust³, Victor-Emmanuel et le pape, l'Espagne et la Belgique. Toute la meute est lâchée sur l'Internationale. Toutes les puissances du vieux monde, cours martiales et cours d'assises, bourgeois et hobereaux, rivalisent d'ardeur à la curée et, sur l'ensemble du continent, on ne trouvera guère de lieu où l'on n'ait pas tout tenté pour mettre hors la loi la grande fraternité ouvrière, cause de toutes les terreurs.

Au moment où les puissances de l'ancienne société provoquent une fatale désorganisation générale, où l'unité et la cohésion sont plus nécessaires que jamais, c'est précisément ce moment que choisit, pour jeter un brandon de discorde sous forme d'une circulaire publique, un petit groupe d'Internationaux, dont le nombre, dans un coin perdu de Suisse, rétrécit de leur propre aveu tous les jours. Ces gens - s'intitulant *Fédération du Jura*⁴ - sont pour la plupart ceux-là mêmes qui, sous la conduite de Bakounine, se sont depuis plus de deux ans appliqués sans relâche à saper l'unité en Suisse romande et à compromettre la coopération au sein de l'Internationale par le moyen d'une intense correspondance privée avec quelques illustres de leurs affidés dans divers pays. Tant que ces intrigues se limitaient à la Suisse, ou se tramaient en silence, nous n'avons pas voulu lui accorder davantage de publicité. Mais cette circulaire nous force à parler.

Le 12 novembre⁵, lors de son Congrès de Sonvillier, la fédération du Jura, s'appuyant sur le fait que le Conseil général n'avait pas convoqué cette année de congrès, mais seulement une conférence⁶, a décidé d'adresser une circulaire à toutes les sections adhérentes à l'Internationale. Imprimée à grand tirage, elle fut lancée aux quatre coins du monde, afin d'inviter les autres sections à réclamer la

¹ Nous citons à partir du volume *Marx et Engels, Le parti de classe*, tome III. Introduction et notes de Roger Dangeville, en ligne sur le site des *classiques.uqac.ca*, pp. 57-63.

² Lequel a été le chef de la diplomatie russe de 1856 à 1882.

³ Friedrich Ferdinand von Beust. Diplomate saxon, il a été ministre-président d'Autriche du 7 février au 30 décembre 1867. En 1849, il a réprimé le soulèvement populaire de Dresde avec l'aide de l'armée prussienne.

⁴ La Fédération jurassienne est le nom donné au Congrès de Sonvillier du 12 novembre 1871 à l'ancienne Fédération romande. Fondée les 2-4 janvier 1869, la Fédération romande se scinda, en effet, lors de son 2^e congrès tenu en avril 1870 à La Chaux-de-Fonds.

⁵ Le 12 novembre 1871.

⁶ La conférence de Londres de l'AIT qui s'est tenue du 17 au 23 septembre 1871.

convocation immédiate d'un congrès¹. Pour nous, du moins en Allemagne et en Autriche, les raisons sont évidentes pour lesquelles le congrès devait être remplacé par une conférence. Nous ne pouvions pas nous réunir en congrès sans qu'au retour nos délégués ne fussent immédiatement appréhendés et mis à l'ombre. Les délégués d'Espagne, d'Italie et de France se seraient trouvés dans le même cas. En revanche, une conférence, dont les débats ne sont pas publics et se limitent à des questions administratives, était parfaitement possible, le nom des participants n'étant pas divulgué. Une telle conférence présentait, certes, l'inconvénient de ne pouvoir ni trancher la question de principe, ni modifier les statuts, ni, plus généralement, décider d'actes relatifs à la juridiction. Elle devait se borner à des décisions administratives en vue d'un meilleur fonctionnement de l'organisation telle qu'elle avait été établie par les statuts et les résolutions des congrès. Toutefois, la situation exigeait des mesures d'urgence; il s'agissait de faire face à une crise momentanée, et une conférence y suffisait.

Les attaques contre la conférence n'étaient cependant qu'un prétexte. La circulaire n'en parle d'ailleurs qu'incidemment. Au contraire, elle assure même que le mal est plus profond. Elle affirme que, selon les statuts et les premières résolutions des congrès, l'Internationale n'est rien d'autre qu'une « libre fédération de sections autonomes », dont le but est l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, « en dehors de toute autorité dirigeante même si elle émane du libre consentement de tous ». En conséquence, le Conseil général ne devrait être qu'un « simple bureau de statistique et de correspondance ». Cette base initiale aurait été aussitôt faussée, d'abord par le droit accordé au Conseil général de décider lui-même de l'admission de nouveaux membres, et plus encore par les résolutions du Congrès de Bâle², accordant au Conseil général le droit de suspendre toute section jusqu'au prochain congrès et de régler provisoirement les différends jusqu'à ce que ce congrès se soit prononcé³. Le Conseil général se trouverait ainsi investi d'une dangereuse puissance. La libre association de sections autonomes serait transformée en une organisation hiérarchique et autoritaire de « sections disciplinées », les sections étant « placées entièrement sous la main du Conseil général qui peut, à son gré, refuser leur admission ou bien suspendre leurs activités ».

Nos lecteurs allemands savent trop bien la valeur d'une organisation capable de se défendre pour ne pas trouver tout cela fort surprenant. D'autant que les théories pleinement épanouies de Monsieur Bakounine n'ont pas encore pénétré en Allemagne. Une société ouvrière qui a inscrit sur ses drapeaux et pris pour devise la lutte pour l'émancipation de la classe des travailleurs devrait avoir à sa tête non pas un comité exécutif, mais un simple bureau de statistique et de correspondance ! En fait, la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est qu'un simple prétexte pour Bakounine et ses compagnons; le but véritable est tout autre.

« La société⁴ future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera don-

¹ Cette demande ne fut, en fait, soutenue par aucune fédération.

² Qui s'est tenu en septembre 1869.

³ L'article des résolutions administratives votées par le congrès de Bâle stipulait : « Le conseil général a également le droit de suspendre, jusqu'au prochain congrès, une section de l'Internationale; tout groupe, de son côté, pourra refuser ou exclure de son sein une section ou société, sans toutefois pouvoir la priver de son caractère d'internationalité, mais il pourra en demander la suspension au Conseil Général. ».

⁴ Engels cite ici un extrait de la circulaire de Sonvillier.

née. Nous devons avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal... L'Internationale, embryon de la société future de l'humanité, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité et à la dictature. »

Engels procède à une ferme dénonciation de **l'idéalisme politique** prôné par les partisans de Bakounine à Sonvillier. La comparaison avec les chrétiens sera, de ce point de vue, très éclairante.

À nous autres Allemands, on nous reproche notre mysticisme; mais nous n'atteignons pas, et de loin, à celui qu'on vient de voir. L'Internationale, embryon d'une société future, dont seraient exclus les fusillades de Versailles, les cours martiales, les armées permanentes, la censure du courrier, le procès criminel de Brunswick ! Nous défendons aujourd'hui notre peau par tous les moyens; le prolétariat, lui, devrait s'organiser non pas d'après les nécessités de la lutte qui lui est imposée chaque jour, à chaque heure, mais d'après la vague représentation que certains esprits chimériques se font d'une société de l'avenir ! Voyons donc ce qu'il en serait de notre propre organisation allemande si elle était taillée sur ce patron. Loin de combattre les gouvernements et la bourgeoisie, nous spéculerions tant et plus afin de savoir si chaque article de nos statuts, chaque résolution de nos congrès, est ou non un fidèle reflet de la société future.

Aux lieu et place de notre comité exécutif, nous aurions un simple bureau de statistique et de correspondance, qui ne saurait comment venir à bout des sections autonomes, autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaître l'autorité dirigeante, née de leur propre consentement ! Car elles manqueraient, ce faisant, à leur premier devoir : être avant tout un embryon de la société future. Pas question de rassembler des forces, pas question d'action en commun ! Si, dans une section quelconque, la minorité s'adaptait à la majorité, elle commettrait là un crime contre les principes de la liberté et endosserait un principe conduisant à l'autorité et à la dictature ! Si Stieber¹ et tous les siens, si tout le Cabinet noir, si l'ensemble des officiers prussiens entraînent sur ordre dans l'organisation social-démocrate afin de la ruiner, le comité - ou mieux le bureau de statistique et de correspondance - ne devrait surtout pas défendre son existence, car ce serait instituer un type d'organisation hiérarchique et autoritaire ! Et surtout pas de sections disciplinées ! Surtout pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat ! Qu'en serait-il autrement de l'embryon de société future ? Bref, où en arriverions-nous avec cette organisation nouvelle ? À l'organisation lâche et soumise des premiers chrétiens, celle des esclaves qui acceptaient et remerciaient pour chaque coup de pied reçu, et n'obtinrent la victoire de leur religion qu'après trois siècles de bassesses - une méthode révolutionnaire qu'en vérité le prolétariat n'imitera pas ! Les premiers chrétiens tiraient de leur représentation du ciel le modèle de leur organisation; nous devrions à l'instar prendre pour modèle le ciel social de l'avenir dont Monsieur Bakounine nous propose l'image; au lieu de combattre, prier et espérer. Et les gens qui nous prêchent ces folies se donnent pour les seuls révolutionnaires véritables.

¹ Wilhelm Stieber, chef de la police politique prussienne, a été l'un des organisateurs du procès de Cologne contre la Ligue des communistes en 1852.

Pour en revenir maintenant à l'Internationale, il n'y a rien qui presse. Le Conseil général a le devoir d'exécuter les résolutions du Congrès de Bâle jusqu'à ce qu'un nouveau congrès en adopte d'autres; ce devoir, il l'accomplira ! Le Conseil général n'a pas craint d'expulser les Tolain¹ et les Durand², il saura faire en sorte que tout accès à l'Internationale demeure interdit aux Stieber et consorts, même si Monsieur Bakounine devait trouver cette mesure dictatoriale.

Mais comment en est-on venu à prendre ces fâcheuses résolutions de Bâle ? Très simplement. Elles furent proposées par les délégués belges et n'eurent pas d'avocat plus chaleureux que Bakounine et ses amis, et notamment Schwizgubel et Guillaume - les signataires de la présente circulaire. Les choses étaient alors différentes, certes. Ces messieurs espéraient alors obtenir la majorité et voir passer entre leurs mains le Conseil général ! Dès lors, ils ont tout fait pour renforcer ses pouvoirs. Et à présent ? Eh bien, tout est changé, et voilà que les raisins sont amers. Le Conseil général doit être réduit aux dimensions d'un simple bureau de statistique et de correspondance, afin de ne pas avoir à blesser la pudeur de la société future de Bakounine !

Ces gens, qui sont des sectaires professionnels, ne forment, avec leur doctrine de christianisme primitif et mystique, qu'une minorité insignifiante dans l'Internationale. Ils ont le front de reprocher aux membres du Conseil général de vouloir « faire prédominer dans l'Internationale leur programme particulier, leur doctrine personnelle; ils tiennent leurs idées particulières pour la théorie officielle qui, seule, a droit de cité dans l'Internationale ». C'est tout de même un peu fort ! Quiconque a eu l'occasion de suivre l'histoire interne de l'Internationale sait que ces mêmes gens se sont, depuis près de trois ans, essentiellement préoccupés de faire reconnaître leur doctrine sectaire comme le programme de l'Association; comme ils n'y sont pas arrivés, ils se sont efforcés de faire passer subrepticement les phrases bakouninistes pour le programme de l'Internationale. Le Conseil général s'est contenté de protester contre ses efforts de substitution, mais il n'a pas contesté jusqu'à présent à leurs auteurs le droit d'appartenir à l'Internationale, non plus celui de diffuser à loisir, telles quelles, leurs calembredaines sectaires. Nous attendons de savoir comment le Conseil général prendra cette nouvelle circulaire.

Ces gens se sont prouvé brillamment à eux-mêmes ce qu'ils étaient capables de faire avec leur nouvelle organisation. Partout où l'Internationale n'a pas rencontré la résistance violente des gouvernements réactionnaires, elle a, depuis la Commune de Paris, progressé à pas de géant. Dans le Jura suisse où ces messieurs ont toutes facilités pour agir depuis un an et demi, que voyons-nous ? Leurs propres rapports au Congrès de Sonvillier vont nous l'apprendre :

« Ces événements terribles, qui nous ont en partie démoralisés, devaient exercer en partie également une influence bienfaisante sur nos sections [...] ; puis il y a le début du gigantesque combat que le prolétariat doit livrer à la bour-

¹ Henri Tolain a été exclu de l'Internationale le 25 avril 1871 pour avoir été élu dans l'Assemblée contre-révolutionnaire de Versailles au moment de la Commune, qu'il a désavouée.

² Gustave Durand, réfugié de la Commune à Londres où il a exercé les fonctions de secrétaire de ladite *Section française*; le 7 octobre 1871, il sera reconnu comme étant un mouchard au service de la police française.

geoisie et, en conséquence, le moment de la réflexion [...]; les uns s'en vont et dissimulent leur lâcheté, les autres n'en adhèrent que plus fermement aux principes rénovateurs de l'Internationale. Tel est le fait dominant dans l'histoire actuelle de l'Internationale en général, et de notre fédération en particulier. » (La Révolution sociale de Genève, 23 novembre.)

Voilà bien une nouvelle version de ce qui s'est passé dans l'ensemble de l'Internationale ! En réalité, cela ne concerne que la fédération du Jura. Écoutons un peu ces messieurs. La section de Moutiers a le moins souffert, mais n'en a pas pour autant réalisé quelque chose :

« Bien qu'aucune action nouvelle n'ait été fondée, nous dit-on, il faut espérer cependant », etc. ; et pourtant cette section était « tout particulièrement favorisée par l'excellent esprit de la population ». La section de Grange est réduite à un petit noyau d'ouvriers ! Deux sections de Brienne n'ont jamais répondu aux lettres du comité; tout aussi peu les sections de Neuchâtel et l'une des sections de Locle. La troisième section de Brienne est « momentanément morte »... bien que « tout espoir de voir revivre l'Internationale à Brienne ne soit pas perdu ». La section de Saint-Blaise est morte, et celle du Val de Raz a disparu, nul ne sait trop comment. La section centrale de Locle, qui s'est désagrégée au cours de longues luttes fratricides, a cependant été remise sur pied non sans mal, dans le but déclaré de participer aux élections du congrès; celle de La Chaux-de-Fonds est dans une situation critique. La section des horlogers de Courtelary est en train de se transformer en coopérative après avoir adopté les statuts de la coopérative suisse des horlogers, c'est-à-dire le statut d'une société non affiliée à l'Internationale. La section centrale du même district a suspendu ses activités, parce que ses membres de Saint-Imier et de Sonvillier s'étaient constitués en sections distinctes (ce qui n'a nullement empêché cette section centrale de se faire représenter au congrès par deux délégués aux côtés de ceux de Saint-Imier et de Sonvillier). La section de Cortébert, après une brillante existence, a dû se dissoudre à la suite des intrigues de la bourgeoisie locale. Il en est de même à Corgémont. À Genève enfin, il ne subsiste plus qu'une section ».

Voilà l'œuvre des représentants de la libre fédération des sections autonomes, avec un bureau de statistique et de correspondance à leur tête ! Voilà ce qu'en un an et demi ils ont fait d'une fédération ni étendue ni nombreuse certes, mais encore florissante. Et cela dans un pays où ils ont toute liberté d'action, alors que, partout ailleurs, l'Internationale faisait des progrès de géant. Au moment même où ils nous présentent le lamentable tableau de leur échec et où ils lancent ce cri d'angoisse provoqué par leur situation désespérée et ruineuse, ils se présentent devant nous avec la prétention d'arracher l'Internationale à la voie qu'elle a suivie jusqu'ici et qui l'a fait devenir ce qu'elle est, pour l'engager dans la voie qui a fait dégringoler la fédération du Jura de son état de relative prospérité à sa dissolution complète.

6.4. K. Marx, *Discours sur le Congrès de La Haye*

C'est sur l'invitation du Conseil fédéral hollandais que la plupart des délégués au congrès de La Haye se sont rendus à Amsterdam après le congrès pour y rencontrer la section locale de l'Internationale.

La réunion a eu lieu le 8 septembre 1872.

Des discours ont été prononcés par Marx, Friedrich Sorge, Paul Lafargue et d'autres délégués. Marx prononça son discours en allemand et en français; il sera publié dans la presse hollandaise, belge, française, allemande, espagnole et anglaise, en particulier dans le *Times* du 11 septembre 1872 par un compte rendu d'Eccarius. Quant à lui, *Der Volksstaat* l'a publié, le 2 octobre 1872, avec certaines modifications. Adolf Hepner écrivit, en effet, à Marx le 26 septembre qu'il ne pouvait pas imprimer son discours mot pour mot, car dans les conditions régnant en Allemagne, la mention de la nécessité d'une révolution violente fournirait immédiatement un prétexte pour tenter un procès contre le journal.

*

Nous citons à partir de la version parue dans le journal *La liberté*, N° 37, du 15 septembre 1872¹.

*

Au XVIIe siècle, les rois et les potentats avaient coutume de se réunir à La Haye, pour discuter les intérêts de leurs dynasties.

C'est là que nous avons voulu tenir les assises du travail malgré les craintes qu'on cherchait à nous inspirer. C'est au milieu de la population la plus réactionnaire que nous avons voulu venir affirmer l'existence, l'extension et l'espérance pour l'avenir de notre grande association.

On a parlé, en apprenant notre résolution, de nos émissaires envoyés pour préparer le terrain. Oui, nous ne nions pas d'avoir partout des émissaires; mais pour la plupart, ils nous sont inconnus. Nos émissaires à La Haye ont été ces ouvriers dont le labeur est si pénible; comme à Amsterdam, ce sont aussi des ouvriers, de ces ouvriers qui travaillent seize heures par jour. Voilà nos émissaires, nous n'en avons pas d'autres; et dans tous les pays où nous nous présentons, nous les rencontrons disposés à nous accueillir sympathiquement, car ils comprennent bien vite que c'est l'amélioration de leur sort que nous poursuivons.

Le Congrès de La Haye a fait trois choses principales.

Il a proclamé la nécessité, pour les classes ouvrières, de combattre sur le terrain politique, comme sur le terrain social, la vieille société qui s'écroule; et nous nous félicitons de voir entrer désormais dans nos statuts cette résolution de la conférence de Londres. Un groupe s'était formé au milieu de nous, préconisant l'abstention des ouvriers en matière politique.

Nous avons tenu à dire combien nous considérons ces principes comme dangereux et funestes pour notre cause.

¹ Notre source : l'ouvrage *La Grande Discorde*, op.cit., pp. 230-232. Cf. également le volume 23 de MECW, pp. 254-256.

L'ouvrier doit saisir un jour la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail; il doit renverser la vieille politique soutenant les vieilles institutions, sous peine, comme les anciens chrétiens qui l'avaient négligée et dédaignée, de ne voir jamais leur royaume de ce monde¹.

Mais nous n'avons point prétendu que pour arriver à ce but les moyens fussent identiques.

Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées; et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, et si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail.

Le Congrès de La Haye a (conféré) au Conseil général de nouveaux et plus forts pouvoirs. Au moment, en effet, où les rois se réunissent à Berlin² où, de cette entrevue des puissants représentants de la féodalité et des temps passés, doit sortir contre nous de nouvelles et plus vives mesures de répression, au moment où la persécution s'organise, le Congrès de La Haye a cru justement qu'il était sage et nécessaire d'augmenter les pouvoirs de son Conseil général et de centraliser, pour la lutte qui va s'engager, une action que l'isolement rendrait impuissante. Et, d'ailleurs, à qui, si ce n'est à nos ennemis, pourrait porter ombrage l'autorité du Conseil général ? A-t-il donc une bureaucratie, une police armée pour se faire obéir ? Son autorité n'est-elle pas uniquement morale, et ce qu'il arrête, ne le soumet-il pas aux fédérations qui sont chargées de l'exécution ? Les rois dans ces conditions, sans armée, sans police, sans magistrature, seraient de faibles obstacles pour la marche de la Révolution, le jour où ils seraient réduits à tenir leur pouvoir de l'influence et de l'autorité morales.

Enfin, le Congrès de La Haye a transporté le siège du Conseil général à New York. Beaucoup, et même de nos amis, ont paru étonnés d'une semblable décision. Oublient-ils donc que l'Amérique devient le monde des travailleurs par excellence, que tous les ans un demi-million d'hommes, de travailleurs, émigrent vers cet autre continent, et qu'il faut que l'Internationale prenne de vigoureuses racines sur ce sol où domine l'ouvrier ? Et d'ailleurs, la décision du Congrès donne au Conseil général le droit de s'adjoindre les membres qu'il jugera nécessaires et utiles pour le bien de la cause commune. Attendons de sa sagesse qu'il saura choisir des hommes à la hauteur de leur tâche et qui sauront tenir ferme en Europe le drapeau de notre association.

Citoyens, pensons à ce principe fondamental de l'Internationale : la solidarité. C'est en établissant sur de fortes bases, entre tous les travailleurs de tous les pays, ce principe vivifiant, que nous atteindrons le grand but que nous nous proposons. La révolution doit être solidaire, et nous en trouvons un grand exemple dans la Commune de Paris, qui est tombée parce que dans tous les centres, à Berlin, à Madrid, etc.,

¹ Une comparaison inspirée sans doute de l'article d'Engels sur le Congrès de Sonvillier. Cf. le chapitre 6 du présent fascicule, p. 3/5.

² Les empereurs d'Allemagne (Guillaume Ier), d'Autriche-Hongrie (François-Joseph) et de Russie (Alexandre II) se réunirent à Berlin en septembre 1872 pour ressusciter l'alliance réactionnaire de ces pays. Un point important de la discussion fut la lutte commune contre le mouvement révolutionnaire.

n'a point surgi un grand mouvement révolutionnaire correspondant à cette levée suprême du prolétariat parisien.

Pour moi, je continuerai ma tâche et je travaillerai constamment à établir cette solidarité féconde pour l'avenir entre tous les travailleurs. Non, je ne me retire point de l'Internationale, et le restant de ma vie sera consacré, comme mes efforts passés, au triomphe des idées sociales, qui amèneront un jour, soyez-en sûrs, l'avènement universel du prolétariat.

(*La Liberté*, n°37, 15 septembre 1872).

6.5. K. Marx à Ludwig Kugelmann, *Communication confidentielle*

Cette lettre fut adressée, **le 28 mars 1870**, par Marx à Ludwig Kugelmann, le priant de la remettre au Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate qui siégeait à Brunswick.

Nous citons à partir du volume 10 de la *Correspondance Marx Engels*¹, pp. 335-340.

*

Le Russe Bakounine (bien que je le connaisse depuis 1843, je passe sur tout ce qui n'est pas absolument indispensable à l'intelligence de ce qui va suivre) eut, peu après la fondation de l'*Internationale*, une entrevue avec Marx à Londres. Ce dernier l'admit dans l'Association, au succès de laquelle Bakounine promit de contribuer dans la mesure de ses forces. Bakounine se rendit alors en Italie, y reçut de Marx, *les statuts provisoires et l'Adresse aux classes laborieuses*, répondit par une lettre « très enthousiaste », mais ne fit rien. Après bien des années, au cours desquelles on n'entendit plus parler de lui, il reparaît subitement en Suisse. Là il rejoint, non pas l'*Internationale*, mais de la *Ligue de la Paix et de la Liberté*. Après le congrès de cette *Ligue de la Paix* (Genève, 1867), Bakounine s'introduit dans le *Comité exécutif* de la Ligue, mais y rencontre des adversaires qui non seulement ne lui permettent pas d'exercer une influence « dictatoriale », mais le traitent en « Russe suspect » et le surveillent. Peu après le Congrès de l'*Internationale* tenu à Bruxelles (septembre 1868), la *Ligue de la Paix* tient son congrès à Lausanne. Cette fois, Bakounine se conduit en boutefeu et, soit dit en passant, adopte, pour dénoncer la bourgeoisie occidentale, le ton cher aux optimistes moscovites quand ils attaquent la civilisation occidentale afin de parer leur propre barbarie de belles couleurs. Il dépose une série de résolutions, *absurdes en soi*, mais calculées pour inspirer la terreur aux crétins bourgeois et permettre à M. Bakounine de *sortir* avec éclat de la Ligue de la Paix pour *rentrer* dans l'*Internationale*. Il suffit de préciser que le programme qu'il propose au Congrès de Lausanne contient des absurdités comme l'« *égalité des classes* », la « *suppression du droit d'héritage considérée comme le commencement de la révolution sociale* », etc. C'est un bavardage creux, un chapelet d'idées vides, qui veulent donner le frisson, bref, une improvisation *insipide* calculée uniquement de façon à produire un certain effet à un moment donné. Les amis de Bakounine à Paris (où un Russe est co-directeur de la *Revue positiviste*) et à Londres présentent au monde la sortie de Bakounine de la Ligue comme un *événement*, et proclament que son grotesque programme, mixture infecte de lieux communs usés, est une œuvre singulièrement terrible et originale.

Entre temps, Bakounine avait adhéré à la *Branche romande* de l'*Internationale* (à Genève). Mais tandis qu'il lui avait fallu des années pour qu'il se détermine à faire ce pas, il ne lui fallut pas même un jour pour qu'il se décide de bouleverser l'*Internationale* et d'en faire son instrument.

¹ Notre ouvrage de référence, aux Editions sociales, Paris 1984.

À l'insu du Conseil général de Londres - qui n'en fut instruit que quand tout parut *prêt* - il constitua ce qu'on appelle l'*Alliance des Démocrates Socialistes*. Or le programme de cette société n'était autre que celui proposé par Bakounine au Congrès de la Paix à Lausanne. Ainsi il était clair que cette société n'avait d'autre but que de répandre la science ésotérique spécifiquement bakouninienne. Quant à Bakounine lui-même - *l'un des êtres les plus ignorants dans le domaine de la théorie sociale* - il y fait figure subitement de *fondateur de secte*. Mais le programme théorique de cette *Alliance* n'était qu'une simple farce. Son côté sérieux résidait dans son organisation pratique. La société devait, en effet, être *internationale*, et son comité central siéger à *Genève*, c'est-à-dire sous la direction personnelle de Bakounine. Mais, en même temps, la société devait constituer une *partie « intégrante »* de l'*Association internationale des travailleurs*. Ses *branches* devaient, d'une part, être représentées au « prochain congrès » de l'Internationale à Bâle et, en même temps, tenir *parallèlement* leur propre congrès, avec des séances séparées, etc.

Les troupes dont Bakounine disposait tout d'abord, se composaient de la majorité du *Comité fédéral romand* de l'*Internationale* siégeant à Genève. On mit en avant J. Ph. Becker, à qui son *zèle* de propagandiste fait parfois tourner la tête. En Italie et en Espagne, Bakounine comptait quelques alliés.

A Londres, le Conseil général était parfaitement renseigné. Il laissa cependant Bakounine tranquillement s'avancer jusqu'au moment où ce dernier fut forcé de faire parvenir au Conseil général par l'intermédiaire de J. Ph. Becker les statuts (ainsi que le programme) de l'*Alliance des Démocrates Socialistes* aux fins de ratification. Le Conseil répondit alors par une décision longuement motivée, très « juridique » et « objective », mais pleine d'ironie dans ses « considérants ». Elle se terminait par ces mots :

1. Le Conseil général n'admet pas l'« Alliance » comme section de l'*Internationale*;
2. Tous les paragraphes des statuts de l'*Alliance* qui ont trait à ses rapports avec l'*Internationale* sont déclarés *nuls et non avenues*.

Dans les considérants, on prouvait clairement et irréfutablement que l'*Alliance* n'était rien d'autre qu'une machine destinée à désorganiser l'*Internationale*.

Bakounine, qui ne s'attendait pas à ce coup avait déjà fait de l'*Égalité*, l'organe central des membres de langue française de l'*Internationale* en Suisse, son propre journal, de plus, au *Locle*, il avait fondé un petit Moniteur privé, *Le Progrès*. Ce dernier joue, jusqu'à ce jour, le même rôle sous la direction d'un partisan fanatique de Bakounine, un certain *Guillaume*.

Après plusieurs semaines de réflexion, le Comité central de l'*Alliance* répondit au Conseil général sous la signature de Perron, un Genevois : l'*Alliance*, dans son zèle pour la bonne cause, est *prête à sacrifier son organisation autonome*, mais à une condition seulement : elle demande que le Conseil général reconnaisse le caractère « radical » de ses principes.

Le Conseil général répondit qu'il n'avait pas pour fonction de porter un jugement théorique sur les programmes des différentes sections, son devoir étant seulement de veiller à ce qu'ils ne contiennent rien qui fût en contradiction directe avec les statuts et leur esprit. Aussi était-il contraint de maintenir sa demande : suppression dans le programme de l'*Alliance* de la formule absurde sur l'« égalité des classes »

et son remplacement par « *abolition des classes* » (La substitution eut lieu d'ailleurs). Pour le reste, ils (les membres de l'Alliance) pouvaient adhérer à l'Internationale *après dissolution de leur organisation internationale autonome*, et après avoir communiqué au Conseil général la liste de toutes leurs sections (ce qui, *nota bene*, ne fut jamais fait).

L'*incident* était ainsi clos. L'*Alliance* fut dissoute, *nominalement*, mais continua à subsister *en fait* sous la direction de Bakounine qui, en même temps, continuait à régner sur le Comité fédéral romand de l'internationale à Genève. Aux organes qu'elle possédait déjà vinrent s'ajouter la *Federacion* de Barcelone (et, *après* le Congrès de Bâle, l'*Eguaglianza* de Naples).

Bakounine chercha alors à atteindre son but : transformer par une autre voie l'*Internationale* en un instrument lui appartenant en propre. Par l'intermédiaire de notre Comité romand de Genève, il fit proposer au Conseil général de mettre à l'ordre du jour du Congrès de Bâle la « *question de l'héritage* ». Le Conseil y consentit, pour pouvoir frapper Bakounine à la tête. Le plan de Bakounine était le suivant : si le Congrès de Bâle adoptait les « principes » (?) posés par Bakounine à Lausanne, on montrerait par là au monde que ce n'est pas lui qui était passé du côté de l'Internationale, mais bien l'Internationale, qui était passée du côté de Bakounine. Conséquence élémentaire : le Conseil général de Londres (dont Bakounine connaissait l'opposition à tout « réchauffage » de la *vieillerie* saint-simonienne) devait se démettre et le Congrès de Bâle déciderait alors le *transfert du Conseil général* à Genève ; ainsi l'*Internationale* tomberait sous la dictature de Bakounine.

Pour s'assurer la majorité au Congrès de Bâle, Bakounine organisa une véritable *conspiration*. Il y eut même de *faux mandats*, comme celui de Monsieur Guillaume pour le Locle. Bakounine lui-même alla mendier les mandats de Naples et de Lyon. On répandit des calomnies de toute espèce contre le Conseil général. Aux uns, on disait que l'élément bourgeois y prédominait; aux autres qu'il était le foyer du *communisme autoritaire*.

Les résultats du Congrès de Bâle sont connus : les propositions de Bakounine ne furent pas adoptées, et le siège du Conseil général resta fixé à Londres.

Le dépit qu'il ressentit d'avoir manqué son coup – « dans son esprit et le fond de son cœur » Bakounine avait peut-être lié à son succès pas mal de spéculations privées - se fit jour dans les commentaires irrités de *L'Égalité* et du *Progrès*. Ces journaux prirent d'ailleurs de plus en plus la forme d'oracles officiels. Tantôt l'une, tantôt l'autre des sections suisses de l'*Internationale* était mise au ban, parce que, contrairement aux prescriptions expresses de Bakounine, elles avaient participé à l'action politique, etc. Enfin, la rage longtemps contenue que l'on nourrissait contre le Conseil général éclata publiquement. *Le Progrès* et *L'Égalité* ironisèrent, attaquèrent, déclarèrent que le Conseil général, ne remplissait pas ses devoirs, (par exemple au sujet du bulletin trimestriel) : le Conseil général devait supprimer le contrôle direct qu'il exerçait sur l'Angleterre et provoquer la constitution d'un comité central distinct de lui et ne s'occupant que des affaires anglaises. Les résolutions du Conseil général au sujet des fenians¹ prisonniers constituaient un abus de pouvoir, car il

¹ Pour rappel, les fenians désignaient les nationalistes irlandais qui avaient choisi la violence pour lutter contre la présence britannique. Au cours de l'été 1869, Eleanor Marx avait fait avec Engels et la seconde femme de celui-ci, Lizzy Burns, qui était irlandaise, un voyage en Irlande. Engels avait alors pour projet de rédiger son ouvrage *Histoire de l'Irlande* dont il commença la rédaction en mai 1870. Son but était de mon-

n'avait pas à s'occuper de questions politiques locales. De plus, dans *Le Progrès* et dans *L'Égalité* on pris parti pour Schweitzer, et le Conseil général fut invité catégoriquement à s'expliquer officiellement et *publiquement* sur la question Liebknecht-Schweitzer. Le *Progrès* et *L'Égalité* félicitèrent le journal *Le Travail* (de Paris), d'avoir publié des articles favorables à Schweitzer que les amis de celui-ci y avaient fait passer en contrebande et *L'Égalité* invita le *Travail* à faire cause commune avec lui contre le Conseil général.

C'est pourquoi le moment où il fallait intervenir était venu. Le document suivant est la copie textuelle de la circulaire du Conseil général au Comité fédéral de la Suisse romande à Genève. Le document est trop long pour que je le traduise en allemand¹

*

La lettre de Marx se termine par le propos suivant que nous reproduisons en raison de son intérêt.

Malgré toutes les intrigues de Bakounine à Lyon et à Marseille, où il avait entraîné quelques jeunes têtes chaudes, les comités français ainsi que le Conseil Général belge (Bruxelles) ont déclaré approuver pleinement ce rescrit du Conseil général.

La copie destinée à Genève (le secrétaire pour la Suisse, Jung, étant fort occupé), fut quelque peu différée. Elle se croisa avec une lettre officielle adressée au Conseil général par Perret², secrétaire du Comité central romand à Genève.

En effet, la crise avait éclaté à Genève avant l'arrivée de notre circulaire. Quelques rédacteurs de *L'Égalité* s'étaient opposés à l'orientation dictée par Bakounine. Celui-ci et ses partisans (dont 6 rédacteurs de *L'Égalité*) voulaient forcer le *Comité central* genevois à licencier les récalcitrants. Mais comme depuis longtemps le Comité central était las du despotisme de Bakounine et qu'il répugnait à se voir entraîné par lui à s'opposer aux autres comités de Suisse allemande et au Conseil général, etc., il confirma au contraire dans leurs fonctions les rédacteurs de *L'Égalité* qui déplaisaient à Bakounine. Les six partisans de Bakounine donnèrent alors leur démission de la rédaction, croyant provoquer ainsi la disparition du journal.

En réponse à notre missive le Comité central genevois déclara que les attaques de *L'Égalité* s'étaient produites sans son aveu, qu'il n'a jamais approuvé la politique qu'on y prônait, que désormais le journal est rédigé sous le contrôle strict du Comité, etc.

Bakounine se replia alors de Genève sur le Tessin. En Suisse, il ne peut plus fourrer les doigts qu'au *Progrès* (Le Locle).

Peu de temps après, Herzen mourut. Bakounine – qui, depuis l'époque où il voulut s'ériger *en guide du mouvement*

trer les conséquences de la domination coloniale britannique, non seulement pour la nation opprimée, mais aussi pour la nation opprimante. Sur la question irlandaise, nous renvoyons à l'importante lettre de Marx adressée, le 9 avril 1870, à Siegfried Meyer et August Vogt. (C10, pp. 340-346).

¹ Cette circulaire est en effet rédigée en français. Il s'agit du document rédigé par Marx vers le 1^{er} janvier 1870 sous le titre : « Le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs au Conseil fédéral de la Suisse romande, à Genève » Cf. C10, pp. 249-257.

² Henri Perret, un des dirigeants de l'AIT en Suisse. Il a été, de 1868 à 1873, le secrétaire général du Comité fédéral romand et membre de la rédaction de *L'Égalité*.

ouvrier européen avait renié son ancien protecteur et ami - se mit à claironner ses éloges, après la mort de celui-ci. Pourquoi ? Malgré sa richesse personnelle, Herzen se faisait verser 25.000 francs par an pour la propagande par ses amis du parti panslaviste pseudo-socialiste de Russie. Par son panégyrique, Bakounine a dirigé cet argent *vers lui* et - *malgré sa haine de l'héritage* - il a recueilli « l'héritage de Herzen » pécuniairement et *moralemment sine beneficio inventari* (sans bénéfice d'inventaire).

En même temps une jeune colonie de réfugiés a élu domicile à Genève; ce sont des étudiants fugitifs qui agissent de bonne foi et prouvent leur honnêteté en faisant de la *lutte contre le panslavisme* le point principal de leur programme.

Ils publient à Genève un journal : *La Voix du Peuple*.

Il y a environ deux semaines, ils se sont adressés à Londres, ont envoyé leurs statuts et programme et demandé notre approbation à la constitution d'une *branche* russe. Autorisation leur a été accordée.

Dans une lettre particulière à Marx, ils lui ont demandé de les représenter provisoirement au Conseil central. Ce fut également accepté. Ils ont annoncé en même temps et *semblaient vouloir s'en excuser* auprès de Marx, qu'il leur faudrait prochainement démasquer publiquement Bakounine parce que cet homme parlait *deux langages absolument différents* en Russie et en Europe.

Ainsi, le jeu de cet intrigant extrêmement dangereux prendra bientôt fin, du moins sur le terrain de *l'Internationale*.

6.6. Sergueï Netchaïev, Éléments de biographie

Etudes consultées :

- Notice de Wikipédia.
- Notice d'Universalis.
- Jean Barraué, *Bakounine et Netchaïev, Trois études sur Bakounine*¹, Spartacus. René Lefeuve. Paris. 1971.
- Jean Préposiet, *Histoire de l'anarchisme*, Tallandier, Paris 2002, pp. 373-388.

*

- 20.09.1847 Naissance de Sergueï Guennadievtch Netchaïev dans la petite ville d'Ivanovo, au nord-est de Moscou. Ses parents sont de modeste condition. Son père était un ancien peintre en bâtiment devenu garçon de café. Sa mère, la fille d'un serf affranchi, mourut alors qu'il n'avait que six ans.
- 1868 Autodidacte, il obtient un poste d'instituteur dans une école paroissiale de Saint-Pétersbourg.
- 1869 Il fréquente les étudiants révolutionnaires et participe à leurs côtés aux événements de janvier 1869. Au début de 1869, s'est constitué par un groupe d'étudiants de Petersbourg un « Comité du parti révolutionnaire russe », avec la participation active de Netchaïev et de Tkatchev. Ce comité avait adopté un programme de type blanquiste préconisant une révolution politique comme préalable de la révolution sociale.
- Poursuivi par la police russe, il se réfugie en mars 1869 à **Genève**² où il rencontre Michel Bakounine à qui il se présente comme le délégué d'une société révolutionnaire russe et avec qui il sympathise. L'attachement de Bakounine pour Netchaïev sera remarquable, en dépit des manœuvres déloyales de ce dernier à son égard. Bakounine est manifestement fasciné par son camarade révolutionnaire qu'il surnomme « Boy » dans sa correspondance.
- En mai 1869, Vera Zassoulitch sera arrêtée par la police russe pour ses relations épistolaires avec Netchaïev. Emprisonnée, elle ne sera libérée qu'en mars 1871.
- Au cours de l'été 1869, il retourne clandestinement en Russie où il fonde l'organisation clandestine *La Vindicté du Peuple*³.
- Le **21 novembre 69**, il se rend coupable de l'assassinat de l'étudiant Ivan Ivanovitch Ivanov qu'il soupçonne de trahison⁴.
- 1870 Il parvient à échapper à la police et se réfugie en janvier 1870 en Allemagne puis à Londres et en Suisse où il reprend sa collaboration avec Bakounine qui rompra Il obtient de Bakounine que celui-ci renonce à la traduction du *Capital* pour laquelle il avait reçu un important subside².

¹ Ainsi que le *Catéchisme du révolutionnaire* de Netchaïev, Texte intégral, pp. 61-66.

² Il semble que Netchaïev ait diffusé le bruit qu'il avait été arrêté et qu'il était parvenu à s'évader de la forteresse Pierre-et-Paul, ce qui était fort improbable. Cf. le propos de Marx à l'adresse de Nathalie Liebknecht, le 13 janvier 71 : « Tout ce que Netchaïev a fait imprimer dans la presse européenne sur ses exploits et souffrances en Russie n'est que mensonges éhontés. J'en ai les preuves en main. » (C11, p. 134).

³ Ou la *Société de la Hache*.

⁴ Le meurtre inspirera le roman de Dostoïevski « Les Possédés » (ou « Les Démons ») qu'il publie en 1871.

toutefois avec lui, en juin 1870, après avoir pris connaissance de ses multiples comportements déloyaux¹.

Sur la rupture entre Bakounine et Netchaïev nous disposons d'une lettre intéressante que Bakounine adresse le 24 juillet 1870 à Alfred Talandier³.

Voici ce document.

Mon cher ami,

je viens d'apprendre que N. s'est présenté chez vous et que vous vous êtes empressé de lui faire connaître l'adresse de nos amis (M. et sa femme). J'en conclus que les deux lettres par lesquelles, O. et moi vous avons prévenu et supplié de le repousser, vous sont arrivées trop tard; et, sans exagération aucune, je considère le résultat de ce retard comme un véritable malheur. Il peut vous paraître étrange que nous vous conseillions de repousser un homme auquel nous avons donné des lettres de recommandation pour vous, écrites dans les termes les plus chaleureux. Mais ces lettres datent du mois de mai et, depuis, nous avons dû nous convaincre de l'existence de choses tellement graves, qu'elles nous ont forcés de rompre tous nos rapports avec N., et, au risque de passer à vos yeux pour des hommes inconséquents et légers, nous avons pensé que c'était un devoir sacré de vous prévenir et de vous prémunir contre lui. Maintenant, je vais essayer de vous expliquer en peu les raisons de ce changement.

Il reste parfaitement que N. est l'homme le plus persécuté par le gouvernement russe et que ce dernier a couvert tout le continent d'Europe d'une nuée d'espions pour le chercher dans tous les pays, et qu'il en a réclamé l'extradition tant en Allemagne qu'en Suisse. Il est encore vrai que N. est un des hommes les plus actifs et les plus énergiques que j'aie jamais rencontrés. Lorsqu'il s'agit de servir ce qu'il appelle la cause, il n'hésite et ne s'arrête devant rien et se montre aussi impitoyable pour lui-même que pour tous les autres. Voici la qualité principale qui m'a attiré et qui m'a fait longtemps rechercher son alliance. Il y a des personnes qui prétendent que c'est tout simplement un chevalier d'industrie; - c'est un mensonge ! C'est un fanatique dévoué, mais en même temps un fanatique très dangereux et dont l'alliance ne saurait être que funeste pour tout le monde, voici pourquoi : il avait fait d'abord partie d'un comité occulte qui, réellement, avait existé en Russie. Ce comité n'existe plus, tous ses membres ont été arrêtés. N. reste seul, et seul il constitue aujourd'hui ce qu'il appelle le Comité. L'organisation russe, en Russie, ayant été décimée, il s'efforce d'en créer une nouvelle à l'étranger. Tout cela serait parfaitement naturel, légitime, fort utile, — mais la manière dont il s'y prend est détestable. Vivement impressionné par la catastrophe qui vient de détruire l'organisation secrète en Russie, il est arrivé peu à peu à se convaincre que pour fonder une société sérieuse et indestructible, il faut prendre pour base la politique de Machiavel et adopter pleinement le système des Jésuites, — pour corps la seule violence, pour le mensonge.

La vérité, la confiance mutuelle, la solidarité sérieuse et sévère n'existe qu'entre une dizaine d'individus qui forment le sanctus sanctorum de la Société. Tout le reste doit servir comme instrument aveugle et comme matière exploitable aux mains de cette dizaine d'hommes, réellement solidarisés. Il est permis et même ordonné de les tromper, de les compromettre, de les voler et même au besoin de les perdre, — c'est de la chair à conspiration; par exemple : vous avez reçu N. grâce à notre lettre de recommandation, vous lui avez donné en partie votre confiance, vous l'avez recommandé à vos amis — entre autres à M. et Mme M... Le voilà replanté dans votre monde — que fera-t-il ? Il vous débitera d'abord une foule de mensonges pour augmenter votre sympathie et votre confiance, mais il ne se contentera pas de cela. Les sympathies d'hommes tièdes, qui ne sont dévoués à la cause révolutionnaire qu'en partie et qui, en dehors de cette cause, ont encore d'autres intérêts humains, tels qu'amour, amitié, famille, rapports sociaux, — ces sympathies ne sont pas à ses yeux une base suffisante, et, au nom de la cause, il doit s'emparer de toute votre personne à votre insu. Pour y arriver, il vous espionnera et tâchera de s'emparer de tous vos secrets, et, pour cela, en votre absence, resté seul dans votre chambre, il ouvrira tous vos

¹ Notamment dans la gestion du fonds Pavel Bakhmetev (un riche révolutionnaire russe), un important apport financier que lui avait confié Nicolas Ogarev après le décès d'Alexandre Herzen en janvier 1870.

² Netchaïev adressera, en février 1870, une lettre menaçante à Lioubavine, lui intimant de renoncer à cette traduction.

³ Nous citons à partir des pages 324-330 de la « Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874) », avec une préface et des annotations de Michel Dragomanov, Librairie académique Didier Perrin et Cie, Paris 1896, (en ligne sur Gallica). Admis le 12 octobre 1864 au sein du Conseil général de l'AIT, Alfred Talandier était également un adhérent de l'Alliance secrète bakouniste.

tiroirs, lira toute votre correspondance, et quand une lettre lui paraîtra intéressante, c'est-à-dire compromettante à quelque point de vue que ce soit, pour vous ou pour l'un de vos amis, il la volera et la gardera soigneusement comme un document contre vous ou contre votre ami. Il a fait cela avec O., avec Tata et avec d'autres amis, - et lorsque en assemblée générale nous l'avons convaincu, il a osé nous dire : « Hé bien, oui; c'est notre système, nous considérons comme des ennemis, et nous avons le devoir de tromper, de compromettre toutes les personnes qui ne sont pas *complètement* avec nous », c'est-à-dire, tous ceux qui ne sont pas convaincus de ce système et n'ont pas promis de l'appliquer eux-mêmes.

Si vous l'avez présenté à un ami, son premier soin sera de semer contre vous la discorde, les cançons, l'intrigue, en un mot de vous brouiller. Votre ami a une femme, une fille, il tâchera de la séduire, de lui faire un enfant, pour l'arracher à la moralité officielle et pour la jeter dans une protestation révolutionnaire forcée contre la société.

Tout lien personnel, toute amitié, toute...sont considérés par eux comme un mal, qu'ils ont le devoir de détruire, — parce que tout cela constitue une force qui, se trouvant en dehors de l'organisation secrète, amoindrit la force unique de cette dernière. Ne criez pas à l'exagération, tout cela m'a été amplement développé et prouvé. Se voyant démasqué, ce pauvre N. est encore si naïf, si enfant, malgré sa perversité systématique, qu'il avait cru possible de me convertir, - il est allé même jusqu'à me supplier de vouloir bien développer cette théorie dans un journal russe, qu'il m'avait proposé d'établir. Il a trahi la confiance de nous tous, il a volé nos lettres, il nous a horriblement compromis, en un mot, il s'est conduit comme un misérable. Sa seule excuse, c'est son fanatisme ! Il est un terrible ambitieux, sans le savoir, parce qu'il a fini par identifier complètement la cause de la révolution avec sa propre personne, — mais ce n'est pas un égoïste dans le sens banal de ce mot, parce qu'il risque horriblement sa personne et qu'il mène une vie de martyr, de privations et de travail inouï. C'est un fanatique, et le fanatisme l'emporte jusqu'à devenir un jésuite accompli, - par moments, il devient tout simplement bête. La plupart de ses mensonges sont cousus de fil blanc. Il joue au jésuite comme d'autres jouent à la révolution. Malgré cette naïveté relative, il est très dangereux parce qu'il commet journellement des actes, des abus de confiance, des trahisons, contre lesquels il est d'autant plus difficile de se sauvegarder, qu'on en soupçonne à peine la possibilité. Avec tout cela N. est une force, parce que c'est une immense énergie. C'est avec grand-peine que je m'en suis séparé, parce que le service de notre cause demande beaucoup d'énergie et qu'on en rencontre rarement une développée à ce point. Mais après avoir épuisé tous les moyens de m'en convaincre, j'ai dû m'en séparer, et, une fois séparé, j'ai dû le combattre à outrance. Son dernier projet n'a été, ni plus ni moins, que de former une bande de voleurs et de brigands en Suisse, naturellement dans le but de constituer un capital révolutionnaire. Je l'ai sauvé, en lui faisant quitter la Suisse, parce qu'il est certain qu'il aurait été découvert, lui sa bande, dans l'espace de quelques semaines; il se serait perdu et nous aurait perdus tous avec lui. Son camarade et compagnon S. est un franc coquin, un menteur au front d'airain, sans l'excuse, sans la grâce du fanatisme. Il a commis devant moi des vols nombreux de papiers et de lettres. Et voici les gens que M., malgré qu'il ait été prévenu par J., a cru devoir présenter à Dupont et à Bradlaugh. Le mal est fait, il faut le réparer sans bruit, sans scandale, autant que faire se pourra.

1) Au nom de votre paix intérieure, de la tranquillité de votre famille et de votre considération personnelle, je vous supplie de leur fermer votre porte. Faites-le *sans explications*, coupez simplement. Pour beaucoup de raisons, nous ne désirons pas qu'ils sachent *maintenant* que nous leur faisons la guerre sur tous les points. Il faut qu'ils soupçonnent que les avertissements contre eux sont venus du camp de nos adversaires, — ce qui d'ailleurs sera parfaitement conforme à la vérité, car je sais qu'on a écrit très énergiquement contre eux au conseil général de Londres. Ne nous démasquez donc pas prématurément à leurs yeux. Ils nous ont volé des papiers dont nous devons nous réparer d'abord.

2) Persuadez M. que le salut de toute sa famille exige qu'il rompe complètement avec eux. Qu'il garde contre eux N. Leur système, leur bonheur, c'est de séduire et de corrompre les jeunes filles, par cela O. tient toute la famille. Je suis désolé qu'ils aient appris l'adresse de M., car ils seraient capables de le dénoncer. N'ont-ils pas osé m'avouer ouvertement, en présence d'un témoin, que dénoncer à la police secrète un membre, un dévoué ou dévoué seulement à moitié, est un des moyens dont ils considèrent l'usage comme légitime et utile quelquefois. S'emparer des secrets d'une personne, d'une famille, pour la tenir en leurs mains, c'est là leur moyen principal. Je suis tellement effrayé qu'ils sachent l'adresse de M. que je lui conseille, que je le supplie de changer de logement, de manière à ce qu'ils ne puissent les découvrir. Si après cela M., infatué de son propre jugement, continue ses rapports avec ces Messieurs, — que les conséquences funestes, inévitables de cet *aveuglement vaniteux* retombent sur lui-même.

3) Il faut que vous et M. avertissiez tous les amis auxquels vous avez pu présenter ces

Messieurs de se tenir sur leurs gardes et de ne leur témoigner aucune confiance, ni assistance. N., plus obstiné qu'un joueur, se perd fatalement, — l'autre est perdu. Il ne faut pas que nos amis soient englobés dans leur ruine honteuse. Tout cela est fort triste et très humiliant pour nous qui vous les avons recommandés, mais la vérité est encore la meilleure issue et le meilleur remède contre toutes les fautes.

- 1871 En juillet/août 71, commence à Saint-Pétersbourg le procès des partisans de Netchaïev¹, lequel est absent de Russie.
- 19.08.71 Marx à Engels à propos de Netchaïev : « En ce qui concerne Netchaïev qui, selon son habitude, répand de sa propre main les fausses rumeurs sur sa personne, il faudra qu'à mon retour², le Conseil général prenne position publiquement contre lui³. ».
- 14.10.71 Le Conseil général de l'AIT vote une résolution rédigée par Marx sur « l'abus du nom de l'Internationale dans la conspiration de Netchaïev ». Il y est déclaré que « ledit Netchaïeff a usurpé le nom de l'Association Internationale des Travailleurs pour faire des dupes et des victimes en Russie⁴. ».
- 1872 Arrêté à Zurich le **14 août 1872**, avec la collaboration de la police secrète russe, Il se trouve extradé le **27 octobre 1872** par les Suisses vers la Russie où il est emprisonné à la forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Pétersbourg.

Voici, à titre d'exemple des relations entre Netchaïev et Bakounine, la lettre que ce dernier adresse à Nikolaï Ogareff le 2 novembre 1872⁵ :

« Eh bien ! mon vieil ami, nous venons d'assister à un forfait inouï. La République, a extradé l'infortuné Netchaïeff. Mais ce qu'il y a de plus alarmant, c'est que, à l'occasion de cette extradition, notre gouvernement voudra, sans doute, reprendre le procès et fera de nouvelles victimes. Cependant, quelque voix secrète me dit que Netchaïeff qui a péri à jamais et qui, certainement, en a conscience lui-même, que ce Netchaïeff, embrouillé dans les équivoques et tout souillé qu'il est, est loin d'être un individu banal; que dans cette occasion, son cœur révélera toute son énergie et son courage primitifs. Il périra comme un héros, et cette fois, il ne voudra trahir ni les personnes, ni la cause elle-même.

C'est là ma foi. Bientôt nous allons voir si j'ai raison. Je ne sais pas quel est ton sentiment, mais, pour ma part, je le plains beaucoup. Personne ne m'a fait, dans ma vie, tant de mal que lui, de mal prémédité, mais je le plains quand même. C'est un homme d'une rare énergie, et lorsque nous l'avons rencontré pour la première fois, son cœur brûlait d'amour et de compassion pour le malheureux peuple russe, surchargé et abruti; il portait en son âme une véritable douleur de notre mal historique et populaire. A cette époque, il n'avait de malpropre que son extérieur, mais l'intérieur n'était pas souillé. La prétention de devenir un chef, qui alla se heurter d'une manière si fâcheuse contre sa folie et, grâce à son ignorance, contre la méthode dite machiavélique ou jésuitique, le jeta dans un abîme de boue. A la fin, il touchait vraiment à l'idiotisme. Figure-toi que lorsque nous l'avons prévenu quinze ou vingt jours avant son arrestation, — non pas directement, car, ni moi, ni personne de mes amis, n'avons voulu nous rencontrer avec lui — qu'il était recherché par la police et qu'il devait s'empresser de quitter Zurich, il a répondu : « Ce sont les bakouniens qui veulent me faire partir d'ici. » Et il ajouta : « Ce n'est plus comme en 1870; à présent, j'ai des amis au

¹ On compte quelque 87 inculpés, dont Ouspenski.

² Marx se trouve à Brighton.

³ C11, p. 275.

⁴ *Le Conseil général de la Première Internationale, procès-verbaux, 1870-1871*, p. 378.

⁵ Nous citons à partir de l'ouvrage « Correspondance de Michel Bakounine. Lettres à Herzen et à Ogareff (1860-1874) », avec une préface et des annotations de Michel Dragomanov, Librairie académique Didier Perrin et Cie, Paris 1896, (en ligne sur Gallica) pp. 364-366.

Conseil Fédéral de Berne; si danger il y avait, j'en serais prévenu. » Et le voilà perdu ! ».

- 20.01.73 Début du procès de Netchaïev. Il se voit condamné à la réclusion perpétuelle et se trouve emprisonné à la forteresse Pierre-et-Paul.
- 21.11.82 Il meurt en prison, vaincu par la faim et par le scorbut.

7. Karl Marx et Friedrich Engels : tranches vie.

15. L'année 1872

Leurs activités au sein du Conseil général de l'AIT - D'intenses controverses - La préparation et la tenue du Congrès de La Haye – Rupture avec Bakounine et ses partisans¹.

- 02.01.72 Engels s'adresse à Wilhelm Liebknecht. Il le remercie pour avoir publié dans le *Volksstaat* un démenti des fausses informations que la *Deutsche Allgemeine Zeitung* avait diffusées, le 24 décembre dernier, à propos de la Conférence de Londres de l'AIT². Il insiste pour obtenir la garantie de sa représentation et de celle d'August Bebel au prochain Congrès de La Haye, un simple mandat ne suffisant pas³.
- 03.01.72 Il lui adresse un article intitulé « **Le Congrès de Sonvillier et l'Internationale**⁴ » dont il réclame la parution immédiate⁵.
- 07.01.72 Marx commente à l'adresse du journaliste anglais Maltman Barry, membre du Conseil fédéral britannique, les positions critiquables de John Hales⁶ au sein du Conseil général de l'AIT⁷.
- 14.01.72 Engels communique avec le militant italien Carlo Terzaghi qui a sollicité l'aide du Conseil général pour le journal *Il Proletario* qu'il a fondé. Engels décline la demande en raison de l'adhésion de l'organisation de Terzaghi aux thèses de Bakounine⁸.
- 16.01.72 Nouvelle protestation de Marx, concernant cette fois un article du *National Reformer*⁹ qui a édité des informations calomnieuses à son égard. Il sollicite le rédacteur de l'*Eastern Post* pour publier son démenti¹⁰.
- 18.01.72 Engels commente à l'adresse de W. Liebknecht le récent Congrès bruxellois de la Fédé- Le lieu du prochain Congrès n'est pas encore fixé, mais, précise-t-il, « ce ne sera certaine-

¹ Pour le détail sur les activités de Marx et d'Engels au sein de l'AIT au cours de cette année 1872, nous renvoyons aux chapitres de notre **fascicule 43**.

² C12, pp. 3-5.

³ Les anciens membres du comité du *Parti ouvrier social démocrate* sont alors toujours inculpés devant le tribunal de Brunswick pour leurs relations avec le Conseil général de l'AIT. L'inculpation ne sera levée que le 2 février prochain.

⁴ Pour rappel, le 12 novembre 1871 s'est tenu à Sonvillier le Congrès de la fédération jurassienne bakouniste qui, dans une circulaire, s'opposait aux résolutions de la Conférence de Londres de l'AIT.

⁵ L'article paraîtra dans le *Volksstaat* du 10 janvier.

⁶ John Hales sera bientôt démis, en mars prochain, de ses fonctions de secrétaire de l'Internationale. Dans ses lettres à Marx de décembre 1871 et de janvier 1872, Maltman Barry proposait de remplacer John Hales à la tête du Conseil général.

⁷ C12, pp. 6-7.

⁸ C12, pp. 7-10.

⁹ Un hebdomadaire de la bourgeoisie radicale.

¹⁰ C12, pp. 10-11. Marx reviendra sur le sujet dans sa lettre au rédacteur de l'*Eastern Post* du 27 janvier prochain. (C12, p. 36)

ration belge de l'AIT¹. Il lui confie ce jugement plutôt sévère : « Les Belges, voici ce qui en est : De Paepe est le seul qui vaille, mais il ne fait pas grand-chose. Steens² est un âne et un amateur de cabale et peut-être pire que ça, et Hins³ est un proudhonien qui, de ce fait déjà, mais plus encore par sa femme russe, a un penchant pour Bakounine. Les autres sont des marionnettes. ».

Il lui demande expressément l'envoi de plusieurs exemplaires de son article sur « *Le Congrès de Sonvillier et l'internationale* » paru dans le *Volksstaat*.

19.01.72 Engels à P. L. Lavrov à propos de Bakounine :

« Pour l'Internationale, les choses vont bien. Les intrigues de Bakounine n'aboutiront pas à grand-chose. Cet homme oublie que l'on ne peut mener les masses ouvrières comme on pourrait le faire avec un petit tas de sectaires doctrinaires. Nous avons du reste de précieux renseignements sur ses menées en Russie - et de la source originale encore. C'est plus qu'ignoble⁵. ».

Il s'adresse longuement, ce même jour, à Paul Lafargue qui se trouve à Madrid⁶.

Il lui livre de nombreuses nouvelles sur l'activité de l'AIT à Londres, en France, en Suisse et en Allemagne.

20.01.72 Marx sollicite une aide auprès de son cousin August Philip d'Amsterdam pour financer la publication du *Capital*.

22.01.72 Jenny, la fille de Marx, informe Ludwig Kugelmann des travaux de son père pour la seconde édition allemande du *Capital* :

« Papa a déjà envoyé plus de la moitié de son livre à Meissner. Dans le premier chapitre, il a introduit de sérieuses modifications et, ce qui est le plus important, il est lui-même satisfait (ce qui n'arrive pas souvent) de ces modifications. Le travail qu'il fait depuis quelques semaines est énorme et c'est vraiment un miracle que sa santé (qui continue à être bonne) n'en ait pas souffert.

Malheureusement papa est obligé en ce moment de préparer également le premier chapitre pour le traducteur français qui doit aussitôt se mettre au travail, Lafargue ayant découvert un excellent éditeur français⁸ qui tient beaucoup à publier *Le Capital*. Le traducteur n'est pas Keller⁹, qui n'a pu reprendre sa traduction parce qu'il est pris par un autre travail. Charles Longuet, ancien membre de la Commune, a trouvé un autre traducteur (je crois qu'il s'appelle Leroy) qui a traduit plusieurs ouvrages de Feuerbach avec beaucoup de talent. ».

ment pas la Suisse et pas davantage l'Allemagne⁴. ».

La lettre se termine par cette note courtoise :

« Mme Marx qui se trouve chez moi en ce moment ainsi que toute la famille Marx vous envoient leur affection. Ma femme vous salue cordialement et moi aussi⁷. ».

Il recevra bientôt une réponse négative, son cousin affirmant qu'il est prêt à l'aider personnellement, mais non à financer la propagation de ses idées révolutionnaires.

¹ Ce congrès s'était tenu à Bruxelles les 24 et 25 décembre 1871 et avait débattu de la circulaire de Sonvillier. Il avait abouti à une résolution en vue de faire du Conseil général de l'AIT un simple bureau de correspondance.

² Eugène Steens.

³ Eugène Hins.

⁴ Dans sa récente lettre du 5 janvier 72, Liebknecht avait proposé que le Congrès se tienne sinon en Allemagne du moins à proximité de la frontière allemande.

⁵ C12, pp. 17-18.

⁶ Et qui, dans sa lettre du 7 janvier, l'avait informé que le Conseil fédéral espagnol avait refusé de soutenir la Fédération jurassienne en faveur de la tenue immédiate d'un Congrès extraordinaire.

⁷ C12, pp. 18-22.

⁸ Maurice Lachâtre qui publiera *Le Capital* en neuf livraisons d'août 1872 à mai 1873.

⁹ Lequel s'était réfugié en Suisse après la Commune et s'était rallié aux bakouninistes.

Elle termine sa lettre par des nouvelles de Paul Lafargue qui, inquieté par la police, a dû quitter Saint-Sébastien et se réfugier à Madrid¹.

- 23.01.72 Marx est surchargé de travail et confie à sa fille Eleanor le soin d'écrire à N.F. Danielson à Saint-Petersbourg. Elle lui annonce la parution de la seconde édition allemande du *Capital* et de la prochaine traduction française : « Papa pense que vous feriez bien de ne pas retarder le moins du monde l'édition russe mais, au contraire, de la poursuivre aussi vite que possible. ».

Elle termine en exprimant les inquiétudes de la famille pour G.A Lopatine qui a été arrêté par la police russe en février 1871 et déporté à Irkoutsk².

- 24.01.72 Engels communique (très) longuement avec Theodor Cuno à Milan.

Il l'informe sur les intrigues de Bakounine : « Bakounine, lui écrit-il, a une théorie très particulière, un salmigondis de proudhonisme et de communisme, dans lequel l'essentiel en premier lieu est que pour lui le principal mal à éliminer n'est pas le capital, c'est-à-dire l'antagonisme de classe entre capitalistes et salariés qui résulte de l'évolution sociale, mais l'Etat. Tandis que la grande masse des ouvriers sociaux-démocrates considère avec nous que le pouvoir de l'Etat n'est rien d'autre que l'organisation que les classes dominantes - propriétaires fonciers et capitalistes - se sont donnée pour défendre leurs privilèges sociaux, Bakounine prétend que c'est l'Etat qui a créé le capital, que le capitaliste ne détient son capital que *par la grâce de l'Etat*. En conséquence, comme le mal principal est pour lui l'Etat, il faut avant tout supprimer l'Etat et le capital s'en irait alors de lui-même au diable. ».

Il poursuit en critiquant l'absentéisme politique de Bakounine : « Prêcher aux ouvriers de s'abstenir de faire de la politique, c'est les pousser dans les bras des curés ou des républicains bourgeois. ».

Un rappel non moins de la fondation par Bakounine et ses partisans de l'*Alliance de la Démocratie sociale* qui n'avait d'autre but que de saper l'action de l'AIT.

Engels termine cette longue et dense correspondance par une description des manœuvres et des intrigues bakouninistes en Suisse, en Italie et en Espagne : « Je vous invite, écrit-il en conclusion, à vous méfier de tous les gens qui sont en relation avec Bakounine³. ».

- 01.02.72 Marx à l'adresse de Ferdinand Jozewicz à Berlin. Il l'informe de la prochaine rédaction d'une circulaire dénonçant les menées de Bakounine et de ses partisans.

« Côté français, note-t-il, tous ceux qu'il vaut la peine de garder marchent avec nous. La petite section à part qui s'était constituée ici⁴ est déjà scindée en 3 sections qui s'entre-déchirent⁵. ».

S'agissant de ses travaux, il lui signale :

« (...) mon temps est absorbé par une deuxième édition allemande de mon livre sur le capital, par une édition française dont j'ai dû réviser la rédaction d'après la deuxième édition allemande, et enfin une édition russe pour laquelle j'ai dû livrer certaines modifications du texte. ».

- 03.02.72 Incité par Lissagaray, Marx adhère au « Club d'Etudes sociales » récemment créé à l'initiative de réfugiés de la Commune.

Il y trouve l'occasion de les informer sur son ouvrage *La Guerre civile en France*.

¹ C12, pp. 23-25.

² C12, pp. 26-27. Après deux tentatives d'évasion, Lopatine parviendra à s'enfuir le 10 juin 73 et à s'installer à Paris.

³ C12, pp. 27-34.

⁴ Marx fait ici référence à ladite « Section française fédéraliste de 1871 » qui s'était constituée à Londres en septembre 1871 à l'initiative de réfugiés de la Commune. Le Conseil général lui avait fait savoir que ses statuts étaient en contradiction avec ceux de l'AIT.

⁵ C12, p. 39.

- 07.02.72 Engels¹ adresse à la rédaction du quotidien milanais *Gazzettino Rosa* une lettre de protestation contre des articles hostiles à l'AIT parus dans l'hebdomadaire florentin *Il Libero Pensiero*. Il reproche à Luigi Stefanoni, directeur du *Libero Pensiero*, d'avoir reproduit certaines publications du *Neuer Social-Demokrat* de Berlin² « qui sont pleines de calomnies plus infâmes les unes que les autres contre le Conseil général et toute l'Internationale³. ».
- 09.02.72 Marx à Maurice La Châtre, à Paris : il lui envoie une copie du contrat d'édition du *Capital*. Il a reçu de son traducteur Joseph Roy la note suivante : « Dès aujourd'hui je vais me mettre à l'œuvre, et j'irai plus ou moins vite suivant les conditions de temps qui me seront faites par l'éditeur. Dans tous les cas, je serai entièrement à votre disposition⁴. ».
- 15.02.72 Engels informe W. Liebknecht de la prochaine traduction française du *Capital* et de la prochaine réédition en allemand, du *Manifeste du Parti communiste* qui paraîtra en juillet 1872. Il l'informe de sa récente controverse avec le *Libero Pensiero* de Luigi Stefanoni, avec lequel Liebknecht lui-même était en relation : « Tu vois, *lui reproche-t-il*, dans quelle jolie société tu t'es fourré avec ta manie d'écrire des lettres. Stefanoni, derrière lequel il n'y a personne d'autres que Bakounine (c'est lui qui lui a fourni tous ces documents), s'est *simplement servi de toi comme instrument*. (...) Voilà ce qui est de se commettre avec des gens que tu ne connais pas, alors qu'une simple demande de renseignements, voire la seule indication du nom, auraient suffi pour obtenir de nous tout éclaircissement utile et t'éviter pareille gaffe. (...) Si tu tiens à nous garder la possibilité d'intervenir avec toi et pour toi à l'étranger, la première condition est que tu ne nous tailles pas des croupières en écrivant des lettres comme celle-là⁵ à des personnes inconnues⁶. ».
- 16.02.72 Engels reprend contact avec Johann Philipp Becker à Genève. « En Espagne, *ajoute-il*, la situation est bonne. Avec ses procédés violents contre l'Internationale, le gouvernement a fait passer aux gens leur abstentionnisme politique, de plus le gendre de Marx, Lafargue, qui est à Madrid, fait de son mieux pour chasser de leurs têtes les billevesées bakouninistes. (...) Le Conseil fédéral espagnol est *entièrement* pour nous⁷. ».
- 18.02.72 Engels signale à Giuseppe Benedetti que la section de Pise est absolument inconnue du Conseil général, lequel, précise-t-il, « admet les sociétés ou sections qui ont un caractère vraiment ouvrier et vraiment internationaliste,

¹ Il s'autorise de ses fonctions de secrétaire du Conseil général chargé de la correspondance avec l'Italie. Les deux lettres d'Engels sont rédigées en italien.

² Qui était l'organe des lassalliens.

³ C12, pp. 41-43.

⁴ C12, p. 43.

⁵ Le 28 septembre 71, W. Liebknecht avait adressé au *Libero Pensiero* une lettre saluant les positions athées du journal. Le 20 février prochain, W. Liebknecht fera parvenir à Luigi Stefanoni une protestation sur l'emploi par ce dernier de sa correspondance : « Je vous demande formellement par la présente, *lui écrit-il*, d'expliquer à vos lecteurs que je récuse toute identité de vues avec des gens qui prètent main-forte à la police européenne dans ses poursuites contre l'Association Internationale des Travailleurs et font, consciemment ou non peu importe, le jeu de Messieurs Bismarck et Bonaparte. (...) J'ajoute pour terminer qu'une copie de la présente lettre a été transmise à mon maître et ami Karl Marx pour qu'il en fasse l'usage qu'il jugera utile. » (C12, p. 51).

⁶ C12, pp. 44-47.

⁷ C12, pp. 48-49.

dès l'instant où il s'est assuré que leurs statuts ne contiennent rien qui contrevienne aux statuts généraux (résolution 14 du Congrès de Genève ».

Il lui suggère que sa section soit admise « en bonne et due forme¹ ».

20.02.72 Engels expose devant le Conseil général de l'AIT la situation de l'Internationale en Espagne. De son côté, Marx se préoccupe d'un conflit qui a surgi au sein des sections nord-américaines de l'AIT.

La section new-yorkaise N° 12 sera bientôt exclue en mars prochain.

22.02.72 Jenny, la fille de Marx, interroge Jules Vallès sur l'opportunité de traduire son livre *Les Réfractaires*. Il ne semble pas que le projet ait abouti. « Papa, *ajoute-t-elle*, vous demande de bien vouloir l'excuser de ne pas vous écrire lui-même. Il est débordé de travail, et il n'a littéralement pas le temps de respirer une minute². ».

24.02.72 Un salut fraternel de Marx à Ferdinand Jozewicz à Berlin. Son propos concerne principalement des dispositions techniques relatives à la section berlinoise. Il lui annonce le prochain Congrès qui se tiendra en septembre³.

28.02.72 Marx écrit à sa fille Laura Lafargue qui se trouve à Madrid. Il s'excuse de son retard à répondre à ses lettres même si, insiste-t-il, « Je n'ai pas cessé d'être auprès de vous par la pensée », même si « la santé du pauvre petit Schnappy me préoccupe plus que tout. ».

Il l'informe qu'il a trouvé en Joseph Roy un traducteur pour la version française du *Capital*⁴.

05.03.72 Marx soumet au Conseil général de l'AIT la circulaire importante qu'Engels et lui ont rédigée et qui paraîtra bientôt⁵ sous le titre **Les prétendues scissions dans l'internationale**.

Le document est adopté par le Conseil à l'unanimité.

07.03.72 Engels prend contact avec Louis Pio à Copenhague. Il s'excuse des retards d'informations qu'il attribue à la négligence de Thomas Motershead, secrétaire-correspondant du Conseil général pour le Danemark. Son propos concerne surtout les manœuvres de Bakounine : « Vous avez certainement entendu parler, à Genève et à Leipzig, de la tentative de quelques dissidents sous la direction de Bakounine pour mettre le Conseil général en accusation devant un Congrès extraordinaire. Le fond de la question, c'est l'attitude de l'Internationale par rapport à la politique. Ces Messieurs exigent *qu'on s'abstienne totalement de toute action politique*, notamment de *toute élection*, alors que l'Internationale avait d'emblée écrit sur son drapeau la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière comme moyen d'émancipation sociale et que le Conseil général a défendu ce point de vue⁶. ».

¹ C12, pp. 50-51.

² C12, p. 52.

³ C12, pp. 53-54.

⁴ C12, pp. 55-57.

⁵ Rédigée en français, elle paraîtra sous forme de brochure vers la fin du mois de mai 1872. Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 2 de notre **fascicule 43**.

⁶ C12, pp. 58-61.

08.03.72 Marx à F.A. Sorge à Hoboken¹. Il lui annonce qu'il a été chargé par le Conseil général de rédiger un rapport sur les scissions qui se sont produites aux Etats-Unis en décembre 71 avec la formation de deux Conseils fédéraux². Il lui annonce également la prochaine parution de la brochure sur « Les prétendues scissions de l'Internationale³ ».

11.03.72 Engels commente à l'adresse de Paul Lafargue la prochaine parution de la circulaire sur « Les prétendues scissions de l'Internationale » :

« En lisant la dernière circulaire jurassienne, vous avez dû voir par quel fiasco complet cette campagne ridicule s'est terminée. Mais la circulaire qui contient la réponse du Conseil général est sous presse et vous feriez bien de préparer vos amis là-bas à nous voir traiter ces gens-là très rudement et à nous voir exposer devant l'Association tout ce que nous savons d'eux, et c'est assez scandaleux. Il faut maintenant en finir avec cette secte. Ils nous font perdre notre temps à Maure⁴ et à moi, depuis des mois, et cela ne peut pas durer⁵. ».

Il s'adresse le même jour à Laura Lafargue, lui signalant, pour l'anecdote, les fiançailles de sa sœur Jenny avec Charles Longuet :

« Chez vous à la maison, on vogue en pleine allégresse depuis l'histoire avec Longuet, et si, au moment de tes fiançailles, on faisait, ici et là, de mauvaises plaisanteries sur des regards amoureux, tu es maintenant complètement vengée : dans ce domaine Jenny fait tout ce qu'elle peut. Au demeurant, cela lui réussit très bien, elle est très heureuse et gaie, et bien mieux physiquement aussi, et Longuet est un compagnon très aimable⁶. ».

12.03.72 Marx proteste auprès du rédacteur du journal bruxellois *La Liberté* pour la publication de fausses informations reproduites à partir de l'ouvrage de Gustave Lefrançais « Etudes sur le mouvement communaliste à Paris en 1871⁷ ».

15.03.72 Marx informe F. A. Sorge qu'en raison d'une controverse administrative lors de la réunion du Conseil du 12 mars, Eccarius envisage de remettre sa démission comme secrétaire pour les Etats Unis.

Un mot d'amitié sur la santé du petit Schnapp : « j'espère apprendre bientôt qu'il est tout à fait rétabli. Le pauvre petit a déjà eu bien des malheurs. ».

Une information privée à propos du comportement de Maria Huleck et de son époux⁸ au sein du Conseil général : « Pour l'information *personnelle* de votre Conseil, j'ajoute que Monsieur et Madame Hulek - lui est un imbécile et elle « *une intrigante de bas état* » - s'étaient glissés un instant dans le Conseil général, à une époque où la plupart d'entre nous étaient absents, mais que ce noble couple a été très vite contraint de se retirer à la

¹ Dans le New Jersey, aux Etats-Unis. Sorge était le secrétaire du Conseil fédéral provisoire de New York.

² Les 5 et 12 mars, Marx a fait voter par le Conseil général trois résolutions sur la question. Engels publiera sur le sujet un article intitulé « L'Internationale en Amérique » qui paraîtra le 17 juillet 1872 dans le *Volksstaat*.

³ C12, pp. 62-64.

⁴ Le surnom de Marx.

⁵ C12, pp. 65-66.

⁶ C12, pp. 66-68. La correspondance amoureuse entre Jenny et Charles Longuet se trouve citée dans le volume « *Les filles de Marx. Lettres inédites* » paru aux Editions Albin Michel.

⁷ C12, p. 68.

⁸ Le couple Huleck appartenait à la section française de l'AIT à Londres.

suite de ses intrigues avec la *soi-disant Branche française* que nous avons exclue de l'Internationale. (...) De plus ces deux person- nages ont participé, après leur arrivée à New York, à la création d'une société hostile à l'Internationale et sont restées en contact permanent avec les *beaux restes de la branche française* à Londres¹. ».

17.03.72 Engels au même F.A. Sorge. Il lui demande de lui envoyer une centaine d'exemplaires de la traduction française du *Manifeste communiste* : « (...) la traduction française m'est absolument indispensable pour les pays latins d'Europe afin de faire pièce aux inepties répandues par Bakounine ou aux imbécillités proudhoniennes qui s'étaient complaisamment dans ces pays. ».

Il lui décrit les circonstances qui ont abouti à l'interdiction du meeting prévu à Londres pour la célébration de la Commune de Paris².

18.03.72 Marx félicite Maurice La Châtre pour son projet de publier *Le Capital* en livraisons périodiques : « Sous cette forme, l'ouvrage sera plus accessible à la classe ouvrière et pour moi cette considérations l'emporte sur toute autre. ».

Il observe toutefois un inconvénient :

« La méthode d'analyse que j'ai employée et qui n'avait pas encore été appliquée aux sujets économiques, rend assez ardue la lecture des premiers chapitres et il est à craindre que le public français, toujours impatient de conclure, avide de connaître le rapport des principaux généraux avec les questions immédiates qui le passionnent, ne se rebute parce qu'il n'aura pu d'abord passer outre.

C'est un désavantage contre lequel je ne puis rien si ce n'est toutefois de prévenir et de prémunir les lecteurs soucieux de vérité. Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés³. ».

Ce 18 mars, se tient non pas un meeting⁴ mais une réunion solennelle en l'honneur du premier anniversaire de la Commune de Paris. Marx compte parmi les orateurs.

21.03.72 Marx informe Paul Lafargue de la situation où se trouve le Conseil général qui, *lui écrit-il*, « est une des formes vivantes de l'Association, nécessaire pour en maintenir l'unité et empêcher que les éléments hostiles ne s'en emparent. (...) Notre Association est l'organisation militante du prolétariat et point du tout une société fondée pour mettre en avant des Doctrinaires amateurs. Briser notre organisation à ce moment serait abdiquer. Les bourgeois et les gouvernements combinés ne demandent pas mieux (...) Notre progrès depuis la Conférence de Londres a été mer- veilleux⁵. ».

Il lui adresse en complément divers dossiers officiels du Conseil.

En privé : « Je suis très excédé de travail, de manière que je ne trouve pas même le temps d'écrire à mon sweet Kakadou et au dear Schnappy (dont je voudrais avoir plus de nouvelles). En effet, l'Internationale pèse trop lourdement sur mon temps, et n'étaient pas mes convictions que ma présence au Conseil est encore nécessaire dans ce moment de lutte, je me serais retiré il y a longtemps. ».

A propos du *Capital* : « La Châtre est un charlatan abominable. Il fait perdre le temps par des choses absurdes (...) Roy est un traducteur parfait. Il a déjà envoyé le manuscrit du premier chapitre. ».

¹ C12, pp. 70-71.

² C12, pp. 72-73.

³ C12, p. 74

⁴ Les autorités avaient interdit la tenue de ce meeting. Il fut remplacé par une réunion qui s'est tenue dans les locaux du *Cercle d'Etudes Sociales*.

⁵ C12, pp. 76-81.

- 27.03.72 Engels s'adresse au Conseil fédéral espagnol. Il lui annonce la condamnation à deux ans de prison de Wilhelm Liebknecht et d'August Bebel¹.
- Une correspondance très technique en vue du prochain Congrès de Saragosse : « Nous espérons que vous soumettrez au Congrès régional, pour approbation, les résolutions de la Conférence de Londres; ces résolutions ont été jusqu'à présent admises par les fédérations allemande, romande, suisse allemande (Zurich), anglaise, hollandaise et américaine, ainsi que par les sections française et irlandaise. ».
- Parution, en Russie, de la traduction – la première de toutes – du Livre I du *Capital*. Elle est tirée à 3.000 exemplaires.
- 03.04.72 Engels s'adresse aux délégués du Congrès de Saragosse qui se tiendra le 7 avril prochain. Il termine par cette note : « Pour détruire l'Internationale, il faudrait détruire le sol dont elle est le produit indigène : la société moderne elle-même². »
- Il s'exprime au nom du Conseil général de l'AIT : « Vous pouvez vous féliciter des résultats obtenus en si peu de temps; l'Internationale, fondée en Espagne il y a à peine trois ans, couvre en ce moment tout le pays, s'est établie dans toutes les villes et pénètre dans les campagnes. C'est grâce à votre activité, et grâce aux persécutions insensées et stupides des gouvernements successifs de votre pays que ces grands résultats ont été obtenus et que l'Internationale, en Espagne aussi, est devenue une puissance. ».
- 06.04.72 Engels envoie un télégramme au congrès de Saragosse : « Le Conseil général et le Conseil fédéral anglais saluent le Congrès de Saragosse. Vive l'émancipation du prolétariat ! »³.
- 16.04.72 Engels s'autorise de sa fonction de secrétaire du Conseil général pour l'Italie pour communiquer⁴ avec Gennaro Bovio, à Trani, dans les Pouilles. Il le remercie pour ses articles parus dans la *Liberta* en défense de la Commune de Paris et lui rappelle la parution de *La Guerre civile en France*⁵.
- 22.04.72 Engels répond longuement à Theodor Cuno qui lui a décrit sa récente arrestation en Italie et son extradition en Autriche. Il exposera bientôt⁶ cette affaire devant le Conseil général et lui conseille d'envoyer un rapport au *Volkstaat* : « Il faut quand même que ces salopards s'aperçoivent que les choses ne sont plus aussi simples et que le bras de l'Internationale est toujours plus long que celui du roi d'Italie. ».
- Il l'informe de la situation dans diverses villes d'Italie et d'Espagne et lui annonce la parution de la brochure « Les prétendues scissions de l'Internationale ».
- Il ajoute : « A Saragosse a eu lieu du 8 au 11 avril un congrès espagnol interne où nos amis ont vaincu les bakouninistes. Il apparaît maintenant qu'en Espagne, l'*Alliance de la démocratie Socialiste* a tranquillement continué d'exister à l'intérieur de l'Internationale, sous la direction de Bakounine, en tant que société secrète – dirigée non pas contre le gouvernement, mais contre la masse des travailleurs ! J'ai tout lieu de supposer que c'est également le cas en Italie⁷. ».

¹ C12, pp. 82-83.

² C12, pp. 84-85.

³ C12, p. 85.

⁴ Une lettre écrite en italien.

⁵ C12, pp. 86-87.

⁶ Lors de la séance du 23 avril.

⁷ C12, pp. 88-92.

23.04.72 Engels félicite W. Liebknecht pour son attitude courageuse au cours du procès de la cour d'assises de Leipzig qui l'a condamné, ainsi qu'August Bebel, à deux ans de forteresse¹.

Il informe par ailleurs le Conseil général de l'AIT de l'arrestation, à Milan, du militant allemand Theodor Friedrich Cuno et de son expulsion vers la Bavière.

Il lui annonce qu'« au Congrès espagnol de Saragosse, nos amis ont battu les bakouninistes². ». La brochure sur « Les prétendues scissions de l'internationale » est prête à paraître, imprimée en français³.

03.05.72 Marx écrit à titre privé à J. G. Eccarius pour s'expliquer sur diverses controverses qui ont surgi entre eux au sein du Conseil général.

Il commence par le rassurer, lui déclarant : « Tu te rappelleras que toutes les disputes que j'ai eues avec les Anglais depuis la fondation de l'Internationale jusqu'à la dernière Conférence provenaient tout simplement du fait que j'ai toujours pris ton parti. ».

« Je ne t'ai attaqué que deux fois », précise-il, d'abord au sujet d'une publication prématurée des résolutions de la Conférence de l'AIT⁴, puis à propos des affaires américaines⁵.

Il souligne : « Tu sembles t'imaginer que, quand tu commets des bourdes, on doit te faire des compliments au lieu de te dire la vérité comme à n'importe qui. ».

Il poursuit en ces termes : « Enfin je te donne un bon conseil. Ne crois pas que tes vieux amis personnels et camarades du parti, quand ils jugent de leur devoir de s'opposer à tes coups de tête, te soient et te restent pour autant moins attachés. ».

Et il conclut par ce propos amical : « Comme c'est après-demain mon anniversaire, je ne voudrais absolument pas commencer à le fêter avec la pénible conviction d'avoir perdu un de mes plus vieux amis et compagnons⁶. ».

Eccarius de répondra pas.

03.05.72 Jenny, la fille de Marx, informe Ludwig Kugelmann de la parution des premières livraisons de la traduction française du *Capital*. Elle note : « La traduction de la première partie du livre est moins bonne que nous avions sujet de l'espérer d'après la réputation du traducteur M. Roy, qui a traduit Feuerbach avec grand succès. Papa est obligé de faire d'innombrables corrections, il doit récrire non seulement des phrases complètes, mais des pages entières. Ce labeur, s'ajoutant à la correction des épreuves venues d'Allemagne et à son travail écrasant pour l'Internationale, est excessif même pour papa, bien que vous connaissiez son extraordinaire force de travail. (...) Je crains fort qu'il ne retombe malade bientôt car une telle somme de travail deviendra intolérable dès qu'arrivera la saison chaude. Pour l'instant, sa santé n'est pas

Hélas, la famille a reçu de mauvaises nouvelles d'Espagne : la santé du petit Schnaps, le fils aîné de Paul et Laura Lafargue, se détériore⁷.

¹ Liebknecht restera en prison jusqu'en avril 1874 et Bebel jusqu'en avril 1875.

² Une information toutefois erronée : les bakouninistes maintiendront leur influence prépondérante au sein du Conseil fédéral espagnol.

³ C12, pp. 92-96.

⁴ Eccarius avait publié dans le journal américain *World* certaines résolutions de la Conférence privée de Londres. Le 30 janvier 72, la majorité du Conseil général avait voté un blâme à son adresse.

⁵ Eccarius s'était en effet opposé à l'exclusion de l'aile réformiste de la Fédération des Etats Unis (ladite section 12).

⁶ C12, pp. 96-98.

⁷ L'enfant mourra quelques jours plus tard. (C2, pp. 98-100).

mauvaise. ».

- 07.05.72 Engels à Wilhelm Liebknecht¹. S'agissant de son procès : « Je continue à croire, *lui écrit-il*, que le jugement sera cassé. Premièrement, on y a commis pas mal de vices de forme et deuxièmement, le procès a tout de même soulevé un trop grand scandale. Bismarck devra malgré tout se rendre compte que, cette fois, il a dépassé le but et que la cassation lui rapportera plus que la confirmation. ».
- Il le rassure sur la personnalité de Theodor Cuno et l'informe sur les activités de Paul Lafargue en Espagne à l'occasion notamment du Congrès de Saragosse où « nos amis » ont remporté une brillante victoire sur les bakouninistes².
- Il lui annonce le prochain envoi d'un article « Sur la question du logement » en réponse à une publication parue dans le *Volksstaat* sous la signature du proudhonien Arthur Mülberger.
- Sur le prochain Congrès de l'AIT : « Il n'y a rien à dire. Le lieu où il se tiendra ne pourra être fixé qu'au dernier moment. Qu'il aura bien lieu, tu le sais. ».
- Un dernier mot : il lui annonce les fiançailles de Jenny Marx avec Charles Longuet³.
- 08.05.72 Engels communique avec Theodor Cuno qui se trouve à Seraing⁴. Il l'informe sur la tenue du Congrès de Saragosse et sur les manœuvres des partisans de Bakounine : « Les travailleurs espagnols ont naturellement ri au nez de ces doctrinaires et leur ont unanimement imposé silence. C'est le coup le plus dur que Bakounine ait reçu jusqu'ici – il avait fermement compté sur l'Espagne – et la répercussion sur l'Italie ne manquera pas de se produire. ».
- S'agissant de la situation de Cuno, Engels s'autorise cette question : « Je ne comprends pas cette question de police prussienne. La police ne pouvait absolument rien vous faire, à moins que vous lui ayez fourni un prétexte de poursuites judiciaires, ce que vous avez certainement évité. Monsieur votre papa aurait-il mis en scène pareille comédie pour se débarrasser d'un fils qui, sur place le gênait ? ».
- Il termine en évoquant le comportement politique de Johann Philipp Becker qu'il estime avoir une attitude rétrograde datant « de l'ancienne agitation révolutionnaire d'avant 1848.⁵ ».
- Il en convient toutefois : « Que la même organisation secrète existe en Italie, encore que peut-être pas aussi rigide que dans l'Espagne formaliste, je n'en doute pas un instant. ».
- 09.05.72 Engels s'adresse à Johann Philipp Becker pour lui signaler que sa proposition de tenir le Congrès de l'AIT à Genève n'a pas été retenue⁶.
- Il lui signale que Theodor Cuno se trouve à Seraing⁷.
- 15.05.72 Engels remercie W. Liebknecht pour une lettre reçue à propos de comportement du militant belge Eugène Hins, un bakouniniste notoire.
- Il nuance son rapport au Conseil général sur le Congrès de Saragosse : « Lafargue a oublié de nous faire savoir qu'une motion avait été en même temps adoptée qui accepte et approuve les résolutions du Congrès belge du 25 décembre 71. Si bien que la victoire n'est pas tout aussi complète qu'il nous l'a décrite. (...) Le fait que l'Alliance ait continué à exister, au moins en Espagne, comme société secrète est prouvé et reconnu⁸. ».
- 23.05.72 Marx s'adresse à la rédaction de l'hebdomadaire milanais le *Gazzettino Rosa*.

¹ Lequel, condamné, n'est pas encore en prison.

² Pour rappel, une information qui ne correspond pas à la réalité politique en Espagne où les bakouninistes ont maintenu leur prépondérance.

³ C12, pp. 100-103.

⁴ Le 6 mai 72, T. Cuno avait écrit à Engels qu'il s'était enfui d'Allemagne en raison de la police prussienne.

⁵ C12, pp. 103-108.

⁶ Le Conseil général décidera le 18 juin prochain de tenir le Congrès à La Haye du 2 au 7 septembre 1872.

⁷ C12, pp. 108-109.

⁸ C12, p. 111.

Il proteste contre les propos erronés, et même calomnieux à son égard, diffusés par le publiciste Luigi Stefanoni en relation avec Karl Vogt, « un homme, écrit-il, que j'ai tué politiquement et moralement en Allemagne avec mon livre *Herr Vogt* » et « qui apparaît désormais comme l'inspirateur des assertions de son coreligionnaire Stefanoni¹. ».

- 23.05.72 Marx communique au *Volksstaat* une protestation contre un article anonyme² paru, le 7 mars dernier, dans un journal berlinois³ sous le titre « Marx et l'art de la citation ».

L'affaire est vraiment anecdotique.

Il lui est reproché d'avoir inexactly reproduit dans l'*Adresse inaugurale* de l'AIT un bref passage de l'allocation du Premier ministre William Gladstone lors du débat budgétaire du 16 avril 1863... Marx s'applique longuement à préciser ses sources.

- 23.05.72 Marx à F.A. Sorge : « Je suis submergé de travail. Sans parler du *business* international – il y a le feu aux quatre coins – j'ai tous les jours à corriger les épreuves allemandes de la deuxième édition du *Capital* et les épreuves de la traduction française faite à Paris que j'ai souvent à réécrire complètement afin de rendre le texte compréhensible pour les Français, de plus les épreuves de l'*Adresse sur la guerre civile* que nous éditons à Bruxelles en français. ».

Il lui annonce aussi la sortie à Saint-Petersbourg de l'édition russe traduite par Lopatine et Danielson.

- 26.05.72 Jenny, l'épouse de Marx, informe W. Liebknecht du litige de son mari avec Eccarius.

Elle décrit la situation pénible de la famille :

« Vous n'avez pas idée de ce que nous avons enduré ici à Londres depuis la chute de la Commune. Toute cette indicible misère, cette détresse infinie, et avec cela, le travail presque insupportable pour l'Internationale. Tant que le Maure faisait tout le travail et réussissait à grand-peine en usant de diplomatie et à force de manœuvres à maintenir, aux yeux du monde et face à l'armée des ennemis, les éléments récalcitrants, tant qu'il préservait l'Association du *ridicule* et inspirait à cette cohorte tremblante crainte et respect, ne se mettait jamais en avant, ne fréquentait aucun congrès, tant que lui incombaient toutes les corvées et pas le moindre honneur, la canaille se taisait. Or maintenant que les ennemis ont braqué les projecteurs sur lui, ont mis son nom en vedette, la meute se rassemble et

Il termine sur cette note ironique : « Ce fâcheux épilogue permet peut-être aux membres de la Ligue des fabricants de comprendre qu'ils ont beau être experts en matière de falsification de marchandises, ils sont faits pour tester les marchandises littéraires comme l'âne pour jouer de la musique⁴. ».

Il termine sa lettre sur un propos très, très sévère sur Eccarius avec lequel il se trouve en litige au sein du Conseil général de l'AIT : « *Entre nous*. Eccarius s'est depuis pas mal de temps moralement compromis et c'est maintenant carrément un gremlin, voire une canaille⁵. ».

Elle lui annonce les fiançailles de sa fille Jenny avec Charles Longuet : « Longuet est un homme très doué, très bon, très gentil, très honnête et le fait que le jeune couple partage les mêmes idées et ait la même conception de la vie est sûrement une garantie de leur futur bonheur. ».

Elle ajoute : « D'un autre côté je ne saurais envisager sans vives inquiétudes cette union, j'aurais vraiment souhaité que le choix de Jenny se porte sur un Anglais ou un Allemand au lieu de se porter sur un Français qui, s'il a toutes les charmantes qualités de sa nation, en a aussi toutes les faiblesses et les insuffisances. (...) Tout cela *entre nous*⁶. »...

¹ C12, pp. 114-117.

² On sut plus tard que l'auteur en était l'économiste Lujo Brentano.

³ L'organe de l'association des propriétaires de fabrique allemands.

⁴ C12, pp. 117-121.

⁵ C12, pp. 121-122.

⁶ C12, pp. 123-125.

policiers et démocrates glapissent la même rengaine : « Despotisme, autoritarisme, ambition ». (...) Pas le moindre repos, ni jour, ni nuit ! Et pour notre vie privée, quelles difficultés, quelle gêne ! ».

27.05.72 Marx à F.A. Sorge : « Je suis noyé dans les épreuves françaises¹ (je dois récrire énormément de passages traduits trop textuellement) et allemandes qui doivent être expédiées ».

Il lui envoie la version française et allemande des *Prétendues scissions dans l'Internationale*.

27.05.72 Engels commente à son tour à l'adresse de W. Liebknecht la querelle surgie entre Marx et Eccarius³.

Il lui rappelle la publication indiscrette dans la presse par Eccarius de documents issus de la Conférence privée de Londres⁴ et lui décrit en détail les intenses débats personnels (entre Eccarius, Hales et Mottershead, en particulier) qui ont surgi au sein du Conseil⁵.

28.05.72 Marx remercie N. F. Danielson pour sa traduction en russe du Livre premier du *Capital* : « La traduction est magistrale. », lui assure-t-il.

Il lui décrit sa surcharge de travail « au sein de l'entreprise commerciale⁶ qui, en ce moment, repose principalement sur mes propres épaules et qui, comme vous le savez, a des ramifications dans le monde entier. Mais il y a une mesure en toutes choses et je ne peux plus me permettre – pour quelque temps du moins – de concilier deux types d'activités de caractère si différent. »

Marx écrit le même jour à César De Paepe à Bruxelles. Il commente les résolutions du récent Congrès belge et notamment la proposition du bakouniniste Eugène Hins de supprimer le Conseil général. « Pour ma part, *déclare-t-il*, je serais prêt à accepter le plan Hins (avec des modifications de détail) non parce que je le crois bon, mais parce qu'il vaut toujours mieux de faire certaines expériences que de se bercer d'illusions. ».

Un signe de lassitude, assurément.

Il termine du reste par cette perspective :

« J'attends avec impatience le prochain

Il l'informe de sa querelle avec Eccarius au sein du Conseil général : « Eccarius, *note-t-il très sévèrement*, est devenu à la fois fou et fripouille². ».

Il termine par cette requête :

« L'un des bateleurs qui séjournent en Suisse – M. Bakounine – joue de tels tours que tout renseignement précis sur cet homme serait le bienvenu, 1. sur son influence en Russie, 2. sur le rôle que sa personne a joué dans le procès de triste mémoire⁷. »⁸.

¹ Il parle de la traduction du *Capital*.

² C12, p. 125.

³ Eccarius avait fait savoir à Liebknecht, le 20 mai, qu'il avait cessé d'être l'ami de Marx.

⁴ « Tu imagines la fureur générale, *lui écrit-il*. Tout le monde cria à la trahison et exigea une punition exemplaire du traître. ».

⁵ C12, pp. 126-131.

⁶ Marx parle ici du Conseil général de l'AIT. Une prudence assurément à l'égard de la surveillance policière de son courrier.

⁷ Marx fait allusion au procès Netchaïev qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg en juillet-août 1871.

⁸ C12, pp. 131-133.

Congrès. Ce sera le terme de mon esclavage. Après cela je redeviendrai homme libre; je n'accepterai plus de fonction administrative, soit pour le Conseil général, soit pour le Conseil fédéral anglais¹. ».

- 29.05.72 Marx annonce à F. A. Sorge (à Hoboken) que le Conseil général a adopté sa résolution sur la scission de la fédération des Etats-Unis : « Eccarius, *note-t-il*, était comme frappé par la foudre² ».

- 04.06.72 Danielson informe Marx que près de 900 exemplaires de la traduction russe du *Capital* ont déjà été vendus.

- 05.06.72 Engels a appris que la condamnation d'August Bebel et de Wilhelm Liebknecht est devenue exécutoire³.

Il exprime à ce dernier toute son amicale solidarité : « Une chose est certaine, c'est que dans aucun pays nos camarades du parti ne sont brimés comme ils le sont dans le glorieux Reich de Bismarck-Stiebern, l'Autriche elle-même à peine exceptée⁴ ».

- 10.06.72 Engels annonce à Theodor Cuno (qui se trouve à Liège) qu'il lui a adressé la circulaire du Conseil général « sur les menées bakouninistes ».

Il poursuit : « Quant à la société secrète espagnole l'Aleanza⁵, nous avons maintenant les preuves en main, et au Congrès, ces gens-là en prendront pour leur grade. En Italie, la chose existe *certainement* aussi. », ajoutant : « Les Italiens devront encore passer un peu par l'école de l'expérience pour apprendre qu'un peuple de paysans aussi arriérés qu'eux se rend simplement ridicule quand il veut prescrire au travailleurs des grands peuples industriels de quelle manière ils doivent se libérer. ».

Il l'informe de l'intention de l'AIT en Belgique⁶ de réviser les statuts et de supprimer le Conseil général : « Le véritable auteur du projet de statuts belge est naturellement, une fois de plus, Bakounine. Le projet est de Hins, et celui-ci, par parenté d'âme et par sa femme russe, est l'instrument de Bakounine⁷. ».

- 11.06.72 Sur proposition de Marx, le Conseil général décide de tenir le prochain congrès de l'AIT en Hollande.

- 14.06.72 Engels informe J. P. Becker que le prochain Il note, à propos des Russes « en général » :

¹ C12, pp. 133-134.

² C12, pp. 134-135.

³ Liebknecht et Bebel seront détenus du 15 juin 1872 au 15 avril 1874 à la forteresse de Hubertusburg.

⁴ C12, p. 136.

⁵ Une branche de l'*Alliance* bakouniste.

⁶ A propos de laquelle il ajoute : « La mollasserie de cette nation neutre (si l'on peut dire) fait qu'un intrigant et un âne bête peuvent y tenir le haut du pavé. ».

⁷ C12, pp. 138-139.

Congrès de l'Internationale ne se tiendra pas en Suisse (« où, écrit-il, tout le monde se connaît personnellement et où tout mouvement politique prend, du coup, la forme de cancan et de coterie ») mais en Hollande¹.

« Il y a une énorme différence entre, d'une part, les Russes nobles, aristocrates qui sont venus naguère en Europe, dont Herzen et Bakounine et qui sont tous des gredins, et d'autre part, les Russes issus du peuple qui arrivent maintenant. Parmi eux, il y a des gens, qui par leur talent et leur caractère, comptent absolument parmi les meilleurs que notre parti possède, des gars d'un stoïcisme, d'une fermeté de caractère et en même temps d'une compréhension théorique merveilleuse². ».

Engels écrit le même jour à Carlo Cafiero à Naples pour s'étonner que sa propre correspondance se soit trouvée évoquée dans les journaux jurassiens proches de Bakounine : « Mes lettres n'ont pas à craindre la publicité mais pour vous, c'est une question d'honneur de me faire savoir si ces lettres ont été remises à mes ennemis avec ou sans votre consentement. ».

Il ajoute : « Si c'est avec votre consentement, je ne puis en tirer qu'une conclusion : que vous vous êtes laissé entraîner à adhérer à l'*Alliance*, la société secrète bakouniniste qui, tout en prêchant aux non-initiés, sous le masque de l'autonomie, de l'anarchie et de l'anti-autoritarisme, la désorganisation de l'Internationale pratique avec les initiés un autoritarisme absolu, pour s'emparer de cette façon de la direction de l'Association; cette société qui traite les masses ouvrières comme un troupeau de moutons conduits par quelques leaders qu'ils suivent aveuglément, imite à l'intérieur de l'Internationale le rôle des Jésuites dans l'Eglise catholique. ».

Il termine en doutant que Cafiero ait pu à ce point « le filouter », « alors que je vous ai toujours traité avec une franchise et une confiance extrêmes », et lui demande des explications³.

14.06.72 Engels s'adresse à la société « Emancipazione del Proletario » de Turin. Il déclare : « Le parti jurassien, que partout on abandonne, semble vouloir faire de l'Italie son bastion. Ce parti a constitué, au sein de l'Internationale, une société secrète pour la dominer; nous avons des preuves en main s'agissant de l'Espagne et en Italie ce doit être du pareil au même. (...) Nous vous demandons pour l'instant de suspendre toutes vos décisions et puis vous agirez comme vous le dictera l'intérêt de l'Internationale⁴. ».

15.06.72 Publication (sans signature d'auteur) dans *The International Herald* de Londres, de l'étude de Marx sur « La nationalisation de la terre »⁵.

21.06.72 Marx informe F.A. Sorge que le prochain Congrès de l'Internationale se tiendra à La Haye du 2 au 7 septembre 1872 : « Au cours de ce congrès, note-t-il, il y va de la vie ou de

Il lui donne des nouvelles sur les éditions du *Capital*, la deuxième édition allemande du Livre Premier et les traductions en français et en russe⁶.

¹ Conformément à la décision du 18 juin 1872 du Conseil général, le Congrès aura lieu à La Haye du 2 au 7 septembre.

² C12, pp. 140-142.

³ C12, pp. 142-143.

⁴ C12, pp. 143-144.

⁵ Le document se trouve reproduit aux pages 1477-1479 du premier volume de *Karl Marx, Œuvres*, par Maximilien Rubel, Bibliothèque de La Pléiade, Gallimard, Paris 1965.

⁶ C12, pp. 144-146. A propos de cette édition russe, il communique à Sorge un extrait de la presse russe : « Bien que l'auteur soit, par ses opinions, un socialiste à cent pour cent, et que le livre tout entier présente un caractère socialiste nettement marqué, compte tenu cependant du fait que l'exposé ne peut être qualifié d'accessible à tous et qu'il possède d'autre part la forme d'une démonstration scientifique de caractère stric-

la mort de l'Internationale. ».

Il réclame sa présence et l'envoi de divers mandats américains.

24.06.72

Parution de la réédition allemande du *Manifeste du Parti communiste*. La préface signée par Marx et Engels est datée du 24 juin 72.

27.06.72 Jenny, la fille de Marx, s'adresse à la famille Kugelmann. Elle lui annonce que son père a décidé d'abandonner son poste de secrétaire de l'AIT dès le prochain congrès de l'AIT afin de se remettre au travail pour la suite du *Capital*¹. Les tâches qu'il consacre au Conseil général sont épuisantes.

Elle lui annonce également son prochain mariage, vers la mi-juillet, avec Charles Longuet².

02.07.72 Engels recommande à Adolf Hepner, membre de la rédaction du *Volksstaat*, de réserver un mandat à Theodor Cuno en vue du prochain congrès de La Haye : « Face aux bakouninistes italiens, il est de la plus grande importance (...) Cuno est un des meilleurs de nos hommes; toute la méfiance de Liebknecht à son égard est sans fondement (...). ».

Il commente la publication en France, dont il s'étonne, de la circulaire *Les prétendues scissions dans l'Internationale* qui, observe-t-il, était un document *de nature privée*. Les jurassiens ayant attaqué le texte, une traduction allemande dans le *Volksstaat* serait la bienvenue³.

05.07.72 Engels annonce à Theodor Cuno (qui est toujours à Liège) qu'il a recommandé à A. Hepner de lui envoyer un mandat.

Cette note critique au passage concernant l'AIT en Belgique : « Toute l'Internationale en Belgique n'est que du vent et rien derrière. C'est probablement la faute des dirigeants, dont seul De Paepe est vraiment compétent, mais il est indolent, tandis que Hins est une tête vide, mais rusé, intrigant, ambitieux et actif ». Il ajoute : « Hins est maintenant à Verviers, et vous feriez œuvre utile en le tenant un peu à l'œil. ».

Un dernier mot à propos de Bakounine :

« Bakounine s'est fendu, en réponse aux *Scissions*, d'une lettre réponse furieuse mais très faible, pleine d'injures⁴. Le gros éléphant enrage d'avoir été enfin tiré de sa tanière à Locarno et exposé à la lumière du jour (...) Il déclare maintenant qu'il est victime d'une conspiration de tous les... Juifs européens ! ».

Et il poursuit : « Ce qui casse les reins à ce brave vieux gredin, c'est que l'« Alliance » continue, au moins en Espagne, à exister en tant que société secrète. Non seulement nous en avons les preuves en main, mais encore la chose est maintenant devenue tout à fait publique à Madrid, etc., si bien qu'il n'est plus question de nier. Cet homme de bien qui se donnait partout pour le champion le plus dé-

tement mathématique, la commission déclare qu'il est impossible de poursuivre cet ouvrage devant les tribunaux. ».

¹ La réédition du Livre 1er du *Capital* paraîtra chez Otto Meissner de juin 72 à mai 73 sous forme de 9 fascicules et à l'été 1873 sous la forme d'un ouvrage.

² C12, pp. 147-148. Pour l'anecdote, le quotidien parisien *Le Gaulois* a annoncé le 18 juin 1872 son mariage avec le militant français Bernard Landeck, un ancien membre de la Commune de Marseille réfugié à Londres (où il fera partie de ladite « section française »).

³ C12, pp. 149-151.

⁴ En référence à la publication, le 15 juin 1872, de la lettre de Bakounine dans le *Bulletin de la fédération jurassienne*.

voué de l'Internationale, avait organisé cette conspiration à pas de loup, pour s'emparer de la direction de l'ensemble et mener par le bout du nez, avec l'aide de ses frères jésuites initiés, la grande masse des travailleurs comme un troupeau aveugle ! Si on tolérait cela, je ne resterais pas un jour de plus dans l'Internationale. Etre le mouton de Bakounine, il ne manquait plus que cela ! »¹.

09.07.72 Marx et Engels séjournent ensemble à **Ramsgate** du 9 au 15 juillet 1872.

09.07.72 Marx remercie Ludwig Kugelmann pour le cadeau que ce dernier a adressé à sa fille Jenny à l'occasion de son mariage. Il lui annonce son départ, avec Engels, vers Ramsgate. Il ajoute de vives critiques à l'adresse de son éditeur Otto Karl Meissner qui tarde trop à publier la seconde édition allemande du Livre I du *Capital* : « C'est un petit philistin paresseux². ».

« A mon retour, j'aurai du travail sur les bras jusqu'au 2 septembre (date du Congrès international de La Haye), mais à partir de ce moment, je serai de nouveau plus libre. Mais cette liberté ne commencera qu'à la mi-septembre, puisque je me rendrai moi-même à La Haye. ».

17.07.72 Engels publie dans le *Volksstaat* son article sur « L'internationale en Amérique ».

18.07.72 Engels répond à l'anarchiste italien Ugo Bartorelli de Florence pour lui faire observer que la réglementation de l'Internationale exige diverses procédures d'inscription des nouvelles sections. Il lui adresse à cet effet les principaux articles des statuts³.

Il communique le même jour avec le *Comité pour l'émancipation des classes laborieuses*, de Parme pour lui indiquer la procédure d'adhésion à l'Internationale⁴.

21.07.72 Les mineurs de la vallée de la Ruhr se sont mis en grève depuis le 13 juillet 72⁵.

Marx leur adresse une longue déclaration de soutien⁶. Il insiste sur les contre-vérités de leurs patrons qui les menacent d'importer du charbon d'Angleterre; la montée des prix du charbon en Angleterre et sa relative pénurie dans le pays invalident cette menace : « Monsieur Krupp peut lancer tous les oukases qu'il veut, il lui faudra payer le charbon anglais plus cher que le charbon de la Ruhr et il n'est pas du tout sûr qu'il puisse même en obtenir⁷. ».

23.07.72 Marx à Ludwig Kugelmann : il lui envoie un nouvel exemplaire des *Scissions au sein de l'Internationale* et lui dit son espoir de le

¹ C12, pp. 151-153.

² C12, pp. 154-155.

³ C12, pp. 155-157.

⁴ C12, p. 158.

⁵ La grève durera plus de cinq semaines et se terminera par la défaite des grévistes. Plus de 20.000 mineurs y ont participé.

⁶ Cette lettre paraîtra dans l'édition du 27 juillet du *Volksstaat*.

⁷ C12, pp. 158-161.

rencontrer à La Haye¹.

28.07.72 Marx revient longuement, très longuement sur la controverse qui a surgi en mai dernier à propos d'un article de Lugo Brentano paru dans le journal *Concordia* sous le titre « Marx et l'art de la citation² ».

Il adresse une méticuleuse mise au point à la rédaction du *Volksstaat*³.

29.07.72 Marx insiste auprès de L. Kugelmann pour qu'il assure sa présence au prochain Congrès de La Haye : « il y va de la vie ou de la mort de l'Internationale et, avant de me retirer⁴, je veux au moins la protéger contre les éléments de dissolution⁵. ».

fin juillet Marx communique à Hermann Jung la résolution votée lors de la réunion du Conseil général du 23 juillet dernier d'inclure dans les nouveaux statuts de l'AIT l'article sur « l'action politique de la classe ouvrière ». Il lui adresse le contenu de cet article⁶.

04.08.72 Engels annonce à Adolph Hepner le prochain envoi de sa déposition du 6 août 72 devant le Conseil général à propos de l'*Alliance* bakouniste : « Bakounine a continué de faire exister l'Alliance de la Démocratie Socialiste que les *Scissions*⁷ vous ont fait connaître en tant que société secrète, afin de placer l'Internationale, par ce moyen, sous sa direction. Mais nous avons découvert le pot aux roses et possédons maintenant les preuves. Il y aura donc maintenant accusation publique, car autrement les élections pour le Congrès seraient dirigées en Espagne par l'*Alliance* et donneraient un résultat conforme à ses vœux. Cette histoire va rompre les reins à Bakounine⁸. ».

Il communique le même jour avec Theodor Cuno et se réjouit que le Congrès belge, qui s'est tenu à Bruxelles le 16 juillet dernier, a repoussé le projet de statut présenté par le Bakouniste Eugène Hins en vue de supprimer le Conseil général⁹.

05.08.72 Engels s'adresse à J.P. Becker, à Genève. Il évoque le prochain Congrès de La Haye et commente la possibilité pour les Jurassiens de s'attribuer des mandats truqués.

Il souligne non moins la force des partisans de l'*Alliance* bakouniste en Italie.

¹ C12, p. 162.

² Le second article de Brentano avait paru (sans signature) dans le numéro du 4 juillet 72 de *Concordia*.

³ C12, pp. 162-170.

⁴ Une décision que Marx avait annoncée à César De Paepe dans sa lettre du 28 mai 72.

⁵ C12, p. 171.

⁶ C12, pp. 171-172. Au Congrès de La Haye, cette résolution sera incorporée dans les Statuts généraux dont elle constituera l'article 7.

⁷ La brochure intitulée « *Les prétendues scissions au sein de l'Internationale* ».

⁸ C12, p. 173.

⁹ C12, p. 175.

Les Belges, par contre, « ont décidé que seules sections régulièrement reconnues pourront être représentées à La Haye, et c'est le principal. ».

Il termine son propos en lui annonçant la prochaine parution de la déclaration du Conseil général sur l'*Alliance* :

« Nous lancerons demain soir un bombe qui répandra parmi les bakouninistes un effroi pas ordinaire, à savoir une déclaration publique sur l'*Alliance de la Démocratie Socialiste* qui continue d'exister en tant que *société secrète* (...) Ces salopards pensaient pouvoir diriger, avec leur organisation secrète, toute l'Internationale à partir de Locarno. Mais cette révélation leur cassera les reins et si la Suisse et l'Allemagne font tant soit peu leur devoir, de façon que, *par la négligence de nos amis*, les gens de l'*Alliance* n'obtiennent pas, malgré tout, la majorité, toute la bande valsera et nous aurons enfin la paix¹. ».

07.08.72 Engels s'adresse à Walery Wroblewsky, président du Conseil judiciaire de l'AIT. L'affaire concerne l'intervention calomnieuse de John Hales qui, lors du Conseil général du 6 août dernier, avait accusé Engels de falsifier la réalité des informations relatives à l'Espagne².

08.08.72 Marx et Engels communiquent aux sections espagnoles de l'AIT, particulièrement au Conseil fédéral espagnol à Valencia, une lettre officielle du Conseil général, rédigée le 24 juillet 72 par Engels, sur la présence en Espagne de la société secrète bakouniniste l'*Alliance de la Démocratie Socialiste*.

Le document se termine par cet avertissement : « A moins de recevoir une réponse *catégorique et satisfaisante par le retour du courrier*, le Conseil général se verrait dans la nécessité de vous dénoncer publiquement en Espagne et à l'étranger comme ayant violé l'esprit et la lettre des Statuts généraux, et comme ayant trahi l'Internationale dans l'intérêt d'une société secrète qui lui est non seulement étrangère, mais hostile³. ».

15.08.72 Engels s'adresse cette fois à la nouvelle fédération madrilène et lui signale que le Conseil général de l'AIT l'a reconnue comme légitime⁴.

Marx s'adresse pour sa part à N. F. Danielson à Saint-Petersbourg. Il lui réclame de toute urgence une lettre de Bakounine relative à la traduction en russe du *Capital*⁵.

Il déclare à propos de Bakounine :

« Bakounine a œuvré depuis de années en cachette pour miner l'Internationale et nous l'avons tellement bien acculé dans ses derniers retranchements qu'il a dû jeter le masque et *faire officiellement scission* avec tous ces benêts qui lui obéissent, à lui qui a manigancé l'affaire Netchaïev⁶. C'est ce même Bakounine à qui avait été confiée en son temps la traduction en russe de mon livre. Il a reçu l'argent par avance, mais au lieu de livrer le travail, il a fait envoyer à Lioubavine (je

¹ C12, pp. 176-178.

² C12, p. 179.

³ C12, pp. 179-181.

⁴ C12, pp. 182-183.

⁵ C12, pp. 183-184. En rapport avec la démarche de Netchaïev qui avait imposé à Bakounine d'abandonner la traduction du *Capital*.

⁶ Le procès Netchaïev avait eu lieu à Saint-Petersbourg en juillet-août 1871.

pense), qui avait été l'intermédiaire entre lui et l'éditeur, une lettre parfaitement infâme et compromettante pour lui¹. Il me serait extrêmement précieux de *pouvoir disposer de cette lettre* immédiatement. Comme il s'agit d'une affaire purement *commerciale* et que, en cas d'utilisation de cette lettre, aucun nom ne sera cité, j'espère que vous me la procurerez. Mais il n'y a pas de temps à perdre. Si elle doit être envoyée, c'est tout de suite car je quitte Londres à la fin de ce mois pour me rendre au Congrès de La Haye. ».

20.08.72 Marx et Engels rencontrent F.A. Sorge qui est arrivé à Londres en vue du Congrès de La Haye et l'informent de la situation au sein du Conseil général.

21.08.72 Engels informe le militant belge E. Glaser de Willebrord de la récente tenue, le 6 août, du Congrès de Rimini au cours duquel les anarchistes italiens ont tenté, mais en vain, de rompre avec l'Internationale pour constituer leur propre organisation. Il conclut avec optimisme : « Enfin tout va bien, mais il ne faut pas pour cela s'endormir. Si les internationaux font leur devoir, le Congrès de La Haye sera un grand succès, il établira l'organisation sur des bases solides et l'Association pourra de nouveau se développer tranquillement à l'intérieur et faire face avec une nouvelle vigueur à tous ses ennemis à l'extérieur². ».

23.08.72 Engels s'adresse officiellement, au titre de secrétaire pour l'Italie, aux sections italiennes de l'AIT au sujet de la conférence de Rimini du 6 août au cours de laquelle la décision a été prise de convoquer un Congrès antiautoritaire à Neuchâtel, en Suisse. « Il importe au Congrès de La Haye de prendre une décision concernant de telles usurpations. » conclut-il³.

24.08.72 Engels décline l'invitation que lui a adressée W. Liebknecht de poser sa candidature aux prochaines élections du Reichstag : « J'ai perdu ma nationalité prussienne, *lui précise-t-il*, et par là, ma qualité de citoyen du Reich allemand. ». S'agissant du Congrès de La Haye, il lui indique : « Nous apprenons aujourd'hui que les Jurassiens viendront quand même à La Haye, mais qu'ils se retireront dès les premières résolutions contre l'*Alliance* et tiendront alors leur Congrès à Neuchâtel. Bakounine semble être allé trop vite dans sa directive envoyée en Italie, les Espagnols lui ont sans doute expliqué que, de cette façon-là, ça ne pouvait tout de même pas marcher et qu'il leur fallait aller à La Haye, ne serait-ce que pour protester. ».

Il termine par ce propos : « Il ne faut pas s'attendre à ce que les bakouninistes fassent le coup de poing. Ces gens-là sont d'une lâcheté sans borne, même s'ils sont forts en gueule. Ils n'attaquent personne s'ils ne sont pas à 8 contre un⁴. ».

01.09.72 Engels et Marx (qui est accompagné de son épouse et de sa fille Eleanor) arrivent à La Haye.

Du 2 au 7 septembre 1872 se tient à La Haye le dernier Congrès de l'Internationale.

Deux décisions remarquables : 1. Le transfert à New York du siège du Conseil général de l'AIT et 2. L'exclusion de Michel Bakounine et de James Guillaume.

¹ Lioubavine enverra à Marx dès le 20 août une copie de la lettre qu'il avait reçue de Netchaïev.

² C12, pp. 185-186.

³ C12, p. 187.

⁴ C12, p. 188.

- 08.09.72 La plupart des délégués du Congrès se rendent à Amsterdam à l'invitation de la section locale de l'AIT. Marx y prononce un discours. Il commente les résultats du Congrès et insiste sur la nécessité de l'action politique de la classe ouvrière¹.
- 12.09.72 Marx adresse au quotidien français *Le Corsaire* une rectification sur des propos qui lui ont été prêtés par la presse bourgeoise³.
- Pour sa part, Engels rencontre Sorge avant le départ de ce dernier pour l'Amérique.
- 17.09.72 Marx dément l'information parue dans le *Daily News* selon laquelle il aurait l'intention d'émigrer à New York « dans le sillage du Conseil général de l'AIT ». Il précise toutefois : « Il y a plusieurs mois, j'ai informé mes amis ici à Londres et mes correspondants sur le continent que j'étais fermement résolu à ne pas rester membre du Conseil général ou d'un organe administratif quelconque, mes travaux scientifiques ne le permettant plus⁵. ».
- 21.09.72 Engels s'adresse à F.A. Sorge qui est reparti pour les Etats Unis⁶. Son propos concerne principalement un grand nombre de documents relatifs au Congrès de La Haye⁷.
- 01.10.72 Engels s'adresse (en italien) à Enrico Bignami. Son propos consiste en un résumé très détaillé des débats et des résolutions du Congrès de La Haye.
- 05.10.72 Engels à F.A. Sorge. Il l'informe des résolutions du Congrès jurassien de Saint-Imier⁸ qui a protesté contre l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume :
- Engels, Marx et sa famille séjournent alors quelques jours, jusqu'au 16 septembre, à la station balnéaire de Scheveningen (sous la stricte surveillance de la police hollandaise)².
- « Je profite de l'occasion, *déclare-t-il*, pour faire savoir à nos amis et ennemis que je n'ai jamais songé à donner ma démission de l'Internationale et que le transfert du Conseil général à New York a été proposé par moi et plusieurs autres membres de l'ancien Conseil général. ».
- Il ajoute : « L'expulsion de Bakounine et de Guillaume a été motivée par la création dans le sein de notre association d'une société secrète, *l'Alliance de la démocratie socialiste*, qui avait la prétention de diriger l'Internationale vers des buts contraires à ses principes⁴. ».
- Parution de la première livraison de l'édition française du Livre I du *Capital*.
- Dès octobre 72, Engels entreprend de rédiger son article « De l'Autorité » qui paraîtra en 1874 dans le recueil *Almanaco Repubblicano*.
- Il ajoute sévèrement : « Ce sacré Lucain² ne nous a toujours pas envoyé les papiers concernant l'Alliance qu'il a emportés. (...) Les documents reçus après coup de Suisse, com-

¹ Le propos de Marx sera évoqué dans un article de *La Liberté* du 15 septembre.

² Dans ses « Souvenirs », Theodor Cuno raconte cette anecdote : « Le congrès terminé, Marx et Engels invitèrent les délégués à dîner à Scheveningen (...) Avant de dîner, nous allâmes tous prendre un bain. Je m'éloignai de près d'un quart de mille de la côte, mais comme je ne m'étais jamais encore baigné en mer, je ne pouvais revenir, n'étant pas de force à lutter contre les vagues. Mais Friedrich Engels vit que j'étais en danger. Plus vigoureux que moi, il me rejoignit, m'empoigna par le bras et m'aida à regagner la côte sain et sauf. » (Cité par l'ouvrage « *Souvenirs sur Marx et Engels* », Editions du Progrès, Moscou, 1982, p. 227.)

³ Notamment par le *Figaro* du 11 septembre dernier.

⁴ C12, pp. 190-191.

⁵ C12, pp. 192-193.

⁶ Membre du Conseil Général de New York, il en sera le Secrétaire général de 1872 à 1875.

⁷ C12, pp. 193-198.

⁸ De La Haye, les minoritaires se rendirent à Saint-Imier où s'est tenu, le 15 septembre, le Congrès jurassien suivi du Congrès antiautoritaire international qui avait été prévu à Neuchâtel. Les documents paraîtront dans le Bulletin de la Fédération jurassienne dès le 15 septembre et 1^{er} octobre.

« C'est une très bonne chose, *lui écrit-il*, que ces Messieurs déclarent ouvertement la guerre et nous fournissent eux-mêmes une raison suffisante pour les flanquer dehors. (...) Une action rapide et énergique contre ces éternels faiseurs d'histoires, dès que vous aurez les preuves en main, est, à notre avis, très indiquée et suffira vraisemblablement pour faire éclater la Ligue séparée qui menace de se constituer¹. ».

Il rencontre John De Morgan et Joseph Patrick McDonnell pour débattre des statuts de la section irlandaise.

prenant aussi tout le procès Netchaïev ainsi que des publications russes de Bakounine sont extrêmement intéressants et provoqueront un scandale terrible. Je n'ai jamais rencontré une si ignoble bande de crapules. ».

Très actif, il rédige un article à paraître dans le journal italien *La Plebe*³. Le propos s'attaque aux bakouninistes.

10.10.72

Mariage de Jenny Marx et de Charles Longuet.

20.10.72 Marx s'adresse à la rédaction du *Volksstaat* pour corriger une erreur parue dans un article du journal relatif au Congrès de La Haye à propos du vote d'exclusion d'Adhémar Schwizguebel, le compagnon de James Guillaume, une décision qui ne sera pas admise par le Congrès, Marx lui-même ne la votant pas⁴.

23.10.72 Enrico Bignami propose à Marx la traduction du *Capital* en Italien. Le traducteur était, semble-t-il, Napoleone La Cecilia, mais le projet n'aboutira pas.

29.10.72 Engels communique avec Theodor Cuno qui se trouve à New York. Il insiste pour que F.A. Sorge accepte son élection au Conseil Général « pour que non seulement l'unité de l'action, mais encore et avant tout l'action elle-même soit assurée. ».

Il ajoute : « Si on ne procède pas avec énergie et ne proclame et ne justifie pas immédiatement la suspension des Jurassiens en raison des décisions de leur congrès qui foulent aux pieds les statuts et les résolutions de La Haye, si on ne procède pas à l'exclusion motivée des membres du Congrès antiautoritaire, dans la mesure où ils appartiennent à l'Internationale, ces Messieurs se croiront vraiment tout permis⁵. ».

02.11.72 Engels à nouveau à l'adresse de F.A. Sorge aux Etats Unis. Il l'informe notamment de la création, par Enrico Bignami, de deux nouvelles sections en Italie, lequel Bignami, écrit-il, « est le seul gars en Italie à avoir pris notre parti⁶. »

Du 15 au 18 novembre, Marx séjourne à **Oxford** chez Jenny et Charles Longuet qui viennent de se marier. Il y travaille à la correction de la traduction française du Livre I du *Capital*.

16.11.72 Engels revient très longuement vers F. A. Sorge. Le propos concerne l'activité de diverses sections de l'AIT après le Congrès de La Haye et le transfert aux USA du Conseil Géné-

Il lui adresse un pamphlet publié par les blanquistes français sous le titre « Internationale et révolution. A propos du Congrès de La Haye par des réfugiés de la Commune ex-membres

¹ C12, pp. 204-205.

² Le surnom de Frederic Potel, délégué au Congrès de La Haye et secrétaire de la commission chargée s'enquêter sur l'*Alliance* de Bakounine.

³ Dont le rédacteur était Enrico Bignami. En 1872-1873, le journal est devenu l'organe des sections italiennes de l'AIT.

⁴ C12, pp. 208-209.

⁵ C12, p. 209.

⁶ C12, pp. 211-212. Les deux sections fondées par Bignami seront obligées dès décembre 1872 de suspendre leurs activités en raison des persécutions policières.

- ral.
- du Conseil général de l'Internationale », un pamphlet qui dénonçait fermement le transfert à New York du Conseil général et accusait l'AIT d'avoir renoncé à la révolution¹.
- D'autres nouvelles suivent, d'Espagne, de Londres et d'Allemagne².
- 19.11.72 Engels invite Jenny et Charles Longuet à résider chez lui à Londres : « Lizzie et moi mettons à nouveau à votre disposition une ou deux pièces chez nous; nous espérons que vous en ferez usage – logement de première classe, chambre et séjour sur le devant, que pouvez-vous désirer de mieux ?³ ».
- 25.11.72 Marx remercie N. F. Danielson pour l'intérêt que ce dernier porte à ses travaux. Il note : « A la suite de l'extradition de Netchaïev et des intrigues de son maître Bakounine, je m'inquiète beaucoup pour votre sécurité et celle de quelques autres amis. Ces gens sont capables de toutes les infamies⁴. ».
- 07.12.72 Engels fournit à F.A. Sorge un grand nombre d'informations sur la situation en Hollande, en Espagne, en France et en Angleterre. Une note privée : « Lafargue et Longuet sont maintenant ici, si bien que le père Marx a toute sa famille réunie⁵. ».
- 12.12.72 Marx reprend contact avec N. F. Danielson. Il lui adresse les résolutions du Congrès de La Haye. « Par suite de l'exclusion de Bakounine et de Guillaume, l'*Alliance* qui avait en mains l'Association en Espagne et en Italie, a déclenché partout contre nous une guerre de calomnies, etc., et elle cherche à provoquer une scission en se liant avec tous les éléments véreux. Pourtant sa défaite est certaine, et elle nous aide tout simplement à épurer l'Association de tous les éléments malhonnêtes ou imbéciles qui s'y étaient infiltrés ici et là⁶. ».
- Il évoque la tentative de meurtre accomplie à Zurich contre Outine par les partisans de Bakounine⁷.
- Il lui demande enfin de lui envoyer des informations sur Tchernychevski dont il envisage de rédiger une notice biographique. Le projet n'aboutira pas.
- 14.12.72 Engels envoie à F.A. Sorge un article sur Bakounine paru dans *l'Emancipacion* du 7 décembre. Il lui annonce l'arrestation d'Enrico Bignami.
- 20.12.72 Marx et Engels s'adressent au rédacteur de *l'International Herald* pour riposter contre les récentes publications de John Hales qu'ils estiment calomnieuses : « elles sont desti-
- John Hales manœuvrait alors pour s'emparer de la direction de l'Internationale en Angleterre. Il sera exclu de l'Internationale par la décision du Conseil général du 30 mai 1873.

¹ Le document portait les signatures d'Antoine Arnaud, Frédéric Cournet, Constant Martin, Gabriel Ranvier et Marie Edouard Vaillant, qui déclaraient en même temps se retirer de l'AIT.

² C12, pp. 213-128.

³ C12, p. 219.

⁴ C12, p. 220. En février 1870, Netchaïev avait adressé une lettre de menace à Nikolaï Lioubavine, lui intimant de renoncer à la traduction en russe du *Capital*. Marx communiquera le contenu de cette lettre au Congrès de La Haye sans toutefois citer Lioubavine pour lui éviter tout risque de représailles.

⁵ C12, pp. 221-224.

⁶ C12, p. 225.

⁷ L'attentat contre Outine avait été perpétré par quelques membres de la section slave de l'*Alliance*.

nées à nuire à l'Internationale tout entière et nous sommes donc contraints de sortir de notre silence¹. ».

Le propos concerne notamment les affirmations de J. Hales sur l'exclusion de l'*Alliance* bakouniniste lors du Congrès de La Haye :

« Les exploits de « l'Alliance », celle que tout le monde connaît, ont déjà été publiquement dénoncés dans la circulaire de l'ancien Conseil général *Les prétendues scissions*, etc. La publication prochaine de documents qui se trouvent entre les mains de la commission d'enquête nommée par le Congrès de La Haye fera toute la lumière sur l'action secrète de la nouvelle société. »

21.12.72 Marx informe F.A. Sorge des manœuvres du Conseil fédéral britannique sous la direction de John Hales qui a convoqué un congrès extraordinaire de la Fédération à Londres pour janvier 1873 afin de faire cause commune avec les jurassiens².

23.12.72 Jenny Longuet adresse ses vœux à Ludwig Kugelmann à Hanovre. Son mari et elle se trouvent en séjour chez Marx après avoir quitté Oxford où son époux avait tenté, mais en vain, de donner des cours de français.

Elle l'informe de la poursuite de la traduction française du *Capital* dont la prochaine livraison sera, dit-elle, « excellente » : « Papa l'a complètement réécrite. Le traducteur, qui n'est pas brillant, avait fait du mauvais travail. Malheureusement des corrections de ce genre donnent au Maure autant, sinon plus de travail que s'il avait tout rédigé lui-même. Il travaille tous les soirs jusque deux ou trois heures du matin. ».

Elle ajoute quelques propos sur les activités séditieuses de J. Hales à Londres : « Tous ces petits intrigants auront bientôt épuisé leurs petits rôles et, tout compte fait, ce sera une bonne chose pour l'Association de s'être débarrassée de collaborateurs comme les illustres Jung et Hales. Ce n'est pas un malheur après tout que ces hommes aient dévoilé leur vrai visage³. ».

30.12.72 Marx se voit confier la gestion des archives de l'ancien Conseil général.

¹ C12, pp. 229-231.

² C12, pp. 231-233.

³ C12, pp. 233-235.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Michel Bakounine, Eléments de biographie	Vol. 43
Michel Bakounine, Lettre au journal <i>La Liberté</i>	Vol. 43
Michel Bakounine, « Rapports personnels avec Marx »	Vol. 43
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 2
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
La Commune de Paris, Chronologie des principaux événements	Vol. 41
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, Adresse du Conseil Général à tous les membres de l'AIT	Vol. 43
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie (Der Volksstaat, des 16, 18 et 21.04.1875)</i>	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11

F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, Introduction à <i>La guerre civile en France</i> (18 mars 1891)	Vol. 41
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le Pô et le Rhin	Vol. 32
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La Savoie, Nice et le Rhin	Vol. 34
F. Engels, La Savoie et Nice (<i>New-York Dalily Tribune</i> du 21 février 1860)	Vol. 34
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le Congrès de Sonvillier et l'Internationale	Vol. 43
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune (<i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le rôle de la violence dans l'histoire (« Aspirations à l'unité jusque vers 1860 »)	Vol. 34
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Rapport présenté au Congrès de La Haye sur l'Alliance de la Démocratie Socialiste	Vol. 43
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (<i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) (<i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
La guerre franco-allemande de 1870, chronologie des principaux événements.	Vol. 41
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne.	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique.	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche.	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit.	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7

Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture.	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de 1861 et 1862 sur la guerre de Sécession américaine	Vol. 35
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au <i>Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, La <i>Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, Adresse inaugurale de la Première Internationale	Vol. 36
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Discours sur le Congrès de La Haye	Vol. 43
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, <i>Herr Vogt</i>	Vol. 33
K. Marx, Interview de Marx par le journal new yorkais <i>The World</i> (le 3 juillet 1871)	Vol. 41
K. Marx, Interview de Marx par le <i>New-York Herald</i> , (le 20 juillet 1871)	Vol. 41
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27

K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Le Capital</i> (1), Livre 1, Premier chapitre de la première section.	Vol. 38
K. Marx, <i>Le Capital</i> (2), Livre 1, Deuxième et troisième chapitres de la première section.	Vol. 40
K. Marx, <i>Le Capital</i> (3), Livre 1, Chapitre 1, 2 et 3 de la deuxième section.	Vol. 42
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> ,	Vol. 41
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Ludwig Kugelmann, « Communication confidentielle »	Vol. 43
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (2)	Vol. 16
K. Marx, <i>Les massacres en Belgique</i>	Vol. 39
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, Première Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande	Vol. 41
K. Marx, Seconde Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande	Vol. 41
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, <i>Salaire, prix et profit</i>	Vol. 37
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theoricæ</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Sur le droit d'héritage.	Vol. 39
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1860-1864	Vol. 36
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (2) : 1859-1875	Vol. 38
K. Marx et la Première internationale (1) : Les années 1864-1866.	Vol. 36
K. Marx et la Première internationale (2) : Les années 1867-1870.	Vol. 39
K. Marx & Engels et la Première internationale (3) : l'année 1871.	Vol. 41
K. Marx & Engels et la Première internationale (4) : l'année 1872.	Vol. 43
K. Marx & Engels, <i>Les prétendues scissions dans l'Internationale</i> .	Vol. 43
K. Marx & Engels, Une chronique de leurs relations personnelles et politiques avec M. Bakounine	Vol. 43
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français.	Vol. 19
Le Congrès de La Haye de l'Internationale	Vol. 43
Le <i>Manifeste des Soixante</i>	Vol. 36
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
S. Netchaïev, Elements de biographie	Vol. 43
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16

Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur la guerre de Sécession américaine : chronologie	Vol. 35
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
<i>L'obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J Proudhon, « Aux ouvriers »	Vol. 36
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Henri Tolain, Eléments de biographie	Vol. 36
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22

Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
Tranches de vie : les années 1860-1861	Vol. 34
Tranches de vie : les années 1862-1864	Vol. 35
Tranches de vie : les années 1865-1867	Vol. 36
Tranches de vie : les années 1868-1870	Vol. 39
Tranches de vie : l'année 1871	Vol. 41
Tranches de vie : l'année 1872	Vol. 43
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19